79:12
A308

John Carter Brown
Library
Brown University

LETTRES

HISTORIQUES,

POLITIQUES

ET

CRITIQUES,

SUR LES EVENEMENTS,

QUI SE SONT PASSES DEPUIS 1778
JUSQU'A PRESENT.

RECUEILLIES ET PUBLIEES,

PAR UN HOMME DE LETTRES QUI N'EST D'AUCUNE ACADEMIE, NI PENSIONNE PAR AUCUN ROI, REPUPLIQUE, VISIR OU MINISTRE QUELCONQUES.

Veritas amicos, potius quàm odium parere deberet.

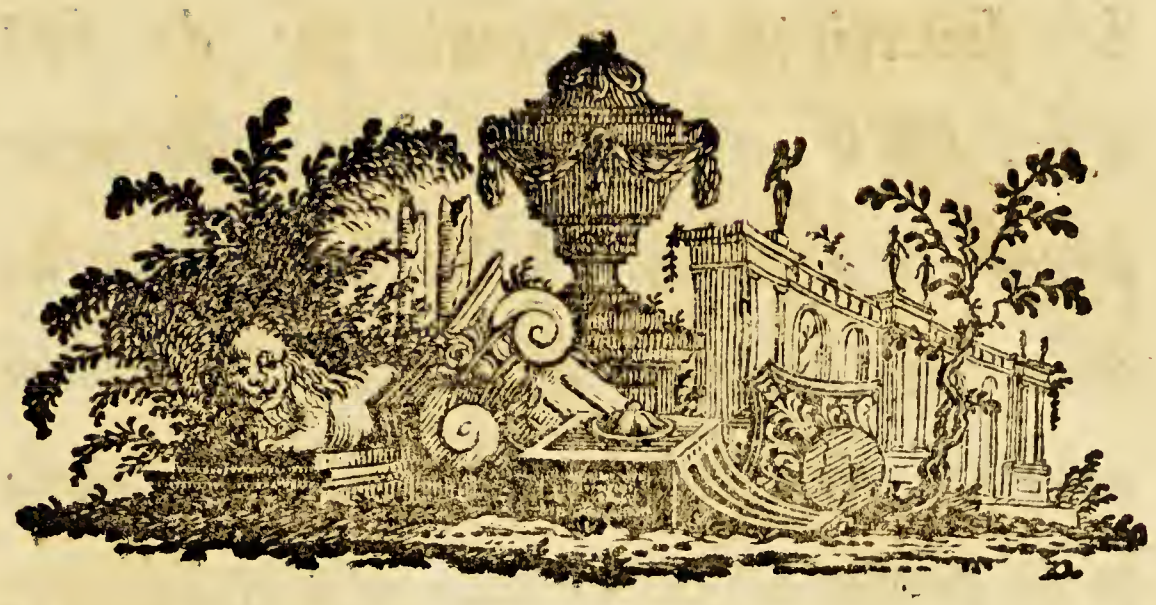
TOM. III.

A LONDRES

DE L'IMPRIMERIE D'UN MINISTRE DISGRACIE.

1788.

BIBLIOTECA



AVERTISSEMENT

DE

L'EDITEUR.

Malgré toute l'envie qu'on a de ſatisfaire la curioſité des Lecteurs en donnant la continuation de ces lettres, on les prévient que les fraix d'impreſſion & autres qu'elles occaſionnent ne ſont point encore remplis par la recette; le nombre

des

des ſouscripteurs n'étant que de ſept cens, & il en faut au moins mille pour payer les dépenſes & les honoraires de ceux qui coopèrent à la rédaction de cet ouvrage. On prie ceux qui déſireront de ſe le procurer de vouloir bien ſouscrire, ſoit chez Mr. Roux, libraire à Maſtricht, ſoit chez M. le Roux, libraire à Mayence. On fera paroître le quatrième volume au mois de Décembre prochain, ſi, d'ici à la fin de Novembre, la ſouscription eſt remplie juſqu'à mille ſeulement: ſans cela, l'ouvrage ne pourra être continué. Les volumes qui ſuivront, offriront des choſes du plus grand intérêt. Les circonſtances ne feront rien changer au plan du rédacteur, qui ſe fait un devoir de dire la vérité ſur tous les perſonnages dont il aura à parler;

tou-

toujours disposé à rendre justice à qui il appartiendra, sa plume ne se permettra jamais la louange peu méritée, ni la calomnie contre qui que ce soit. Il présentera les faits tels qu'ils sont, sans y rien changer, & observera toujours la plus grande impartialité.

Une des raisons encore qui font desirer à l'éditeur de ces lettres, d'avoir un nombre suffisant de souscripteurs, c'est la crainte qu'il a d'une contrefaction, contre laquelle il ne réclamera point; car il est permis à tout imprimeur de contrefaire un livre, comme à un peintre de copier un tableau. Les auteurs ont tort de se récrier à ce sujet; ils sont les premiers à habiller de neuf les auteurs anciens. Les libraires, de leur côté, font

réim-

réimprimer un livre qui a eu du ſuccès; ils ont raiſon, c'eſt le ſeul moyen qu'ils ayent de réparer les pertes qu'ils font avec certains ouvrages, dont le débit n'a pas répondu à leur attente. Le rédacteur de ces lettres, pour ne point s'attirer de reproches de leur part, a fait juſqu'àpréſent imprimer ſes ouvrages à ſes fraix, & il ſe charge d'envoyer lui-même chez l'épicier ceux que le public ne jugera dignes que de ſervir d'enveloppe....

ERRATA.

Page 37. Ligne 13. La défaite. *Liſez:* La défaite.

Page 39. Ligne 19. trop puiſſante ren lui faiſant. *Liſez:* trop puiſſante, en lui faiſant.

Page 55. Ligne 11. Grand nouvelle. *Liſez:* Grande nouvelle.

Page 76. Ligne 18. d'un eſpece. *Liſez:* d'une eſpece.

Page 97. Ligne 18. cette ortereſſe. *Liſez:* cette fortereſſe.

Page 115. Ligne 1ere. le comts d'Aranda. *Liſez:* le comte.

Page 134. Ligne 15. le Chataws. *Liſez:* les Chataws.

Page 148. Ligne 12. la ſuperficie de choſes. *Liſez:* des choſes.

Page 158. Ligne 24. de ce ſ in. *Liſez:* de ce ſoin.

Page 213. Ligne 11. le parti l'oppoſition. *Liſez:* le parti de l'oppoſition.

Page 269. Ligne 11. ne dévoilent les rai- *Liſez:* les raiſons.

Page 288. Ligne 10. mouroit de fain. *Liſez:* de faim.

Page 307. Ligne 23. la néceſſite. *Liſez:* la néceſſité.

Page 327. Ligne 22. par de placards. *Liſez:* des placards.

Page 387. Ligne 21. n'en faſſé. *Liſez:* n'en faſſe.

FIN du TOME III.

LETTRE I.

DE BERLIN, *le 28 Mai 1779.*

Du Comte de.... à M. de....

HIer ſur les deux heures de l'après-midi, nous vimes arriver ici notre auguſte monarque. Je ne pourrois, Monſieur! vous faire qu'une peinture imparfaite de la joye qu'a cauſé le retour de S. M. Si votre nation a de l'enthouſiasme pour ſes maitres, nous ne lui cédons en rien de ce côté. Tous les habitans des environs de cette capitale, & même de vingt lieues à la ronde, s'étoient rendus ici; la foule étoit immenſe partout où le Roi a paſſé. S. M. étoit accompagnée du prince-héréditaire de Brunsvic; elle a paru ſenſible aux démonſtrations d'allégreſſe que ſon peuple a témoignées. On m'a aſſuré qu'en descendant au château, quelques larmes ont coulé de ſes yeux.

Comme le Roi étoit un peu fatigué, il n'a voulu diner qu'avec ſon compagnon

de voyage, ſon frere le prince Ferdinand & quelques généraux. L'après-midi, il a fait une viſite à la Reine, & aujourd'hui il a été voir ſa ſœur la princeſſe Amélie. S. M. eſt partie pour Charlottenbourg, où elle reſtera jusqu'au deux du mois prochain; enſuite elle reviendra à ſa retraite philoſophique de Sans Souci pour y careſſer de nouveau les muſes, que ce monarque appele ſes maîtreſſes les plus fideles.

Le prince de Repnin a accompagné le Roi jusqu'à Francfort-ſur l'Oder. Là il a pris congé de S. M. pour retourner par la Pruſſe occidentale à Pétersbourg. Le comte de Finkenſtein & M. de Hertzberg, ainſi que les miniſtres étrangers qui avoient ſuivi le Roi à Breslaw, ſont auſſi de retour. Voila enfin cette guerre pour la Bavière terminée auſſi glorieuſement qu'il étoit poſſible, & ſans qu'il en ait coûté beaucoup de ſang. A vous dire vrai, nous n'en ſommes point du tout fâchés. On n'accuſera pas cette fois notre monarque d'avoir pris les armes par

des

des vues intéreſſées ; il a tout ſacrifié pour le ſoutien & la défenſe de la conſtitution germanique, & le ſuccès a couronné ſes efforts généreux. Lorsqu'on lui parle de cette campagne, il répond: *C'eſt une partie d'échecs que j'ai faite avec l'Empereur. Elle a été remiſe.*

Nous allons encore avoir des changemens dans notre tactique. Le Roi n'a pas été content de la manière dont ſes troupes ont manœuvré en Bohême; il prétend qu'il auroit été poſſible d'en venir à une action. J'ai parlé à des officiers, qui m'ont dit que les troupes autrichiennes étoient bien plus manœuvrières qu'en 1757, & qu'elles avoient profité des leçons que nous leur avons données alors ; qu'il étoit vrai que l'armée de Saxe combinée avec la nôtre avoit fait des fautes & qu'elle auroit pu effectuer ſa jonction avec l'armée du Roi; que le général Laudhon avoit donné pluſieurs fois priſe ſur lui, ſans qu'on eut ſu tirer parti de cet avantage & mettre à profit les circonſtances favorables qui ſe ſont

préſentées. Quelques généraux, à qui on attribue les fauſſes manœuvres qui ſe ſont faites, ſont tombés en disgrace; il n'y a que le général de Möllendorff dont le Roi paroiſſe content. Cet officier jouit dans ce moment de la plus haute faveur; S. M. lui deſtine, dit-on, un poſte des plus importans, en récompenſe de ſes ſervices. On préſume qu'il s'agit du gouvernement de Berlin. Le général d'Anhalt eſt toujours en défaveur; on ne croit pas qu'il recouvre jamais les bonnes-graces du monarque.

Tous nos militaires ſont déſeſpérés d'être obligés d'apprendre de nouveau leur métier. Pour moi, je crains bien qu'à force de vouloir perfectionner l'art de tuer méthodiquement les hommes, on ne retombe dans la barbarie dont on eſt ſorti. Je préférerois qu'on inſpirât à nos ſoldats plus de patriotisme, & qu'on n'en fit pas de ſimples machines dont tous les mouvemens ſont reglés comme ceux d'une figure automate, & qui doivent attendre avec une conſtance & un ſang-froid

ſtupi-

ſtupides leur deſtruction, lorsqu'un général maladroit les expoſe au feu meurtrier d'une batterie de canon. Je ſuis & je ſerai toujours de l'avis de votre Maréchal de Saxe, qui diſoit que le métier de la guerre ne conſiſtoit que dans l'agilité & les jambes des ſoldats.

Dans les trois dernières guerres que nous avons eu à ſoutenir contre la maiſon d'Autriche, l'avantage a presque toujours été de notre côté, parce que nous oppoſions aux autrichiens des manœuvres qu'ils ne connoiſſoient pas. Ils ont été longtems avant de pouvoir comprendre notre marche oblique, & cette colonne marchant par échelons, qui fondant ſur l'ennemi, au moment où il s'y attendoit le moins, l'attaquoit en même tems par le front & par le flanc, & le battoit complettement, avant qu'il eut eu le tems de ſe reconnoitre. Cependant, malgré les progrès qu'a fait la tactique autrichienne, l'Empereur n'a pas voulu ſe préſenter en bataille rangée dans la plaine; il a craint l'habileté de Frédéric. Ce jeune

monarque a, ſelon moi, très ſagement fait de prendre la poſition de Königgrätz; il a acquis autant de gloire en y attendant ſon adverſaire, que s'il eut gagné une bataille. J'aurois été curieux de ſavoir quel étoit le plan que le Roi avoit formé pour la ſeconde campagne; mais c'eſt un ſecret qui n'eſt connu, dit-on, que du Prince-Royal de Pruſſe & du général de Möllendorff, & dont on ſe propoſe de faire uſage, ſi une ſeconde guerre pour la Bavière venoit à avoir lieu.

Nos gardes-du corps & notre régiment de gendarmes ſont de retour. Les troupes franches qui avoient été levées par le général Hordt au commencement de cette guerre, viennent d'être licentiées. Ceux qui voudront continuer de ſervir ſeront les maîtres de ſe rengager dans nos régimens; les autres ſeront employés au défrichement des terres; le Roi pourvoira à leurs premiers beſoins, afin qu'ils ſoient en état de pouvoir travailler. Quarante nouveaux villages vont être bâtis pour y mettre des coloniſtes.

Con-

Convenez, Monſieur! que peu de ſouverains en Europe ſont en état de faire ce qu'a fait notre monarque. Il met deux cens mille hommes en campagne pour ſoutenir la cauſe d'un co-état de l'empire qu'on vouloit opprimer; pour faire marcher & entretenir une armée auſſi formidable, il n'a recours à aucun ſubſide extraordinaire, il ne fait aucun emprunt, point d'augmentation dans les impoſitions ; ſon tréſor ſeul ſuffit à des dépenſes auſſi conſidérables. De retour dans ſes états, après avoir terminé une guerre juſte par une paix glorieuſe, il s'occupe des moyens de remplir le vuide que cette premiere campagne a fait dans la population. Il fonde de nouvelles colonies; pour y fixer les étrangers qu'il ne peut plus employer dans le militaire, il leur fournit tout ce dont ils ont beſoin pour y former des établiſſemens, il les fait jouir de tous les avantages qui peuvent leur faire chérir la nouvelle patrie qu'ils ſe ſont choiſie. Pourquoi, dans un auſſi beau pays que le vôtre, n'employe-t-on pas de pareils moyens ? Avec autant de reſſources

que vous en avez, il me ſemble que vous pourriez attirer chez vous la moitié de notre allemagne, dont certains cantons n'offrent pas à ceux qui cultivent les terres le produit qu'ils pourroient attendre de leurs travaux. J'ai parlé à pluſieurs de vos déſerteurs françois, & leur ai demandé pourquoi ils ne retournoient pas dans leur pays. *Que voulez-vous que nous y faſſions*, m'ont-ils répondu; *nous n'avons rien. Quand même le Roi nous accorderoit notre pardon, cela ne ſuffit pas; il faut vivre; nous ne ſavons point de métier. Si nous ne trouvions point à gagner notre vie du travail de nos mains, nous ſerions expoſés à mourir de faim, car nous n'oſerions mendier notre pain ſans courir les riſques d'être arrêtés & enfermés dans des maiſons-de force. Nous n'avons pas la même choſe à craindre en allemagne; nous y trouvons de l'occupation, & l'hiver lorſqu'on ne peut nous en donner, on nous fait la charité. De cette manière nous ſommes aſſurés de ne jamais manquer de pain pour nous, nos femmes & nos enfans, ſi nous en avons.* Je vous avoue qu'il n'y a pas le mot à répondre à cela. J'ai vu dans la Weſtphalie quantité

de

de vos déſerteurs qui ont été en France chercher leur pardon, & qui ſont venus enſuite retrouver leurs familles. Ce ſont des citoyens perdus pour l'état, & il ſe trouve parmi eux de très bons ſujets. Si votre gouvernement s'étoit occupé des moyens d'aſſurer un ſort à tous ces malheureux, vous auriez rendu un très mauvais ſervice à l'Allemagne, qui ſe peuple journellement de cette partie indigente de votre nation. Parmi ces déſerteurs il en eſt beaucoup qui ont abandonné leurs drapeaux par le mécontentement que leur ont cauſé les innovations que vous faites dans votre militaire. Ils aiment mieux ſervir d'autres puiſſances, quoiqu'ils n'en ſoient pas mieux traités. *C'eſt un déſhonneur chez nous*, diſent-ils, *de recevoir des coups de bâton. Nous préferons d'être battus ailleurs que dans notre pays.*

Le premier qui a imaginé d'introduire en France la diſcipline pruſſienne, a rendu un mauvais ſervice à ſa nation. Si notre monarque avoit eu des françois a conduire, il en auroit ſaiſi l'eſprit, & il

en eut fait d'auſſi bons ſoldats que le ſont nos pruſſiens. L'art de bien gouverner les hommes, n'eſt autre que celui de les bien connoitre. Chez vous, la politique & les inſtitutions militaires éprouvent autant de variations que les modes; rien n'eſt fixe, il n'y a point de ſyſtême permanent. Si votre gouvernement eſt auſſi léger, doit-il être étonné que les individus le ſoyent auſſi, & qu'ils changent de patrie comme il le font.

Adieu, Monſieur. Je ſuis toujours votre tout dévoué &c.

LETTRE II.

De Berlin, *le 6 Juin.*

Du même, au même.

Le Roi, après dix-huit mois de peines, de fatigues & de ſoins, a trouvé enfin le repos qu'il cherchoit. Plus heureux encore dans ſes négociations politiques que dans ſes opérations militaires, il veut terminer ſa carriere comme Numa Pompilius,

lius, en s'occupant du bonheur de ſes ſujets & des moyens de les rendre heureux, même après lui. Ce monarque ſe propoſe de faire encore des changemens dans ſes cours de juſtice, & de remettre en vigueur toutes les ordonnances de ſon code *Frédéric*, dont on s'eſt un peu écarté. Il veut auſſi porter toute ſon attention à l'agriculture, & au défrichement de quantité de terres incultes qui ſe trouvent dans ſes états. Il vient d'aſſigner à cet effet un million d'écus pour deſſécher & cultiver des terreins inondés & marécageux qui ſont ſusceptibles de culture, & qu'on avoit négligés jusqu'à préſent. Il a deſſein en outre d'augmenter le nombre des manufactures dans certains endroits, afin d'occuper tous les bras oiſifs & de favoriſer par ce moyen la population. Ces nouvelles dépenſes ne l'empêcheront pas de fournir à celles néceſſaires pour l'embelliſſement de cette ville & de ſa réſidence de Potsdam. Il deſtine pour cette année à ces deux objets deux cens mille écus. Sur les repréſentations qui lui ont été faites par les

ha-

habitans de la malheureuſe ville de Neuſtadt dont les maiſons ont été incendiées, il a conſenti à les faire rebâtir à ſes fraix, & il a aſſigné à cet effet une ſomme de cent mille écus. Vous conviendrez, Monſieur! qu'on peut appeler l'adminiſtration de notre Roi un chef-d'œuvre de gouvernement, & qu'il eſt peu de potentats en Europe qui aient la poſſibilité d'en faire autant.

On eſt curieux maintenant de voir quel parti notre monarque prendra dans les affaires de l'Europe. Je ne crois pas qu'il faſſe rien en faveur de l'Angleterre, malgré le parti que cette derniere a ici & tous les reſſorts qu'elle fait jouer. S. M. étant heureuſement parvenue à faire la paix en allemagne, ne ſouffrira ſûrement pas qu'elle ſoit troublée de nouveau. Il paroit même, d'après ce qu'on m'écrit de Potsdam, que le ſyſtême politique qu'on a adopté eſt en votre faveur, & que le Roi eſt *in petto* pour vous, S. M. dit il y a quelques jours en plaiſantant: *Je ſuis de moitié avec la France, car j'ai fait avec*

elle

elle un traité pour lui fournir des bois de conſtruction, qui m'eſt très avantageux. Les anglois ont employé tous les moyens pour m'engager à rompre ce traité, mais je m'y ſuis refuſé & j'ai rejetté toutes leurs belles propoſitions. J'ai toujours ſur le cœur la mauvaiſe foi avec laquelle ils en ont agi avec moi, & je ſuis charmé de trouver l'occaſion de leur rendre la pareille.....

Je viens de me procurer copie d'une lettre écrite par un des miniſtres du cabinet de St. James à un autre miniſtre de S. M. Britannique dans une cour du Nord. Le contenu m'en a paru aſſez intéreſſant pour vous être envoyé.

De Londres, *le 12 Mai 1779.*

J'ai reçu, Monſieur! votre dépêche du 24 paſſé, & j'ai eu un extrême déplaiſir d'apprendre que dans quelques cours du Nord on prête l'oreille aux diſcours de nos ennemis. Je vous avoue cependant que ces inſinuations odieuſes ne m'inquiétent encore que foiblement, ſurtout quand je me rappele les termes dans leſquels les miniſtres de Pruſſe & de Ruſſie me parlent de la

ſin-

ſincérité de leurs cours. Je crois être certain que le cabinet de Pétersbourg influera beaucoup ſur celui de Berlin; & le miniſtre de Ruſſie ici m'a donné l'aſſurance la plus poſitive de l'affection de ſa ſouveraine pour nous, ainſi que ſur le dévoûment d'un certain perſonnage que vous connoiſſez.....

Mr. Harris m'écrit la même choſe, en m'ajoutant que nous pouvons compter ſur le miniſtère de Ruſſie qui a réſolu unanimement de conſerver ſes liaiſons avec nous, & de ne jamais écouter aucune des propoſitions de nos ennemis qui tendroit à détacher l'Impératrice de notre alliance avec elle, quelques avantages qui puſſent s'y trouver. Cette aſſurance amicale des miniſtres Ruſſes diſſipe toutes mes craintes, & ma ſécurité redouble quand je conſidère d'un autre côté qu'il eſt de l'intérêt du cabinet de Pétersbourg d'obſerver ſcrupuleuſement les engagemens qu'il a contractés avec nous. D'après ces bonnes diſpoſitions, je doute que la cour de Berlin adopte un ſyſtême différent de celui de la Ruſſie.

Vous aurez vu par ma précédente dépêche, ce que je vous marquois ſur les préparatifs des françois contre nous. Nous ſommes raſſurés à

l'égard

l'égard de certains avis qui nous avoient été donnés qu'ils ſe diſpoſoient à faire une deſcente en Angleterre ; ils n'y penſent nullement. Je ſais que leur miniſtre de la marine a arrêté une grande quantité de vaiſſeaux marchands, dont on fait monter le nombre à cent. Il en paye le fret à raiſon de 15 livres par tonneau, & donne comptant, à ce qu'on m'écrit, deux mois d'avance. Il garantit toute eſpece d'avarie pour leſdits navires, & dans le cas où ils ſeroient pris ou naufragés, il en paye la valeur aux propriétaires. Ce contrat paſſé avec différens particuliers doit durer juſqu'au mois d'août prochain. Plus de 40 mille hommes de troupes ſe trouvent répartis le long des côtes de Normandie; on conſtruit un grand nombre de bateaux plats; mais tout cela ne ſuffit pas. Je ſais à n'en pouvoir douter que leur flotte de Breſt n'eſt pas en état de ſe battre contre la nôtre, & qu'elle ne peut nous faire aucun mal réel. Mais cette flotte peut au contraire courir de grands riſques, ſi elle eſt rencontrée par la nôtre; ce qu'elle évitera, je crois. Je voudrois ſeulement que dans les circonſtances où nous nous trouvons, il fût poſſible de rétablir la confiance & l'union qui eſt ſi néceſſaire pour le bien de la

cauſe

cauſe commune, ſurtout au moment de la guerre la plus importante que l'Angleterre ait eu à ſoutenir contre ſa rivale.

Je ne vous mande tout ceci que par la raiſon que j'eſtime néceſſaire de démontrer à nos alliés que toutes les meſures de nos ennemis ne nous en impoſent point. Vous pouvez même repréſenter la France comme anéantie dans ſon commerce & faiſant un dernier effort pour ſoutenir ſa puiſſance maritime. Le gouvernement françois, par cette conduite, acheve la ruine de la nation, & prépare à ſon pays une révolution qui ſera terrible. Il n'eſt point d'intrigues qu'il n'employe, point de reſſorts qu'il ne faſſe jouer pour ſoulever les autres puiſſances contre nous, & ſurtout pour ſéparer l'Amérique de ſa métropole. Les cours qui ſe laiſſeront aller aux propoſitions ſéduiſantes qu'il leur fait, ne pourroient qu'en être la dupe : elles doivent donc ſe garder de ſe laiſſer ſurprendre par les belles phraſes de ſes miniſtres & ſurtout par ce prétexte ſpécieux d'aſſurer la liberté des mers, qui ſeroient beaucoup moins libres ſi les françois nous ſuccédoient à l'empire de cet élément, dont nous ne ſommes pas les tyrans autant qu'ils veulent le faire croire.

J'ai

J'ai été averti de bonne part que le duc de la Vauguyon a carte-blanche pour s'assurer à force d'argent de la majorité dans les états-généraux, & qu'il fait tout ce qu'il eſt humainement poſſible de faire pour préparer une révolution dans ce pays. Mais j'ai auſſi la certitude qu'il échouera dans ſa miſſion, & qu'il ne réuſſira jamais à mettre dans ſon parti l'ordre équeſtre & trois provinces dont nous ſommes aſſurés.

Je ne peux encore rien vous dire de poſitif ſur l'Eſpagne. Si cette puiſſance connoiſſoit ſes vrais intérêts, elle ne ſe mêleroit point de cette guerre; elle devroit ſe reſſouvenir de la dernière, dont elle a payé les fraix; il en ſera de même de celle-ci. Vous ſavez qu'on a promis à Charles III de le mettre en poſſeſſion de Gibraltar, & qu'il croit aveuglément à la poſſibilité de la conquête de cette fortereſſe. Le prince des Aſturies n'eſt pas de cet avis, & le parti à la tête duquel cet héritier-préſomptif ſe trouve ne laiſſe pas que d'avoir une certaine prépondérance. Cependant, d'après les dernières conférences que j'ai eues avec le comte d'Almodavar, je m'attens à voir bientôt l'Eſpagne ſe déclarer contre nous. Je prépare la nation à

cette rupture. Ce nouvel ennemi que nous aurons à combattre ne fera qu'inſpirer aux anglois un nouveau courage. Nos forces maritimes ſont en état de faire face partout ; c'eſt ce que vous pouvez aſſurer où vous êtes, & que nos ennemis éviteront autant qu'ils le pourront d'en venir aux mains avec nous.

Si on avoit voulu m'en croire, cette paix de Teſchen n'auroit pas eu lieu. C'étoit le cas de ſe raccommoder avec le Roi de Pruſſe & de mettre ce prince dans nos intérêts. En engageant la France dans une guerre de terre, nous diviſions ſes forces & faiſions changer la ſcene en Amérique. Je crains, entre nous ſoit dit, que nous ne ſoyons obligés de reconnoitre l'indépendance de nos ſujets rébelles ; nous aurions dû nous en faire honneur plutôt.... Vous connoiſſez celui qui peut tout ſur l'eſprit du Roi ; c'eſt à ſon influence ſeule qu'il faut attribuer tous nos mauvais ſuccès.

Je n'ai pu ſavoir de quel miniſtre étoit cette lettre ; le contenu m'en a paru intéreſſant. Comme vous ne devez pas exiger que, dans ce moment, un anglois ſoit bon françois, vous y verrez que l'on

vous

vous devine un peu & que par-ci par-là on vous dit des vérités.

Je n'approuve point, à vous parler vrai, les démarches de votre cabinet en Hollande, & je doute qu'elles réuſſiſſent. Le Stadhouder actuel tient à des conſidérations que n'ont pas eu ſes prédéceſſeurs: Petit-fils du feu Roi d'Angleterre, neveu de notre monarque, aiant pour épouſe une princeſſe-royale de Pruſſe, vous concevez qu'on ne ſouffrira jamais que ce prince ſoit dépouillé des droits & prérogatives qui lui ont été concédés par les états-généraux à ſon avénement au Stadhoudérat. Par la conduite que vous tenez, vous vous aliénez entièrement un prince (*) qui avoit toujours témoigné de l'amitié pour la France, & qui parvenu au trône n'oubliera pas toutes les tracaſſeries que vous aurez faites à ſa ſœur pour laquelle il a le plus grand attachement. Je vous avoue que je ſuis toujours étonné de vous voir, Meſſieurs les françois! vous que l'on cite comme des modeles de galanterie, n'être rien moins

(*) Le Prince-Royal de Pruſſe.

que galans & aimables en politique. Vos ambaſſadeurs, dans leurs fonctions, n'ont pas le plus petit égard pour les dames. Il me ſemble cependant que vous devriez les excepter de l'étiquette & ne point troubler leurs beaux jours, enfin leur rendre partout les mêmes hommages avec ces graces ſéduiſantes que vous déployez avec tant de ſuccès dans un cercle ou dans un boudoir.... Ces petites attentions de la part d'un ambaſſadeur ne pourroient jamais compromettre ſon caractère, & le beau-ſexe lui ſauroit gré de ſa complaiſance.

Dans votre traité de paix de Teſchen, vous avez mal fait, à mon avis, de vous relâcher ſur la preſſéance à l'égard de la Ruſſie, Vous aurez beau dire que dans l'un des deux exemplaires de cet acte, les nom & titres de S. M. très Chrétienne ſe trouvent placés avant ceux de l'Impératrice-de Ruſſie; il n'en eſt pas moins vrai que vous avez reconnu, à la face de l'Europe, une égalité que vous aviez conteſtée jusqu'à préſent; & jamais les

ambaſſadeurs de Ruſſie ne céderont déformais le pas à ceux de votre nation, Entre nous ſoit dit, ces prétentions d'étiquette ſont ridicules, & je fais peu de cas des miniſtres qui s'en occupent. Les nôtres n'ont pas encore joué cette comédie.

J'ai l'honneur d'être &c.

LETTRE III.

VERSAILLES, *le 10 Juin 1779.*

De Mr. de.... au Comte de....

Si Louis XVI, mon cher Comte! pouvoit être, ainſi que votre monarque, ſon général d'armée, ſon premier-miniſtre & ſon contrôleur-général des finances, je ne doute pas qu'il ne parvînt dans quelques années à opérer d'auſſi grandes choſes que Frédéric. Il n'eſt pas poſſible d'avoir de meilleures intentions qu'il en a; depuis ſon avénement au trône, il n'a ceſſé de s'occuper des moyens de rendre ſon peuple heureux; ſi le ſuccès n'a pas couronné ſes efforts, je vous aſſure que

ce n'eſt pas de ſa faute. Tous les reſſorts qui font mouvoir la grande machine du gouvernement ſont trop compliqués pour qu'il oſe entreprendre de la conduire lui ſeul. Votre adminiſtration pruſſienne eſt l'ouvrage de votre Roi & de ſon prédéceſſeur : le génie du premier a perfectionné ce que l'autre n'avoit fait qu'ébaucher. La nôtre étoit très imparfaite ſous Louis XIII. Sous Louis XIV, les différentes guerres qu'on eut à ſoutenir, joint au goût de ce monarque pour la dépenſe, forcèrent d'abuſer des moyens qu'on avoit de ſe procurer de l'argent, & le peuple fut accablé d'impoſitions. Voila l'époque du dérangement de nos finances, qui depuis ce tems n'ont jamais été en bon état. C'eut été peut-être un bonheur pour la nation que Louis XIV eut éprouvé des revers au commencement de ſon regne. Mais tout lui fut prospere, il ſe crut invincible, & ſes ſuccès firent ſon malheur. Parvenu au trône à l'âge de cinq ans, ſon éducation fut négligée. Il avoit de l'eſprit naturel, mais cet heureux fond auroit eu beſoin de culture. Il ceſſa d'ê-

tre

tre grand, dès qu'il perdit les miniſtres & les généraux qui avoient fait ſa gloire & qu'il ne ſut pas remplacer. La joye que la nation montra lorsqu'il mourut me dispenſe de vous en dire davantage. Louis XV parvint au trône au même âge que ſon biſayeul; ſon éducation fut auſſi peu ſoignée que celle de ſon prédéceſſeur. Le Régent, homme de génie, qui auroit pu le former, mourut trop tôt. Le cardinal premier-miniſtre, qui vouloit gouverner ſeul, n'inſpira à ſon jeune maître aucun goût pour le travail, & fit de Louis XV un bon prince, & non pas un grand Roi. Ce regne fut celui des miniſtres & des maitreſſes. Le monarque fut gouverné vingt-deux ans par un prêtre, & trente environ par les femmes. Cependant s'il fut mort à Metz, il eut été mis au rang des grands Rois, & il eut emporté dans le tombeau le ſurnom de *Bien-aimé* qu'il a perdu après la paix de 1748.

Louis XVI, en montant ſur le trône, s'annonça d'une manière à faire eſperer à la nation un terme aux maux qu'elle avoit

ſoufferts ſous les deux précédens regnes. Le jeune monarque malheureuſement n'eut pas aſſez bonne opinion de lui-même; il voulut ſe choiſir un guide. Son choix tomba ſur un ex-miniſtre qui avoit plus d'esprit que de talens pour gouverner un grand royaume, & lui rendre cette énergie qu'il avoit perdue ſous le dernier regne. M. de Maurepas ne fut pas heureux dans le choix qu'il fit des miniſtres, ni dans les moyens qu'il employa pour régénérer une nation qui avoit beſoin qu'on calmât ſon effervescence, qu'on la fit rougir de ſa frivolité, qu'on lui rendît des mœurs qu'elle avoit perdues, & cet amour de la patrie qu'elle n'avoit plus. Telles étoient les intentions du jeune monarque ; mais il falloit qu'il fût ſecondé par ceux qui devoient concourir avec lui à ce but ſalutaire, & il ne le fut point.

M. de Maurepas, pour faire ſa cour à la nation, ſe hâta de rappeler les corps de judicature qui, ſous le dernier regne, avoient été diſperſés, ſans mettre de con-

dition

dition à leur rappel. Il me ſemble que c'étoit le cas de s'occuper préalablement d'un nouveau code civil & criminel, de fixer d'une manière invariable le pouvoir des parlemens, & de leur aſſigner les fonctions qu'ils auroient à remplir. Rien de tout cela ne fut fait: on arrangea les choſes à la hâte; on fit grace d'un côté, on la reçut de l'autre, Les deux partis ſe trompèrent réciproquement, & les parlemens furent réintégrés dans leurs premieres fonctions.

Une ſecte, qui ſous le dernier regne n'avoit pu parvenir à jouer un rôle (les Economiſtes) jugea le moment favorable pour faire adopter ſes dogmes en finance. Ses ſuccès paſſèrent ſes espérances. Elle ſe choiſit pour chef M. Turgot, qui s'étoit fait une certaine réputation dans ſon intendance, & elle réuſſit à le faire nommer contrôleur-général. Vous ſavez quel fut d'abord l'enthouſiasme de la nation, & quelle en fut la fin. Jamais on ne vit paroitre autant d'écrits ſur le bien public; les arrêts du conſeil étoient des discours poléniques qui avoient pour ob-

jet de juſtifier toutes les injuſtices qui ſe commettoient. On s'emparoit de toutes les propriétés, & l'on écraſoit une partie de la nation pour ſoulager l'autre. Le mot de liberté étoit le cri de ralliement des partiſans de la ſecte dominante ; cependant le pouvoir arbitraire ſe déployoit ſans menagement contre la portion proscrite. Cette conduite offroit une contradiction frappante qui auroit dû embaraſſer M. Turgot. On lui en fit l'obſervation ; il répondit : *Le droit de me contredire fait partie de cette liberté que je veux établir.* (*)

Le

(*) Il ſe paſſa à ce ſujet quelque choſe de fort plaiſant. Comme tous les corps-de métier furent ſupprimés & qu'il fut permis à chacun d'exercer la profeſſion qu'il voudroit, un homme qui ne ſavoit rien faire s'aviſa, pour vivre, de dire des meſſes. Il alloit dans trois ou quatre égliſes par jour & gagnoit ſon petit écu. Il fut pris ſur le fait, on l'arrêta. Interrogé ſur les raiſons qui l'avoient porté à commettre un auſſi grand ſacrilége, il tira de ſa poche l'édit du Roi qui ſupprimoit tous les corps-de métier, & dit : *C'eſt en vertu de cette liberté accordée à chacun de faire ce qu'il veut, que je me ſuis fait prêtre. Je ne ſais aucune profeſſion ; il faut que je vive, & je m'acquite*

aſſez

Le parlement de Paris recommença ſes remontrances & crut, pour le bien public, devoir s'oppoſer aux innovations du contrôleur-général. On reconnut enfin qu'on s'étoit trompé ſur le compte de M. Turgot; il fut renvoyé, & les choſes furent remiſes ſur l'ancien pied. Rien ne donne plus mauvaiſe opinion d'un gouvernement que ces changemens fréquens & cette diverſité de ſyſtêmes qui ſe ſuccedent rapidement l'un à l'autre. Alors les peuples ſont en droit de juger leur maitre avec ſévérité; ils peuvent lui dire: *On vous a prévenu que vos miniſtres vous trompoient; vous auriez dû vous en rapporter à ce qu'on vous diſoit & ne point vous abandonner à des guides auſſi infideles.* Il faut être juſte, notre parlement a ſouvent eu raiſon dans les remontrances qu'il a faites au Roi. Cenſeur de nos miniſtres & témoin des fautes qu'ils commettent, on devroit avoir

---

aſſez bien de celle de dire la meſſe; demandez-le à ceux qui ont aſſiſté aux miennes..... On ſe contenta de lui défendre de récidiver, ſous peine de punition corporelle.

avoir quelquefois plus d'égard à ſes repréſentations. Je crains bien qu'on ne ſe répente du peu d'attention qu'on a fait à ſes obſervations ſur les emprunts & autres projets de M. Necker. Ce directeur des finances prépare de grands maux à la France; mais dans ce moment on voit tout en beau.

N'en doutez point, mon cher Comte! ſi notre monarque pouvoit ſuivre les mouvemens de ſon cœur, il ne manqueroit bientôt plus rien au bonheur de ſes ſujets. C'eſt malgré lui qu'on a entrepris la guerre d'Amérique; ſes miniſtres l'aiant une fois induit à cette démarche, il ne lui a pas été poſſible de reculer. Quelque heureuſe que puiſſe être cette guerre pour nous, il eſt aiſé de prévoir quelle en ſera la fin. Nous aurons détaché une partie de l'Amérique de l'Angleterre, ſans diminuer la puiſſance de cette derniere. Nos finances ſe trouveront épuiſées, & il faudra recourir à de nouveaux expédiens pour acquiter les dettes que les emprunts de Mr. Necker nous auront

ront fait contracter. Je ne vois pas de quelle manière on s'y prendra alors, car les peuples ſont déja ſi chargés, qu'il eſt impoſſible de mettre de nouvelles impoſitions. Pour éloigner l'idée affligeante d'une époque auſſi déſaſtreuſe, je vais vous parler un moment nouvelle.

Le prince de Baradenski, miniſtre-plénipotentiaire de S. M. I. de toutes les Ruſſies, a reçu un courier de Pétersbourg, qui lui a apporté l'ordre „ de fai-„ re des remercîmens au Roi, au nom de „ ſa ſouveraine, pour toutes les peines „ que S. M. s'eſt données, à l'effet de „ terminer à l'amiable le différend qui s'é-„ toit élevé entre la Ruſſie & la Porte; „ & de témoigner au monarque le déſir „ qu'avoit S. M. Impériale de voir ſe ré-„ tablir de plus en plus la bonne-intelli-„ gence entre les cours de Pétersbourg „ & de Verſailles; de demander en outre „ à S. M. Très-Chrétienne qu'il lui plai-„ ſe de permettre au comte de St. Prieſt „ d'accepter l'ordre de St. André & quel-„ ques autres marques de l'eſtime de l'Im-„ pératrice, en reconnoiſſance des ſervi-

„ ces

„ ces que ce miniſtre lui a rendus pen-
„ dant le cours de la négociation qui a
„ eu lieu avec la Porte-Ottomane “. Le prince de Baradenski s'eſt acquité de ſa commiſſion dans une audience particulière qu'il a eue de Mrs. les comtes de Maurepas & de Vergennes. Ces miniſtres lui ont dit que S. M. étoit on ne peut pas plus ſenſible aux marques d'attention de l'Impératrice, & que pour ſatisfaire à ſa demande, elle permettoit que ſon ambaſſadeur ſe décorât des marques de l'ordre de St. André. L'Impératrice a fait en outre un préſent au comte de St. Prieſt, évalué à 50 mille roubles; & un autre à la comteſſe, de la valeur de 3 mille roubles. Je trouve que la paix n'a pas été achetée trop cher à ce prix.

Nous aurions dû, nous autres, décorer le noble Lord North du cordon bleu, & lui envoyer en préſent un million de livres ſterling, pour qu'il accordât l'indépendance aux américains. Nous aurions fait une bien meilleure affaire que de nous battre pour la leur faire obtenir.

Des

Des avis reçus des Antilles nous diſent que l'amiral Byron croiſe à la hauteur de la Martinique, & tient notre eſcadre bloquée. La lettre qui nous communique cette nouvelle eſt datée du 2. avril dernier. Il faut eſpérer que notre comte d'Eſtaing aura trouvé le moyen de ſe dégager, ou qu'il aura riſqué un combat contre Byron.

Adieu, mon cher Comte! Faites des vœux pour le ſuccès de nos armes.

LETTRE IV.

De Berlin, *le 6 Juin.*

Du Comte de.... à M. de...

Je ſuis encore à Berlin, Monſieur! Quelques affaires qui me ſont ſurvenues m'ont empêché de partir, mais mon voyage n'eſt que différé. J'ai reçu vos dernieres lettres & j'ai lu avec le plus grand plaiſir les détails intéreſſans & les réflexions judicieuſes qu'elles renferment. Les obſervations du comte de Maurepas

rap-

rapportées dans votre lettre du 20 mars, ſont d'une vérité frapante; ſi les anglois avoient vu les choſes comme lui, il eſt certain qu'ils auroient pu parer les coups que la France leur a portés. Je ne conçois pas, je vous l'avoue, comment leurs miniſtres ſont encore en place, après toutes les ſottiſes qu'ils ont faites. Mais il faut auſſi tout dire, ces miniſtres ne ſont que l'organe des volontés du Roi d'Angleterre, & ce monarque a la plus grande part à ce qui ſe paſſe. Il auroit pu, s'il l'eut voulu, empêcher la revolte des colonies; moins de roideur & plus d'adreſſe eut amené les choſes à une heureuſe conciliation. Mais S. M. Britannique n'a employé que la voie de la rigueur; elle a parlé en maître irrité, & àpréſent que cette conduite n'a fait que fortifier les américains dans leur projet d'indépendance, elle veut à toute force les ſoumettre; il y a toute apparence qu'elle n'y réuſſira pas. Entre nous ſoit dit, ſi le parlement d'Angleterre n'avoit pas été vendu au parti de la cour, il auroit pu refuſer les ſubſides néceſſaires

pour

pour ſubvenir aux fraix de la guerre, qui alors n'auroit pas eu lieu. Au reſte on ne peut qu'approuver la conduite des américains & faire des vœux pour le ſuccès de leurs armes. Ils donnent à l'europe entiere un exemple éclatant qui ne reſtera ſurement pas ſans imitateurs, & les peuples ſauront enfin qu'on peut ſecouer le joug d'un tyran. Je ſuis toujours d'opinion que cette inſurrection opérera une grande révolution dans le ſyſtême politique, & qu'il en réſultera des ſuites funeſtes au pouvoir monarchique. Le peuple commence à s'éclairer; il n'a plus pour ſes maitres ce reſpect & cette ſoumiſſion aveugles ſi néceſſaires à l'obéiſſance illimitée qu'on exige de lui. Chez nous au moins, le reſpect que nous avons pour notre Roi eſt fondé; un monarque qui a toujours été victorieux en impoſe, l'éclat de ſa gloire ſubjugue tous les eſprits & commande l'admiration. Il faut auſſi convenir qu'il fait l'uſage le plus modéré de ſon autorité, & que ſon regne n'a pas encore été terni par aucun de ces

abus de pouvoir dont on a tant d'exemples ailleurs. La raiſon en eſt qu'il n'a ni miniſtre, ni favori, ni maitreſſe qui le gouverne. Si le ciel accordoit de pareils ſouverains à tous les états monarchiques, ce ſeroit le cas de déſirer le gouvernement d'un ſeul. Je ne prétends pas au reſte que le nôtre ſoit ſans défaut, mais il me ſemble, d'après l'étude que j'ai faite des autres, qu'il eſt le moins éloigné de la perfection, & qu'avec de petits moyens Frédéric a opéré de grandes choſes.

Vous avez raiſon, Monſieur! de dire que c'eſt le pere de notre Roi qui a préparé la puiſſance de ſon ſucceſſeur. Ce fut lui qui poſa les fondemens de cet ordre admirable qui regne dans toutes les parties de notre adminiſtration; il répara par ſon économie le regne déprédateur de ſon prédéceſſeur, qui voulut imiter votre Louis XIV & qui ruina ſon pays. Le feu Roi n'avoit pas ces qualités brillantes qu'on aime à voir dans un ſouverain, mais il poſſédoit celles qui ſont néceſſaires pour rendre des ſujets heureux. N'a-

yant

yant aucun goût pour les dépenſes ſuperflues, il abolit tout ce appareil d'étiquette & ce faſte qu'il trouva établi à ſa cour. Il étoit d'opinion que la grandeur d'un ſouverain ne conſiſtoit pas dans la repréſentation & dans cette quantité de nobles attachés aux cours & qu'on doit payer fort cher pour n'avoir autre choſe à faire que d'aſſiſter au lever & au coucher du monarque. Frédéric-Guillaume ſe couchoit & ſe levoit comme le plus ſimple particulier. Occupé tout le jour des affaires de l'état, le ſoir il fumoit & buvoit de la bierre avec quelques officiers-généraux; la Reine & les princeſſes filoient. Telle étoit la vie que l'on menoit autrefois à la cour. A la mort du Roi, ſon ſucceſſeur trouva un nombreux militaire, parfaitement diſcipliné & le mieux exercé de l'europe; des finances dans le meilleur état & un tréſor conſidérable. Il ſuivit l'ordre qu'il trouva établi & débuta, comme vous ſavez, dans la carriere des armes de la manière la plus brillante. La fortune ſeconda presque toujours ſes talens guerriers, & il

termina toutes les guerres qu'il eut à ſoutenir par des paix glorieuſes.

Le regne de Frédéric a été juſqu'à préſent ſans tache; ſa politique égale ſes talens pour la guerre. A ſon avénement au trône, la Pruſſe n'étoit qu'une puiſſance du ſecond ordre; il en a fait une puiſſance du premier rang. Depuis trente-huit ans qu'il gouverne, aucune querelle domeſtique, aucune dispute de réligion n'a troublé la tranquillité de ſes états. A ſoixante-dix ans, il prend les armes pour ſoutenir la cauſe d'un membre de l'empire qu'on veut dépouiller d'une ſucceſſion à laquelle il a les droits les mieux fondés; il oblige de rendre les pays dont on s'étoit emparé, & dicte des conditions de paix à la tête de ſes armées. Comme ſon pere, il ne ſe laiſſa jamais gouverner par perſonne. Enfin il ſut vouloir & regner ſeul.....

On reproche à notre monarque d'avoir négligé la partie de l'adminiſtration qui eſt la principale ſource de la richeſſe

d'un

d'un état (le commerce). Je vous ai dit, dans une de mes lettres, ce qui l'a empêché de tourner ſes vues de ce côté. La France, par ſa ſituation avantageuſe, eſt presque la ſeule qui puiſſe être en même tems puiſſance de terre & puiſſance maritime. Cependant c'eſt encore, à mon avis, une queſtion à réſoudre, que de ſavoir ſi Louis XIV fit bien de ſuivre l'idée qu'on lui ſuggéra de former une marine. Les premiers ſuccès qu'il eut ſur les mers l'aveuglèrent, il ſe crut le maître de l'empire de Neptune. La défaite qu'il eſſuya à la bataille de la Hogue où 40 de ſes vaiſſeaux de ligne furent battus par 90 vaiſſeaux tant anglois que hollandois, détruiſit cette agréable illuſion, & lui prouva qu'il n'étoit rien moins qu'invincible. Depuis cette journée, votre marine ne fit que décliner; les anglois ont toujours eu ſur vous une ſupériorité décidée ſur mer; & les ſuccès que vous avez remportés ſur terre ont été conſtamment balancés par les pertes qu'il vous ont fait éprouver dans les guerres maritimes que vous avez eu à ſoutenir contre eux. Je crois, à n'en pas dou-

ter, que la France ſeroit toute auſſi puiſſante qu'elle l'eſt, & qu'au lieu d'une dette nationale qui l'écraſe, ſes finances ſeroient dans le meilleur état, ſi elle n'eut pas voulu dominer ſur les mers & avoir une marine formidable. Comment font les espagnols & les portugais? Ces deux nations ont des colonies qui les enrichiſſent. Les vôtres au contraire, ſi vous calculiez bien, vous ſont à charge par les ſommes qu'elles vous ont coûté & qu'elles vous coûtent pour les protéger. La guerre de l'Inde de 1756, au rapport même des directeurs de votre compagnie des Indes ſupprimée, a coûté à la nation près d'un demi milliard. Celle de 1744 n'a pas été moins onéreuſe. Ajoutez-y ce que celle d'aujourd'hui vous coûtera. D'après ces conſidérations, je trouve que c'eſt payer bien cher l'honneur d'avoir une marine royale & des colonies. Malgré tous vos efforts, vous n'aurez jamais l'empire des mers; les anglois & les hollandois vous le diſputeront toujours, & je doute que vous puiſſiez les empêcher de dominer ſur cet élément.

Heu-

Heureuſe ſeroit votre nation, s'il ſe trouvoit parmi elle un miniſtre aſſez ſage pour réparer ſes maux ſans employer aucun moyen violent; ce qui ſeroit, je crois, facile ſous un Roi comme celui que vous avez, qui n'a rien plus à cœur que le bien-être & la félicité de ſes ſujets. Les chaines que vous portez vous ont été attachées par Louis XIV. Les françois, glorieux des victoires qu'il avoit remportées, n'oſèrent s'oppoſer à ſes volontés. Ce monarque tout-puiſſant traita ſes ſujets comme des esclaves, & quelquefois même comme des ennemis. Les revers qu'il éprouva ſur la fin de ſon regne auroient cauſé la ruine de la France, ſi ſes ennemis avoient ſçu profiter de leurs victoires, & que d'un autre côté on n'eut pas craint de rendre la maiſon d'Autriche trop puiſſante ren lui faiſant rendre les conquêtes que Louis XIV avoit faites ſur elle. Pardonnez moi ces réflexions...

Le Roi a reçu des avis qui lui diſent que vous avez promis à S. M. Impériale de favoriſer le rétabliſſement du port

d'Anvers & la navigation de l'Escaut. S. M. en parlant de cette nouvelle, a dit : *La France me rendroit un grand ſervice, ſi elle pouvoit déterminer la maiſon d'Autriche à s'ériger en puiſſance maritime. Mais je doute que le prince de Kaunitz, qui ſera ſurement conſulté, approuve ce projet. Il eſt trop ſage pour conſeiller à ſes maitres de faire une pareille ſottiſe.... Je crois que la France n'a d'autre but que celui d'amuſer la maiſon d'Autriche & de l'empêcher de ſe mêler de ſa guerre avec l'Angleterre, comme l'Empereur, ſuivant ce qu'on m'aſſure, en auroit fort envie.*

Suivant toutes les apparences, les hollandois ſeront à la fois la dupe des anglois & des françois. Les deux partis qui diviſent dans ce moment la république ne peuvent que nuire à cette union fédérative à laquelle elle doit ſa puiſſance. Une guerre inteſtine ſe prépare au loin entre les ariſtocrates & les démocrates. La Grande-Brétagne ſoutient les premiers ; votre miniſtère paroit vouloir ſe déclarer pour les derniers ; il n'eſt pas trop poſſible encore de dire ce

qu'il

qu'il réſultera de toutes ces intrigues politiques ; mais d'après l'exemple du paſſé, & les conjectures qu'on peut former pour l'avenir, il y a tout lieu de douter que vous réuſſiſſiez à diminuer le pouvoir du Stadhouder, comme vous en avez le projet.

Votre cabinet a appris à celui de Londres à faire des intrigues, & je crois que ce dernier profitera de vos leçons. Le miniſtre Elliot m'a aſſuré que vous réuſſiriez à faire déclarer la Hollande en votre faveur, vu que dans ce moment la pluralité des voix dans l'aſſemblée des Etats-généraux étoit pour vous. Mais il eſt perſuadé auſſi que cette alliance ne pourra vous être d'une grande utilité, autant de tems que vous aurez le Stadhouder contre vous. Cette colliſion de volontés, m'a-t-il ajouté, formera le parti de l'oppoſition & celui de la cour, comme en Angleterre. Cette ſciſſion tiendra la république dans l'inaction, & votre comte de Vergennes échouera dans le projet qu'il a formé de détacher entièrement la

Hollande de la Grande-Brétagne. Mr. Elliot n'approuve pas la conduite de ſon collégue à la Haye, qui depuis trente ans qu'il occupe cette place, devroit mieux connoître la nation près de laquelle il eſt accrédité. Ce miniſtre auroit pu empêcher les ſuccès de l'ambaſſadeur de France, s'il n'eut pas traité les chefs de cette république avec autant de hauteur & de dédain. Ce caractère ſied toujours mal à un négociateur; il doit oublier ſon rang, lorſqu'il s'agit de ſervir ſon pays. Les reproches qu'il fait au duc de la Vauguyon de courir les cabarets & les *Muſico* d'Amſterdam ne ſont pas fondés. Au lieu de critiquer ſa conduite, il auroit dû imiter ſon exemple; mais il tient trop à ſa dignité & au titre d'Excellence. Ses oreilles ne peuvent s'accoûtumer à s'entendre appeler *Monſieur*, & les régens d'Amſterdam, républicains dans toute la force du terme, n'aiment point à donner des titres; toute eſpece de cérémonial les embaraſſe, ils préferent de traiter les affaires avec des *Min-Herrs*. Votre ambaſſadeur leur permet toutes les libertés

qu'ils

qu'ils veulent prendre avec lui, & cela leur plait. Les hommes ſont partout les mêmes; il aiment l'égalité & haïſſent toute eſpece de gêne & de contrainte. La ſupériorité qui commande le reſpect leur déplait & reſſerre leurs cœurs; le plus ſûr moyen d'obtenir leur confiance eſt de ſe mettre à leur niveau. Un des miniſtres étrangers qui a le mieux réuſſi ici, c'étoit Mitchel, envoyé d'Angleterre. Il avoit un air de bonhommie qui plaiſoit; il n'étoit cependant rien moins que ce qu'il paroiſſoit être, c'étoit le plus ruſé politique de la Grande-Brétagne. Il amuſoit ſouvent le Roi en copiant les ridicules de ſes collégues. Le métier de négociateur n'eſt pas, ſelon moi, auſſi facile qu'on le penſe; chez vous ſurtout, où la politique verſatile de votre cabinet paſſe continuellement d'un ſyſtême à un autre, il faut de grands talens pour remplir convenablement cette miſſion. Il n'en eſt pas de même ici: notre monarque conduit les affaires étrangères commes ſes armées; les deux miniſtres de ce département ne ſont proprement que ſes premiers-

miers-commis. Toutes les affaires importantes ſe traitent dans le cabinet de Potsdam, & le ſecrétaire intime eſt le ſeul dans le ſecret. Tous nos miniſtres dans les cours étrangères doivent envoyer leurs rapports à S. M. & prendre directement des ordres lorsqu'il s'agit d'objets importans. Le Roi dicte lui-même les réponſes à faire, & ſes miniſtres ne ſont quelque-fois inſtruits du ſuccès de telle ou telle négociation que lorsqu'elle eſt achevée. Convenez qu'il eſt peu de ſouverains en europe qui ſachent regner comme le nôtre, & qu'on ne peut propoſer à tous un plus parfait modele.

Adieu, Monſieur! Je ſuis &c.

LETTRE V.

VERSAILLES, *le 21 Juin.*

De Mr. de.... au Comte de....

Je me ſuis procuré copie d'une lettre de notre miniſtre de la marine au comte d'Orvilliers, qui m'a paru trop plaiſante pour que je n'aye pas cru devoir vous

la

la communiquer. Ce n'eſt pas de cette manière que votre monarque écrit à ſes généraux; mais auſſi Mr. de Sartine n'eſt pas un Frédéric. Cette lettre a beaucoup fait rire nos ennemis. On rapporte que l'amiral Hardi a dit : *J'eſpere faire du miniſtre françois un faux prophete.*

Copie de la lettre écrite à M. le comte d'Orvilliers par M. de Sartine, en date du 27 Mai.

„ Ce ſont des adieux que je vous fais, „ mon cher Général! Ce ſont des vœux „ pour vous, pour tous les officiers-gé- „ néraux & pour toute l'armée. Cher- „ chez l'ennemi au moment favorable ; „ *attaquez-le vigoureuſement, & vous le bat-* „ *trez. Vous ſerez heureux, & je le ſerai de* „ *vos ſuccès. Vous m'annoncerez de bonnes nou-* „ *velles ; j'aurai la ſatisfaction de les annon-* „ *cer au Roi ; il ſera content. Je demande-* „ *rai des graces, je les obtiendrai toutes ; el-* „ *les ſeront reçues avec reconnoiſſance, com-* „ *me elles ſeront envoyées avec empreſſement.* „ *Le pavillon françois triomphera*, & nous

„ ren-

„ rendrons des actions-de grace au Dieu
„ des armées. Voila, mon cher géné-
„ ral ! ce que j'eſpere pour la campagne
„ qui va s'ouvrir. Donnez-moi de vos
„ nouvelles par toutes les occaſions
„ poſſibles ; je les attendrai avec impa-
„ tience. Vous connoiſſez, mon cher
„ général ! mon amitié pour vous, mon
„ attachement pour le corps de la mari-
„ ne & mon zèle pour la gloire de l'état".

A combien de plaiſanteries cette lettre ne donnera-t-elle pas lieu, ſi *on ne bat pas les ennemis*, ſi *on n'eſt pas heureux*, ſi *on n'annonce pas de bonnes nouvelles au Roi*, ſi *on n'eſt pas dans le cas de demander des graces*. Je ſuis bien perſuadé que le comte d'Orvilliers & tous les officiers qui ſont ſous ſes ordres feront leur devoir, notre nation ne le cede à aucune autre pour la bravoure; mais nous avons à faire à des ennemis auſſi braves que nous, & c'eſt les inſulter que de dire: *attaquez-les vigoureuſement & vous les battrez.* Nous ne ſommes pas malheureuſement dans le cas de parler ainſi, & les anglois nous ont, dans

tous

tous les tems, trop bien disputé la victoire pour qu'on puisse être sûr de les battre, même en les attaquant vigoureusement. Je suis fâché, mon cher Comte! qu'un de nos ministres donne un pareil ridicule à la nation. Je ne vous parlerois point de cette lettre, si elle n'avoit pas été rendue publique; j'ai voulu vous prévenir le premier que nous en sentions toute l'absurdité. Chez vous, l'on ne manquera pas de la traiter de fanfaronade, & l'on aura raison. Je vous prie de croire que notre monarque n'y a aucune part; une telle façon de penser n'est pas dans son caractère. Il faut pardonner ce petit ridicule à notre ministre de la marine, qui n'ayant jamais eu sous ses ordres que des inspecteurs de police & leurs espions, étoit accoûtumé de leur dire: *vous ferez telle ou telle chose;* & il falloit qu'elle se fit. Quelqu'un en parla à M. de Sartine & lui dit: "Vous avez mal fait d'écrire „ cettre lettre; je vais vous donner un „ modele. „ Il tira de sa poche une copie du discours que fit votre Roi à ses généraux le 2 de novembre 1760, la veille de la ba-

taille

taille de Torgau. Il étoit conçu en ces termes:

Je vous ai assemblés, Messieurs! non pas pour vous demander votre avis, mais pour vous dire que j'attaquerai demain Daun (ce général commandoit l'armée autrichienne) *Je sais que sa position est avantageuse, mais en même tems il est dans un cul de sac, & si je le bats, son armée est prise ou noyée dans l'Elbe. Si nous sommes battus, nous y périrons tous, & moi le premier. Cette guerre m'ennuie & doit vous ennuier aussi. Nous la finirons demain. Ziethen! je vous donne l'aile droite à commander; votre objet, en marchant sur Torgau, sera de couper la retraite aux autrichiens, quand je les aurai battus & chassés des hauteurs de Ziplitz.*

Vous connoissez surement, mon cher Comte! ce discours de votre Roi. Il auroit pu dire à ses officiers & à ses troupes: *vous battrez l'ennemi*; les victoires qu'il avoit déja remportées justifioient assez cette expression; mais il fut plus modeste; il dit: *Si je le bats.* J'espere que

notre

notre miniſtre de la marine ſe corrigera & qu'il n'écrira plus de pareilles lettres. Je vous demande grace pour lui.

Notre flotte eſt enfin ſortie de Breſt; elle eſt forte de 28 vaiſſeaux de ligne, auxquels on joindra encore la *Bourgogne* & la *Victoire*, tous deux de 74 canons. Les équipages de cette flotte ſont très nombreux; on y a ajouté cinq mille hommes pour faire le ſervice de l'artillerie. On ne ſait point encore quelle eſt ſa deſtination; on aſſure qu'elle ſe joindra à une eſcadre eſpagnole pour agir de concert contre les anglois. Nous avons reçu un courier de Madrid, qui étoit porteur de dépêches très importantes de la part de Mr. le comte de Montmorin, notre ambaſſadeur près de cette cour. Ce miniſtre y donne, dit-on, l'aſſurance la plus poſitive qu'avant peu l'Eſpagne ſe déclarera en notre faveur & fera cauſe commune avec nous. Ce qui le fait croire, c'eſt que tous nos équipages ont des cocardes blanches & rouges. On écrit de Breſt que le jour du départ de la flotte,

trois inconnus ſe rendirent à bord de la *Brétagne*, vaiſſeau-commandant. Après avoir conféré avec le comte d'Orvilliers, deux ſe retirèrent & paſſèrent, l'un ſur le vaiſſeau de Mr. de Guichen & l'autre ſur celui de Mr. de la Touche-Tréville; le troiſieme reſta ſur la *Brétagne* avec le comte d'Orvilliers. On prétend que ces trois inconnus ſont des officiers espagnols, & qu'ils ne ſe trouvent ſur notre flotte que pour indiquer les ſignaux. Je ne vous garantis pas au reſte cette nouvelle; on débite tant de contes ici, qu'il ne faut pas toujours ajouter foi aux différens bruits qui circulent.

On prétend auſſi que M. le comte d'Orvilliers eſt nommé Vice-amiral & qu'il ne déployera ce nouveau caractère que lorsqu'il ſera parvenu à certaine hauteur en mer. Je vous avoue que je ne crois rien de cette nouvelle. Notre brave comte de Guichen a obtenu la grand' croix de commandeur de l'ordre de St. Louis, & M. de la Touche-Tréville a été décoré du cordon-rouge. Tous nos ma-

rins

rins ont applaudi à ces deux graces ſi bien méritées.

On nous écrit de Londres, que les anglois ne ſont pas contens de la paix de Teſchen. Ils eſpéroient toujours nous entrainer dans cette guerre d'allemagne; mais leur eſpoir ſe trouve entièrement déçu, & rien ne nous empêche plus de porter toute notre attention du côté de la marine. Le duc de la Vauguyon nous écrit qu'il eſt entièrement aſſuré des Etats-généraux; il n'a plus à combattre que la cour de la Haye, qui vouée, comme vous le ſavez, à l'Angleterre, a mis dans ſon parti les grands & le militaire. Mais comme ce ne ſont pas ces derniers qui tiennent les clefs du coffre-fort, nous pourrons les mettre à la raiſon quand nous voudrons.

Les inſtructions données à notre ambaſſadeur portent qu'il doit inſiſter près de Leurs Hautes Puiſſances pour que les navigateurs hollandois conſervent la liberté illimitée due au pavillon de la répu-

 blique,

blique, comme puiſſance indépendante. Nous avons nos raiſons pour appuyer fortement ſur ce point; les voici: Nous avions fait un accord avec les hollandois, par lequel ils s'engageoient à nous fournir des bois de conſtruction. Les Etats-généraux, déterminés par nous à protéger le commerce & la navigation de leurs ſujets, avoient réſolu de leur côté d'accorder des convois pour tous les navires qui ne contiendroient aucun objet de contrebande. Cette réſolution eut ſon effet pour un premier envoi qui fut fait au mois de novembre dernier: tous les bâtimens chargés de marchandiſes permiſes par le traité de 1764 avec la cour de Londres, paſſèrent ſans difficulté. Mais ſur des repréſentations faites, à ce qu'on aſſure, par le Stadhouder, Leurs Hautes Puiſſances prirent le 19 du même mois une réſolution toute contraire, par laquelle elles ſuspendoient proviſoirement tout convoi, pour les bois de conſtruction ſeulement. Il étoit aiſé de voir que ce coup nous avoit été porté par les partiſans de l'Angleterre. Cela donna lieu au pre-

mier mémoire que notre ambaſſadeur remit le 7 de décembre dernier aux Etats-généraux, dans lequel il expoſoit l'injuſtice des rigueurs exercées contre les négocians hollandois. Cette affaire devint l'objet d'une négociation, & malgré les intrigues du miniſtre de la Grande-Bretagne & de ſes partiſans, Leurs Hautes Puiſſances donnèrent à notre cour la ſatisfaction qu'elle exigeoit. Cette victoire remportée ſur nos rivaux va nous attirer ſur les bras tous les amis qu'ils ont dans la république, à la tête desquels ſe trouvent le Stadhouder & le Duc de Brunsvic. Comme ce dernier a pris un fort ascendant ſur ſon pupile, le projet de M. le comte de Vergennes eſt de le rendre ſuſpect à ſes maitres, & il a des moyens aſſurés de pouvoir y réuſſir. Ce prince entretient une correſpondance ſecrète avec la cour de Londres, ce qu'il ne peut faire ſans ſe rendre coupable. Il n'eſt, dans la république, qu'un officier-général ſubordonné aux ordres de ceux qui le payent. Il n'a aucune miſſion qui puiſſe juſtifier ſes intrigues ſecrètes & ſes

relations ſuſpectes au dehors. Sa conduite eſt très répréhenſible, & nous l'en ferons repentir.

Notre comte de Vergennes a dit au Roi, dans un travail qu'il a fait avec S. M. *Je veux, Sire! régénérer cette république & lui redonner l'énergie qu'elle a perdue. C'eſt le moment, je crois, de rendre les hollandois indépendans de l'Angleterre, & de nous en faire des alliés aſſurés. La province de Hollande ne voit pas avec indifférence les atteintes continuelles que le Stadhouder porte à ſes droits; elle ne veut qu'être ſoutenue pour lever le maſque & opérer une révolution. Votre Majeſté aura vu par les différentes dépêches de M. de la Vauguyon, que tout eſt préparé pour rétablir l'ancienne conſtitution de la république, & qu'on y réuſſira comme à l'indépendance de l'Amérique, ſans ſe déclarer ouvertement contre le Stadhouder qu'à la derniere extremité. Ce ſont les hollandois qui doivent eux-mêmes ſecouer le joug ſous lequel ils ſont aſſervis, & il y paroiſſent très diſpoſés.* Le comte de Maurepas craint que M. de Vergennes n'échoue dans ſon entrepriſe;

il

il n'eſt pas du tout de ſon avis. Il a dit au Roi que depuis longtems on avoit cherché à diminuer l'autorité des Stadhouders ſans qu'on eut jamais pu y réuſſir; qu'il doutoit que M. de Vergennes fût plus heureux que les autres. Le Mentor pourroit bien avoir raiſon. Qu'en penſez vous, mon cher Comte! & que penſe le Grand Frédéric de toutes ces intrigues qui ſe font contre ſon neveu?

Grand nouvelle, Monſieur! L'Eſpagne vient enfin de ſe déclarer pour nous. Je vous en parlerai dans ma prochaine lettre; je ſuis en attendant, votre tout dévoué &c.

LETTRE VI.

VERSAILLES, *le 30 Juin.*

Du même, au même.

Le comte de Vergennes avoit fait myſtère des dépêches qu'il avoit reçues, il y a quelques jours, de notre ambaſſadeur à Madrid. Cependant on étoit inſtruit que

le Roi d'Espagne s'étoit décidé à faire cauſe commune avec nous contre l'Angleterre. Voici la cauſe des lenteurs de la cour de Madrid: comme elle n'étoit pas prête à faire la guerre, on étoit convenu qu'elle ne ſe déclareroit qu'au moment où elle ſeroit en état de mettre une escadre en mer pour ſeconder nos opérations maritimes. Pour amuſer le cabinet de Londres & lui ôter tout ſoupçon ſur la réſolution où étoit le Roi d'Espagne de de ſe joindre à nous, on imagina d'envoyer un ambaſſadeur à Londres pour y porter des propoſitions de paix & aſſurer le miniſtère britannique des dispoſitions de celui de Madrid à entretenir la bonne-intelligence avec l'Angleterre. Ses inſtructions portoient de trainer cette négociation en longueur, jusqu'au moment où l'on ſeroit prêt d'agir offenſivement de concert avec la France. Le comte d'Almodavar s'eſt conduit en maître dans cette miſſion; il a réuſſi à perſuader aux miniſtres anglois que l'Espagne ne ſe mêleroit jamais de la guerre d'Amérique. Nous ne nous ſerions pas attendu à tant

de

de crédulité de la part du cabinet britannique. Depuis trois ans, il a donné dans tous les pieges que nous lui avons tendus; il lui eut cependant été très facile de les éviter.

M. le comte de Maurepas dit l'année dernière à M. de Vergennes: *Je crains bien que les anglois ne ſoient pas la dupe des proteſtations que leur fait l'Eſpagne, & qu'ils n'agiſſent hoſtilement contre elle, en faiſant, au moment où l'on s'y attendra le moins, une expédition contre la Havane; ce qui leur eſt facile. Si cela arrive, comment vous en tirerez vous?* — „Je ſuis dans la plus parfaite ſé„curité ſur ce point, répondit M. de „ Vergennes. Les anglois ſont dans la „ plus ferme croyance que le cabinet de „ Madrid n'approuve pas la guerre que „ nous faiſons en faveur des américains. „ Je leur fais paſſer à cet égard de faux „ avis, auxquels ils ajoutent la plus gran„ de foi. J'ai des eſpions à Madrid qui „ ſont auſſi les leurs, & ils ne reçoivent „ aucun avis, que je ne l'aye revu & „ rectifié ſelon que je le juge convena-

„ ble. Comme le comte d'Almodavar
„ confirme toujours ce qui eſt écrit par
„ leurs eſpions, vous voyez qu'il eſt fa-
„ cile de les tromper. — *J'avoue que la ruſe eſt bonne & que le plus fin y ſeroit pris. Cependant les préparatifs qu'a fait l'Eſpagne tout en négociant avec l'Angleterre, auroient dû donner des ſoupçons à cette derniere; & ſi j'avois été miniſtre de S. M. Britannique, j'aurois mis pour premiere condition qu'aucun armement quelconque ne pourroit ſe faire dans les ports d'Eſpagne, avant que je n'euſſe la certitude la plus complette que cette puiſſance garderoit une parfaite neutralité. J'aurois exigé en outre que le cabinet de Madrid, pour ne laiſſer aucun doute ſur ſa bonne-foi, s'engageat à ne point augmenter ſa marine tout le tems que dureroit la guerre. Si le miniſtre anglois s'étoit conduit de cette manière, qu'auriez-vous fait, mon cher Vergennes?* —
„ Je vous avoue que je n'aurois pas été
„ peu embarraſſé. Mais le Lord Wey-
„ mouth n'eſt pas le comte de Maurepas;
„ je connoiſſois ceux à qui j'avois à faire.
„ Vous ſavez comme nous avons joué
„ ici le Lord Stormont, & quels mo-

yens

„ yens j'ai employé pour être inſtruit du
„ contenu des dépêches qu'il recevoit de
„ ſa cour (*). Nous étions trop bien ſer-
„ vis pour que le cabinet de St. James
„ ne donnât pas dans tous les pieges
„ qu'on lui tendoit. Maintenant que
„ nous avons réuſſi dans toutes nos ma-
„ nœuvres politiques, le ſort des armes
„ doit décider du reſte. J'eſpere que
„ nous ſerons auſſi heureux dans nos ex-
„ péditions guerrières que nous l'avons
„ été dans nos négociations ".

Que penſez vous, mon cher Comte! de cette converſation. Je doute que votre monarque eut été ainſi pris pour dupe. Lorſqu'on en voulut faire un mar-

quis

(*) On m'a aſſuré que l'ambaſſadeur d'Angleterre avoit chez lui quelqu'un qui donnoit à M. de Vergennes copie de toutes les dépêches que ce miniſtre recevoit. Comment le Comte de Stormont avoit-il pu attacher à ſon ſervice un homme qui devoit lui paroitre ſuſpect, ne fut-ce qu'en ſa qualité de François. Dans les circonſtances où l'Angleterre ſe trouvoit envers la France, un pareil homme devoit être ſurveillé; il eut été même de la prudence du repréſentant de S. M. Britannique de ne point le garder chez lui.

quis de Brandenbourg en 1756, il ne crut pas aux proteſtations amicales qu'on lui faiſoit; il prévint ſes ennemis, & fit bien. Si les anglois avoient ſuivi ſon exemple, ils auroient prévenu le coup que l'Eſpagne leur a porté par la déclaration qu'elle vient de faire au cabinet de St. James. On nous écrit de Londres que, le 18, Lord North s'eſt préſenté au parlement avec un front d'airain; que la joye & la ſatisfaction étoient peintes ſur ſa figure; qu'aiant pris place, il annonça „ que le „ même jour dans la matinée le comte „ d'Almodavar, ambaſſadeur d'Eſpagne, „ avoit remis au Lord Weimouth un ma„ nifeſte par lequel S. M. Catholique dé„ claroit qu'elle prendroit part à la guerre „ de la France contre la Grande-Bréta„ gne. S. S. ajouta que le lendemain „ elle remettroit au parlement un meſſa„ ge du Roi avec une traduction de la „ déclaration de guerre eſpagnole ".

A peine le miniſtre eut-il fini de parler, qu'un des membres, M. Burke, ſe leva, & fit un diſcours très éloquent, dans lequel

quel le Lord North & ſes collégues ne furent point menagés, & qu'il termina comme nous l'aurions fait vous & moi en pareil cas. *Que faut-il penſer de nos miniſtres*, dit l'orateur? *Ou ils nous ont trompés de deſſein prémédité, ou ils ont été eux-mêmes dans une ignorance honteuſe & puniſſable pour des hommes qui ſont à la téte d'un gouvernement.* Il s'éleva de grands murmures dans la chambre. Lord North s'attendoit bien à l'effet que produiroit la nouvelle qu'il venoit annoncer; il reſta calme au milieu de l'orage. M. Burke & le Lord Turnel vouloient qu'il fût porté une accuſation en regle contre les miniſtres; cette motion fut diſcutée longtems & finit par être rejettée. Lord North laiſſa s'épancher la bile de tous les membres, qui lui reprochoient l'air de ſerénité qu'il avoit en entrant dans la chambre. Lorsqu'on lui eut permis de parler, il dit: *Je ſuis ſenſible autant que je le dois aux reproches que l'on me fait, & ſurtout aux attaques perſonnelles de M. Barré. J'avoue que n'ayant point eu de miroir pour m'y regarder en entrant ici, j'ignore ſi j'avois l'air*

riant

riant ou ſérieux, ou que les traits de mon viſage aient marqué plus de ſerénité que de coûtume. Mais en ſuppoſant que mon extérieur n'ait pas répondu aux idées ſiniſtres que l'on ſe plait à former ſur l'état de la nation ; je ne penſe pas que ce ſoit là un ſujet de reproche, & qu'une contenance morne & abbattue ſoit celle qui convienne dans un moment de danger. Je ſuis anglois, Meſſieurs! & un anglois doit braver tous les revers, affronter tous les périls avec le plus grand courage & le plus grand ſang-froid. A quoi nous ſerviroit le déſeſpoir, quand même ce coup qu'on vient de nous porter ſeroit auſſi inattendu, auſſi terrible que des membres ſe plaiſent à le repréſenter; mais il ne l'eſt point. Le manifeſte de la cour d'Eſpagne eſt, je l'avoue, d'une teneur hoſtile ; mais pluſieurs membres de cette chambre ont prévu depuis longtems cette démarche, & moi-méme je n'y attendois. Je ne vois point d'ailleurs que l'acceſſion de ce nouvel ennemi ſoit auſſi allarmante qu'on veut le faire entendre ; nous en aurons plus de gloire, à vaincre les deux branches de la maiſon de Bourbon réunies. Ne nous laiſſons point abbattre par un danger auſſi incertain,

con-

concourons unanimement à la défenſe de notre patrie ; combattons avec ce courage héroïque qui nous a toujours diſtingués ; déployons toutes nos forces, faiſons uſage de toutes nos reſſources, & nous triompherons de nos ennemis & conſerverons malgré tous leurs efforts l'empire des mers qu'ils veulent nous enlever.

Il faut convenir que ſi ce Lord North étoit auſſi habile politique qu'il eſt bon orateur, il ſeroit en état de conduire les affaires ; mais l'expérience n'a que trop démontré qu'il s'entend moins bien à régler les intérêts de ſa nation qu'à juſtifier ſes fautes devant le parlement. Ces anglois, mon cher Comte ! avec leur liberté de pouvoir injurier le Roi & ſes miniſtres, ſont dans le fait auſſi *Moutons* que nos pariſiens ; la ſeule différence qu'il y a, c'eſt qu'ils crient un peu plus fort quand on les écorche. La nation eſt continuellement le jouet de ſes repréſentans, qui ſe vendent au plus offrant, & s'embaraſſent fort peu des intérêts de l'état pourvu qu'ils trouvent les leurs à ce marché. Auſſi les miniſtres ſont-ils dans la plus parfaite ſécurité, & s'il s'éleve par ha-

zard

zard quelque voix patriotique qui dénonce leurs procédés arbitraires ou leur inepties, ils ſavent bientôt l'étouffer ou rendre ſes efforts nuls, ainſi que nous venons d'en avoir l'exemple dans la ſéance du 18. où il a été queſtion de faire le procès aux miniſtres d'Angleterre. Ces derniers rient de ces menaces, & ils ont raiſon. Le parlement britannique a eu tort de ſouffrir qu'on fit la guerre aux américains, & & c'eſt à lui ſeul, & non aux miniſtres, que la nation devra imputer tous les malheurs qui menacent l'Angleterre. Vous ſerez, je crois, de mon avis.

Quant à la déclaration de guerre de l'Eſpagne, elle reſſemble un peu à celle du *Loup & l'Agneau.* On commence par y parler de l'impartialité que S. M. a montrée au milieu des diſputes élevées entre la cour de Londres, ſes colonies Américaines & la France. On reproche enſuite à l'Angleterre d'avoir *trainé en longueur les négociations, & donné des réponſes qui ne ſignifioient rien*; d'avoir pendant cet intervalle de tems *fait des inſultes au pavillon eſpagnol, fouillé les vaiſſeaux, fait feu ſur eux,*

&

& *même d'en avoir pillé quelques-uns*, & *intercepté des lettres pour la cour*, qu'on lui envoyoit par des paquebots. On accuſe en outre le cabinet de St. James d'avoir *ſuſcité des troubles dans les poſſeſſions eſpagnoles & ſoulevé les nations indiennes appelées Chataws, Chérokées & Chivachas contre les paiſibles habitans de la Louiſiane, qui euſſent été les victimes de la barbarie de ces ſauvages, ſi les Chataws, livrés aux remords, n'avoient révelé les moyens de ſéduction qu'on a employés de la part de l'Angleterre pour les engager à cette démarche*; d'avoir *uſurpé la ſouveraineté de S. M. C. ſur la province de Darien, ſur la côte de St. Blas*, & donné à un Indien rébelle *une commiſſion de capitaine-général de ces provinces, qui lui a été expédiée par le gouverneur de la Jamaïque*; d'avoir en outre *violé tout récemment les drcits de S. M. C. dans la baye de Honduras où les anglois ont commis des hoſtilités contre les eſpagnols, dont on a empriſonné les perſonnes & ſaiſi les propriétés*; enfin d'avoir *négligé, ſous différens prétextes, de remplir les clauſes du dernier traité de paix, énoncées à l'article XVI.*

Vous voyez, mon cher Comte! que tous ces griefs ſont plus que ſuffiſans pour déterminer la cour de Madrid à déclarer la guerre à l'Angleterre. Cette dernière devoit s'y attendre; & ſi de ſon côté elle étoit réſolue à rompre avec l'Eſpagne, elle ne devoit pas employer d'auſſi petits moyens; il falloit commencer par frapper un grand coup, & faire ce que diſoit le comte de Maurepas à M. de Vergennes.

Je vous avoue au reſte que je ne ſuis pas content de cette déclaration de guerre de l'Eſpagne; & il y a ici beaucoup de monde de mon avis. Perſonne juſqu'à ce moment n'avoit entendu parler de ces griefs, & l'on a été tout étonné de les voir paroître tout-à coup dans un manifeſte. J'aurois préféré que S. M. Catholique eut dit en peu de mots: *J'ai une ancienne querelle à vuider avec vous. On m'a empêché de me venger...; en 1779 je retrouve une occaſion favorable, & j'en profite.* On ne peut aſſez admirer la modération du cabinet de Madrid, qui a ſouffert les inſul-

tes des anglois juſqu'au nombre de *cent*... avant de s'en plaindre.

Georges III, dans le meſſage qu'il envoya à la chambre des pairs, dit, „ que „ c'eſt avec la plus grande ſurpriſe qu'il „ a vu de quels prétextes l'Espagne ſe „ ſert pour lui déclarer la guerre, attendu que pluſieurs des griefs annoncés ne „ ſont jamais venus à ſa connoiſſance ſoit „ par des plaintes particulières, ſoit par „ des repréſentations officielles. Qu'il „ étoit notoire qu'on ne s'étoit jamais „ refuſé de faire droit aux repréſentations de la cour de Madrid; qu'au contraire on y avoit toujours prêté la „ plus grande attention, & qu'on s'étoit „ occupé ſur le champ du redreſſement.

Lequel a tort ou raiſon de ces deux monarques? C'eſt ce qu'il ne me convient pas de décider. Au reſte le droit canon, ce ſouverain juge des querelles des Rois, ne tardera pas à réſoudre la queſtion. On aſſure que l'Espagne joindra 40 vaiſſeaux de ligne à nos forces navales; ſi cette non-

nouvelle eſt vraie, les anglois trouveront à qui parler. Jamais on n'aura vu des flottes auſſi formidables ſur le grand océan. Un habile marin m'a dit que ces grandes armées navales étoient comme celles de terre, qu'elles ne pouvoient manœuvrer que difficilement & qu'il doutoit que nous puiſſions, avec cette multitude de vaiſſeaux réunis, opérer de grandes choſes. *Les anglois*, m'a-t-il ajouté, *avec des forces bien inférieures, nous tiendront tête partout. Je ferois le pari que nous ne les battrons pas; je crains bien au contraire que nous n'en ſoyons battus.*

Les espagnols ne ſe joignent à nous que malgré eux; ils nous regardent nous & nos vaiſſeaux comme une très mauvaiſe compagnie. Ils nous accuſent d'irréligion, parceque nous mettons le *St. Eſprit* en compagnie avec le *Neptune*, l'*Alexandre*, le *Protée*, & lui donnons pour adjoint la *Junon*, la *Terpſicore*, la *Bellone*, l'*Attalante* &c.

„ Comment le ciel, diſent-il, peut-il
„ ſouffrir de pareilles impiétés. Pouvons
„ nous mettre de ſociété avec ces faux-

dieux

„ dieux, ces déeſſes, ces nymphes ou ces „ héros du paganisme, un *St. Nicolas*, „ une *Ste. Iſabelle*, *St. Julien*, *St. François* „ *d'Aſſiſe*, *Notre-Dame du mont Carmel*, *Ste. Monique*, *Ste. Roſe* &c. " Ne trouvez vous pas, mon cher Comte! cette inculpation de nos alliés merveilleuſement bien fondée. Je doute cependant que, pour plaire aux eſpagnols, nous veuillons batiſer ſous d'autres noms nos vaiſſeaux & frégates payens & payennes, pour en faire des chrétiens & des chrétiennes.

Juſqu'à préſent il n'eſt queſtion de joindre à notre armée navale que 21 vaiſſeaux de ligne eſpagnols, 15 frégates, 2 brûlots, 2 hourques & une corvette qui ſervira de courier. On dit que Don Cordova commandera cette escadre.

Nous faiſons des préparatifs immenſes pour cette campagne. Les régimens qui ſe trouvoient dans nos provinces méridionales, ont reçu ordre de s'approcher des côtes de Normandie. L'armée doit être raſſemblée pour la fin de ce mois ; il eſt toujours queſtion d'en donner le com-

mandement à M. le comte de Vaux, excellent officier-général, en qui les troupes ont la plus grande confiance, quoiqu'il ſoit très ſévère pour le ſervice.

A Rouen, on travaille jour & nuit à des cartouches; cette ville doit, dit-on, en fournir un million. Un train conſidérable d'artillerie s'avance vers la Normandie; on fait auſſi paſſer une grande quantité de munitions dans cette province. Toutes ces diſpoſitions ſemblent annoncer le projet d'une deſcente; cependant je ne puis encore y croire.

Les anglois, d'après ce qu'on me mande, ne voyent pas ſans inquiétude les armemens formidables qui ſe font contre eux. Je vous enverrai, dans ma premiere, un extrait du diſcours prononcé par le duc de Richmond, lorſque le Lord Weimouth remit à la chambre des Pairs une copie de la déclaration de guerre de l'Eſpagne. Cette piece eſt on ne peut pas plus intéreſſante. Elle préſente un tableau fidele de ce qui s'eſt paſſé dans notre dernière guerre avec l'Angleterre, &

de

de la différence qu'il y a entre notre poſition d'alors & celle où nous nous trouvons aujourd'hui. Il faut convenir que cette liberté qu'ont les anglois d'expoſer publiquement leurs opinions, contribue beaucoup à augmenter l'énergie de cette nation. Tous ces discours prononcés dans la chambre des communes ſervent, d'un côté à contenir l'adminiſtration, & de l'autre à l'éclairer. Le Roi & ſes miniſtres ſont ſouvent retenus par la crainte, & malgré les ſuffrages qu'ils achetent au poids de l'or, ils ne peuvent pas toujours faire ce qu'ils veulent. Nous avons auſſi, comme les anglois, le droit de parler; mais pour peu que nous nous exprimions avec liberté, un meſſage du Roi, accompagné d'une lettre très laconique de S. M. nous impoſe ſilence & nous envoye en retraite dans nos terres ou dans quelque château-fort. Chaque pays à ſes uſages: Votre monarque, tout abſolu qu'il eſt, laiſſe dire & écrire chez lui tout ce qu'on veut; & je trouve qu'il a raiſon.

Adieu, mon cher Comte. Je ſuis &c.

LETTRE VII.

VERSAILLES, *le 6 Juillet.*

Du même, au même.

Le comte d'Almodavar ſe trouve ici depuis quelques jours. Il a déja eu quelques conférences avec M. de Maurepas & le comte de Vergennes ; on les dit relatives aux opérations de la campagne ſur mer & des deux flottes réunies. On nous aſſure que l'escadre espagnole, ſortie de la baye de Cadix, eſt forte de 30 vaiſſeaux de ligne, 10 frégates, 2 brulots, quelques galiottes à bombes & un vaiſſeau qui doit ſervir d'hôpital. Nous allons voir, mon cher Comte! ce que feront ces forces navales. Juſqu'à préſent les anglois n'ont que 23 vaiſſeaux de ligne à leur oppoſer; je ſuppoſe cependant qu'ils en augmenteront le nombre.

Le bruit d'une descente en Angleterre s'accrédite tous les jours davantage ; & les différentes diſpoſitions qui ſe font ne laiſſent presque plus douter que no-

tre gouvernement ne ſoit réſolu de tenter une expédition de cette nature. Les ordres ont été envoyés à Lille pour faire partir une grande quantité de malelats & d'autres fournitures pour les troupes; ce convoi eſt deſtiné pour le Havre-de Grace. Tout annonce que les 40 mille hommes qui ſe raſſemblent ſur les côtes ſeront embarqués inceſſamment. Ces troupes iront attaquer l'ennemi dans ſes propres foyers; nous voulons vaincre les anglois dans Londres, comme les Romains vainquirent les carthaginois dans Carthage. Tout cela eſt très aiſé à dire, mais un peu plus difficile à exécuter; & je crois que nos ennemis en ſeront quittes pour la peur. Cependant ſi les anglois ſont la dupe de nos ſtratagêmes de guerre comme ils l'ont été de nos ruſes politiques, ils pourront bien faire encore beaucoup de ſottiſes.

Le docteur Francklin a reçu des lettres de l'Amérique, par leſquelles on lui mande que le brigadier Matthews & le chevalier George Collier ont fait une

descente à Norfolck & à Portsmouth en Virginie, & qu'ils ont pris ou détruit à cette occaſion, 4 frégates américaines de 36, 20 & 22 canons, 24 navires marchands parmi leſquels ils s'en trouvoient quelques-uns qui nous appartenoient. Cette perte n'eſt pas d'une légère conſéquence pour nos alliés qui n'ont qu'une marine naiſſante. Si les anglois la détruiſent à meſure qu'elle ſe forme, nous ſerons obligés de doubler la nôtre pour protéger notre commerce & le leur. Je ſuis d'opinion, mon cher Comte! que nous avons fait une très mauvaiſe connoiſſance en entrant en liaiſons avec ces inſurgens. Mais enfin la ſottiſe eſt faite, & nous ne pouvons plus reculer ſans nous couvrir de honte. Nous faiſons à peu-près comme ces enfans-de famille qui empruntent de tous côtés ſans ſavoir trop comment ils payeront & qui finiſſent par ſe ruiner entièrement. Nous avons, il eſt vrai, notre Trysmégiſte Necker qui fournit à tout, mais ſon art nous ſera plus fatal qu'avantageux. On dit que ce grand opérateur financier a deſſein

d'en-

d'engager le Roi à prendre tous les biens de ſes ſujets en rentes viagères. S'il réuſſit à faire adopter cette idée digne de lui, notre monarque ſera bientôt le plus riche de tous les potentats; en revanche ſon peuple ſera le plus pauvre de la terre. Il n'y a, comme vous pouvez bien le penſer, que ceux qui n'ont rien à perdre qui deſirent l'exécution de ce projet. Notre directeur des finances a adopté, à ce qu'on aſſure, les principes de J. J. Rouſſeau. Il veut rétablir l'égalité parmi les hommes. Oh l'heureux ſiecle, mon cher Comte! que ce ſiecle philoſophique dans lequel nos vivons! Que de révolutions vont s'opérer pour le bien des peuples: *Indépendance. liberté de commerce, liberté de conſcience, liberté de parler; liberté d'écrire;* que de précieuſes jouiſſances nous allons acquérir ! Auſſi les peuples, par reconnoiſſance, laiſſent-ils aux ſouverains la *liberté* de prendre leurs biens, & ceux-ci uſent, ſans ſe faire prier, de ce droit.

En attendant, nous nous préparons à défendre les domaines de la couron-

ne

ne, préſents & futurs. On dit qu'il y aura quatre embarquemens à la fois : un au Havre, un à St. Malo, un à Granville & un à Dunkerque. Il ſera établi un camp dans ce dernier endroit, qui ſera commandé par le comte de Chabot. Cet officier-général aura ſous ſes ordres le comte d'Apchon & trois autres maréchaux-de camp. Le prince de St. Maurice, fils du miniſtre de la guerre, fera les fonctions d'aide-de camp général, ou de maréchal des logis de l'armée. Vous voyez que nous faiſons des préparatifs ſérieux & très coûteux. Je crains bien qu'il n'en réſulte rien autre choſe que le regret d'avoir fait toutes ces dépenſes en pure perte.

Je vous ai parlé d'un eſpece de confédération qui ſembloit vouloir ſe former entre trois puiſſances du Nord (la Suéde, la Ruſſie & le Danemarck) pour protéger la navigation des neutres dans leurs parages. Mais il paroit que les propoſitions qui ont été faites à ce ſujet par le cabinet de Pétersbourg n'ont pu être

agréées.

agréées. Voici un extrait de la réponſe que le Danemarck y a faite.

„ Les principaux motifs qui empê-
„ chent S. M. Danoiſe de donner les
„ mains aux meſures propoſées, ſont 1°.
„ l'impoſſibilité où elle ſe trouve de met-
„ tre ces meſures à exécution, vu que
„ l'étendue de la mer ſeptentrionale ne
„ lui permet pas de juger de la deſtina-
„ tion des vaiſſeaux qui y naviguent, de-
„ puis le cap-Nord juſqu'à Archangel, &
„ qu'il eſt abſolument impoſſible de s'en
„ aſſurer. 2°. Le manque de raiſons juſ-
„ tificatives envers les puiſſances belligé-
„ rantes, attendu que la cour de Dane-
„ marck, quoiqu'elle ſoit en droit de pro-
„ téger ſes propres vaiſſeaux & ceux de
„ toute autre puiſſance neutre qui auroit
„ adopté les mêmes principes qu'elle, ne
„ pourroit cependant, ſans contrevenir
„ aux traités ſolemnels qui ſubſiſtent en-
„ tre elle & les dites puiſſances belligé-
„ rantes, ſe charger de défendre le pa-
„ villon de l'une ou de l'autre. 3°. Qu'il
„ y auroit une contradiction évidente en-
„ tre cette conduite & la déclaration for-

„ melle

„ melle que S. M. Danoiſe avoit fait fai-
„ re, qu'elle traiteroit les françois & les
„ anglois ſur le même pied & recevroit
„ leurs armateurs ou autres navires dans
„ ſes ports de la même manière que dans
„ les guerres précédentes; de ſorte qu'il
„ eſt impoſſible que ſes miniſtres aux
„ cours de Verſailles & de Londres y
„ faſſent une déclaration conforme à
„ celle de la Ruſſie, ni que cette derniere
„ puiſſance faſſe mention dans la ſienne
„ des côtes & des ſujets du Danemarck,
„ car chacun eſt le maître de faire chez
„ lui ce qu'il lui plait.

„ Cependant, ajoute la cour de Da-
„ nemarck, malgré ces inconvéniens qui
„ méritent la plus grande attention, le
„ Roi déſirant de ne point s'écarter du
„ ſyſtême qu'il a adopté pour toute la du-
„ rée de ſon regne, veut bien donner
„ dans cette occaſion à l'Impératrice de
„ Ruſſie, une nouvelle preuve de la ſin-
„ cère amitié qu'il fait profeſſion d'avoir
„ pour elle; Et S. M. aiant réfléchi ſur
„ les moyens qui lui paroitroient le plus
„ convenables pour ſe conformer autant

„ qu'il

„ qu'il eſt poſſible aux intentions de S.
„ M. I., Elle conſent d'ordonner à quel-
„ ques-uns de ſes vaiſſeaux de guerre de
„ croiſer ſur toutes les côtes de ſes états
„ dans la mer ſeptentrionale, & de ſe por-
„ ter juſqu'au Cap-Nord pour y prêter
„ la main à la croiſière qui doit être éta-
„ blie par ſa dite Majeſté Impériale ;
„ chargeant en même tems le comman-
„ dant de ces vaiſſeaux de défendre les
„ côtes qui appartiennent à la Ruſſie,
„ & les vaiſſeaux des ſujets de cet empi-
„ re, de la même manière que les vaiſ-
„ ſeaux danois, dans toutes les mers
„ ſeptentrionales ; ſans permettre qu'on
„ les inſulte ni les inquiéte ſous quel
„ prétexte que ce ſoit ; d'exiger même
„ ſatisfaction de tous les excès qui ſe
„ commettroient envers eux, ſans exi-
„ ger à cet égard aucune réciprocité,
„ quoique S. M. Danoiſe oſe l'eſpérer de
„ l'amitié de l'Impératrice, à l'équité &
„ aux lumieres de laquelle elle s'en rap-
„ portera entièrement pour regler défi-
„ nitivement cet objet.

D'après

D'après cette réponſe de la cour de Danemarck, il paroit que les puiſſances du Nord ne ſont pas éloignées de former une confédération, & qu'elles ſe ſerviront, comme on dit, de la patte du chat pour tirer les marons du feu. Elles profiteront de la liberté des mers pour étendre leur commerce. Déja l'on écrit de Hambourg, que depuis notre rupture avec l'Angleterre, la ville d'Altona a augmenté ſa marine marchande de 20 à 25 navire. Si la guerre dure encore quelques années, elle en aura le triple; & quoiqu'en diſe M. le comte de Vergennes, cela ne peut que nuire à notre commerce & donner l'envie aux états du Nord de s'ériger en puiſſances commerçantes. La Suéde & le Danemarck ne tarderont pas, ſelon moi, à ſortir de l'apathie dans laquelle elles ſont. Guſtave III eſt occupé des moyens de régénérer ſa nation; il prépare dans le ſilence une révolution qui rende à ſon pays cette prépondérance qu'il a perdue depuis la mort de Charles XII. Ce monarque ne peut voir avec indifférence l'aggrandiſſement de la Ruſſie; il a, ainſi que le Roi de Danemarck,

le plus grand intérêt à s'y oppoſer. On aſſure qu'il s'en occupe, mais le plus grand ſecret regne ſur ſes projets, qu'il ne mettra à éxécution qu'au moment où il en verra la poſſibilité.

Quant à nous, mon cher Comte! notre politique eſt ſi embrouillée, notre cabinet change ſi ſouvent de ſyſtêmes, qu'il eſt impoſſible de former ſur les opérations préſentes aucun réſultat pour l'avenir. Dans ce moment nous ne ſommes occupés que de notre guerre avec les anglois; nos ſuccès contre eux paroiſſent certains, mais la victoire nous coûtera cher. C'eſt un grand procès que nous aurons gagné; les fraix nous ruineront, & à la premiere occaſion favorable nos rivaux en appeleront: inſtruits par l'expérience ils prépareront de loin leur vengeance, & je crains qu'ils ne réuſſiſſent à nous faire autant de mal que nous leur en aurons fait.

Notre ambaſſadeur à la Haye nous écrit que le parti de la France augmente

conſidérablement en Hollande, & que malgré les intrigues des Stadhoudériens & des partiſans de l'Angleterre, on pouvoit compter ſur une rupture très prochaine entre la république & la cour de Londres, ſi cette dernière inſultoit le pavillon de la Hollande & troubloit la navigation de ſes ſujets, comme elle l'a déja fait.

Je ſuis toujours d'opinion que cette république feroit mieux de garder une parfaite neutralité & de ne point ſe mêler de notre querelle avec la Grande-Brétagne. On a le projet de détruire le pouvoir du Stadhouder; on n'y réuſſira point. J'ai eu occaſion de voir ici un hollandois qui connoit parfaitement la conſtitution de ſon pays; il m'a dit: *Votre Comte de Vergennes s'engage dans une fauſſe démarche; il ne connoit pas notre nation. Jamais il ne réuſſira dans le projet qu'il a formé. Le Stadhouder a un parti puiſſant dans l'ordre équeſtre & dans le peuple; le militaire lui eſt entièrement dévoué. Le parti des Démocrates ſera la victime de ſon attachement*

chement pour la France, & le prince d'Orange triomphera, quoique les apparences ſoient abſolument contraires ; mais le moment de cette révolution n'eſt pas encore venu. Il faut attendre, mon cher Comte! ſi cette prédiction de l'hollandois ſe réaliſera.

Je ſuis &c.

LETTRE VIII.

VERSAILLES, *le 14 Juillet.*

Du même, au même.

J'ai oublié, dans ma lettre du 6 courant, de vous joindre, comme je vous l'avois promis, un extrait du discours du duc de Richmond. Quoique ce ſeigneur fût un des plus forts oppoſans à la motion qu'on a préſentée au Roi & qu'il ne pût l'empêcher, il crut cependant devoir communiquer ſes idées à la chambre & parler en homme libre ſur l'état de ſon pays. Il commença par dire „ qu'il perſévéreroit „ toujours dans ſon ſentiment & inſiſte„ roit ſur la néceſſité de renvoyer des

„ miniſtres qui avoient mis la nation dans
„ un état de criſe dont il y a encore eu
„ peu d'exemple ; que ſouvent on s'étoit
„ plaint de la ſituation critique du royau-
„ me , mais toujours mal-à propos, ſur-
„ tout ſi l'on mettoit en comparaiſon ſon
„ état paſſé avec ſon état préſent. *Nous en ſommes venus*, dit ce duc, *à une époque qui ne permet plus de diſtinguer ce parti de la chambre du parti oppoſé. Rien ne ſauroit ſauver ce pays, ſi ce n'eſt l'unanimité. Je ne prétens donc pas attaquer aucun des miniſtres en particulier, mais communiquer quelques-unes de mes réflexions ſur le manifeſte de l'Eſpagne dont on vient de nous faire lecture. Je ne diſcuterai point les raiſons que cette puiſſance allégue pour nous déclarer la guerre, raiſons qui ont toutes les apparences de prétextes imaginés pour rompre avec nous : Mais il me paroit néceſſaire que le parlement ſoit inſtruit ſur ce qui s'eſt paſſé à ce ſujet, & qu'il ſoit en état de juger de la validité des griefs que la cour de Madrid expoſe & qu'elle porte juſqu'à cent. Il faut qu'il ſache pareillement pourquoi depuis huit mois que notre ambaſſadeur Granthom a reçu du cabinet de*

Ma-

Madrid une déclaration à peu-près ſemblable à la dernière, le Roi & les miniſtres ont différé de prendre les meſures néceſſaires, puiſqu'ils devoient s'attendre à une rupture : pourquoi, par exemple, les Lords de l'amirauté ne ſe ſont-ils pas mis en état d'empêcher la jonction des flottes françoiſe & eſpagnole; ils devoient bien la prévoir, & cependant ils n'ont fait aucunes diſpoſitions en conſéquence. Que pourront-ils alléguer pour juſtifier une négligence auſſi volontaire?

Ce n'eſt point au reſte mon deſſein de revenir ici ſur les fautes paſſées de nos miniſtres; dans l'état actuel des choſes, un pareil tableau ne feroit qu'augmenter le découragement de la nation, qui eſt déja aſſez grand. Il s'agit d'apporter un prompt remede à nos maux, & de prendre des meſures vigoureuſes & efficaces pour repouſſer le danger où nous nous trouvons, & parer les coups que nos ennemis ſe propoſent de nous porter. Dans notre dernière guerre nous avons vaincu l'Eſpagne & la France réunies, mais les circonſtances étoient bien différentes alors: La cour de Madrid ne ſe déclara contre nous qu'après

quatre années de guerre qui avoient épuiſé ſon alliée ; nous avions battu cette dernière dans les quatre parties du monde : ſans marine ni matelots, elle ne pouvoit plus ſe montrer ſur les mers ; de ſorte que nos flottes victorieuſes n'eurent pas de peine à triompher des eſpagnols. Il ne faut pas auſſi oublier qu'alors l'Amérique étoit pour nous ; nos colonies combattoient à nos côtés. L'Irlande nous ſecondoit ; elle nous fourniſſoit volontairement tous les ſecours qu'elle pouvoit. La nation étoit remplie d'énergie & de courage ; pleine de confiance en ſon Roi & ſon gouvernement, elle marchoit au combat avec la certitude de vaincre. Il n'en étoit pas de même de la France ; ſon gouvernement étoit foible & corrompu, les rénes de l'empire étoient confiées à une femme, le monarque indolent laiſſoit aller lés choſes comme elles vouloient ; il n'avoit ni miniſtre qui pût ſuppléer à ſon inſuffiſance, ni général qui fût en état de conduire les armées. Les circonſtances ne ſont plus les mêmes : nous voila engagés dans une lutte pénible contre les deux plus puiſſantes nations de l'Europe, & cela dans un moment où nous nous trouvons épuiſés par la guerre ruineuſe

que nous faiſons à nos colonies & que nous n'aurions jamais dû entreprendre. Nous y avons déja ſacrifié plus de la moitié des ſommes que nous a coûté en totalité la dernière guerre. Nous n'aurons plus pour nous ces braves américains, qui maintenant ſe ſont joints aux françois pour nous combattre. Nos rivaux n'ont juſqu'à préſent rien fait qui annonce de l'épuiſement; au contraire ils déployent la plus grande énergie & mettent ſur pied des forces navales qui étonnent l'Europe. L'Eſpagne eſt un ennemi tout frais & d'autant plus dangereux que le bon état de ſes finances lui permet de ſoutenir longtems la guerre. Quelles ſont nos reſſources contre les forces réunies de deux ennemis auſſi puiſſans: L'Irlande eſt dans un état de détreſſe ſi abſolu, qu'il n'eſt pas poſſible d'en tirer un grand parti. L'Angleterre eſt preſque épuiſée; cependant elle trouveroit encore le moyen de fournir aux dépenſes néceſſaires pour ſoutenir la guerre, ſi elle avoit plus de confiance en ſon gouvernement; mais elle ne payera que forcément, autant de tems qu'il ne s'opérera par un changement dans notre miniſtère. Nous ſommes à la veille d'avoir en tête ſoixante vaiſ-

ſeaux de ligne. Combien en avons-nous à leur oppoſer? Trente-deux. Je veux ſuppoſer que notre eſcadre ſoit pourvue de tout le néceſſaire, en hommes, équipages, munitions de guerre &c. Peut-on ſe promettre que ces trente-deux vaiſſeaux de ligne en battront ſoixante? Quelque haute idée que j'aye de la valeur des anglois, je ne ſuis pas aſſez vain pour croire qu'ils faſſent l'impoſſible. Au reſte, malgré tous ces déſavantages, je penſe que loin de nous laiſſer abbattre nous devons aller au devant du danger, & mettre le Roi en état de ſoutenir l'honneur de la nation & de ſa couronne; mais qu'avant de dévouer nos vies & notre fortune à la défenſe de l'état, il faut qu'il ſoit fait un changement total dans le ſyſtéme adopté, & j'opine pour qu'il ſoit ajouté à l'adreſſe au Roi. „ Que dans un „ moment auſſi critique que celui qui ſe „ préſente à la conſidération de la cham- „ bre, & dans le danger imminent où ſe „ trouve la nation, ce ſeroit tromper „ cette dernière ainſi que le Roi, que de „ leur cacher les maux qui attendent „ l'Angleterre, ſi S. M. perſiſte à ſuivre „ les funeſtes conſeils qu'on lui donne,

dont

„ dont le premier effet a déja été d'é-
„ puiſer les forces de l'état & de porter
„ les ennemis naturels de la Grande-
„ Brétagne à profiter de ſa foibleſſe. Que
„ le ſeul moyen de remédier au mal &
„ de prévenir les ſuites ultérieures de
„ ces conſeils dangereux, c'eſt de ſe ré-
„ concilier avec l'amérique, d'apaiſer les
„ troubles de l'Irlande, de faire ceſſer les
„ querelles & la déſunion qui regnent
„ au ſein même de l'Angleterre; enfin
„ d'adopter un ſyſtême économique qui
„ nous mette promptement en état de
„ déployer avec énergie toutes les res-
„ ſources d'un peuple libre contre ſes en-
„ nemis".

J'ai trouvé dans cette motion des choſes intéreſſantes & qui vous feront plaiſir. Au reſte, mon cher Comte, il me ſemble entendre Démoſthene haranguant dans la tribune, ſans qu'on prête attention à ſes diſcours. Les anglois ſont comme les grecs; toutes les belles exhortations que leur font quelques orateurs patriotiques ne les corrigent pas. Il étoit écrit dans le livre des deſtins qu'ils perdroient leurs

colonies & qu'ils feroient toutes les ſottiſes qu'ils ont faites. C'eſt àpréſent leur tour; nous avons fait les nôtres en 1757, & notre tems eſt venu de les réparer. Je crains bien, à vous dire vrai, que nos ſuccès, en nous aveuglant, ne nous en faſſe commettre de nouvelles. Je ne vois pas encore bien clair dans le nouveau ſyſtême politique que nous voulons établir; c'eſt un cahos dans lequel notre Comte de Vergennes ſe perd lui-même, & je ſuis très curieux de voir comment il s'en tirera.

On aſſure que l'Impératrice de Ruſſie a le projet de prendre ſous ſa protection tous les bâtimens neutres qui navigueront ſur le grand océan & dans la méditerranée pendant toute la durée de notre guerre avec les anglois. Qui auroit cru, il y a cent ans, que ces moſcovites deviendroient un jour, pour ainſi dire, les dictateurs de l'Europe? Il faut auſſi avouer que la ſouveraine qui donne des loix à ce grand empire, mérite la conſidération dont elle jouit; cette princeſſe

eſt

eſt grande en tout. Je vous ai déja parlé de la maniere magnifique dont elle a récompenſé le Comte de St. Prieſt pour avoir cooperé à l'arrangement qui a été conclu entre la Ruſſie & la Porte; chaque jour de ſon regne eſt marqué par quelque acte éclatant; que de grandes choſes n'opéreroit-elle pas, ſi ſes états lui fourniſſoient autant de reſſources que la France!

Le Prince de Montbarrey eſt parti pour aller viſiter les côtes. Il ſe fait d'immenſes préparatifs au Havre; ce port doit fournir 67 navires, Honfleurs 24, Rouen 12 & Granville 10. Les équipages ont déja paſſé à bord de ces bâtimens, & tout eſt prêt à mettre à la voile. Comme on craignoit toujours l'apparition des anglois, on avoit envoyé deux fins voiliers à la découverte, lorſque le 9 de ce mois on reçut, dit-on, l'avis que 22 vaiſſeaux de ligne anglois avoient paru devant le Havre. L'ordre fut auſſitôt donné de faire ſortir de la ville toutes les bouches inutiles & de ſe préparer

à une vigoureuſe défenſe. Le même jour, ajoute-t-on, ſix autres vaiſſeaux anglois ſe préſentèrent devant St. Malo; mais on en fut quitte pour la peur, ainſi qu'au Havre. Au reſte, comme cette nouvelle n'a point été annoncée officiellement, je ne vous la garantis point. Si elle eſt vraie, je ne puis comprendre pourquoi les anglois ſe ſont retirés ſans avoir fait aucune tentative. Cependant il eſt à préſumer que cette apparition ſuffira pour nous empêcher de mettre à exécution notre projet de deſcente, car nos troupes de débarquement riſqueroient d'être toutes priſes ou tuées par ces deux eſcadres. Nous en ferons, à ce qu'il paroit, pour nos fraix, car il n'y aura pas moyen de ſortir autant de tems que les ennemis roderont dans nos parages.

M. de Sartine a reçu un courier de Breſt qui lui a apporté la nouvelle que la flotte marchande partie de St. Domingue le 16 de Mai dernier & compoſée de 23 navires tous richement chargés, avoit

mouillé

mouillé le 5 de ce mois dans le port de Breſt. Cette flotte n'étoit eſcortée que par deux frégates de 36 & 32 canons.

Le bruit ſe répand à l'inſtant qu'on a vu le Comte d'Orvilliers à l'entrée de la Manche avec 52 vaiſſeaux de ligne. Des lettres de Madrid, en date du 26 Juin, diſent que Gibraltar eſt inveſti par terre & par mer; que l'armée qu'on a raſſemblée à Cadix pour en faire le ſiege, eſt de 30 mille hommes. Un très bon officier du génie qui connoit cette forteresſe, m'a aſſuré qu'elle étoit imprenable, & que les forces de la France & de l'Eſpagne réunies n'en feroient jamais la conquête, à moins de trahiſon.

Comment les anglois ſe tireront-ils de tous ces embarras ? Ce n'eſt qu'à la fin de la campagne que nous pourrons le ſavoir. En attendant, je ſuis, mon cher Comte! votre tout dévoué &c.

LET-

LETTRE IX.

BERLIN, *le 8 Juillet.*

Du Comte de.... à M. de...

C'eſt à vous maintenant, Meſſieurs les françois! à jouer votre rôle ſur le théâtre de l'Europe. Pour nous, nous avons aſſez bien rempli le nôtre, & Frédéric a défendu en héros les libertés germaniques auxquelles on vouloit porter atteinte. La paix de Teſchen vient d'aſſurer la tranquillité de l'Allemagne; & il y a tout lieu d'eſpérer que tant que notre monarque vivra, elle ne ſera point troublée.

Nous allons maintenant être les ſpectateurs de vos hauts-faits, ainſi que de ceux des anglois & des eſpagnols. Votre alliance avec ces derniers doit faire pencher la balance de votre côté. On a de la peine, je vous l'avoue, à ſe perſuader ici que la vivacité naturelle de votre nation puiſſe s'accoûtumer au flegme, à la lenteur & à la gravité de vos alliés.

On

On craint que les escadres combinées n'agiſſent pas avec ce concert & cette bonne-intelligence ſeules capables de vous procurer tous les ſuccès que vous vous promettez dans cette campagne.

J'ai vu il y a quelques jours le Miniſtre d'Angleterre ; je lui ai fait mon compliment de condoléance au ſujet des nouveaux ennemis que la Grande-Bretagne alloit avoir à combattre. Il l'a reçu très gaîment, & m'a aſſuré que la déclaration de guerre de la cour de Madrid n'avoit fait de ſenſation à Londres que pendant vingt-quatre heures. *La nation*, m'at-il ajouté, *ſe réjouit maintenant d'avoir cette nouvelle puiſſance contre elle ; elle n'en acquerra que plus de gloire à lutter contre tant de forces réunies.* — Mais croyez-vous, lui ai-je demandé, qu'elle puiſſe leur réſiſter ? — *Je parie*, m'a-t-il répondu, *que dans le premier combat naval qui aura lieu entre les eſpagnols & nous, l'avantage ſera de notre côté* (Vous voyez comme ces anglois ont bonne opinion d'eux-mêmes) — Je l'ai prié de me dire ce qu'il penſoit des françois. — *Oh pour*

ceux

ceux-la, m'a-t-il répliqué, *je n'en dirai pas autant. Premierement, ils ſont de bien meilleurs marins que les premiers. En ſecond lieu, ils manœuvrent mieux & la conſtruction de leurs vaiſſeaux eſt infiniment ſupérieure à celle des vaiſſeaux eſpagnols. Les françois, bien commandés, ne ſont pas aiſés à vaincre. Nous ne pouvons compter que ſur les fautes de leurs généraux. Le comte d'Orvilliers, qui commande encore cette année, eſt un bon capitaine de vaiſſeau, mais je ne le crois pas propre à commander une eſcadre. Cet officier a ſuffiſamment de théorie, mais la pratique lui manque ; il eſt d'ailleurs trop irréſolu, trop méthodique, & comme il ne voudra rien donner au hazard dans la crainte de compromettre le pavillon du Roi ſon maitre, il y a tout à parier qu'il ne fera pas des merveilles dans cette campagne. Je ſais qu'il a des ordres précis de ne point engager une bataille, à moins qu'il n'ait la certitude du ſuccès. Nous nous garderons bien de le mettre dans ce cas, & quoiqu'en diſe M. de Sartine dans la lettre qu'il a écrite au comte d'Orvilliers, je vous aſſure que ce dernier* ne nous battra pas; *que le pavillon françois* ne triomphera point, *& que le miniſtre de la marine de France*

n'aura

n'aura pas à ſolliciter des graces & des récompenſes du Roi (*Voyez la lettre II. de ce volume*). *Notre amiral Hardi obſervera de près les mouvemens de nos ennemis, & s'il a une rencontre avec eux, il fera ſurement ſon devoir. Ma cour a reçu une copie du plan de campagne arrêté entre les cours de Madrid & de Verſailles. Nous ferons, à ce que j'eſpere, échouer tous les projets hoſtiles de ces deux puiſſances, & nous avons pris toutes nos meſures pour nous mettre à l'abri de toute ſurpriſe. D'après ce qu'on m'écrit de Londres, il paroit décidé que nous ferons le ſacrifice de Port-Mahon & du fort St. Philippe, pour avoir le plaiſir enſuite de voir l'orgueil des fiers caſtillans humilié devant Gibraltar. Nous avons deſſein d'amuſer les eſpagnols au ſiége de cette ortereſſe pendant toute la durée de la guerre; par là nous tiendrons occupées de ce côté une partie de leurs troupes de terre & de mer. Cette expédition leur coûtera beaucoup de dépenſes & les empêchera de nous attaquer ailleurs. Il eſt heureux pour la Grande-Brétagne que nos rivaux ne profitent pas de tous les avantages qu'ils ont contre nous; mais il falloit engager l'Eſpagne à ſe méler de la querelle, & on n'a pu y dé-*

terminer S. M, Catholique qu'en lui promettant de lui faire prendre Gibraltar. — Ceci revient, Monſieur! à ce que vous m'avez écrit. Je vous avoue que je ne conçois pas pourquoi vous ne cherchez pas à détourner l'Espagne de cette folle entrepriſe. Le Roi m'en a parlé il y a quelques jours à table; voici comment il s'eſt exprimé: „D'après les connoiſſances qui „ m'ont été transmiſes du local & des „ fortifications de Gibraltar, je regarde „ la conquête de cette fortereſſe comme „ impoſſible. La France & l'Eſpagne, „ au lieu de s'amuſer à en faire le ſiege, „ & de perdre du tems à promener leurs „ vaiſſeaux ſur l'océan, feroient beau„ coup mieux d'employer à d'autres fins „ leurs forces navales. Le plan de cet„ te guerre me paroit mal conçu. Les „ françois ont commis une grande faute „ en laiſſant prendre Pondicheri, poſte „ important pour eux, & dans lequel ils „ auroient dû ſe maintenir à tel prix que „ ce fût; ce qui leur auroit été facile, „ s'ils avoient envoyé dans ces contrées „ une flotte aſſez conſidérable pour s'aſ„ ſurer de la ſupériorité ſur les anglois.

„ Au-

„ Autant de tems que ces derniers ſe-
„ ront les maîtres dans l'Inde, ils au-
„ ront une ſource inépuiſable de richeſ-
„ ſes, que la France a laiſſé échapper
„ & dont elle jouiroit àpréſent ſeule, ſi
„ elle avoit ſu profiter de ſes avantages.
„ Que cette nation françoiſe ſeroit heu-
„ reuſe, ſi elle ſavoit tirer parti de tous
„ ſes moyens ! mais ſes miniſtres ont
„ ſoin de mettre un frein à ſa proſ-
„ périté; & il faut que la France ait des
„ reſſources prodigieuſes en elle-même
„ pour que les ſottiſes continuelles de
„ ceux qui la gouvernent n'aient pu en-
„ core la faire décheoir de cette gran-
„ deur qu'elle a acquiſe ſous le regne de
„ ſon *Nec pluribus impar* (*).

Je ſuis aſſez de l'avis de notre monarque. Et vous, Monſieur! qu'en penſez-vous? Il me ſemble que votre gouvernement auroit dû voir les choſes différemment qu'il ne l'a fait. Comment n'a-t-il pas prévu la priſe de Pondicheri, ainſi que la perte de tous vos établiſſemens ſur la côte de Coromandel. Vous avez

(*) Alluſion à Louis XIV.

abandonné le certain pour courir après un avantage chimérique: j'appele de ce nom l'indépendance de l'Amérique, pour laquelle vous avez ſacrifié des milliers d'hommes & des ſommes immenſes. Ces nouveaux alliés ne vous dédommageront jamais de ce qu'il vous en coûte pour les ſouſtraire à la domination de la Grande-Brétagne, C'eſt une nouvelle puiſſance que vous créez, & qui peut un jour vous faire autant de mal que vous eſpérez dans ce moment en tirer de ſervices. Souvenez-vous que les ſept provinces-unies doivent leur indépendance, en partie à la Grande-Brétagne & en partie à vous. Henri IV & Eliſabeth aidèrent les Bataves à ſecouer le joug de leurs oppreſſeurs. Un ſiecle après, votre Louis XIV voulut anéantir cette république. Le contraire arriva : ce monarque, qui avoit fait trembler l'Europe, reçut la loi de la Hollande aux conférences de Gertrudenberg. Nous voyons de nos jours que les intérêts & les ſyſtêmes politiques changent d'un luſtre à l'autre, & chez vous ſurtout où les déplacemens dans le miniſtère ſont ſi fréquens. Je ne trouverois pas

étonnant, d'après cela, que ceux qui ſuc-céderont à votre comte de Vergennes ne trouvaſſent bon de faire une alliance avec l'Angleterre contre les colonies pour les-quelles vous vous battez dans ce moment. Chez vous, il n'eſt rien d'impoſſible en po-litique; votre cabinet eſt le théâtre des plus ſinguliers phénomenes en ce genre. Qui auroit pu imaginer par exemple, d'a-près le ſyſtême que vous aviez développé en 1740, qu'en 1755 vous auriez fait une alliance avec la maiſon d'Autriche dont vous aviez voulu dépouiller l'unique hé-ritière? Qui auroit cru que vous feriez entré dans cette confédération formée en 1757 contre notre monarque, & dont l'ob-jet étoit de partager ſes états & ſurtout de lui arracher la Silézie que vous lui aviez garantie ſolemnellement à la paix d'Aix-la Chapelle?

Les engagemens que contractent les ſouverains ne ſont pas comme ceux des particuliers. Ces derniers ſont ſoumis aux loix; les premiers les éludent quand ils veulent; comment les contraindre à remplir leurs promeſſes? Il n'y a que no-

tre grand Frédéric qui ſache perſévérer dans le ſyſtême qu'il a adopté, & en aſſurer le ſuccès par la force de ſes armes & l'ascendant de ſon génie. La guerre qu'il vient de terminer d'une manière ſi glorieuſe, ne fournira pas à la poſtérité une des preuves les moins éclatantes des grandes qualités de ce monarque : Seul contre les trois plus puiſſans états de l'Europe (*), il a ſu défendre ſes droits à la pointe de l'épée & gagner ſon procès avec fraix & dépens.... Mais tout autre que lui eut ſuccombé.

Je vous dirai qu'on raiſonne ici beaucoup ſur les intrigues politiques que vous faites jouer en Hollande pour changer le ſyſtême de cette république. Si vous avez le projet d'en faire votre alliée, il me ſemble que vous vous y prenez bien mal, & que vous auriez dû vous aſſurer du Stadhouder & l'attirer dans votre parti ; mais à en juger d'après les différents rapports qui nous viennent de ce pays, vous faites abſolument le contraire. Votre ambaſſadeur à la Haye affecte, dit-on,

dans

(*) Je veux parler de la guerre de 1757.

dans toutes les occaſions de manquer aux égards juſtement dus au prince & à la princeſſe d'Orange. Vous vous aliénez par cette conduite le capitaine-général. Vous ne pouvez pas ignorer que c'eſt un perſonnage important dans la république; qu'en lui manquant, vous aurez contre vous tout l'ordre équeſtre & une partie du militaire; que cette province de Hollande que vous cherchez à détacher de l'union d'Utrecht ne peut le faire ſans rompre les engagemens qu'elle a contractés, & porter une atteinte directe au pacte ſolemnel qui fait la loi fondamentale de l'état. Dans ce pacte, formé le 25 Janvier 1579, il eſt dit, article 10: *Aucune des provinces ou villes compriſes dans la préſente conſédération ne pourra faire de ligue ou d'alliance avec un état ou puiſſance voiſine, ſans le conſentement des autres provinces.*

D'après cet article, la province de Hollande ne peut donc pas traiter ſéparément avec votre ambaſſadeur, ni ſoufrir que vous favoriſiez Amſterdam & Harlem de préférence à toutes les autres

villes maritimes de la république, La lettre remiſe par le duc de la Vauguyon aux états de Hollande le 3 de ce mois, eſt un espece d'inſulte que vous faites aux états généraux. Ce que votre ambaſſadeur y dit de la part de ſon maitre, décele la politique de votre cabinet, dont il eſt aiſé de deviner l'objet. Vous cherchez à entrainer la Hollande dans votre parti, mais vous n'y réuſſirez pas. J'avois approuvé d'abord la conduite de votre repréſentant à la Haye, dans la perſuaſion où j'étois qu'il n'avoit d'autre intention que d'engager la république à garder la neutralité, mais je n'ai pas tardé à démêler le véritable but de toutes ces menées politiques. Leurs Hautes Puiſſances ont beſoin de toute leur ſageſſe pour ſortir du mauvais pas dans lequel vous les avez engagées. Le ſeul parti, ſelon moi, qu'elles aient à prendre, c'eſt d'armer pour protéger leur commerce & leur marine marchande, & de donner ordre à tous les capitaines de haut-bord de repouſſer par la force les vaiſſeaux de l'une ou de l'autre des parties belligérantes

qui

qui voudroient viſiter ceux de la république ou s'oppoſer à leur navigation. Je ſuis donc d'opinion qu'une neutralité armée eſt ce qui convient le mieux à la Hollande dans les circonſtances actuelles. C'eſt l'avis du Stadhouder, & Leurs Hautes Puiſſances feront fort bien de le ſuivre. Elles doivent ſe ſouvenir des avanies que leur pavillon eſſuya dans la guerre de 1757, tant de la part des anglois que de celle des françois. Ces inſultes ne ceſſèrent qu'en 1759, lorſque la Hollande eut augmenté ſa marine de 25 vaiſſeaux de ligne: alors la France & l'Angleterre commencèrent à reſpecter ſes navires, dans la crainte qu'en ſe déclarant en faveur de l'une des deux puiſſances, elle ne devint un ennemi redoutable pour l'autre. La république doit ſe tenir en garde contre les careſſes de la France, & ne pas ſe laiſſer intimider par les menaces de l'Angleterre; s'occuper ſans ceſſe du ſoin de ſa conſervation & à ſe faire reſpecter au dehors; mais veiller ſurtout au maintien de l'union qui ſubſiſte entre les ſept provinces; car ſi le lien qui unit

ſi étroitement les *ſept fléches* vient à ſe rompre, il en réſultera des maux affreux pour la Hollande.

Au reſte, je vous le répete, le Stadhouder trouvera en notre monarque un bon parent & un bon allié. Si vous aimez vos princes & princeſſes-du ſang, nous avons le même foible pour les nôtres, & Frédéric ne permettra pas qu'il ſoit fait la moindre injure à ſon neveu. On doit ſe ſouvenir chez vous de ce qui ſe paſſa en 1768 à la Haye, lorſque le prince Henri fut rendre une viſite à la princeſſe d'Orange. L'ambaſſadeur que vous aviez alors en Hollande n'eut pas pour S. A. R. tous les égards qui étoient dus à ſa naiſſance & à ſon rang. Le prince s'en plaignit au Roi ſon frère, qui écrivit ſur le champ à ſon miniſtre à Paris la lettre ſuivante:

Potsdam, le 28 Octobre 1768.

Votre duc de Choiſeul eſt comme un chat; il égratigne d'un côté, tandis qu'il careſſe de l'autre. Il me ſuſcite des embarras à Neuchâtel,

châtel, & en même tems il me propoſe un renouvellement de traité de commerce. Son ambaſſadeur à la Haye inſulte publiquement mon frère le prince Henri, dans le même inſtant qu'il fait des ouvertures pour la formation d'une nouvelle alliance entre la France & moi. Oh, ce dernier trait eſt trop fort, & vous pouvez dire de ma part à ce duc que je ne ſouffrirai jamais qu'on manque à aucun prince de mon ſang.

Signé *Frédéric.*

Pour l'intelligence de ceci, vous devez ſavoir qu'il ſe négocioit alors entre votre cour & la nôtre un raccommodement. Depuis la guerre de 1757, nous étions brouillés avec la France, & l'on avoit fait des démarches pour ſe rapprocher. Le Duc de Choiſeul donna une ſatisfaction telle qu'on la demandoit; la conduite de votre ambaſſadeur à la Haye fut juſtifiée, & l'on expoſa dans la lettre miniſtérielle écrite à ce ſujet les raiſons qui avoient empêché ce miniſtre de ſe livrer à des démonſtrations vis-à-vis du prince Henri, qui auroient pu nuire au ſuccès des né-

négociations ouvertes entre votre cabinet & le nôtre.

J'aime votre nation, mais je hais votre politique. Ce n'eſt preſque jamais par l'ascendant du génie & la ſupériorité de ſes forces que votre gouvernement cherche à étendre ſa puiſſance & à obtenir la prépondérance; c'eſt ordinairement par de petits moyens, des voies obliques, & ſurtout en ſémant la diviſion parmi ſes voiſins. Cette methode peu digne d'une grande puiſſance ne lui a réuſſi que trop en Hollande, Il eſt à craindre que le parti oppoſé au Stadhouder, fier de votre appui, ne ſe porte à des excès que vous ne pourrez empêcher. Vous connoiſſez l'eſprit républicain; le peuple ſe croit tout permis lorsqu'il ſe ſent ſoutenu par ſes chefs. Vous avez les exemples des Barnevelt & des de Witt. Cependant cette criſe momentanée n'aura aucune ſuite funeſte pour le Stadhoudérat; les princes d'Orange ont toujours triomphé de leurs ennemis, Guillaume III ſera auſſi heureux que ſes prédéceſſeurs; & votre Comte de Ver-

gen-

gennes, en voulant changer la conſtitution de la république, n'aura fait qu'affermir davantage le pouvoir du Stadhouder. Quelqu'un de fort inſtruit m'a aſſuré que ce miniſtre vouloit opérer en Hollande la même révolution qu'en Amérique & anéantir la puiſſance du Stadhouder, comme il a fait de la domination de la Grande-Brétagne ſur les états-unis. Vous m'avouerez que ce projet eſt mal conçu: le Stadhouder n'eſt que le chef de l'aſſociation fédérative; il n'a aucun pouvoir législatif; ce ſont les ſept provinces-unies qui ſe gouvernent elles-mêmes, le capitaine-général ne fait qu'exécuter les ordres qu'il reçoit. Son unique tort eſt de n'être pas bon françois. C'en eſt un, il eſt vrai, vis-à-vis de vous; mais vous ne pouvez lui en faire un crime, & ce ſeroit une tyrannie de votre part que de vouloir maitriſer l'opinion. Le ſang qui coule dans ſes veines eſt à moitié anglois; cela ſeul doit lui ſervir d'excuſe. Je ſuis &c.

LET-

LETTRE X.

VERSAILLES, *le 28 Juillet.*

J'ai bien reçu, mon cher Comte! votre lettre du 8 courant. Si votre monarque s'eſt couvert de gloire en défendant les libertés germaniques, nous eſpérons de notre côté faire une ample recolte de lauriers dans la carrière que nous allons parcourir. Pour moi, je ne doute pas que dans peu il ne s'opere de grandes choſes. Je ne vous dirai pas, comme Pope, que ce monde eſt le meilleur des mondes poſſibles; mais il faut bien le trouver ainſi, lorsqu'on ne peut changer le cours des choſes & qu'on eſt obligé de ſouscrire aux volontés des miniſtres. Depuis que ces Meſſieurs ſe ſont arrogé le droit de faire ce qu'ils veulent, on doit, bon gré malgré, croire à l'optimisme. Pour moi, je ſuis d'opinion que tout n'eſt pas toujours au mieux; car ſans un Lord North & un Lord Buth, jamais les co-

lonies

lonies de l'Amérique ne ſe ſeroient revoltées; ſans un comte de Vergennes, le tréſor de l'état n'auroit point été épuiſé pour aſſurer l'indépendance de l'Amérique; ſans un M. Necker, une bonne partie de la nation n'auroit pas placé à fond perdu toute ſa fortune dans les emprunts que fait le Roi; ſans la mort de l'électeur de Bavière, les bavarois ne ſeroient pas devenus autrichiens dans l'espace de ſoixante-douze heures de tems. Au reſte ces ſortes de metamorphoſes n'ont rien qui doive étonner, depuis que les ſouverains ſe ſont permis de trafiquer de leurs ſujets comme un fermier le fait des moutons qu'il a dans ſa bergerie. Pour nous, on ne nous vend ni on ne nous troque point, on ſe contente de nous tondre. Il n'y a pas grand mal à cela, mais ce qui me fâche, c'eſt que le produit de notre toiſon ne ſoit pas mieux employé. Tous les beaux ſyſtêmes de nos économiſtes ne valent pas la pratique routinierè que l'on ſuit chez vous. De tous les bergers-couronnés, il faut convenir que c'eſt le vôtre qui conduit le mieux ſa

berge-

bergerie & qui ſait en tirer le parti le plus avantageux. Quant à nous, nous avons tant de gardiens à nourir, tant de chiens à nos trouſſes, tant de loups qui s'engraiſſent de notre ſubſtance... que le produit de notre toiſon ne peut jamais couvrir les fraix de la tonte... Malgré cela nous ſommes les moutons les plus gais de l'Europe. Nous bondiſſons ſur l'herbe fleurie, lorsqu'il y en a.... Nous bondiſſons encore lorsqu'on nous enferme dans un parc, ou qu'on nous mene dans des champs dépouillés de verdure. Nous bêlons quelquefois quand la faim nous preſſe; nos pâtres nous égayent par quelques jolies chanſons, & nous ſommes contens. Que Pentagruel auroit de choſes à ajouter à ſon livre, s'il vivoit encore. Le peuple moutonier s'eſt bien formé depuis ſa mort....

Mais pour revenir à ce que vous m'écrivez, la converſation que vous avez eue avec le miniſtre d'Angleterre m'a fort intéreſſé. Je ſuis aſſez de ſon avis rélativement aux eſpagnols. Il y a grande apparence

que

que nous ne retirerons pas de grands avantages de ces alliés. Ils ſe battront pour leur compte; leur principal objet eſt de rentrer en poſſeſſion de Port-Mahon, du Fort St. Philippe & de Gibraltar. On fait toujours ſemblant ici de croire à la poſſibilité de la conquête de cette derniere place. Je crois même, d'après ce que j'ai entendu dire hier chez le Roi, que deux de nos princes du ſang iront ſervir comme volontaires dans l'armée eſpagnole. Je ne vous garantis pas au reſte cette nouvelle.

Nous avons reçu de Madrid deux pieces intéreſſantes. C'eſt un décret & une lettre de S. M. C. adreſſée à ſon conſeil & à tous ſes miniſtres dans les cours étrangères.

Je m'empreſſe à vous envoyer copie de ces deux pieces.

A Aranjuez, le 21 Juin 1779.

„Don Carlos, par la grace de Dieu Roi d'Eſpagne &c. *Malgré le vif déſir que j'ai toujours eu de conſerver à mes fideles &*

bien-aimés ſujets le tréſor ineſtimable de la paix, & nonobſtant les efforts extraordinaires que j'ai faits pour y réuſſir, je me vois dans ce moment forcé de prendre les armes pour venger l'honneur de ma couronne des inſultes de la nation britannique. Je ne me ſuis décidé à ce parti extrême qu'après avoir épuiſé tous les moyens de conciliation que mes ſentimens pacifiques, connus à toute l'europe, pouvoient me ſuggérer. En conſéquence je viens de donner ordre au marquis d'Almodavar, mon ambaſſadeur à Londres, de quitter ſans delai l'angleterre, en remettant à ſon départ au miniſtère britannique, un mémoire ou déclaration, conçu dans les termes que porte la copie remiſe à mon conſeil par mon premier ſecrétaire d'état; attendu que ma dignité & l'honneur de ma couronne le demandoient ainſi. En même tems j'ai fait écrire à mes ambaſſadeurs & miniſtres dans les cours étrangères, la lettre dont vous trouverez ci-joint une copie, conforme à l'original. Le conſeil aura ſoin de faire expédier les ordres & les avis néceſſaires pour que tous mes ſujets ſoient informés de ma préſente réſolution royale, & qu'ils ceſſent toute communication & commerce avec les ſujets de la Grande-Brétagne.

M. le Comts d'Arranda, en donnant cette piece à M. le Comte de Vergennes, lui remit auſſi copie de la lettre qui lui avoit été écrite par le Roi ſon maitre. En voici la teneur:

Par la copie ci-jointe de la déclaration que le marquis d'Almodavar, ambaſſadeur du Roi près S. M. Britannique, doit remettre au miniſtre anglois en ſe retirant de cette cour, vous verrez les motifs très. graves qui ont porté Sa Majeſté à rompre avec l'angleterre, ainſi qu'un expoſé détaillé de tous les griefs qui ſont à la charge de cette puiſſance & que le cabinet britannique ainſi que la marine angloiſe n'ont fait qu'aggraver & accumuler depuis un certain tems, au lieu de donner à S. M. la ſatisfaction convenable. Vous pourrez faire de cette information tel uſage que vous trouverez convenable. Et pour qu'elle ſoit un nouveau témoignage de l'amour de S. M. pour la juſtice, & une preuve certaine de la néceſſité où Elle s'eſt trouvée d'en agir ainſi, il eſt bon d'ajouter encore pour votre inſtruction trois particularités eſſentielles, ſavoir. 1°. Qu'alors que la cour de Londres, après avoir amuſé longtems l'Eſ-

pagne par des délais & des réponſes évaſives, refuſa finalement ſous de vains prétextes d'accepter les propoſitions raiſonnables que S. M. avois faites en ſa qualité de médiateur pour le rétabliſſement de la paix entre l'Angleterre, la France & les Etats-unis; cette méme cour fit offrir ſous main par des émiſſaires ſecrets des conditions abſolument conformes aux propoſitions faites par S. M. 2°. Que ces conditions & offres ſecretes ne furent point adreſſées à des perſonnes étrangères ou indifférentes, mais directement au miniſtre des Etats-unis réſidant à Paris. 3°. Que le miniſtère britannique n'a rien négligé pour ſuſciter par beaucoup d'autres moyens de nouveaux ennemis à S. M., dans l'eſpérance ſans doute de diviſer ſon attention & les ſoins de ſa couronne. Dieu garde &c.

Donné à Aranjuez, le 22 Juin 1779.

(*Signé*) Moi le Roi.

Cette lettre, à mon avis, éclaircit beaucoup mieux que le manifeſte la cauſe de la rupture de l'Espagne avec l'Angleterre. Il paroit que cette dernière a voulu ruſer avec le cabinet de Madrid;

ſon

ſon but ſecret étoit de faire ſa paix avec ſes colonies, & de prendre enſuite ſes meſures pour agir avec énergie contre la France & l'Espagne. La cour de Londres s'y eſt encore pris cette fois maladroitement; d'ailleurs il étoit trop tard, & les inſurgens ne pouvoient plus écouter ſes propoſitions.

Je vous avois mandé dans ma dernière la nouvelle qui ſe débitoit ici, que les anglois avoient paru devant le Havre & St. Malo. Rien n'eſt plus faux: c'eſt une eſpece de terreur panique qui avoit donné naiſſance à ce bruit. Les anglois, dans ce moment, ſe garderont bien de s'éloigner de leurs côtes, attendu que nous pourrions profiter de la circonſtance pour y faire une deſcente.

Notre miniſtre de la marine vient d'informer tous les commandans & intendans de nos ports de la déclaration de guerre de l'Eſpagne. Il leur ordonne de la part du Roi de recevoir & d'accorder toute protection à tous les vaiſſeaux de

guerre, corſaires & navires marchands eſpagnols qui ſe préſenteront.

L'armée navale de l'Eſpagne s'eſt miſe en mouvement le 21 du mois dernier. Les vaiſſeaux le *Phenix* & le *St. Joachim*, l'un de 80, l'autre de 70 canons, aiant touché au ſortir de la rade, ne purent ſe relever qu'au retour de la marée. Toute la flotte avoit mis à la voile le 23. On ignore la route qu'elle a priſe ; on en attend des nouvelles à chaque inſtant.

Toute l'Europe étoit étonnée que, depuis notre rupture avec l'Angleterre, il n'eût point paru d'autre manifeſte que la note remiſe par le marquis de Noailles, notre ambaſſadeur à Londres, au miniſtère britannique. La cour vient enfin d'en faire publier un nouveau ; nous avons pris pour modele le titre que votre Roi a donné au mémoire qu'il a remis à la diéte de l'empire rélativement à la ſucceſſion de Bavière. Cette piece, ſortie de l'imprimerie royale & contenant 14 pages in 4°., a été inſérée le 13 de ce mois dans la gazette de France; elle eſt intitulée :

tulée: *Exposé des motifs de la conduite du Roi rélativement à l'Angleterre.* Comme il seroit trop long de vous la copier ou même de vous en faire l'extrait, je vous l'envoye en original en vous priant de m'en dire votre avis. Je trouve que la diction n'en est pas très bonne, & qu'une piece de cette importance auroit pu être mieux écrite. C'est une déclamation verbeuse où les regles de la saine logique ne sont pas même observées. Je ne sais pourquoi nous ne brillons jamais dans ces sortes d'écrits; il n'y a que les productions de Berlin en ce genre qui soient écrites avec netteté, pureté & précision. J'aurois desiré qu'on eut engagé votre monarque à nous prêter l'auteur de l'*Exposé des motifs* sur la succession de Bavière. On dit que la cour de Londres nous prépare une réponse; elle aura bien des choses à dire....

En attendant je vous prie de dire à votre ministre d'Angleterre à Berlin, que le général Hardi étoit rentré le 7 de ce mois à Corbay avec la flotte qu'il a sous

ſes ordres. La cauſe de ſon retour fut l'avis qu'il avoit reçu que les flottes françoiſe & espagnole réunies n'étoient pas éloignées de lui. Il envoya un exprès à l'amirauté pour demander des renforts. Les ordres furent donnés en conſéquence; on augmenta ſes forces navales de trois vaiſſeaux de ligne du premier rang, qui ſeront ſuivis ſous peu de tems de quatre autres, ſavoir: le *Formidable* de 90 canons, la *Princeſſe Amélie* de 80, le *Culloden* de 74 & l'*Ardent* de 64. L'amirauté envoya ordre le 9 à Sir Hardi de remettre à la voile, ce qu'il fit le 12 de ce mois, aiant ſous ſes ordres 33 vaiſſeaux de ligne, ſans compter les frégates & un grand nombre de cutters & autres bâtimens légers.

Vous voyez, d'après cela, que les anglois ne ſont pas toujours ſurs de vaincre, & que leur amiral a jugé à propos de faire retraite plutôt que de risquer un combat où il auroit pu expoſer l'honneur du pavillon britannique.

Nous

Nous attendons avec impatience des nouvelles de notre comte d'Eſtaing ; nous ignorons où il eſt & ce qu'il fait. Nous apprenons par la voie de Londres que l'escadre de l'amiral Byron n'eſt pas en fort bon état, & qu'il a laiſſé ſortir tranquillement le comte d'Eſtaing du fort-royal, ſans oſer s'y oppoſer. On ſuppoſe que ce dernier eſt allé faire quelque nouvelle expédition.

Pluſieurs navires marchands arrivés à Dieppe ont aſſuré avoir rencontré dans la Manche l'armée navale du comte d'Orvilliers, forte de 52 vaiſſeaux de ligne. Cela feroit préſumer que la réunion des 22 vaiſſeaux eſpagnols à notre flotte ſe ſeroit déja effectuée ; ce qu'on de la peine à croire, vu-que les vents contraires avoient retenu ces derniers à la vue de Cadix jusqu'au 30 juin.

Pour intimider les anglois, nous faiſons toutes les démonſtrations qui peuvent indiquer une deſcente prochaine en angleterre. L'on exerce nos troupes aux manœuvres pour un débarquement,

& la plus grande activité continue de regner dans les ports de la Normandie. Le Prince de Montbarrey a déja commencé la viſite des côtes ; il eſt accompagné du Marquis d'Entragues. Le Comte de Chabot s'eſt rendu à St. Omer pour prendre le commandement des troupes qu'on a raſſemblées à Calais & Dunkerque. Je ſuis curieux de voir ce qu'il aviendra de tout cela ; je crains bien que ce ne ſoit la montagne enfantant une ſouris.

Un miniſtre étranger m'a aſſuré que certaines cours, du nombre deſquelles eſt la ſienne, ne verroient pas avec indifférence que nous attaquions l'angleterre juſques dans ſes propres foyers, puiſque, ſi la fortune venoit à ſeconder nos projets, notre puiſſance ſur terre & ſur mer deviendroit alors trop formidable. Ce miniſtre m'a ajouté qu'il avoit déja été fait à ce ſujet une inſinuation amicale à M. de Vergennes. D'après cela, il y a tout lieu de croire que tous ces préparatifs ne ſont que pour la forme, & que les anglois n'en ſont pas la

dupe,

dupe, vu qu'ils ne ſont rien pour s'y oppoſer.

Vos obſervations, mon cher Comte! au ſujet de la Hollande ſont très juſtes. Je ne peux rien vous dire de certain ſur les projets de M. de Vergennes. Il paroit par tout ce qui ſe fait, que ce miniſtre a en vue de rompre l'alliance qui exiſte entre cette république & l'angleterre, & qu'il eſt d'accord avec quelques-uns des régens hollandois. A vous dire vrai, j'aimerois beaucoup mieux que le Stadhouder fût pour nous; mais c'eſt tout le contraire, & la conduite qu'on tient avec ce prince nous l'aliéne tous les jours de plus en plus. Depuis que nous avons adopté une *politique à la Turque*, il n'eſt plus poſſible de calculer les événemens. Leurs Hautes Puiſſances ne mettent plus dans leurs délibérations cet enthouſiaſme patriotique qui les animoit autrefois, & dirigeoit tous les ſuffrages vers le bien public. La diviſion qui regne dans leurs opinions ne tardera pas de cauſer les plus grands maux à la république, & lorſqu'elles

vou-

voudront y rémedier, il ne ſera plus tems. Vous trouvez la conduite du comte de Vergennes repréhenſible, & vous avez raiſon. Mais parlons avec franchiſe, le plus grand tort n'eſt-il pas du côté des hollandois? Ce miniſtre a trouvé tant de facilité à perſuader ces républicains, & à s'aſſurer un parti parmi eux; pouvoit-il ne pas profiter d'une circonſtance auſſi favorable? A mon avis, celui qui corrompt eſt moins blâmable que celui qui ſe laiſſe corrompre. La Province de Hollande eſt une fille majeure & très majeure, qui n'eſt pas pardonnable de ſe laiſſer ſéduire. Elle doit s'en tenir à ſon Stadhouder & ne pas prêter l'oreille à nos cajoleries, ni craindre les menaces des anglois. Il faut qu'elle tienne rigueur aux uns & aux autres & ſe mette en état de leur réſiſter, s'ils tentoient d'uſer de violence envers elle.

Un nouvel arrêt du conſeil du 3 de ce mois, exempte du droit de fret & des 15 pour cent en ſus, tous les navires des villes d'Amſterdam & de Harlem qui viendront apporter des marchandiſes

chandiſes dans nos ports. Cette faveur ne manquera pas de cauſer de la jalouſie aux autres provinces. Si j'étois à la place des anglois, j'accorderois les mêmes avantages à toutes les villes maritimes de la Hollande, à l'exception des deux villes ci-deſſus nommées. Ce ſeroit le moyen de s'aſſurer de la majorité dans les états-généraux, & même de faire éclore une conféderation contre la province de Hollande. Mais le miniſtère britannique perd la tête & ne ſait plus ce qu'il fait. La conduite du repréſentant de la Grande-Brétagne à la Haye n'eſt pas plus ſage; ſes ſottiſes ſont le ſuccès de notre ambaſſadeur.

Je ne peux ajouter foi à ce qu'on vous a dit que M. de Vergennes vouloit opérer en Hollande la même révolution qu'en amérique; le cas eſt abſolument différent; mais je crois qu'il s'occupe des moyens de diminuer l'influence du Stadhouder dans les affaires de la république. Cette idée lui a ſans doute été ſuggérée par quelques régens de la province de Hollande qui n'aiment point la maiſon d'Orange.

Je

Je me retracte ſur ce que je vous ai dit plus haut. Suivant des avis que je reçois dans ce moment, les anglois craignent tout de bon une viſite de la part des françois. George III a rendu le 9 de ce mois une proclamation dans laquelle il dit, que ſur l'avis qu'il a reçu des préparatifs que faiſoient les ennemis pour une invaſion en angleterre, il ordonnoit aux Warden de cinq ports, aux lieutenans, baillis &c. &c. de ſe tenir ſur leurs gardes & de prendre les meſures les plus efficaces pour empêcher les françois d'entrer dans le pays &c. &c. Cette proclamation a répandu l'allarme parmi les habitans & peut avoir les ſuites les plus funeſtes. Comment ſe peut-il que le Roi d'Angleterre, ainſi que ſes miniſtres, ſoient auſſi peu inſtruits de nos projets. Je ſuis aſſuré que notre gouvernement ne penſe nullement à une deſcente. Ce ſeroit une folie des plus marquées; & quoique nos miniſtres ſoient aſſez ſujets à en faire, je ne puis m'imaginer qu'ils ſoient aveuglés au point de ſacrifier des hommes & des vaiſſeaux pour une entrepriſe qui

ne

ne peut nous être d'aucun avantage; car en ſuppoſant que nous puiſſions conquérir l'angleterre, nous ne pourrions la garder.

Adieu, mon cher Comte! je ſuis toujours votre tout dévoué &c.

LETTRE XI.

VERSAILLES, *le 10 Août.*

Du même, au même.

La guerre, mon cher Comte! n'empêche pas notre monarque de s'occuper du bonheur de ſes peuples & des moyens de les rendre heureux. Je vous avoue que je crains bien que cette bienfaiſance ne ſoit funeſte à ſon autorité & n'attire ſur le royaume de grands malheurs..... Un étranger, qui connoit à peine notre gouvernement, eſt placé à la tête de nos finances & forme mille projets pour changer notre conſtitution, ſans ſavoir ſi le nouveau régime qu'il veut établir convient à notre pays. Je ſuis trop bon

fran-

françois pour ne pas applaudir à l'établiſſement des adminiſtrations provinciales; je ſens tous les avantages qu'on pourra en retirer; mais que deviendra l'autorité du Roi? Si le ſouverain a lutté ſi longtems ſans ſuccès contre ſes parlemens, que n'aura-t-il pas à craindre de ces adminiſtrations établies dans chacune des provinces de la France. Ceux qui les compoſeront ſeront vraiment les repréſentans de la nation; s'ils veulent faire leur devoir, que d'abus n'auront-ils pas à réformer? Si les états de Bretagne, ceux du Languedoc, de la Provence & de la Bourgogne ont donné ſi ſouvent de la tablature à la cour, qu'en ſera-t-il lorsque toutes ces adminiſtrations provinciales ſeront en activité? Le Roi n'en viendra pas à bout comme de ſes parlemens; ce clergé, cette nobleſſe françoiſe ont de l'énergie; il ſe trouve dans l'une & dans l'autre des gens inſtruits; s'ils veulent remplir ſtrictement les devoirs de leur place, ils doivent éclairer S. M. ſur toutes les déprédations qui ſe ſont faites, opérer des réformes

dans

dans toutes les parties de l'adminiſtration. Croyez-vous que ce ſoit choſe aiſée ici? Le monarque eſt entouré de gens qui ont le plus grand intérêt à perpétuer les abus qui exiſtent & à empêcher qu'on n'y porte remede.

J'aurois donc préféré que le Roi eut exécuté lui-même ce qu'il veut faire exécuter par ces adminiſtrations provinciales, & voici comment: Ce monarque, qui veut le bien, devroit parcourir lui-même toutes les provinces de ſon royaume & s'aſſurer par ſes propres yeux de l'état de détreſſe de ſes peuples & ſurtout de la miſère des habitans de la campagne; faire travailler enſuite à un plan de réforme générale, que S. M eut commencé à mettre à exécution dans ſa maiſon pour donner l'exemple, en obligeant les princes de ſon ſang & toutes les perſonnes de ſa cour d'en faire autant; ſupprimer toutes ces penſions qui ont été extorquées de ſon tréſor par l'intrigue, & ne laiſſer ſubſiſter que celles accordées aux braves guerriers qui ont verſé leur ſang pour la

patrie; renoncer à tous ces emprunts, créations de loteries & anticipations qui ne font que rendre plus pénible la régie des finances & augmenter le déſordre qui y regne; ſe faire remettre un état exact de la recette & de la dépenſe, & faire, d'après ce tableau, les réformes jugées néceſſaires pour égaliſer l'une avec l'autre. Lorsque l'abbé Terray mit ſous les yeux du Roi, au mois de mai de 1775, le compte général de ſes finances, l'état de recette, porté en vingt articles, ſe montoit à 366, 879, 746 livres; dont il falloit déduire pour les charges à payer la ſomme de 156, 475, 206 livres: il reſtoit net au Roi 210, 404, 540 livres, auxquelles il faut ajouter un ſomme de neuf millions que ce contrôleur - général annonçoit encore ſur les déductions à faire en 1776 & 1777, ce qui auroit porté la recette à 219, 404, 540 livres. La dépenſe étant de 225 millions environ, le déficit d'alors n'étoit que de ſix millions. Les revenus du Roi ont augmenté depuis de plus d'un tiers, & la dépenſe excède, à ce qu'on aſſure, dans ce moment la re-

cette

cette de 50 millions. Cela ſe conçoit aiſément par les ſommes énormes que coûte la guerre actuelle; nous ne ſommes cependant qu'à la ſeconde campagne. Un mot du Roi, une volonté décidée pourroit faire plus que toutes ces aſſemblées provinciales, dont je redoute l'établiſſement, ſans que je puiſſe trop vous dire pourquoi.

On donne pour nouvelle que nos alliés les espagnols ont très mal débuté avec nous. Ils ont commencé par ne pas vouloir ſortir de leur ports pour ſe joindre à notre flotte. Le lieutenant-général d'Arce, commandant de l'escadre du Ferrol, a pris d'abord pour prétexte que les vents contraires le retenoient dans la rade. Lorsqu'il n'eut plus cette excuſe à donner, il éleva une autre difficulté: il voulut ſavoir le rang qu'il auroit dans l'armée combinée. Ces delais, comme vous jugez bien, ont occaſionné des plaintes de notre part à la cour de Madrid. Nous étions prévenus par notre ambaſſadeur qu'il y avoit dans le cabinet espagnol un

puiſſant parti en faveur de l'Angleterre. Cependant, ſur le compte rendu à S. M. Catholique de la conduite de ſon général d'Arce, le commandement lui a été ôté & a été donné au marquis de Solano. Le premier s'eſt juſtifié, dit-on, près du Roi en exhibant certains ordres qu'il avoit reçus de la part de ſes ſupérieurs. Un ſemblable début ne nous annonce rien de bon pour l'avenir, & doit nous faire douter de la bonne volonté de nos alliés pour nous.

La cour de Londres vient de faire une réponſe au manifeſte de la cour de Madrid. J'en ſuis aſſez content: cette réponſe eſt écrite avec ſageſſe & l'on ne peut douter, d'après ſon contenu, que le bon droit ne ſoit du côté de l'Angleterre. Voici de quelle manière elle répond aux griefs de l'Espagne, ſavoir: *Les inſultes faites à ſon pavillon & la violation de ſon territoire.*

L'Espagne dit: „ on a fait des priſes, „ on a viſité & pillé des bâtimens, on a

fait

„ fait feu ſur un grand nombre qui ont été „ forcés de ſe défendre. On a ouvert & „ mis en pieces des régiſtres & mêmes les „ paquets de la cour trouvés à bord des pa- „ quebots couriers de S. M. Catholique. „

La cour de Londres répond: *Toutes ſortes de navires américains ont été reçus dans les ports de l'Eſpagne; ils ont été munis de lettres de marque qui étoient fauſſes; ils ont arboré pavillon eſpagnol, leurs corſaires ont pillé ſans diſtinction de pays; & telle a été la mauvaiſe foi du cabinet eſpagnol, qu'il n'a pas craint de mettre tous ces griefs à la charge de la Grande-Brétagne, en repréſentant toutes les déprédations commiſes comme des inſultes qu'il auroit reçues de ſa part. On obſervera encore que dans les plaintes portées par la cour de Madrid, on n'a jamais pu déſigner l'auteur de l'inſulte qu'on prétendoit avoir été faite. Il ne ſeroit pas étonnant au reſte, vu la grande quantité de corſaires qui ſont au ſervice de la Grande-Brétagne, qu'il ſe fût commis quelques irrégularités; mais toutes les fois que pareille choſe eſt arrivée & que les preuves ſuffiſantes en ont été fournies,*

la cour de Londres s'eſt empreſſée à donner une ſatisfaction convenable avec d'amples dédommagemens.

Quant à l'accuſation „ d'avoir violé le „ territoire de l'Espagne, d'avoir mena- „ cé ſes domaines en Amérique, d'avoir „ ſoulevé les nations indiennes contre les „ paiſibles habitans de la Louiſiane, qui „ auroient été les victimes de leur fu- „ reur, ſi les Chataws eux-mêmes ne „ ſe fuſſent repenti & n'euſſent revelé le „ complot.“

Répondu: *Qu'il eſt vrai que le gouverneur de la nouvelle-Orléans a tâché de gagner le Chataws & qu'il a traité avec bienveillance les peuplades qui dévaſtoient les poſſeſſions angloiſes à l'occident; que ces peuplades ont été ramenées par la douceur, mais jamais excitées contre le territoire eſpagnol; qu'on n'en a même pas eu l'idée.*

Les conditions propoſées par la France aiant été regardées comme injurieuſes & inadmiſſibles, il étoit clair que ces mêmes propoſitions remiſes ſur le tapis de la part de

l'Eſpagne

l'Eſpagne ne ſeroient pas mieux accueillies. Auſſi le Roi d'Angleterre fut-il très étonné lorſqu'elles lui furent préſentées de nouveau, telles quelles avoient d'abord été rédigées, à l'exception de quelques changemens dans la forme. La cour de Madrid, ſe piquant d'être impartiale, a offert ſa médiation pour l'effectuation d'un arrangement; mais bien loin de vouloir dicter elle-même les conditions de la paix, elle a promis à chacune des parties belligérantes de leur communiquer celles qui ſeroient propoſées reſpectivement, afin qu'elles puſſent être expliquées & modifiées, laiſſant aux deux parties la liberté de les accepter ou de les rejetter. Quand les propoſitions de la France eurent été refuſées & que l'Eſpagne retira ſa médiation, cette dernière fit aſſurer le cabinet de St. James que la bonne-intelligence qui regnoit entre les deux nations ne ſeroit troublée en aucune façon. Cela eſt prouvé par la déclaration de guerre actuelle de l'Eſpagne, dans laquelle cette cour n'a pas oſé avancer que la non-acceptation des tempéramens propoſés fût une cauſe de ſa rupture avec l'Angleterre. Au reſte, comme on n'avoit aucuns motifs valables, le cabinet de Ma-

drid a jugé à propos de mettre en avant les griefs énoncés ci-deſſus &c. &c.

Suivant ce qu'on me mande, le parti que les anglois ont à Madrid devient tous les jours plus puiſſant, & ils ſont aſſurés d'empêcher encore pour quelque tems qu'il ne regne entre les escadres françoiſe & espagnole cette bonne harmonie ſi néceſſaire pour le ſuccès de leurs opérations. Ce qu'il y a de vrai, c'eſt que le Roi eſt ſeul pour nous, & que ſon conſeil lui eſt entièrement oppoſé ; mais Don Carlos l'emportera & tout cédera à ſa volonté royale. Des lettres arrivées de Madrid nous aſſurent que Don Louis de Cordoue a mis à la voile avec 22 vaiſſeaux de ligne vers le détroit de Gibraltar. Don Michel Gaſton doit s'être réuni à nous à la hauteur de la Corogne où nous l'attendions.

Le ſiege de Gibraltar paroit décidé. Le département de guerre de Madrid a fait partir un train conſidérable d'artillerie pour Algéſires, ainſi que mille mulets chargés de tentes, bagages & autres

tres objets néceſſaires à la formation d'un camp. Cinq régimens de cavalerie ont reçu ordre d'établir une chaine pour couper toute communication entre Gibraltar & le pays d'alentour. Huit mille hommes ſous les ordres de Don Martin Alvarez vont ſe joindre aux trois mille qui forment le camp de St. Roch. Vous voyez, mon cher Comte ! d'après tous ces préparatifs, qu'on veut mal mener les anglois.

Si nous n'avons pas l'intention de faire une deſcente, il faut convenir que nous jouons bien notre rôle. Il circule ici copie d'une lettre qui doit avoir été écrite par le comte de Vaux, & où ſont annoncées les intentions de S. M. Tout ſoldat qui ne ſera pas fort & robuſte ne doit pas être embarqué. Le réglement proviſoire pour le ſervice de campagne, ſera celui dont on a fait l'eſſai à Bayeux. Il n'y aura ni chevaux ni chariots pour cette armée, pour des raiſons qu'on ne peut dire, mais qui ſe devinent. Au moment de l'expédition, on

n'embarquera que la quantité de chevaux abſolument néceſſaire. Le nombre des domeſtiques eſt fixé pour chaque officier ſuivant ſon grade. Vous voyez que tout cela à l'air fort ſérieux ; je vous aſſure cependant qu'il n'en arrivera rien. Nous ne cherchons qu'à donner le change aux anglois, & cet appareil de descente n'eſt que pour ſervir de masque à quelqu'autre expédition que nous méditons, & ſur laquelle je ne peux rien vous dire, n'en étant point inſtruit. Les anglois ſont ſur le qui-vive. On a reçu des avis de Breſt, de Rochefort & de St. Malo qui nous aſſurent que nos ennemis ont des espions déguiſés dans ces trois ports, par lesquels ils ſont inſtruits de tous nos mouvemens & préparatifs. Ce ſont des bateaux de pêcheurs qui ſont chargés de remettre leurs rapports à d'autres bateaux qui les attendent en pleine mer.

On aſſuroit toujours ici qu'auſſi longtems qu'on ne verroit point arriver un courier de Madrid de la part de notre am-

ambaſſadeur, on ne pourroit point compter ſur l'Eſpagne, & que les intrigues de la cour de Londres ſeroient toujours à craindre. On n'a plus de doute maintenant à ce ſujet. Samedi ſept de ce mois, le comte de Vergennes reçut un courrier de la part de M. le comte de Montmorin, qui rendoit compte dans ſes dépêches de toutes les difficultés qu'il avoit eu à vaincre & des oppoſitions qu'il avoit trouvées dans le conſeil du Roi, où, comme je vous l'ai dit, la cour de Londres a beaucoup de partiſans, à la tête deſquels ſe trouve un grand perſonnage. Malgré cela, notre ambaſſadeur a réuſſi. La conduite qu'il a tenue dans cette négociation épineuſe lui fait le plus grand honneur. Le Roi qui a une affection particulière pour ce miniſtre, eſt on ne peut pas plus content de ce qu'il a juſtifié la bonne opinion qu'il avoit de lui. Le comte de Montmorin eſt deſtiné à jouer un grand rôle, & l'on ſait que S. M. l'a déſigné depuis longtems *in petto* pour occuper un poſte important près de ſa perſonne

ou

ou celle de l'héritier à venir. Peu après l'arrivée du courier de notre ambaſſadeur, il en arriva un autre au comte d'Arranda. C'étoit le marquis de Musquez, colonel au ſervice d'Eſpagne, qui apportoit la nouvelle de la jonction des deux armées navales, qui eut lieu le 23 juillet près du cap Finiſtere, Ce même jour les commandans ſe firent réciproquement viſite. Le lendemain les deux flottes firent voile de concert vers le Nord par un bon vent. Le lieutenant-général Don Louis de Cordoue a ſous ſes ordres 28 vaiſſeaux de ligne, qui joints au huit qui lui ont été envoyés du Ferrol & aux trente qui ſont ſous les ordres du comte d'Orvilliers, forment une armée navale de 66 vaiſſeaux, en outre de 31 bâtimens légers, comme frégates, corvettes, cutters &c. Le comte d'Arranda s'eſt rendu auſſitôt à Verſailles pour annoncer cette bonne nouvelle. Il n'eſt pas beſoin de vous dire l'accueil gracieux qui lui a été fait par le Roi & toute la famille royale. Le colonel de Muſquez ne retourne

ne point à Madrid; il a obtenu la permiſſion de ſervir comme volontaire dans l'armée du comte de Vaux.

L'armée aux ordres du comte de Chabot doit être, à ce qu'on aſſure, augmentée de dix mille hommes; c'eſt à St. Omer que ſera le quartier-général. Tous les bâtimens de tranſport ſont prêts, & c'eſt M. le comte de Vaux qui doit commander l'expédition projettée.

On eſt impatient d'apprendre des nouvelles de notre armée navale. Sir Hardi n'a que trente-ſix vaiſſeaux; nous en avons preſque le double; ſi nous le rencontrons, il faudra bien qu'il ſe batte. Des avis particuliers diſent que les vaiſſeaux eſpagnols reſſemblent à des forteresſes, mais que leur marche eſt lourde & pénible, & que dans un combat il leur ſera impoſſible de manœuvrer facilement.

Adieu, mon cher Comte! Nos ſuccès dépendent des vents & de la bonne volonté du Dieu Neptune pour nous. Je ſuis &c.

LET-

LETTRE XII.

De Berlin, *le 30 Juillet.*

Où eſt votre armée navale, Monſieur? Où eſt votre Comte d'Eſtaing? On n'entend plus parler ni de l'un ni de l'autre. Votre flotte n'a plus que deux mois à reſter en mer; après ce tems l'équinoxe la forcera de rentrer dans ſes ports. Voilà encore une campagne qui ſe ſera paſſée à ſe promener ſur l'océan. On ne croit point ici que vous ſongiez ſérieuſement à faire une deſcente en Angleterre; mais s'il vous en prenoit tout de bon l'envie, il n'y a pas lieu de douter que pluſieurs puiſſances, qui ont le plus grand intérêt à s'oppoſer à votre agrandiſſement, ne formaſſent des obſtacles à l'exécution d'un pareil projet. Vous ſeriez trop redoutables, ſi votre monarque devenoit par hazard Roi de France & de la Grande-Brétagne. Tout ce qu'on pourroit lui permettre, s'il faiſoit la conquête de cette île, ce ſe-

roit

roit de prendre le titre de Roi d'Angleterre, comme George III prend celui de Roi de France & en porte les armes. Mais ceci ne tire point à conſéquence; c'eſt une pêtite vanité qu'il faut laiſſer aux monarques. La plûpart ſe qualifient encore de ſouverains de provinces & même de royaumes où ils n'ont plus un pouce de terrein. Le vôtre eſt ſervi à ſa cour par des Rois de *Jéruſalem*, de *Chypre*, & d'*Yvetot* (*). Le Roi de Corſe a été à la ſolde de l'Angleterre. Je me ſouviens d'avoir vu cette Majeſté à Londres, logée dans un galetas à un troiſieme étage & donnant audience ſous le ciel de ſon lit qui lui ſervoit de trône. Cinq à ſix malheureux qui lui étoient reſté attachés, faiſoient les fonctions de grands-officiers de la couronne. Cette triſte ſituation

du

(*) Petit diſtrict de Normandie qui formoit autrefois un royaume appartenant à la maiſon d'Albon, qui dans ſes titres prend celui de *Roi d'Yvetot, par la grace de Dieu* &c. &c. On ſait que les maiſons de Bouillon & de la Trimouille ont eu des Rois dans le tems des croiſades.

du monarque corſe me fit faire des réflexions ſur la royauté, qui a ſes viciſſitudes comme les autres états de la vie. Cet illuſtre & infortuné prétendant, iſſu du ſang de tant de Rois, en eſt encore une preuve. Les Stuarts en Angleterre & les Valois en France ont fourni un triſte exemple du malheur qui pourſuit certaines maiſons. Il eſt vrai que les ſouverains actuels n'ont plus tant à craindre de pareilles révolutions; l'exemple du paſſé les a convaincus qu'ils ne pouvoient compter que foiblement ſur l'attachement & l'affection de leurs peuples. Pour ſe mettre à l'abri des effets de leur inconſtance, il ont entouré leur trône d'une milice nombreuſe qui leur répond de la fidélité de leurs ſujets. Autant de tems que ces Janniſſaires européens ſeront contens de leurs maîtres, ces derniers n'auront rien à craindre; mais s'il arrive jamais que quelques chefs de cette milice éprouvent du mécontentement & qu'ils ſoient aſſez adroits pour ſe faire un parti dans l'armée, alors on verra s'opérer les mêmes ré-

volu-

volutions qui ont eu lieu dans l'empire romain lors de ſa décadence. Ni vous ni moi ne ſerons témoins de ces changemens ; nos monarchies ſont trop jeunes encore. La nôtre, qui eſt la cadette de toutes les autres, eſt aſſez formée pour ſon âge, & juſqu'à préſent elle n'a point fait de ſottiſes. Si elle ſuit le régime auquel Frédéric l'a accoûtumée, elle peut vivre longtems. La vôtre eſt d'une conſtitution vigoureuſe; elle pourroit ſurvivre à toutes les autres, mais vos Viſirs abuſent de la force de ſon tempérament, & je crains toujours qu'ils ne lui cauſent une maladie dangereuſe, & peut-être incurable....

Nous n'avons point, comme vous, ces grands moyens, ces reſſources immenſes qui renouvelent dans un inſtant la face de votre royaume. Notre Sultan ne ſoutient ſa monarchie que par ſon art & les reſſources de ſon génie; il eſt lui-même ſon Grand-Viſir, ſon Aga des Janniſſaires; il n'a point de ſerrail dont il ait les intrigues à redouter. Chez

vous & ailleurs, on regarde notre puiſſance comme éphémère, & l'on dit qu'elle tient entièrement à celui qui l'a ſu créer. Attendez pour juger, & croyez que celui qui ſuccédera au grand Frédéric ſentira la néceſſité de ſuivre le même ſyſtême que ſon prédéceſſeur. La machine au reſte eſt ſi bien montée, qu'elle pourroit aller longtems ſeule. J'ai ſouvent raiſonné à ce ſujet avec nombre de vos compatriotes; il m'ont tous paru perſuadés du contraire. Accoûtumés qu'ils ſont au faſte de votre cour, ils ne peuvent pas concevoir qu'un Roi ſoit redoutable, s'il n'a pas toujours à ſa ſuite un cortege nombreux. Ils ſont tout étonnés de voir notre monarque habiter ſeul ſon château de Sans-ſouci & n'avoir pour toute garde que ſept à huit ſoldats; il ont peine à revenir de leur ſurpriſe lorſqu'ils voient ce même monarque venir de Potsdam ici accompagné d'un ſeul palfrenier. Cette ſimplicité ne ſied point, diſent-ils, à la majeſté royale. Il ne peuvent pas non plus s'accoûtumer à voir notre Prince

Pruſſe, qui eſt chez nous ce qu'eſt votre Dauphin à Verſailles, exercer tous les jours les troupes à cinq heures du matin, n'avoir ainſi que le Roi aucune ſuite, habiter à Potsdam une maiſon de ſimple particulier, & être obligé, avec un revenu de quarante-cinq mille écus, de fournir aux dépenſes de ſa maiſon, de celle de la princeſſe-royale & de tenir table ouverte pour tous les étrangers de diſtinction qui lui ſont préſentés. Pluſieurs m'ont paru ſurpris de trouver autant d'honnêteté, de prévenance & d'affabilité dans l'héritier préſomptif; & ils m'ont avoué que nombre de ce que vous appelez grands de la cour ne les auroient pas reçu auſſi bien. Je n'ai pas eu de peine à le croire; vous conviendrez avec moi que chez vous, tous les princes - du ſang ſont inabordables; l'étiquette ne permet pas qu'ils admettent à leur table un ſimple lieutenant & même un capitaine, à moins qu'il ne ſoit d'une naiſſance illuſtre. Chez nous, tout ce qui porte l'uniforme eſt reſpecté & admis partout, lorſqu'il

eſt gentilhomme. Vous appelez chez vous dignité ce qui n'eſt ſouvent que hauteur & quelquefois impertinence. Je me ſouviens qu'étant à Paris, un de vos ducs & pairs ne voulut m'inviter à ſouper chez lui qu'après s'être aſſuré que j'avois été préſenté au Roi. Cela me fit beaucoup rire.

Vos miniſtres dans les cours étrangères jugent mal en général ceux chez leſquels ils ſont. Ils ne s'attachent qu'à la ſuperficie de choſes & négligent tout ce qu'ils devroient connoitre à fond. J'ai ſouvent entendu, ici & à Paris, des hommes d'état déraiſonner ſur notre conſtitution, ſur notre militaire, ſur nos finances; le jugement qu'ils en portoient étoit des plus abſurdes, & cependant vos miniſtres adoptoient leurs opinions. Votre Duc de Choiſeul, qui certainement étoit un grand miniſtre, ſurtout dans la partie politique, avoit des idées bien fauſſes de notre gouvernement. Elles lui avoient été ſuggérées par cette quantité d'officiers qui étoient venus voir nos manœuvres, & qui, après ſix ſemai-

nes ou deux mois de ſéjour dans notre pays, croyoient avoir acquis une parfaite connoiſſance de toutes les parties de notre adminiſtration, & démêlé ce qu'elle a d'utile & de vicieux. Ce ſont ces fauſſes notions qui vous firent entreprendre cette guerre de 1757. Vous vous ſouvenez ſans doute de toutes les plaiſanteries qu'on fit alors contre le marquis de Brandenbourg, dont vous aviez déja partagé les états. Ce petit marquis (comme vous l'appeliez) vous prouva qu'on ne doit point vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Il eſt très dangereux pour les ſouverains d'avoir des miniſtres qui, par leur ignorance, les entrainent dans des guerres injuſtes, dont la malheureuſe espèce humaine eſt toujours la victime. Jamais nous ne ferons de pareilles fautes; notre monarque connoit la force intrinſeque de toutes les puiſſances avec leſquelles il eſt dans le cas d'avoir des intérêts à démêler. Il regarde la France comme la premiere, & qui ſeroit la plus redoutable, ſi ceux qui la gouvernent

étoient ſans paſſion, ſans ambition & qu'ils connuſſent mieux les vrais intérêts de leur pays. Il ſait ce que peut l'Autriche, ſeule rivale qu'il ait à craindre & à l'agrandiſſement de laquelle lui & ſes ſucceſſeurs doivent toujours s'oppoſer. Il fait du cas de la milice de la Ruſſie, mais peu de ſon gouvernement. C'eſt, ſelon lui, une puiſſance précaire qui a voulu jouer trop tôt un grand rôle ſur le théâtre de l'Europe, qu'il eſt douteux qu'elle puiſſe ſoutenir. Le corps germanique ſeroit redoutable, s'il régnoit parmi les membres qui le compoſent cette union & cette harmonie ſeules capables de lui donner toute la conſidération & la force qu'il pourroit avoir. Les princes qui forment cette grande aſſociation, aſſiſtoient autrefois eux-mêmes aux aſſemblées nationales; aujourd'hui ils ſe font repréſenter. Plus occupés du faſte de leur cour & de leurs intérêts particuliers que du maintien de la liberté germanique, ils ſe vendent au chef de l'empire, qui en achetant leurs ſuffrages, n'a d'autre but que de les aſ-

ſervir.

ſervir. L'affaire de la Bavière en eſt un exemple : Un des premiers princes de la confédération ſe laiſſoit dépouiller, ſi on n'étoit pas venu à ſon ſecours. Les allemands forment un corps de nation très nombreux; ils ſeroient invincibles, s'ils uniſſoient leurs intérêts & qu'ils s'armaſſent tous contre quiconque oſeroit troubler leur tranquillité. Ces fiers germains ne furent vaincus que par Charlemagne, encore ne put-il parvenir à les ſoumettre entièrement. Cette nation, priſe individuellement, eſt encore aujourd'hui ce qu'elle étoit alors; mais il eſt à craindre que quelques-uns des chefs qui la gouvernent ne la conduiſent tôt ou tard à l'esclavage.

La Suede, après avoir joué un grand rôle ſous les Guſtave - Adolphe & les Charles XII, eſt rentrée dans le nombre des puiſſances du ſecond ordre; mais il ne faut qu'un grand Roi pour la tirer de l'eſpece de léthargie dans laquelle elle eſt plongée..... Le Danemarck ſe ſoutient, par la raiſon que ce

pays n'offre rien qui puiſſe tenter la cupidité de ſes voiſins. Il n'a d'intérêts à démêler qu'avec la Ruſſie, dont il doit ſe menager l'amitié, & avec l'Angleterre, pour les ſubſides qu'il en tire.

L'Angleterre, puiſſance commerçante, brave & guerrière, ceſſeroit d'être ce qu'elle eſt, ſi elle n'avoit pas la France pour rivale. Le local de ſon île lui aſſure l'empire des mers qu'on ne pourra jamais lui ôter. C'eſt un beau rêve qu'a fait le comte de Vergennes que de vouloir arracher des mains des anglois le trident de Neptune. Cette rivalité qui regne entre la France & la Grande-Brétagne eſt néceſſaire au repos de l'Europe. La Hollande forme le contre-poids entre ces deux puiſſances. Elle doit ſe garder de former des liaiſons trop intimes avec l'une ou l'autre, & obſerver, dans leurs différens, la plus exacte neutralité. S'il lui arrive jamais d'adopter un autre ſyſtême, elle eſt menacée des plus grands malheurs. Comme cette république ne peut jamais être

que

que puiſſance maritime, ſon allié naturel, quoiqu'on en diſe chez vous, c'eſt l'Angleterre. Dans l'impoſſibilité où elle eſt de jouer un rôle comme puiſſance de terre, elle ne doit avoir de troupes que ce qu'il lui en faut pour garder ſes frontières. Il eſt de ſa prudence de ſe tenir conſtamment en garde contre la France; elle a d'autant plus de raiſons de ſe méfier de cette puiſſance, que c'eſt elle qui a engagé la province de Hollande à ſe ſéparer de l'union; & cette funeſte ſciſſion ne peut manquer d'avoir lieu, ſi Leurs Hautes Puiſſances ne prennent pas de ſages meſures pour l'empêcher. Telle eſt l'opinion politique de notre monarque, & vous conviendrez, Monſieur! qu'il voit les choſes ſous leur véritable point de vue.

Il ſe traite dans ce moment quelque choſe d'important entre votre cour & celle de Vienne; cette négociation eſt rélative à la Hollande, mais l'Impératrice ne veut pas, dit-on, ſe prêter à ce qu'on exige d'elle. Votre comte de Ver-

gennes veut abſolument renverſer le ſyſtême politique qui a été établi, & dont il me ſemble qu'on ne devroit pas ſe départir. Si vous vous faites une alliée de la Hollande, comme vous paroiſſez en avoir l'intention, vous formerez un triumvirat de puiſſances maritimes, dont l'objet ne peut être que d'écraſer l'Angleterre. Lorſque vous aurez réduit cette dernière à l'état d'abaiſſement où vous voulez l'amener, vous tournerez vos vues du côté d'Allemagne, & votre alliance avec la maiſon d'Autriche vous donnera la facilité de mettre à exécution les projets que vous pouvez avoir ſur cette vaſte portion de l'Europe. On aſſure que votre miniſtre des affaires étrangères en médite déja le partage, & qu'il a dans ſon porte-feuille un plan, d'après lequel toute la partie qui eſt en deça du Rhin paſſeroit ſous la domination de la France, & tout ce qui ſe trouve au delà ſeroit donné à l'Empereur. Vous feriez des électeurs eccléſiaſtiques de ſimples archevêques &c. &c. &c. Ce projet, je vous l'avoue, a tout l'air d'un

rêve,

rêve, & je n'y crois pas. Son exécution rencontreroit bien des difficultés, & nous trouverions les moyens de l'empêcher.

Votre comte de Vergennes veut perſuader à toute l'Europe que la guerre que la France fait à l'Angleterre n'a pour objet que la liberté des mers & du commerce. Il aura bien de la peine à le faire croire: Le Roi d'Espagne ſeul s'eſt laiſſé perſuader; tous les membres de ſon conſeil étoient d'un avis différent, & ils avoient raiſon. Il eſt de l'intérêt de toutes les puiſſances de ſoutenir la Grande-Brétagne; c'eſt à elle que nous devons notre tranquillité. Si, à la guerre de 1757, vous n'aviez pas eu les anglois à combattre par mer, l'Allemagne eut ſuccombé ſous les efforts des trois puiſſances qui s'étoient déclarées contre nous & nos alliés. Cette heureuſe diverſion fit que, pendant toute la durée de cette guerre, vous ne putes employer toutes vos forces contre nous, aiant des côtes à garder, des vaiſſeaux à équiper & une double dépenſe à faire pour

ap-

approviſionner vos arſenaux de terre & maritimes.

Il faut être juſte: c'eſt à l'Angleterre que nous devons la paix de 1748 & celle de 1763. Vous n'euſſiez jamais rendu, au traité d'Aix-la Chapelle, les Pays-Bas à la maiſon d'Autriche, ſi les anglois ne vous euſſent pas pris presque toutes vos poſſeſſions dans l'Inde & en Amérique. La Grande-Brétagne s'eſt de tout tems ſacrifiée pour l'Allemagne, & ſans la faute qu'elle a faite de ſe brouiller avec ſes colonies, elle tiendroit encore entre ſes mains la balance de l'Europe qu'elle a eu l'imprudence de laiſſer échapper.

On ne peut blâmer votre miniſtère dans la conduite qu'il tient, mais il eſt difficile d'approuver les moyens qu'il employe. Quelles ſeront les ſuites de cette politique oblique & inſidieuſe qu'il met en uſage pour diviſer tous les cabinets & leur inſpirer de la défiance les uns contre les autres? La France a tant d'avantages ſur les autres puiſſan-

ces,

ces, que ſes miniſtres devroient bien renoncer à toutes ces petites ruſes, ces tracaſſeries & ces maneges qui ſont indignes d'elle. Je ne conçois pas, à vous dire vrai, qu'on puiſſe encore prêter l'oreille aux inſinuations du cabinet de Verſailles, d'après les exemples qu'on a de la mobilité de ſa politique, & des variations qu'éprouve ſon ſyſtême à chaque changement qui arrive dans le miniſtère. Le duc de Choiſeul ſouleva les Turcs & la Pologne contre la Ruſſie ; ſon ſucceſſeur débuta par abandonner les deux premiers. Les uns firent une paix honteuſe, l'autre fut partagée.

Rien chez vous n'eſt ſtable. Votre gouvernement reſſemble à une comete qui en rencontre une autre dans ſa marche, & cauſe la plus terrible révolution au moment ou l'on s'y attend le moins. Les ſectateurs de Zoroaſtre reconnoiſſoient deux principes de toutes choſes : l'un bon, occupé ſans ceſſe du bonheur des hommes ; l'autre mauvais, qui ſe plaiſoit à les tourmenter. Je ſerois tenté de croire que

l'eſpece

l'espece des miniſtres provient de ce dernier, car de tout tems ces meſſieurs ont fait beaucoup de mal au genre humain, & très peu de bien.... Nous n'avons pas cela à craindre des nôtres: Notre monarque eſt un aſtre bienfaiſant qui éclaire, échauffe & vivifie tout. Lui ſeul eſt le principe, & rien ne ſe meut que par lui. Ses miniſtres ne ſont que les ſimples agens de ſa volonté, & la grande machine de l'état ne reçoit pas d'autre impulſion que la ſienne. A peine remis des fatigues de la campagne, le voila déja qui ſe transporte partout où ſa ſollicitude paternelle l'appele. Le 23, il s'eſt rendu à Neuſtadt ſur la Doſſe pour y viſiter les nouvelles colonies qu'il a établies dans les environs, y prendre l'inſpection des travaux qui ſe ſont faits par ſes ordres, & voir ſi les nouveaux ſujets qu'il a établis dans ce diſtrict ſont contens des arrangemens qui ont été pris en leur faveur. Il auroit pu charger de ce ſoin quelques-uns de ſes miniſtres; mais il veut tout voir par lui-même, & je crois qu'il a raiſon. Ce

modele

modele des ſouverains eſt revenu de ſa tournée le 24 au ſoir. Il attend de grandes viſites à Potsdam. Le duc Ferdinand de Brunsvic doit ſe rendre près de lui, ainſi que la ducheſſe régnante. Nos politiques de Berlin, qui ſont comme ceux de Paris, forment déja mille conjectures ſur l'arrivée de ce prince. Les uns lui donnent le commandement d'un corps de troupes qui ſe rendra en Hollande; d'autres le mettent à la tête d'une armée d'Hanovriens, de Heſſois & de Brunsvikois. Moi, je vous aſſure que rien de tout cela n'eſt vrai, & que Son Alteſſe Royale continuera de jouir paiſiblement de ſa gloire dans ſa retraite.

Adieu, Monſieur, Je ſuis &c.

LETTRE XIII.

VERSAILLES, *le 18 Août.*

De Mr. de.... au Comte de....

Les anglois, mon cher Comte! qui jusqu'à préſent avoient eu une apparence de bon droit de leur côté, ne ſe conduiſent pas comme ils le devroient pour conſerver leurs amis & s'en faire de nouveaux. Leur manière de faire la guerre en Amérique eſt affreuſe, & ſi les rapports qui nous viennent de ces contrées ne ſont pas exagérés, les nations les plus barbares ne ſe ſont pas permis de plus grandes atrocités que celles dont cette nation *philoſophique* vient de ſe ſouiller. Le chevalier Danmours, notre conſul à Baltimore, à écrit la lettre, dont je vous joins ici copie, à M. Gérard, miniſtre plénipotentiaire de France près du congrès américain. Liſez & jugez!

Balti-

MONSIEUR!

Les rapports qui ſeront déja ſans doute parvenus à votre connoiſſance, ne ſont que trop vrais. Un détachement des forces angloiſes à New-Yorck eſt entré dans cette baye. Parmi ce qui ſe débite, on s'accorde aſſez ſur le nombre des ennemis qu'on fait monter à 2500 hommes d'infanterie & 200 dragons. La flotte à bord de laquelle ces troupes ſe trouvoient étoit formée de 28 à 30 voiles, ſavoir: un vaiſſeau de ligne de 64 canons, une frégate de 40, une de 30, une de 24; le reſte étoit des navires-corſaires qui depuis longtems déſoloient la côte, & quelques vaiſſeaux de tranſport médiocrement grands. Samedi 8, cette flotte entra dans la riviere Eliſabeth, & mouilla ſur les 4 heures de l'après-midi à quatre milles du port de Portſmouth. Malheureuſement on n'étoit rien moins que préparé à la recevoir; & le Dimanche 9, les troupes débarquèrent ſans la moindre oppoſition, & marchèrent droit au fort, qui avoit été évacué quelques heures auparavant. L'officier américain qui l'occupoit avec 60 à 70 ſoldats françois que je ſuppoſe avoir fait partie des équipages de quelques navires marchands alors

en rade devant cette ville, n'abandonna ce poſte qu'après s'être aſſuré de la ſupériorité de l'ennemi & avoir encloué les canons qu'il étoit obligé de laiſſer derriere lui. Il ſe retira avec ſa petite troupe à un autre poſte appelé Great-Bridge *& ſitué entre Portsmouth & Suffolk. Les anglois ſe mirent le lendemain à ſa pourſuite & ils arrivèrent devant cette dernière place après une marche de 30 milles en 48 heures. Ils la brûlerent le même jour; les flammes n'épargnèrent que l'égliſe & la* Court-Houſe *(l'hôtel de ville). Un de leurs détachemens fit une tentative ſur Hampton, mais ſans ſuccès & même avec quelque perte. Le feu, la violence & des déſordres de tout genre ont ſignalé leur paſſage. Les femmes mêmes ne furent pas épargnées; un grand nombre ont été enlevées & tranſportées à bord de leurs vaiſſeaux, où elles ont éprouvé tous les outrages auxquelles la plus odieuſe licence peut porter des hommes. Parmi les horreurs qui accompagnèrent cette expédition, je ne peux m'empêcher de vous rapporter deux traits de cruauté qui m'ont été certifiés de toutes parts & qui ne pourront manquer d'exciter votre indignation. Le premier a eu lieu contre ſept*

françois

françois, qui, aiant été arrêtés ſans armes près du poſte de Great-Bridge, furent maſſacrés de ſang-froid, quoiqu'ils demandaſſent à genou qu'il leur fût fait grace de la vie.... Voici le ſecond: Un navire américain, dont le capitaine, l'équipage & ſept à huit paſſagers étoient françois, fut attaqué par un gros vaiſſeau anglois. Après une vigoureuſe réſiſtance, ceux qui reſtoient furent obligés de céder à la force & ſe rendirent à diſcrétion; mais ils furent tous paſſés au fil de l'épée. On aſſure méme que le capitaine de ce navire fut conduit à bord de ſon vainqueur & que là il reçut la mort. Un procédé auſſi attentatoire au droit des gens ne peut qu'inſpirer de l'horreur contre ceux qui ont pu ſe le permettre....

Ce qui me fait croire au contenu de cette lettre, c'eſt la réſolution priſe le 24 de Mai par le Congrès, de faire des informations ſur la conduite des anglois depuis qu'ils ont mis pied-à terre dans la Virginie; & ſi tous les actes de violence dont on les accuſe ſont prouvés, d'uſer de repréſailles ſur ceux qui tomberont entre les mains des améri-

cains. On ſe plait à croire, pour l'honneur de la nation britannique, que la cour de Londres déſapprouvera la conduite de ſes généraux, & qu'elle leur ordonnera de ſe conformer aux loix de la guerre convenues entre les nations policées.

Malgré la haute protection que vous accordez aux anglois, mon cher Comte! je ne doute pas que vous ne déſapprouviez de pareils procédés qui terniſſent la gloire qu'ils ſe ſont juſtement acquiſe dans tant d'occaſions, où, bien loin d'abuſer de leur victoire, ils ont montré la plus grande généroſité envers leurs ennemis.

On n'a point encore de nouvelles de notre flotte combinée; on ignore même où elle ſe trouve dans ce moment. Si l'impatience eſt grande ici, elle l'eſt encore plus dans nos ports, où les troupes raſſemblées pour l'expédition projettée brûlent d'en venir aux mains avec les anglois. Une goëlette américaine

caine, chargée de dépêches du congrès pour le docteur Francklin, vient d'arriver à Breſt. Elle dit avoir rencontré la flotte de l'amiral Hardi à la hauteur des Sorlingues. Les inquiétudes que les anglois avoient ſur leur flotte marchande venant des îles ſous-le vent, ſont entièrement diſſipées : l'amirauté de Londres a reçu le 31 juillet un exprès, qui lui a apporté l'agréable nouvelle que cette flotte, compoſée de 276 voiles, a paru ſur les côtes; c'eſt une des plus riches qui ſoit entrée dans les ports de l'Angleterre. Elle n'étoit escortée que de deux vaiſſeaux de guerre & une frégate. On ne conçoit pas comment nous n'avons pu réuſſir à l'intercepter, car elle ne doit pas avoir paſſé bien loin de notre escadre.

Les anglois attendent maintenant celle de la Jamaïque, qui a mis en mer & qui arrivera probablement saine & ſauve comme celle des îles ſous-le vent. On ſuppoſe même que le départ de l'amiral Hardi n'a eu pour objet que de protéger

ger la rentrée de ces flottes marchandes. Chez nous on n'eſt pas ſi prévoyant; le commerce doit ſe protéger lui-même; nos officiers de la marine-royale ſe croyent des perſonnages trop importans pour convoyer des navires marchands. Ils regardent cette fonction comme au deſſous d'eux.

Les dernieres lettres d'Espagne contrediſent le bruit qui avoit couru que le gros de la nation déſapprouvoit l'alliance faite avec la France contre l'Angleterre. Tous les citoyens les plus diſtingués, ainſi que le corps des négocians, ont offert de leur propre mouvement des ſecours pour ſubvenir aux fraix de la guerre. Pluſieurs aſſociations ſe ſont formées pour faire conſtruire des vaiſſeaux de guerre & des frégates.

S. M. Catholique a fait publier, le 17 du mois dernier, un édit qui pourra encore occaſionner une variation dans les monnoies. Le Roi annonce dans cet édit qu'il a jugé à propos d'augmenter de ſix & trois quarts pour cent la

valeur

valeur numéraire des espèces d'or. Les pieces de quatre piſtoles ſont taxées à ſeize piaſtres fortes, au lieu de quinze, les doubles & ſimples piſtoles à proportion. Le but de cet édit a pour objet d'empêcher la ſortie de ce métal qui commence à devenir rare dans le royaume. Les autres puiſſances ſeront obligées de faire la même chose chez elles; ſans cela les agioteurs ne manqueront pas de porter en Espagne tout l'or qu'ils pourront raſſembler, étant aſſurés d'un bénéfice de ſix & trois quarts pour cent. Il me semble que c'eſt une mauvaiſe opération qu'a fait la cour de Madrid; elle enrichira par ce moyen une infinité de particuliers & de capitaliſtes qui ont dans leur coffres des fonds conſidérables, ſans qu'il en réſulte aucun avantage pour elle. On ne conçoit pas par cette raiſon quel peut être le but de ce changement, à moins que le Roi d'Espagne n'attende une grande quantité de matières d'or du Mexique & du Pérou; encore ſeroit-ce toujours un mauvais calcul, vu que le prix des denrées

& matières premières ſuit toujours le cours des espèces d'or & d'argent, & qu'elles augmentent ou diminuent en proportion de la valeur numéraire qu'on donne à ces dernières.

Les avis de Londres confirment ce que je vous ai dit plus haut de la deſtination de l'amiral Hardi. La flotte ſous ſes ordres n'a effectivement remis en mer que pour protéger la rentrée de la flotte de la Jamaïque qui eſt attendue d'un moment à l'autre. Bel exemple que nous donnent les anglois, & que nous devrions imiter! A quoi doit ſervir la marine royale, ſi ce n'eſt à protéger le commerce & à intercepter les vaiſſeaux-marchands de ceux avec leſquels on eſt en guerre? Si le comte d'Orvilliers, au lieu d'aller à la rencontre des espagnols, s'étoit ſtationné comme il auroit pu le faire, la riche flotte des isles ſous-le vent pouvoit être priſe ſans qu'il en échappât un ſeul vaiſſeau. On dit ici que quelques-uns de nos miniſtres avoient de forts capitaux

ſur

ſur cette flotte, & qu'on n'a envoyé le comte d'Orvilliers ſur les côtes d'Espagne que pour donner aux anglois le tems de paſſer. Je me plais à croire que cette imputation n'eſt qu'une calomnie; ſi elle étoit fondée, il faudroit punir avec la derniere rigueur des miniſtres qui oſeroient ſe permettre de pareilles indignités.

Notre brave Comte d'Eſtaing vient de nous annoncer qu'il s'eſt emparé, le 17 de Juin dernier, de l'île de St. Vincent. Comme les Caraïbes, peuple ſauvage qui habite une partie de cette île, ne peuvent ſouffrir la domination angloiſe, ils ont ſaiſi cette occaſion pour ſe joindre à nous & nous aider à faire cette conquête. M. de la Motte-Piquet a profité de l'abſence de l'amiral Byron, qui avoit quitté ces parages pour eſcorter les navires marchands partis des îles St. Chriſtophe & la Martinique pour ſe réunir à la grande flotte marchande qui vient de rentrer dans les ports d'Angleterre. Cette flotte aiant fait voile le 15 Juin pour l'europe, l'amiral Byron vint reprendre ſa ſtation. Mais il

étoit trop tard, & M. de la Motte-Piquet avoit déja effectué ſa jonction avec l'eſcadre du Comte d'Eſtaing. D'après cette réunion, on s'attend d'un moment à l'autre à recevoir la nouvelle d'un combat naval ou de la priſe de Tabago & de la Grenade, dont le comte d'Eſtaing avoit deſſein de s'emparer avant que ces deux îles puſſent être ſecourues. Il eſt tems, mon cher Comte ! que nous faſſions quelque choſe ; car, comme vous le dites fort bien, la campagne s'avance & nous n'avons encore preſque rien effectué.

Il ſe répand dans ce moment une nouvelle, qui, ſi elle eſt vraie, hâtera l'indépendance de l'amérique. Une goëlette arrivée du port de Salem dans la nouvelle Angleterre, a apporté des lettres pour quelques particuliers, dans leſquelles on leur donne avis d'une victoire complette remportée ſur les anglois près de Charles-Town. Voici copie de la rélation envoyée ſur cette affaire.

Charles-Town, le 19 Mai 1779.

Nos ennemis méditoient depuis longtems une attaque contre nous. Croyant avoir trouvé l'occaſion

caſion favorable, le général Prévôt s'avança juſqu'à une lieue de la ville & nous fit ſommer de nous rendre. Nous demandames trois jours pour nous y préparer & pour convenir des articles de la capitulation. Notre général Washington nous ayant envoyé des renforts, nous réſolumes de prévenir l'ennemi. Une partie des habitans de la ville, les milices & les équipages des bâtimens qui ſe trouvoient dans le port, ſe réunirent & marchèrent à la rencontre des anglois qui n'étoient qu'à environ ſept milles d'ici. Nous les attaquames avec vigueur; ils ſe deffendirent avec courage, mais enfin la victoire ſe déclara en notre faveur. Quatorze cens hommes des leurs reſtèrent ſur la place; nous avons fait un grand nombre de priſonniers. Le reſte de cette armée de Royaliſtes a pris la fuite. Nous apprenons que le Général Méadows étoit parti de Ste. Lucie avec 2500 hommes & un gros train d'artillerie pour venir au ſecours du général Prévôt. Il arrivera trop tard. Ce ſuccès dérange entièrement le plan d'opérations de nos ennemis pour le reſte de la campagne; il ſervira d'encouragement à nos milices & leur prouvera que des eſclaves armés pour ſoutenir la cauſe du deſpotiſme ne peuvent oppoſer que de foi-

bles

bles efforts à des hommes qui combattent pour leur liberté.

Pluſieurs lettres écrites de Philadelphie à différentes perſonnes, donnent encore un nouveau degré d'authenticité à cette nouvelle; mais elles n'offrent point les détails contenus dans la rélation cijointe.

M. de Sartine vient de recevoir un courier qui lui a apporté des dépêches de M. le Comte d'Orvilliers, datées du 6 du courant, & écrites à dix-ſept lieues à l'oueſt d'Oueſſant. Ce chef d'eſcadre mande au miniſtre que les flottes combinées ſont dans le meilleur état; qu'il regne entre elles l'accord le plus parfait; qu'on s'eſt occupé de la répétition des ſignaux, qu'on s'eſt recordé ſur les manœuvres, qui ont été exécutées avec la plus grande préciſion. Cette armée navale ſe trouve dans ce moment forte de 65 vaiſſeaux de ligne, 20 frégates & 15 corvettes. Jamais Neptune n'a vu voguer ſur ſon empire une flotte auſſi nombreuſe; les armées navales des anciens n'ont

rien

rien offert de pareil. Malgré cela, le croirez vous? la flotte marchande de nos ennemis eſt rentrée presqu'en entier dans les ports de la Tamiſe, ſans avoir rencontré dans ſa route une ſeule chaloupe françoiſe ou eſpagnole.

L'amiral Hardi, qui ſent que la partie n'eſt pas égale, n'a pas quitté, dit-on, les environs de la côte de Cornouailles. Il veut reſter dans ces parages jusqu'à ce que les flottes combinées ſe ſéparent. Alors il ſe préſentera & tâchera de nous attirer au combat. Suivant le rapport d'un navire hollandois, ſon escadre eſt à préſent forte de 37 vaiſſeaux de ligne.

Au reſte, les conquêtes que nous faiſons par terre, & les ſuccès que remportent nos alliés doivent nous conſoler de l'inaction de nos armées navales. Il faut joindre à la victoire remportée ſur le général Prevôt & à la priſe de l'île St. Vincent, celle de l'île de la Grenade dont on aſſure que notre comte d'Estaing

taing s'eſt emparé. Le général Clinton, ce fléau de l'Amérique, qui vouloit tout ſoumettre dans une campagne, a trouvé dans ces *poltrons d'américains* de braves guerriers qui l'ont forcé de ſe retirer à New-Yorck & d'abandonner honteuſement l'expédition qu'il avoit entrepriſe ſur la riviere-ſeptentrionale.

Voila, mon cher Comte! comme on abuſe les ſouverains, lorsqu'ils ne voient point par leurs propres yeux. Le bon Roi Georges III s'en eſt rapporté à ce qu'on lui a dit; les flatteurs qui l'entourent & les miniſtres qui le trompent lui ont fait accroire qu'il n'avoit qu'à vouloir, & que ces inſurgens tomberoient à ſes pieds. Une triſte expérience lui a prouvé le contraire. Que de reproches ce monarque n'a-t-il pas à ſe faire d'avoir ainſi armé ſes ſujets les uns contre les autres, & perdu par ſa faute un peuple qui a fait ſa gloire dans la guerre derniere. Je ne conçois rien, à vous parler vrai, à la conduite de ce parlement d'Angleterre; il faut qu'il ſoit bien

aveuglé

aveuglé pour ſoutenir pas des ſubſides un guerre auſſi injuſte. Tous ces beaux discours des orateurs du parti de l'oppoſition, à quoi ſervent-ils? Leurs éloquentes déclamations ne ſont pas plus écoutées que celles de nos parlemens. Le Roi d'Angleterre n'en fait pas moins tout ce qu'il veut; & malgré cette liberté dont les anglois font tant parade, les choſes vont chez eux comme chez nous; avec cette différence cependant que nous payons gaîment pourvu qu'on nous permette la petite chanſon & l'épigramme, tandis que nos rivaux payent triſtement & meurent du *Spléen*.

Adieu, mon cher Comte! Vivons vous & moi pour rire des ſottiſes des autres.

LET-

LETTRE XIV.

De Berlin, *le 27 Août.*

Du Comte de.... à M. de....

On ne conçoit rien ici Monſieur! aux préparatifs que vous faites ſur vos côtes, car on ne préſume pas que vous tentiez une deſcente. Vous aurez vu ce que je vous ai dit à ce ſujet dans ma derniere. L'ambaſſadeur d'Angleterre ici m'a aſſuré que ce n'étoit qu'une ruſe de votre part pour obliger ſa cour à tenir une flotte ſur l'océan & l'empêcher d'augmenter ſes forces maritimes en Amérique. Pour moi, je vous avoue que je trouve toutes ces précautions inutiles; il devoit vous ſuffire d'avoir une armée navale qui mît les anglois dans la néceſſité de garder leurs côtes & de protéger leur commerce. Le miniſtre britannique m'a auſſi aſſuré que la bonne-intelligence n'a encore pu s'établir entre les espagnols & vous, & que toute la puiſſance du Roi d'Espagne ne

chan-

changera pas en amitié la haine que ſes ſujets portent à votre nation. Il m'a ajouté que, d'après le compte rendu par le lord Grantham, ci-devant ambaſſadeur d'Angleterre à Madrid, les anglois n'avoient pas grand' choſe à craindre de la part des espagnols. On lui écrit de Londres que Sir Hardi vous attend à l'arrière-ſaiſon & qu'il espère d'avoir une entrevue avec le comte d'Orvilliers.

Voila donc votre comte d'Eſtaing retrouvé! Je vois par votre dernière qu'il doit avoir fait la conquête de l'île St. Vincent. C'eſt un bien petit ſuccès; il vaudroit mieux, ſelon moi, qu'il eut battu les amiraux Byron & Barrington & qu'il ſe fût emparé de la flotte de la Jamaïque. Le Roi vous compare, vous & l'Angleterre, à deux plaideurs qui ſe ruinent en fraix & qui finiſſent par s'accorder lorsqu'ils n'ont plus de quoi ſoutenir le procès qui s'eſt élevé entre eux.

Un politique, faiſeur de projets, vient d'en adreſſer un à notre monarque, qui

m'a paru plaiſamment conçu. Je vous en envoye une copie ; ſon originalité vous amuſera. *Tolle, lége.*

Projet préſenté au Roi pour une négociation à entamer avec la cour de Pétersbourg.

Il faudroit remettre ſous les yeux de l'Impératrice de Ruſſie la négociation qui fut entamée en 1762 avec Pierre III, pour balancer le pacte de famille de la maiſon de Bourbon; & s'occuper des moyens d'en former un ſemblable dans le Nord entre les branches de la maiſon de Holſtein, ſavoir : la Ruſſie, la Suéde, le Danemarck, auxquelles on joindroit celle de Brandenbourg. S. M. Pruſſienne pourroit inſinuer au cabinet de Pétersbourg que, pour aſſurer de plus en plus la tranquillité de l'Allemagne & du Nord, il ſeroit à propos de former une quintuple alliance, conformément au plan qui ſuit :

Jamais la cour de Vienne ne renoncera aux prétentions qu'elle forme ſur la Siléſie, ni aux moyens qu'elle aura tôt ou tard de faire rentrer cette province ſous ſa domination. Il s'agiroit de trouver un équivalent qui pût ſervir

vir d'indemnité à la cour de Vienne & aſſurer à celle de Berlin la poſſeſſion tranquille de la Silézie. Voici les articles qui devroient ſervir de baſe à la négociation:

Dans le cas où le Duc de Mecklenbourg viendroit à mourir ſans lignée, la maiſon de Brandenbourg, ſuivant le pacte exiſtant entre les deux familles, hériteroit des états de ce duc; & pour prévenir toutes plaintes & réclamations de la part des agnats de la maiſon de Mecklenbourg, on pourroit leur former un appanage ſur le Bas-Rhin, ou convenir d'une ſomme d'argent qui leur ſeroit donnée pour toute indemnité.

Il faudroit auſſi obtenir de la cour de Danemarck une rénonciation en forme à ſes prétentions ſur les duchés de Holſtein-Gottorp & de Slesvick; & dans le cas où le cabinet de Coppenhague refuſeroit de conſentir à cet arrangement, on ne l'admettroit point dans le pacte projetté.

Il ſeroit facile de déterminer le corps germanique à ſéculariſer l'évêché de Munſter en faveur du Prince de Saxe-Teſchen, & le Roi

de Pruſſe conſentiroit à lui céder en toute ſouveraineté tout le pays qu'il poſſede tant en Weſtphalie que ſur le Bas-Rhin, pourvu que la cour de Ruſſie lui aſſurât la pleine jouiſſance de la ville de Dantzick & de ſon territoire. Il ſeroit donné en outre au dit Prince de Saxe-Teſchen l'expectative du neuvieme électorat qui viendroit à vaquer.

Pour ce qui eſt de la Pologne où les eſprits conſervent toujours l'eſpoir d'opérer une nouvelle révolution, les trois puiſſances, en s'entendant entre elles, parviendroient aiſément à maintenir la tranquillité dans ce royaume; & le meilleur moyen d'y réuſſir, ſeroit de tenir conſtamment une armée combinée prête à marcher contre ceux qui voudroient troubler la paix. Quant à la Turquie, on n'a plus rien à redouter de ſa part; elle ſe ſouvient encore du peu de ſuccès qu'ont eu ſes armes dans la guerre derniere, & elle ne voudra pas en riſquer une nouvelle en faveur des Polonois dont l'alliance ne peut lui être d'aucune utilité. A l'égard de la France, cette puiſſance a donné trop de preuves de ſon indifférence ſur le ſort de la Pologne pour qu'on puiſſe craindre qu'elle faſſe aucune démarche en ſa faveur. D'ailleurs

leurs la guerre qu'elle a avec l'Angleterre l'occupe déja aſſez, & elle ne prendroit à coup-ſûr aucune part aux affaires du Nord.

Pour terminer une fois pour toutes les querelles & les diviſions qui agitent le ſein de la Pologne, ſurtout à chaque élection d'un nouveau Roi, on obligeroit les magnats & autres grands de cette république de rendre la couronne héréditaire, en accordant au Roi actuel la faculté de ſe choiſir un ſucceſſeur parmi les princes de la maiſon de Holſtein. Dans le cas où les polonois ſe refuſeroient à cet arrangement, on les y forceroit en faiſant entrer dans leur pays une armée pruſſienne & ruſſe qui les mettroit bientôt à la raiſon.

Le Roi de Pruſſe, pour prix du ſervice qu'il auroit rendu à la maiſon de Holſtein, obtiendroit une portion de territoire qu'il déſigneroit dans la Lithuanie, ainſi que quelques diſtricts du duché de Holſtein, lorsque le duc de ce nom viendroit à monter ſur le trône de Pologne.

Comme il ſeroit à craindre que l'Angleterre n'intervînt dans cet arrangement en fa-

veur de la maiſon de Mecklenbourg, & qu'elle ne voulût s'oppoſer à la ceſſion qui ſeroit faite de ce duché à l'Autriche, il ſeroit facile de la déterminer à conſentir à ce projet, en lui promettant de faire ſéculariſer l'évêché d'Osnabruck, qu'on pourroit alors réunir à l'électorat de Hanovre. Le Roi d'Angleterre trouveroit d'autant plus d'avantage à cet arrangement, que cet évêché eſt poſſedé alternativement par un évêque catholique & un évêque luthérien, ce qui forme une adminiſtration très déſagréable pour les ſujets ſoumis à cette régence. Cette nouvelle forme de gouvernement ne pourroit qu'être avantageuſe aux luthériens & aux catholiques : les premiers auroient pour ſouverain un prince de leur réligion, les ſeconds auroient un évêque de la leur, auquel on donneroit un revenu ſuffiſant pour ſoutenir ſa dignité. Comme ce revenu devroit être pris ſur ceux du prince d'Osnabruck, on pourroit réunir à ſa principauté les villes & territoires de Brémen & Werden.

Pour dédommager le Roi de Danemarck de la rénonciation qu'il feroit, on conviendroit de lui céder en toute ſouveraineté les comtés d'Ol-

d'Oldenbourg & de Delmenhorſt qui lui tien-droient lieu d'indemnité pour ſes droits ſur les duchés de Holſtein-Gottorp & de Sleſwick.

Quant aux princes de la maiſon de Mecklenbourg, s'ils refuſoient d'accepter les propoſitions ſus-mentionnées, on pourroit leur offrir l'expectative de l'évêché de Hildesheim qu'on érigeroit en leur faveur en duché héréditaire, & dont on obtiendroit facilement la ſécularisation de l'Empereur & des princes du collège de l'empire. La maiſon d'Autriche trouveroit dans cet arrangement, deux grands avantages: 1°. une indemnité pour la perte de la Silézie; 2°. un très bel appanage pour le prince de Saxe-Teſchen; & dans le cas où ce dernier viendroit à mourir ſans enfans, un prince puîné de la maiſon d'Autriche pourroit lui ſuccéder.

L'auteur de ce projet prétend qu'il a été à portée de communiquer ſes idées à quelques miniſtres d'état de pluſieurs cours du Nord, & que ſi S. M. Pruſſienne veut prendre ſur elle de faire quelques ouvertures aux cabinets de Vienne & de Pétersbourg, on trouvera

des facilités pour l'exécution de ſon plan. Je ne crois pas, à vous dire vrai, que notre monarque y donne les mains. Il eſt très vrai qu'en 1762, il fut queſtion de la formation d'une traité d'alliance entre les puiſſances du Nord pour contre-balancer le pacte de famille entre les branches de la maiſon de Bourbon. Mais les tems ſont changés: La Ruſſie n'a eu & n'a encore que trop d'influence dans les affaires de l'Allemagne; notre monarque a d'autres projets pour aſſurer la tranquillité de l'empire germanique, & il s'occupe dans ce moment des moyens d'en aſſurer l'exécution. Toutes ces ſécularisations que l'auteur propoſe ne peuvent être adoptées; cela entraineroit trop d'inconvéniens & de réclamations. La maiſon d'Autriche a reconnu par trois traités de paix la validité de nos droits ſur la Silézie, & dans le cas où elle voudroit de nouveau nous l'enlever, ce que je ne crois pas, nous ſaurons nous maintenir dans la poſſeſſion de cette province par les mêmes moyens que nous avons déja employés.

Nous

Nous attendons ici, comme je vous l'ai déja dit, une partie de la famille de Brunsvic. On prétend que S. M. veut engager le duc Ferdinand à rentrer à ſon ſervice. Je n'en crois rien ; ce prince eſt trop philoſophe pour s'aſſujettir de nouveau; il connoit trop le prix de la liberté, pour vouloir s'en priver une ſeconde fois. Si jamais on le voit reparoître à la tête d'une armée, ce ne ſera que comme commandant en chef & non pour être ſubordonné à aucun autre ſouverain. Cette viſite a, dit-on, uniquement pour objet un raccommodement entre le duc & le Roi.

Adieu, Monſieur ! Je ſuis toujours votre tout dévoué &c.

LETTRE XV.

De Versailles, *le 30 Août.*

De Mr. de.... au Comte de....

J'ai oublié de vous dire dans ma derniere, que notre monarque vient de faire un nouvel acte de bienfaiſance en anéantiſſant ces reſtes de féodalité, veſtiges de ces tems barbares où des brigands ou conquérans, ce qui, entre nous, revient au même, s'emparoient à main armée des propriétés & réduiſoient à l'eſclavage les peuples qu'ils avoient vaincus. C'étoit ſans doute une choſe aſſez ſingulière que dans un grand royaume, dont la conſtitution a pour baſe la liberté, un grand nombre de cultivateurs fuſſent encore dans un état de ſervitude aviliſſant & que le gouvernement tolerât un pareil abus. Sa Majeſté voulant régner ſur un peuple libre, & non ſur des eſclaves, a rendu en conſéquence un édit, qui a été régiſtré en parlement, portant *ſuppreſſion du droit de main-*

morte

morte & de ſervitude dans tous les états de de S. M. , ainſi que dans tous ceux tenus par engagement ; & abolition entière du droit de ſuite ſur les Serfs & main-mortables &c. &c. Le dispoſitif de cet édit contient ſix articles; le préambule eſt ſagement écrit & prouve combien le Roi eſt occupé du bonheur de ſon peuple. Il invite tous les Seigneurs des fiefs & les communautés à ſuivre ſon exemple. Beaucoup de nos riches abbayes de Bénédictins & Bernardins avoient encore quantité de Serfs & main-mortables; ces moines, tout en prêchant l'évangile & le mépris des richeſſes, s'emparoient ſans rémiſſion des biens d'une malheureuſe famille , lorſque le chef venoit à mourir; ils ne faiſoient jamais grace de leurs droits, qu'ils exerçoient avec la plus grande rigueur. Tout le royaume a applaudi à cet acte de juſtice & de bienfaiſance du monarque. Quelques Seigneurs ſe plaignent qu'on leur enleve leurs propriétés , mais l'intérêt général doit toujours l'emporter ſur celui des particuliers. Vous ſerez ſans doute de mon avis.

Le

Le bruit s'étoit répandu ici que M. le comte de Vaux s'étoit embarqué avec le comte de Puyſégur pour ſe rendre à la hauteur de Cherbourg, où il devoit attendre la flotte combinée & s'aboucher avec le comte d'Orvilliers pour effectuer enſuite de concert une deſcente ſur les côtes d'Angleterre. Aujourd'hui on dit que Mr. le Comte de Vaux a reçu contre-ordre & qu'il doit partir pour St. Malo. Je ne crois pas plus à cette dernière verſion qu'à la première.

Les avis que nous recevons des flottes combinées diſent que la meilleure intelligence continue de regner entre les eſpagnols & nous; on pourroit ajouter, & avec l'amiral Hardi; car il ne paroit pas qu'on cherche beaucoup à l'inquiéter: Au contraire, on lui laiſſe faire tranquillement tout ce qu'il veut. Nos gens de la cour, ainſi que les pariſiens, parlent beaucoup du vaiſſeau eſpagnol *la Ste. Trinité*, qui eſt monté par Don Louis de Cordoue; c'eſt une forteresſe mouvante; il porte 114 canons; ſa con-

conſtruction eſt ſingulière, on y trouve toutes les commodités poſſibles. Une Dame de la cour, devant laquelle on en parloit, demanda s'il y avoit une ſalle de ſpectacle. Quelqu'un lui répondit: „ Oui, Madame ! Pendant mon ſéjour „ à Cadix, j'allai viſiter ce vaiſſeau. Le „ capitaine me reçut fort bien, il m'in- „ vita à une comédie qui ſe repréſen- „ toit ce jour-là ſur ſon bord. Nous „ eumes enſuite un grand bal, où ſe „ trouvèrent plus de deux mille perſon- „ nes — *Oh mais, cela eſt charmant*, ré- partit la queſtionneuſe. *Monſieur Don Cordoue a-t-il auſſi un opéra?* — „ Oui, „ Madame ! qui joue tous les jours, ex- „ cepté ceux où l'on ſe bat. Comme „ cela n'eſt point encore arrivé, il n'y „ a pas eu jusqu'àpréſent de relâche au „ théâtre de ce vaiſſeau, & tous nos „ marins s'amuſent beaucoup.“ — *En vérité, cela eſt divin. Si je ne craignois pas autant la mer, j'irois paſſer quelques ſemaines avec le comte d'Orvilliers que je connois beaucoup, & je ſuis aſſuré qu'il me recevroit bien.* — Je fus témoin de cette conver-

ſation,

ſation, & elle m'amuſa beaucoup. Mais pour en revenir à notre flotte, elle eſt partagée en trois diviſions, chacune de quinze vaiſſeaux de ligne, avec une reſerve de ſeize vaiſſeaux qui ſera commandée par le général espagnol. On aſſure que le comte d'Orvilliers a détaché de ſon escadre M. de la Touche-Tréville avec une diviſion de cinq vaiſſeaux pour protéger les troupes de terre & favoriſer leur descente. Les vents qui jusqu'à préſent n'ont pas été favorables, ſont la cauſe, dit-on, de l'inaction où eſt reſtée notre flotte. Elle ſe diſpoſe maintenant à agir (c'eſt un peu tard) & à faire route vers la Manche pour ne pas ſe laiſſer dépaſſer par l'ennemi, & le forcer au combat s'il oſe ſe montrer, ou le bloquer dans un de ſes ports, s'il s'y met à l'abri.

Nous avons reçu la confirmation de la priſe de l'île St. Vincent par le comte d'Eſtaing. C'eſt le chevalier du Rumain, porteur de cette agréable nouvelle, qui fut chargé de l'expédition par le général. Je ne vous parlerai

pas

pas des actions de bravoure que nous avons faites. Le débarquement de trois cens de nos ſoldats eut lieu ſans oppoſition. Le premier poſte appelé Caliaqua, défendu par ſix ſoldats & deux canons, ſe rendit ſans avoir fait de réſiſtance. Nos troupes marchèrent enſuite à Kings-Town. Parvenu au môle Hartley, on découvrit la ville; les ennemis s'étoient renfermés dans le fort au nombre de 60 à 80. Comme le chevalier du Rumain ſe diſpoſoit à les attaquer, on vit paroître ſur les hauteurs une troupe d'environ 600 Caraïbes. Ces inſulaires qui déteſtent les anglois, vencient pour nous ſeconder; & ils ſe joignirent avec d'autant plus de plaiſir à nous, qu'ils ont été de tout tems nos amis. Le fort ne tarda pas à capituler. Pendant qu'on étoit occupé à rédiger les articles, le chevalier de Percin fut détaché pour aller attaquer Calawéry, poſte garni de 16 canons de petit calibre & gardé par 26 hommes & un officier. Il eſſuya d'abord un feu aſſez vif, mais qui ne l'empêcha pas de s'a-

vancer

vancer contre le fort, qu'il emporta d'aſſaut ſans avoir eu un ſeul homme de tué. Les anglois y perdirent un ſergent & trois ſoldats; le reſte fut fait priſonnier. Le 18 & le 19 Juin, nous étions entièrement maîtres de l'île. On doit au reſte rendre juſtice à la bravoure, l'activité & l'intelligence du chevalier du Rumain qui s'eſt conduit on ne peut mieux dans cette expédition. Nous avons en outre appris par cet officier, qu'après la réunion de l'escadre de M. de la Motte-Piquet à celle du comte d'Eſtaing, notre vice-amiral a appareillé le 30 Juin de la Martinique aiant 24 vaiſſeaux de ligne ſous ſes ordres. Il faut eſpèrer qu'avec ces forces il pourra tenter quelqu'expédition importante, & qu'il ſera plus heureux cette campagne que la dernière.

Suivant les lettres de l'Amérique, les milices de ce pays montrent la plus grande ardeur pour défendre leurs foyers. On voit parmi elles les habitans les plus diſtingués, qui ne font point de

diffi-

difficultés de ſervir comme de ſimples ſoldats, de coucher ſur la dure, de ſouffrir le froid, le chaud & toutes les intempéries de l'air. Le havre-ſac ſur le dos, ils font des marches forcées & bravent ce fier & arrogant Sir Clinton, qui s'aliéne de plus en plus les eſprits par la manière dont il fait la guerre. Un de ſes exécuteurs ſe porta vers Crampoud, où il brûla la maiſon du major Stranger. D'après des avis parvenus au docteur Francklin, les armes britanniques ſont repouſſées partout; l'activité des inſurgens les tient en échec de tous côtés. Suivant les apparences, cette campagne ſera déſaſtreuſe pour les anglois en Amérique; & ſi leurs ſuccès par mer ne les en dédommagent pas, je ſuis curieux de voir le compte que George III rendra à la nation, à l'ouverture du parlement, & comment il palliera ſes torts & ceux de ſes miniſtres. L'éloquent Lord North ſe prépare déja, dit-on, à haranguer ſes concitoyens pour leur perſuader que la campagne prochaine ſera plus heureuſe que les

deux premières. Il n'oubliera pas de dire que nous ſommes aux abois, que nos finances ſont épuiſées. On le croira ; on fera quelques difficultés pour la levée de nouveaux ſubſides ; les membres de l'oppoſition joueront la comédie, & l'on finira par faire comme chez nous; c'eſt-à dire, par payer....

Les préparatifs pour le ſiege de Gibraltar ſont commencés; les ordres ont été donnés de réparer le grand-chemin entre Cadix & Gibraltar pour faciliter le transport de l'artillerie & la communication avec les lignes. On approviſionne le camp de St. Roch de tout ce qui eſt néceſſaire pour un ſiege; l'armée de 30 mille hommes raſſemblée à Cadix y campera avant la fin de Septembre. On avoit voulu eſſayer de bloquer le port; Don Barcelo avoit été chargé de cette commiſſion, mais il n'a pas reſté longtems dans ſa ſtation. Il fut attaqué, comme il escortoit un convoi, par trois Balandres angloiſes ſoutenues par le vaiſſeau de guerre la *Panthere* & la

fréga-

frégate en ſtation à Gibraltar. Après un combat aſſez long, il a été obligé de ſe retirer à Ceuta. Ce qui prouve que les espagnols ne ſont pas encore bons françois, c'eſt que pendant l'action les vaiſſeaux de guerre de Carthagene restèrent tranquilles ſpectateurs, quoiqu'ils euſſent pu venir au ſecours de Don Barcelo. Ils ont donné pour raiſon qu'ils n'avoient point d'ordre d'obéir à ce dernier. Cela s'appele pouſſer loin la ſubordination. . . .

On a reçu ici le plan de bataille que le comte d'Orvilliers doit ſuivre lorsqu'il ſe meſurera avec Sir Hardi. L'ordre de marche ſera en échiquier ſur la ligne oppoſée à l'ordre de bataille de la grande armée, au vent de celle-ci; en obſervant de prendre le vaiſſeau *le Citoyen*, placé à l'extrémité de la ligne, pour point de relevement. M. de la Touche-Tréville, commandant l'escadre légère de cinq vaiſſeaux de ligne, marchera dans l'ordre de l'échiquier ſur la ligne oppoſée à l'ordre de bataille & à

droite de la grande armée, en obſervant de ſe tenir au vent autant que les circonſtances le permettront, & aiant pour point de relevement le vaiſſeau *le Pluton*, placé à l'extrémité de la ligne de bataille. Par cette diſpoſition, M. le comte d'Orvilliers eſt au centre, M. de Guichen à l'avant-garde, & Don Michel Gaſton à l'arrière-garde. Les frégates ſe tiendront à la portée du canon des vaiſſeaux-pavillons, du côté oppoſé aux ennemis &c. &c. On a oublié dans ce plan de parler des brouillards, des vents, des gros-tems qui peuvent dans un inſtant déranger l'ordre & empêcher les manœuvres. L'amiral Hardi, qui eſt déja inſtruit de toutes ces diſpoſitions, a dit : *J'en ai fait quelquefois de pareilles dans mon cabinet, mais jamais ſur mer qu'en préſence de l'ennemi.*

Le commodore Johnſton, qui vouloit ſe rendre la terreur de nos ports & incendier tous nos bâtimens de tranſport raſſemblés au Havre & à St. Malo, n'a pas jugé à propos de mettre ſon projet

à

à exécution. Dans la viſite qu'il eſt venu nous faire, il nous a trouvés ſi bien préparés à lui faire une chaude réception, qu'il a entiérement renoncé à ſon entrepriſe. Nous apprenons qu'il eſt allé rejoindre la flotte de Sir Hardi avec les vaiſſeaux de ligne & frégates qu'il avoit ſous ſes ordres.

Mais ce qui nous donne un peu d'humeur, c'eſt de voir que l'eſcadre formidable que nous avons en mer n'ait pas pu parvenir à intercepter cette riche flotte de la Jamaïque, compoſée de 160 voiles & qui n'avoit pour toute eſcorte qu'une frégate de 32 canons & les deux chaloupes *le Druïde* & *le Lynx*, de 14 & 10 canons. Suivant les avis de Londres, elle eſt heureuſement arrivée, comme l'autre, dans les ports d'Angleterre. Il ſemble que nos ennemis ſe jouent de nous & ſoyent aſſurés que nous ne les attaquerons pas, puiſqu'ils prennent ſi peu de précautions. Il étoit cependant important pour nous de faire l'impoſſible pour nous emparer de l'une ou l'au-

tre de ces flottes marchandes, & prendre notre revanche ſur les anglois pour celle, venant des isles ſous le vent, qu'ils nous ont priſe. On continue de dire ici que quelques-uns de nos miniſtres avoient des capitaux ſur ces flottes, & je ſerois tenté de le croire.....

Sa Majeſté, pour encourager de plus en plus les officiers qui ſont à ſon ſervice, a fait une nombreuſe promotion dans l'ordre militaire de St. Louis, le jour de ſa fête. Je voudrois que la bienfaiſance de notre monarque ſe bornât à ces ſimples décorations, & que les penſions ne s'accordaſſent qu'aux actions brillantes de valeur, au lieu de prodiguer les unes & les autres à la faveur & à l'intrigue, comme cela vient encore de ſe faire. Je connois un de ces grand'croix qui n'a d'autre mérite que celui d'être protégé par un ſecrétaire de la marine; homme ſans talens, ſans connoiſſance, minucieux à l'excès & qui fit beaucoup de ſottiſes pendant ſon gouvernement de St. Domingue. Chez vous, mon cher

Comte!

Comte! ce n'eſt pas de cette manière qu'on s'avance dans le militaire, & votre croix-du mérite ne décore que ceux qui ont vraiment fait leur devoir. L'ancienneté du ſervice n'eſt point un titre à l'avancement comme chez nous; encore ſi on ſe contentoit de la décoration, mais à la fin de cette campagne il en coûtera ſurement à l'état quelques millions pour les penſions qu'il faudra donner.

Suivant les derniers avis qu'on a reçus de notre armée navale, le Comte d'Orvilliers attendoit dans la Manche le moment favorable pour effectuer une deſcente en angleterre. Comme la marée ſe trouvoit trop baſſe, on avoit dû différer cette expédition juſqu'à la pleine-lune du 26 ou 27 de ce mois. Il a été envoyé, dit-on, des ordres au Comte d'Orvilliers d'attaquer l'ennemi & de profiter de l'avantage qu'il a ſur lui. On nous aſſure que les derniers vaiſſeaux envoyés par le Comte de Sandwich à l'amiral Hardi ont été radoubés à la

hâte; que ce ſont de vieux navires, bons tout au plus à ſervir d'hôpitaux pour les matelots, & que la longue liſte de la marine angloiſe ne comprend que des bâtimens avec lesquels nous avons fait connoiſſance en 1757. Si cela eſt vrai, nous n'aurons à faire qu'à des vieillards qui ne peuvent nous faire grand mal.

Le vaiſſeau *le Malborough*, de 74 canons, a porté l'allarme à Londres, en annonçant à l'amirauté que les flottes combinées françoiſe & espagnole étoient entrées dans la Manche, & qu'il avoit été pourſuivi par cinq de leurs vaiſſeaux qui lui donnèrent la chaſſe; que le meilleur voilier, qui étoit de ſa force, le ſerra de près & ne l'abandonna que lorsqu'il fut à quatre lieues de la pointe de Cornouailles. Jamais l'Angleterre n'a été menacée par nous d'auſſi près; la conſternation regne à Londres & dans tous les ports britanniques.

Deux de nos frégates, l'une commandée par M. de Marigny, l'autre par le

baron

baron Mingand de la Haye, ſe ſont emparé du vaiſſeau anglois l'*Ardent*, de 64 canons & 523 hommes d'équipage. Ce vaiſſeau alloit ſe joindre à l'amiral Hardi ; il eſt presque neuf & nous ſervira bien dans l'occaſion.

Les vents contraires empêchent toujours le comte d'Orvilliers de s'approcher des côtes. Il eſt actuellement à la hauteur de Plymouth, & il a coupé l'entrée de la Manche à l'amiral Hardi, qui croiſe au delà des Sorlingues à l'embouchure du canal de St. George.

Dans ma prochaine, je vous en dirai davantage; j'espère de vous annoncer notre arrivée à Londres. Le public nomme déja aux places du gouvernement britannique : On fait le comte de Vergennes, Vice-Roi de toute l'Angleterre; M. de Sartine, Lord-Maire & premier Lord de l'amirauté; M. Necker, premier Lord de la Tréſorerie. On envoye le Roi & toute la famille royale britannique à Chambord, où ils feront

traités avec tous les honneurs dus à leur rang. S. M. donnera une penſion à tous les miniſtres du cabinet de St. James, en reconnoiſſance des ſervices qu'ils nous ont rendus par toutes les ſottiſes qu'ils ont faites. Le Roi conſervera aux anglois tous leurs priviléges ; il n'y aura de réformé que le parlement qui ſera transformé en conſeil ſouverain, ſans autres fonctions que celle de juger toutes les affaires de judicature. Les royaumes d'Angleterre & d'Ecoſſe, ainſi que l'Irlande, ſeront réunis aux domaines de la couronne de France &c. &c. &c. Tels ſont les arrangemens faits par nos nouvelliſtes. En attendant leur exécution, je ſuis, mon cher Comte ! votre tout dévoué &c.

LET-

LETTRE XVI.

VERSAILLES, *le 6 Septembre.*

Du même, au même.

Je puis enfin, mon cher Comte! satisfaire pleinement votre curioſité ; les nouvelles importantes que je vais vous communiquer ne pourront manquer de vous faire le plus grand plaiſir. Depuis quelques jours nous attendions avec impatience des avis ſur les opérations ultérieures du comte d'Eſtaing ; celles que nous venons de recevoir nous ont bien dédommagés de notre attente. Le comte du Chilau, commandant ſous les ordres de notre Vice-amiral la frégate *la Diligente* de 32 canons, eſt arrivé aujourd'hui & nous a apporté la rélation de la priſe de la Grenade & d'un combat naval qui a eu lieu entre notre flotte & celle de l'amiral Byron. Les deux partis, comme de coûtume, ſe ſont attribué la victoire; mais ce qu'il y a de certain c'eſt que nous avons été vainqueurs ſur

terre

terre & que l'île ci-deſſus eſt entre nos mains, ainſi que le lord Makartney qui la défendoit. Voici quelques détails ſur cette expédition : Le comte d'Eſtaing aiant été renforcé par les vaiſſeaux aux ordres de M. de la Motte-Piquet, trompa la vigilance de l'amiral Byron & partit pour faire la conquête de la Grenade. Il mit tant de ſecret & de célérité dans cette entrepriſe, que l'ennemi n'eut pas le tems de ſe reconnoître & que tout ploya devant nos troupes. A l'attaque du môle de *l'Hôpital*, que le comte d'Eſtaing commandoit en perſonne, un grénadier lui donna la main pour l'aider à franchir un paſſage fort difficile. Ce brave homme, qui avoit ſauté un des premiers dans les retranchemens, fut emporté par un boulet de canon à côté de notre amiral, qui s'écria auſſitôt: *Mes amis! vengeons ce brave camarade. Suivez-moi; Vive le Roi!* Toute la troupe, animée par l'exemple de ſon chef, répond par la même acclamation, ſaute dans les retranchemens, les force, tue tout ce qui veut faire réſiſtance & s'em-

pare

pare de la fortereſſe que le gouverneur avoit cru imprenable & où il avoit dépoſé ſes effets les plus précieux ainſi que ceux des plus riches habitans. Tout fut livré au pillage : un de nos ſoldats qui avoit trouvé un habit du lord Macartney ſur lequel étoit la plaque de l'ordre du Bain, s'en revêtit & combatit ſous ce coſthume. Les équipages de nos vaiſſeaux ont eu de leur côté un riche butin à partager; on leur abandonna 30 navires qui étoient dans le port, dont 20 étoient chargés de marchandiſes; les 10 autres étoient des corſaires. Pendant le combat qui eut lieu ſur mer (le comte d'Eſtaing avoit été rejoindre ſa flotte) les habitans de la Grenade voulurent ſe ſoulever, mais on n'eut pas de peine à les réprimer. Notre victoire eut été complette, ſi notre amiral avoit pu déployer toutes ſes forces, mais par la poſition qui avoit été priſe, neuf de nos vaiſſeaux n'ont pu prendre part à l'action. Malgré cela, il a tenu tête à toutes les forces ennemies qui lui étoient bien ſupérieures & qui avoient l'avan-

tage

tage du vent. Après un combat vif & opiniâtre, nous forçames l'ennemi à ſe retirer précipitamment ; nos frégates le pourſuivirent juſqu'à la nuit. Les vaiſſeaux de notre flotte qui ont le plus ſouffert ſont : *le Céſar, la Provence* & *l'Annibal*. *Le Tonnant*, commandé par M. de Breugnon, s'eſt battu longtems contre le vaiſſeau monté par l'amiral Barington. Ce dernier s'eſt attaché enſuite au *Diadême*, commandé par M. de Dampierre. Le comte Edouard de Dillon qui étoit ſur ce vaiſſeau, a eu le bras caſſé par un éclat de bois. D'après les relevés qui ont été faits, la priſe de la Grenade & ce combat naval nous ont coûté 600 hommes tués & 560 bleſſés. Notre Vice-amiral avoit donné des ordres pour que tout fût réparé dans huit jours, afin qu'à ce terme il pût appareiller avec toute ſa flotte & mettre à exécution une autre expédition qu'il projettoit. La priſe du môle de *l'Hôpital* eut lieu la nuit du 3 au 4 Juillet, & le combat naval s'eſt donné le 7. Il a commencé à 8 heures du matin & a duré

jusqu'à

jusqu'à midi. L'amiral Barington a été bleſſé aſſez griévement ; il doit s'être embarqué ſur la frégate *l'Ariadne* pour revenir à Londres. La diviſion qu'il commandoit a été la plus maltraitée ; pluſieurs de ſes vaiſſeaux ont été fort endommagés, ſurtout *le Prince de Galles*.

Cette expédition fait le plus grand honneur au comte d'Eſtaing ainſi qu'à tous les officiers qui ſe trouvoient ſous ſes ordres. Les comtes de Dillon & de Duras, le vicomte de Noailles, le comte Arthur Dillon, & tous les majors, capitaines & lieutenans qui eurent part à l'entrepriſe, firent des prodiges de valeur. Le général, qui marchoit à la tête des grenadiers, montra l'exemple. La premiere attaque fut très vive; une batterie du bâtiment *le Yorck* qui mouilloit près du carénage, incommoda beaucoup nos troupes en tirant à cartouches ſur la colonne commandée par le comte de Dillon, qui dut eſſuyer dans ſon paſſage le feu de ce vaiſſeau. Dès qu'on ſe fût emparé du môle de l'*Hôpital*, on tourna contre le fort une pie-

ce

ce de canon de 24 livres de balle. Au premier coup qui fut tiré, parut un officier avec un drapeau blanc, que le gouverneur envoyoit pour offrir de capituler. Il trouva le comte d'Eſtaing dans la batterie; notre général aiant tiré ſa montre, donna une heure & demie pour ſe décider. Cet officier revint au bout de ce tems avec des propoſitions qui furent rejettées. Lord Macartney ſe rendit alors à discrétion & nous primes poſſeſſion du fort, où l'on fit 700 priſonniers; ſavoir: 1 lieutenant-colonel, 2 majors, 3 capitaines, 4 lieutenans, 5 colonels de milice, 157 tant bas-officiers que ſoldats; le reſte étoit des volontaires & matelots. Nous avons pris en outre 102 pieces de canon de différens calibres & 16 mortiers. Il a fallu toute la bravoure de nos troupes pour emporter ce poſte auſſi promptement; mais le tems preſſoit; notre général ſavoit que l'amiral Byron s'approchoit pour ſecourir les aſſiégés. Un jour plus tard, l'expédition manquoit; & ſi les anglois avoient tenu ferme, nous aurions indubitablement échoué.

Notre

Notre ſuccès par mer n'a pas été auſſi complet ; mais nous en avons cependant aſſez fait pour empêcher l'amiral Byron de s'oppoſer aux projets que médite le comte d'Eſtaing. C'eſt beaucoup pour nous de tenir tête à nos ennemis ſur leur élément & de ne recevoir aucun échec de leur part. Dites, je vous prie, cette nouvelle au miniſtre d'Angleterre qui eſt chez vous, en lui faiſant votre compliment de condoléance ſur la perte de la Grenade, dont la poſſeſſion eſt très importante pour nous dans ce moment.

Avant-hier un courier arrivé de Breſt, nous apporta la nouvelle que les armées navales combinées ont eu connoiſſance le 2 de ce mois de la flotte de l'amiral Hardi. Le comte d'Orvilliers prit auſſitôt toutes ſes meſures pour le forcer à combattre, & dans ce moment les deux flottes ſont en préſence l'une de l'autre entre Plymouth & Ste. Hélène. Ce qui me fait craindre qu'on n'en vienne point à une action, c'eſt que l'amiral

Hardi, depuis ſa rentrée dans la Manche, a toujours eu le vent ſur nous, & qu'il lui ſera facile d'éviter le combat & de ſe réfugier dans un des ports de l'Angleterre. Comme l'équinoxe approche, nous ne pourrons plus reſter longtems en mer, & il faudra ſe ſéparer des espagnols. Votre miniſtre britannique aura eu raiſon de dire qu'il ne ſe paſſeroit rien d'important ſur l'océan. Les anglois en ſeront quittes pour la peur; car lorsqu'ils nous ont vus dans la Manche, ils ont eu une frayeur dont ils ne ſont pas encore revenus. Si nous avions ſu profiter du moment, nous aurions pu réduire Plymouth en cendres; cette ville étoit dans le plus mauvais état de défenſe.

On débite dans ce moment qu'un vent d'Eſt aiant forcé le comte d'Orvilliers d'abandonner ſa ſtation à la hauteur de Plymouth, l'amiral Hardi arriva le 29 dernier ſur le cap *Lézard*, & que profitant de cette occaſion qu'il épioit, il entra le 30 dans la Manche, dépaſſa Plymouth le jour ſuivant, &

con-

continua delà ſa route pour ſe mettre en ſureté dans la rade de Spithead. Les flottes combinées ſont à ſa pourſuite, mais il eſt douteux qu'elles puiſſent le joindre. C'eſt une grande humiliation, mon cher Comte! pour la fiere Angleterre, que de voir ſes forces maritimes fuir devant les nôtres; il y a bien longtems que cela n'eſt arrivé. A Londres, l'allarme eſt générale: on écrit de cette ville, que les habitans croyent à tout moment voir les françois arriver à leurs portes. Jamais l'inquiétude n'a été ſi grande; la nation eſt frappée de terreur par toutes les mauvaiſes nouvelles qu'elle reçoit. La Grenade priſe, l'amiral Byron presque battu, l'amiral Hardi fuyant; tout cela n'eſt pas fort conſolant pour un peuple accoûtumé à donner des loix ſur l'empire de Neptune. Il faudra voir comment l'éloquent Lord North s'y prendra pour annoncer tous ces déſaſtres, à la prochaine rentrée du Parlement. On dit qu'il travaille déja à ſon discours, & qu'il espère prouver aux honorables membres que cette campa-

gne a été des plus glorieuſes pour les armes britanniques.

M. le comte de Chilau aſſure que le projet du comte d'Eſtaing eſt d'enlever aux anglois toutes les Antilles. Il croit qu'à ſon départ de la Grenade, ce général étoit déja devant Tabago, qui eſt auſſi ſans défenſe. Si, la campagne dernière, le comte d'Eſtaing avoit attaqué la Jamaïque, il lui eut été facile de s'en emparer; cette île n'étoit nullement préparée à ſoutenir un ſiege, & quatre jours auroient ſuffi pour la ſoumettre. C'eſt une choſe inconcevable que les anglois aient été ſi peu ſur leurs gardes. Ils ont cru nous mener comme en 1757, & qu'ils n'auroient qu'à ſe montrer pour nous faire fuir; mais c'eſt tout le contraire, & ils fuyent eux-mêmes devant nous.

Pour contenter nos pariſiens & les engager à remplir les emprunts qui s'ouvriront à la fin de cette année, à l'effet de fournir aux fraix de la campa-

gne

gne prochaine; S. M. a écrit à tous ſes couſins les archevêques & évêques pour qu'il ſoit chanté un *Te Deum* en actions de graces de la priſe de la Grenade & des avantages remportés ſur l'amiral Byron. Cette lettre du Roi, quand elle eſt bien tournée, fait ſur les françois le même effet que les harangues du Lord North ſur les repréſentans de la nation angloiſe. Nous n'avons point à craindre ici le parti l'oppoſition; quelquefois nos parlemens prennent de l'humeur, mais on leur ordonne de ſe taire & ils obéiſſent. Tout va bien jusqu'àpréſent; l'engouement pour le directeur des finances continue toujours; ſes amis le déifient, nos quarante de l'académie l'encenſent pour de l'argent; les financiers le donnent à tous les diables, & le comte de Maurepas voudroit en être débaraſſé.

Dans ce moment la nouvelle ſe répand que les anglois nous ont chaſſés de toute la côte de Coromandel, & qu'ils ont pris ſur nous leur revanche dans ces contrées pour tout le mal que nous leur avons fait en Amérique.

 Adieu,

Adieu, mon cher Comte! Le projet pour une alliance entre les cours du Nord que vous m'avez envoyé, m'a beaucoup amuſé. Je vous en parlerai dans une prochaine lettre.

Je ſuis &c.

LETTRE XVII.

VERSAILLES, *le 18 Septembre.*

Du méme, au méme.

Qui auroit imaginé, mon cher Comte! que les forces maritimes de la France lutteroient avec ſuccès contre celles de l'Angleterre, & cela après une guerre où notre marine a été abſolument détruite (je veux parler de la guerre de 1757) C'eſt aux ſoins des ducs de Choiſeul & de Praslin que nous devons ſon rétabliſſement. Le premier ſentit qu'une puiſſance qui vouloit étendre ſon commerce, ne pouvoit le faire ſans le concours & la protection d'une marine royale. Il s'occupa de cet objet après

la

la paix, &, à ſa retraite, notre marine ſe trouvoit déja dans un état à donner de la jalouſie aux anglois. Ceux-ci n'avoient pas tort, ils éprouvent aujourd'hui de notre part une réſiſtance à laquelle ils ne s'attendoient pas. Il eſt très vrai que l'amiral Byron a eu le deſſous dans le combat qu'il a livré au comte d'Eſtaing. Je viens de voir la rélation que cet amiral a envoyée à l'amirauté de Londres ; il y prétend que nous évitames d'en venir à une action & qu'il nous y força par l'habileté de ſes manœuvres. Mais un témoin oculaire le contredit; c'eſt l'amiral Barrington, qui eſt actuellement de retour à Londres. Cet officier commandoit l'avant-garde de l'escadre angloiſe, compoſée de ſix vaiſſeaux. Il s'attacha particulièrement à combattre le vaiſſeau *le Languedoc* de 90 canons, monté par le comte d'Eſtaing, qui fut repouſſé deux fois hors de la ligne. L'amiral Baringston avoue que toute la diviſion qui étoit ſous ſes ordres s'eſt comportée avec la plus grande bravoure, mais que le res-

te de l'escadre angloiſe n'a pas donné. Cela fournira peut-être matière à une accuſation ſemblable à celle qui a eu lieu au ſujet du combat d'Oueſſant. Quoiqu'il en ſoit, nous ſommes reſtés maîtres de la Grenade, conquête qui s'eſt faite presque ſous les yeux d'une armée navale, forte de 21 vaiſſeaux de ligne & de quatre mille hommes de troupes de débarquement. La conduite que le comte d'Eſtaing a tenue dans cette occaſion mérite les plus grands éloges; nous nous attendons qu'avant peu il nous annoncera quelque nouvelle conquête, que l'amiral Byron n'aura pu empêcher.

Les nouvelles de l'armée combinée ne ſont pas auſſi ſatisfaiſantes; l'amiral Hardi, quoiqu'on en diſe, s'eſt conduit avec beaucoup d'adreſſe; on peut le regarder dans ce moment comme le *Fabius* de l'Angleterre. La tâche qu'il avoit à remplir étoit difficile; avec une flotte moins forte de moitié que la nôtre, il a mis à couvert les côtes de l'Angleterre & fait des manœuvres ſi habiles

biles qu'il n'a pas donné la moindre priſe ſur lui. Nos gens de Verſailles & nos pariſiens, qui ne connoiſſent que les flottes d'eau-douce, qui vont de Paris à St. Cloud (la *Gaillotte* & les batelets qui ſont ſur la Seine) prétendent que le comte d'Orvilliers auroit pu forcer l'amiral Hardi à ſe battre. Cela eſt aiſé à dire dans le parc de Verſailles & au jardin du palais-royal; mais ſur mer on ne fait pas toujours ce qu'on voudroit. Ce qui juſtifie le comte d'Orvilliers, c'eſt une lettre écrite par lui à M. de Sartine, & dont voici un extrait:

Dès que je fus informé (mande le comte d'Orvilliers) *que l'amiral Hardi avoit doublé avec toute ſa flotte le cap* Lézard, *je me portai d'Oueſſant à ſa pourſuite, & je l'aurois certainement atteint & forcé d'en venir à une action, ſi les frégates qu'il envoya à la découverte ne lui euſſent pas donné avis de notre arrivée. Il remonta auſſitôt la Manche; je le pourſuivis juſqu'à la hauteur de Portland. Je n'étois plus qu'à une demie-lieue de lui, lorſque je fus arrêté par un calme plat qui m'empêcha de paſſer outre. L'eſ-*

cadre légère, commandée par M. de la Touche-Tréville, ſerra de près l'arrière-garde de l'amiral anglois & la canona vivement ; celle-ci y répondit par le feu de ſes canons de retraite. Voyant qu'il ne m'étoit pas poſſible d'engager une action, je fis le ſignal à M. de la Touche-Treville de revirer. L'amiral Hardi profita de la nuit pour rentrer dans la rade de Spithead. J'attendrai les ordres ultérieurs du Roi ſur ce que je dois faire &c.

On voit par cette lettre que le comte d'Orvilliers a fait tout ce qu'il a pu pour joindre l'ennemi & le forcer au combat, mais que des obſtacles inſurmontables ſe ſont oppoſés au ſuccès de ſes manœuvres. Il écrit, dans la même miſſive, que les armées combinées eurent un moment de joye. Quelques vaiſſeaux de la queue ſignalèrent dans le lointain une flotte qui s'avançoit de la partie de l'oueſt. Elle fut chaſſée & jointe, mais on vit avec chagrin que ce n'étoit qu'un convoi hollandois venant de Surinam, qui étoit eſcorté par cinq vaiſſeaux de guerre de la même nation.

Comme

Comme il ſe trouve un grand nombre de malades ſur notre flotte, on croit qu'elle ne tardera pas à retourner à Breſt; elle a beſoin auſſi de ſe ravitailler, de faire de l'eau & prendre des proviſions fraiches dont elle manque. Le *Triton*, vaiſſeau de 64 canons commandé par M. de la Clochetterie, eſt rentré dans le port ci-deſſus le 4 de ce mois, & y a dépoſé quantité de malades qu'il avoit à ſon bord. Ce vaiſſeau a auſſi apporté des détails ſur la croiſière des flottes combinées.

Le 8 de ce mois, le Prince de Montbarrey, miniſtre de la guerre, & M. de Sartine, miniſtre de la marine, préſentèrent au Roi les Sieurs de Scheldon & Colonia, l'un capitaine dans le régiment de Dillon, l'autre enſeigne de vaiſſeau. Ils ont été envoyés par le comte d'Estaing pour préſenter à S. M. les drapeaux pris ſur les anglois à la Grenade, ainſi que les pavillons enlevés des forts de cette île & de celle de St. Vincent. Ces morceaux de taffetas ont été portés,

tés, ſuivant l'uſage, à la Métropole de Paris pour y être expoſés aux yeux de nos badauts, qui font enſuite des commentaires à leur maniere, dont quelques-uns ſont aſſez plaiſans.

La lettre du Roi à ſon couſin l'archevêque pour faire chanter un *Te Deum* ſe termine d'une manière qui offenſera les habitans de la ſuperbe Albion. S. M. après avoir donné un précis de l'expédition de la Grenade, ajoute: *Deux jours après la priſe de cette île, l'eſcadre angloiſe, forte de 21 vaiſſeaux de ligne commandés par l'amiral Byron, & conduiſant 4000 hommes de débarquement, s'eſt approchée de la Grenade dans le deſſein de la reprendre ſur mes troupes. Le comte d'Eſtaing a fait appareiller ſon eſcadre ; il a été à la rencontre de l'ennemi, lui a livré le combat & l'a forcé de prendre la fuite après avoir déſemparé pluſieurs de ſes vaiſſeaux. Remercions le Dieu des armées &c. &c.*

Les anglois, en liſant ce dernier paragraphe, ne verront pas ſans déplaiſir

ſir que Louis XVI les accuſe d'avoir fui, eux qui étoient accoûtumés à faire fuir les autres. On ne ſait, je vous l'avoue, ſur quoi compter, ni lequel croire dans le récit de ces combats de mer. L'amiral Byron, dans ſa lettre à l'amirauté, dit que c'eſt nous qui ne voulumes pas nous meſurer avec lui. Il ajoute: *Je ne doutois pas que, le matin qui ſuivit le jour de l'engagement, je ne retrouvaſſe les françois dans la même poſition que la veille; car quoique, par la conduite qu'ils tinrent dans toute la journée du 6 Juillet, il fût évident qu'ils vouloient éviter le combat au plus près, je ne pouvois me permettre de penſer qu'avec des forces auſſi ſupérieures, ils nous laiſſeroient ramener les bâtimens de tranſport. Cependant, comme l'eſcadre ennemie ne ſe montra pas dans la matinée, je conclus qu'elle étoit retournée à la Grenade &c.*

Nous laiſſons aux anglois la gloire qu'ils prétendent s'être acquiſe, & nous gardons pour dédommagement l'île de la Grenade, qu'on ne nous prendra pas auſſi aiſément que nous nous en ſommes emparés.

parés. Il eſt certain que cette conquête eſt due à la valeur de nos troupes, & que les anglois auroient pu ſe défendre beaucoup mieux qu'ils ne l'ont fait. Je ſuis curieux de voir la réception qui ſera faite au Lord Macartney, à ſon arrivée à Londres. Comme c'eſt un protégé des miniſtres, Lord North juſtifiera ſa conduite & prouvera au parlement que ce gouverneur n'a pu faire autrement.

Le *Te Deum* qu'on a chanté ici a été aſſez gai; le ſoir toute la ville a été illuminée, nos bons pariſiens ſe ſont livrés à cette groſſe joye qui leur fait oublier tous leurs maux. Ceux qui ont le plus gagné à cela, ce ſont le Lombard & les marchands de vin: on a porté au premier une grande quantité d'effets pour avoir de l'argent, qu'on a dépenſé chez les ſeconds. Tel eſt partout le ſort du peuple: on preſſure ſa ſubſtance pour ſubvenir aux fraix de la guerre, & il acheve de ſe ruiner en dépenſant le peu qui lui reſte pour ſe rejouir

jouir des ſuccès remportés. Nous épargnons aux anglois ces derniers fraix.... Mais Lord North n'oubliera pas cela; au prochain *Budget*, il impoſera une taxe pour le *pas aſſez bu*, comme nous en avons une chez nous qu'on nomme *le trop bu*.

Tout ſemble accabler à la fois l'Angleterre; ſes armes n'ont de ſuccès nulle part. Le docteur Francklin a reçu de l'Amérique des lettres de la part de ſes commettans, dans leſquelles on lui dit „que, la nuit du 15 au 16 Juillet, le général Wayne, à la tête de quatre bataillons d'infanterie légère, formant enſemble 620 hommes environ, ſurprit à minuit le fort de Stony-point, bâti récemment par le général Clinton ſur la riviere de Hudſon, près de *King-ferri*. (le Bac du Roi) Les américains pénétrèrent dans le fort ſans tirer un coup de fuſil, & ils forcèrent, avec la bayonnette, les ennemis à ſe rendre. La garniſon étoit compoſée de près de 500 hommes, commandés par le colonel Johnſton; elle avoit 12 pieces de canon. Cette

con-

conquête n'a coûté aux américains que quatre hommes ; le général de Wayne a été bleſſé.

Vous conviendrez, mon cher Comte! qu'il eſt inconcevable pour des gens du métier, que des milices raſſemblées à la hâte, compoſées de bourgeois qui n'ont aucune idée de tactique, & commandées par des officiers preſqu'entièrement dépourvus d'expérience, puiſſent tenir tête & même battre des troupes diſciplinées comme les anglois. Voila comme on trompe les ſouverains: ces américains qu'on traitoit de rébelles & qu'on regardoit d'abord comme des ennemis mépriſables, ſe montrent bien ſupérieurs, à tous égards, à ceux avec lesquels ils ont à faire. Que deviendront toutes ces belles promeſſes faites à la nation britannique? L'auteur de tous ces maux, le Lord Buth, & les agens dont il ſe ſert (je veux parler des Lords North, Germaine & Sandwich) ne mériteroient-ils pas d'être traduits en parlement & jugés avec la plus grande rigueur pour

avoir

avoir entrainé la nation dans une guerre auſſi injuſte? On nous écrit de Londres que ces miniſtres cherchent à former des alliances avec quelques puiſſances de l'Allemagne & du Nord. Je doute qu'ils y réuſſiſſent; les affaires de leur pays ſont en trop mauvais état pour qu'on veuille s'en mêler.

Adieu, mon cher comte! Que dit votre miniſtre d'Angleterre?

LETTRE XVIII.

VERSAILLES, *le 30 Septembre.*

Du même, au même.

Je ne ſais, mon cher Comte! ſi vous êtes inſtruit de quelques particularités ſur la vie privée du perſonnage qui a opéré une révolution dans deux parties du monde, l'Amérique & l'Europe. Cet homme célebre (je veux parler de M. Francklin) n'auroit jamais imaginé, comme il l'avoue lui-même, qu'il ſeroit un jour le légiſlateur de ſon pays, & qu'il

joueroit un auſſi grand rôle ſur un des premiers théâtre de l'Europe (la France). Le comte de Maurepas, qui ſe connoit en hommes, diſoit à quelqu'un : *Ce docteur Francklin a retrouvé, dans ſes recherches phyſiques, la* graine d'indépendance *qui étoit perdue depuis pluſieurs ſiecles ; il en a ſemé quelques arpens en Amérique, & la recolte a été même plus abondante qu'il n'avoit oſé l'eſpérer. Ce cultivateur politique eſt venu nous propoſer de nous aſſocier à ſes concitoyens pour les aider à ſe ſouſtraire à la dixme que le fermier royal d'une île éloignée exigeoit d'eux. Nous l'avons écouté ; mais je crains bien qu'il n'ait répandu quelque peu de ſa graine ſur notre terrein, & que nos françois ne rappelent dans quelques années au gouvernement la fable de* l'Ecréviſſe & ſa Fille. *Lorſque tous les moyens d'emprunter de l'argent ſeront épuiſés, on aura recours aux impoſitions ; la nation s'y refuſera ; le gouvernement voudra uſer de violence, il éprouvera de la réſiſtance. On en viendra aux explications ; l'un dira : Je veux être obéi ; l'autre répondra : Vous nous avez appris à faire le contraire ; nous ſuivons l'exemple que vous nous avez donné. . . .*

Le

Le vieux Mentor pourroit avoir raiſon, & c'eſt ce que le tems nous apprendra. Mais pour en revenir à notre docteur Francklin, voici ce que j'ai appris ſur ſes premieres années, & de quelle manière il eſt parvenu au poſte qu'il occupe & à la réputation dont il jouit.

Benjamin Francklin eſt né à Boſton en 1706, de parens honnêtes, mais peu favoriſés de la fortune; ce qui fut cauſe que ſon éducation fut très négligée. Comme il s'agiſſoit de lui faire apprendre une profeſſion, il choiſit par goût celle d'imprimeur. Pendant ſon apprentiſſage, il conſacroit tous ſes momens de loiſir à la lecture. Le maître chez lequel il étoit, avoit un aſſez beau magaſin de livres; celui qui fixa l'attention du jeune Benjamin fut *la phyſique de l'abbé Nollet.* Il ſe livra tout entier à l'étude de cette ſcience & aux recherches ſur l'électricité, dans leſquelles il fit des progrès. Comme ſon intention étoit de voyager & de s'inſtruire, il

trouva le moyen de faire quelques épargnes. Il gagnoit chez ſon maître, lorsqu'il devint ouvrier, cinq chelins par jour; il en mettoit les deux tiers de côté & vivoit avec l'autre. Lorsqu'il eut amaſſé un fond de 30 à 40 guinées, il partit pour Philadelphie. Cette ville, beaucoup plus conſidérable que Boſton, lui parut plus propre à étendre ſes connoiſſances, & lui offroit des reſſources qu'il ne pouvoit trouver dans ſa ville natale. Jeune encore & ſans expérience, il vit bientôt la fin de l'argent qu'il avoit amaſſé; il ne lui reſta alors d'autre parti à prendre que d'exercer de nouveau la profeſſion d'imprimeur. Comme il avoit beaucoup d'intelligence & qu'il étoit bon ouvrier, il trouva facilement à ſe placer. Il reſta quatre ans chez ſon nouveau maître; il ſe forma pendant ce tems un plan de vie pour l'avenir qui pût le mettre à l'abri des beſoins de premiere néceſſité. La phyſique lui apprit, dit-on, qu'un homme avec quatre ſols par jour, pouvoit ſe nourrir, ſe loger & s'habiller. S'étant

con-

convaincu de la poſſibilité de l'exécution de ce projet économique, il travailla jusqu'à ce qu'il eut amaſſé une ſomme de quatre-vingt à cent guinées, fruit de ſes épargnes. Alors il quitta ſon métier pour lequel il n'avoit plus de goût, & ſe livra tout entier à la phyſique expérimentale & aux expériences ſur l'électricité; il y fit, comme vous ſavez, des progrès rapides & devint bientôt plus grand que ſon maître (l'abbé Nollet). Lorsqu'il fut en ſon particulier, il mit à exécution le plan de vie qu'il s'étoit fait. Sa nourriture & ſa boiſſon conſiſtoient en pommes-de terre, lait & petite-bierre. Il achetoit des premieres pour trois ſols, il en avoit pour toute une ſemaine; il donnoit au boulanger un demi-ſol pour les faire cuire; ce qui fait — — 3 ſols 6 den.

Par jour pour un ſol de lait. : ci	7	—	—
Pour logement, par jour un ſol	7	—	—
Bierre, deux ſols par ſemaine	2	—	—
Total,...	19	ſols	6 den.

Quatre ſols par jour font par ſemaine 28 ſols; il en dépenſoit 19 & demie. Il

lui reſtoit donc 8 ſols 6 deniers, qui font au bout de l'année 22 livres 2 ſols, qu'il employoit comme ſuit:

Une paire de ſouliers par année	3 livres		
Reſſemelage - - -	1 —	8 ſ.	
Deux paires de bas de laine	2 —	″	″
Deux chemiſes - -	4 —	″	″
Habit, veſte & culotte de gros burat - - - -	9 —	″	″
Façon - - - -	2 —	10 ſ.	
Total	21 livres	18 ſ.	

Vous voyez par ce calcul qu'il lui reſtoit encore un excédent de quatre ſols. Les expériences phyſiques qu'il faiſoit lui procuroient quelqu'argent qu'il employoit à acheter tous les inſtrumens qui lui étoient néceſſaires & à ſe donner plus d'aiſance; mais il ne changea rien à ſa façon de vivre. Il ne tarda pas à ſe rendre célébre; il parvint à maitriſer la foudre, à la faire tomber ou à l'éloigner à ſon gré. Un être animé quelconque étoit électriſé par lui de l'autre côté d'une riviere, ſans qu'il pût reconnoitre

la cauſe de ſon tourment. La réputation que s'étoit faite Benjamin Francklin attira l'attention du gouvernement anglois, qui voulant le récompenſer & le mettre en état de vivre plus à l'aiſe, le nomma à la place de collecteur, ou receveur des droits du Roi, qui valoit 500 guinées, ou douze mille livres de notre monnoie. Ce grand phyſicien, qui avoit pu ſe rendre maître de la foudre, ne put réſiſter aux traits de l'amour. Une Philadelphienne l'électriſa, & le feu qui réſulta de cette commotion alluma entre eux le flambeau de l'hymen. Il provint de cette union pluſieurs enfans; l'un des garçons fut placé dans les troupes britanniques, & parvint par ſes ſervices & ſa bonne conduite au gouvernement de la nouvelle-Jerſey.

Le phyſicien, receveur des droits du Roi, exerçoit paiſiblement ſon emploi & augmentoit ſes connoiſſances en même tems que les revenus de ſa place. Ce n'étoit plus ce philoſophe vivant avec quatre ſols par jour, c'étoit un épicurien

dont la maiſon étoit montée ſur le plus grand luxe. Quelques plaintes furent portées à Londres contre le collecteur; on fit des recherches ſur ſa conduite, & le réſultat fut que M. Benjamin perdit ſa place. Il fit toutes les démarches poſſibles pour être réintégré, mais il ne put y réuſſir. Il jura alors de ſe venger; le cabinet de St. James ne fit que rire de ſes menaces; il eut tort. Dans le poſte qu'il avoit occupé, il s'étoit fait des amis; il ſe récria contre l'injuſtice qu'il éprouvoit, & perſuada aux américains qu'il ne s'étoit attiré l'animadverſion du gouvernement que par la raiſon qu'il avoit repréſenté pluſieurs fois que les taxes étoient trop fortes, qu'il étoit d'une néceſſité indiſpenſable de les alléger; qu'il étoit réſolu de donner ſa démiſſion, ſi on ne s'occupoit pas ſérieuſement des moyens de ſoulager le peuple des impôts dont le pouvoir arbitraire l'avoit accablé, ſans conſulter ſes facultés. *Roidiſſez-vous contre l'autorité*, leur diſoit-il? *montrez que vous êtes un peuple libre! Ne ſouffrez point que la mère-patrie vous*

traite

traite en marâtre ! vous êtes ſes enfans légitimes, comme vos frères de la Grande-Bréta-gne. Je vous réponds du ſuccès, ſi vous voulez me charger du ſoin de vos intéréts. La propoſition fut acceptée, & les américains regardèrent Benjamin comme leur fauveur. Il avoit la réputation d'un homme ſage & prudent; depuis la perte de ſa place, il avoit été élu pluſieurs fois repréſentant du peuple dans l'aſſemblée de la province de Penſilvanie. En 1754, il avoit fait au gouverneur Shirley de fortes repréſentations, dans leſquelles il déduiſoit les raiſons qui devoient empêcher de taxer les colonies. En 1766, il fut envoyé à Londres comme agent de pluſieurs provinces. Interrogé à la barre du Parlement ſur le même objet, il ſe diſtingua par l'éloquence avec laquelle il parla & l'intérêt qu'il mit dans la défenſe de ſes concitoyens. On ne l'écouta point. En 1773, il fut chargé de nouveau, conjointement avec Sir Arthur Lée, de préſenter à S. M. Britannique les humbles pétitions de ſes bons peuples de l'Amérique. Il avoit été nom-

mé dans ce tems préſident de la commiſſion extraordinaire pour donner à la province de Penſylvanie une nouvelle forme de gouvernement. Les propoſitions qui furent faites au parlement d'Angleterre & au Roi parurent revoltantes & injurieuſes pour la Majeſté du trône britannique; on les rejetta. M. Francklin, de retour dans ſa patrie, rendit compte du peu de ſuccès de ſa miſſion. Il repréſenta à ſes concitoyens le danger qu'ils couroient d'être réduits à l'esclavage, s'ils ne prenoient pas des meſures pour réprimer les excès du pouvoir arbitraire. Son éloquence perſuada, & c'eſt à cette époque qu'il faut dater la réſolution priſe par les colonies angloiſes de ſe rendre indépendantes de la métropole.

Quelques ennemis du docteur Francklin prétendent qu'il eut été un dès plus zélés royaliſtes, ſi le gouvernement britannique avoit voulu acheter ſon ſuffrage par quelque poſte important; & qu'il ne s'eſt déclaré contre le miniſtère que

pour

pour ſe venger de l'injuſtice qu'on lui avoit faite en lui ôtant ſa place. Comme il n'eſt pas poſſible de pénétrer dans les replis du cœur humain, on ne peut juger que ſur les apparences. La conduite du perſonnage dont il eſt queſtion ici, n'offre rien qui puiſſe donner priſe ſur lui; tous les événemens de ſa vie ſont faits pour l'honorer. Le miniſtère anglois, en le privant de la place qu'il lui avoit donnée, auroit dû dire la raiſon de cet acte de ſévérité; comme il ne l'a point fait, on eſt fondé à ajouter une foi entière à tout ce qui a été dit à ce ſujet par M. Francklin. La manière dont cet ex-receveur s'eſt comporté depuis le moment qu'il fut renvoyé, prouve, ſelon moi, ſuffiſamment qu'il n'avoit d'autre tort que celui d'avoir été plus attaché à ſa patrie qu'au gouvernement britannique, & préféré le bien de ſes concitoyens aux intérêts & à l'augmentation des revenus du fiſc de la Grande-Brétagne.

Une réputation méritée avoit dévancé M. Francklin en France. Il étoit aſ-

ſocié

ſocié de l'académie des ſciences, ce qui lui aſſuroit des liaiſons & des amis, à ſon arrivée à Paris. Quelques-uns de ſes intimes lui conſeillèrent d'obſerver la plus grande circonſpection & de profiter de l'opinion qu'on avoit de ſes vertus & de ſes talens pour en impoſer à la multitude; qu'il devoit voir peu de monde & être très reſervé envers ceux qui auroient des affaires à traiter avec lui. *Notre nation*, lui dit quelqu'un, *eſt très légère; elle ne juge ſouvent que ſur l'extérieur. Il faut d'abord l'accoûtumer à votre air grave, à votre maintien & à votre miſe; elle finira peut-être par adopter votre manière d'être, qui eſt celle de nos anciennes mœurs: Je veux parler de la candeur, la ſimplicité, l'innocence* (*), *vertus qu'on tourne aujourd'hui en ridicule & que chacun rougiroit d'avoir.* On conſeilla au philoſophe américain de ſe loger aux environs de la capitale; il ſuivit cet avis, & fit bien. Lors qu'il venoit à Paris, il étoit ſuivi d'une foule de peuple qui s'attroupoit ſur ſon paſſage. Ses cheveux blancs

(*) M. Francklin n'étoit cependant rien moins qu'innocent.

blancs flottans ſur ſes épaules, ſon habit ſimple, un bâton blanc qu'il tenoit dans ſa main, tout cela lui donnoit l'air d'un pere nouricier. Ceux qui ne le conoiſſoient pas, demandoient: *Quel eſt ce vieux Papa?* — „ C'eſt Monſieur Francklin, leur répondoit-on" — *Ah, ah! il a l'air d'un brave homme, ſa phiſionomie eſt reſpectable.* On peut dire enfin qu'il mit beaucoup d'adreſſe dans ſa conduite, & que les américains n'avoient pu remettre leurs intérêts dans de meilleures mains.

Un autre perſonnage qui les ſervit bien, ce fut le fameux Caron de Beaumarchais. Cet homme, qui s'eſt rendu célebre par le courage qu'il a montré au milieu des revers qu'il a éprouvés, mérite que je vous parle un peu de lui. Ici, la jalouſie & l'envie ne peuvent ſouffrir qu'un ſimple citoyen, qui ne porte point le titre de duc ou de marquis, cherche à s'élever audeſſus de la ſphere étroite dans laquelle la fortune l'a circonſcrit. S'il joue un rôle dans la ſociété, qu'il ſoit admis chez les grands, il ne tarde

pas

pas à être en bute aux ſarcaſmes & aux traits de la médiſance & de la calomnie. Ses détracteurs font l'examen le plus rigoureux de ſa vie paſſée; on eſt ſans indulgence à ſon égard, on envenime tout, même juſqu'aux plus légers écarts de ſa jeuneſſe; on cherche à le rendre odieux par toutes ſortes de moyens. J'avoue, à la honte de notre nation, qu'elle eſt peut-être la ſeule où il regne autant de cette baſſe jalouſie entre les citoyens. Elle eſt la même hors de chez elle, & dans l'étranger un françois n'a pas de plus grand ennemi que ſon compatriote. Vous connoiſſez, mon cher Comte! toutes les avantures de Beaumarchais; vous ſavez comme il a amuſé la France & même les états voiſins avec ſon procès contre un des membres du parlement Meaupou. Ce fut l'époque de ſa célébrité; le ridicule qu'il jetta ſur cet aëropage lui fit des amis; ce qui devoit cauſer le malheur de ſa vie, fit ſa gloire. Le parlement aïant été rétabli à l'avénement de Louis XVI., Beaumarchais fût réhabilité, & peu de tems après le gouvernement le chargea de quelques commiſſions ſecrètes ;

il

il s'en acquita de manière à donner la meilleure opinion de ſes talens pour la négociation. La tournure de ſon eſprit plut au comte de Maurepas, qu'il faiſoit rire & amuſoit ſouvent par le récit de ſes avantures, & la manière plaiſante dont il peignoit les ridicules de certains perſonnages. Je tiens ces faits de la bouche du Mentor. Mr. de Beaumarchais, dans un voyage qu'il fit à Londres, s'étoit lié avec quelques américains qui l'avoient mis au fait de l'état des affaires de leur pays, & lui avoient communiqué la réſolution où ils étoient de s'oppoſer aux entrepriſes que la métropole méditoit contre eux. Il fit connoiſſance de Silas-Déane, qui étoit venu à Paris pour ſonder les diſpoſitions de notre cour. Ce dernier déſeſperant de pouvoir l'engager dans la querelle de l'Amérique avec la mère-patrie, ſe diſpoſoit à partir pour la Hollande. Beaumarchais l'en empêcha & l'aſſura que le cabinet de Verſailles ne tarderoit pas à changer d'opinion. *Je connois ma nation*, lui ajouta-t-il, *il faut la préparer à l'événement, l'accoûtumer à vos noms anglois, l'intéreſſer en*

faveur

faveur des défenſeurs de la liberté. Dès que l'enthouſiaſme ſe ſera emparé de quelques-uns de nos grands & de ceux qui donnent le ton, vous verrez tous les ſuffrages ſe réunir en faveur de vos colonies, & le miniſtère ne tardera pas à ſuivre l'impulſion du public.

Beaumarchais ne ſe trompa pas. Peu de tems après, on ne parloit plus ici que du *congrès américain*, d'*Hancock*, de *Washington* & des torts qu'avoit l'Angleterre envers ſes colonies. On aſſure que M. le comte de Maurepas avoit été prévenu favorablement par Beaumarchais en faveur des américains. Cela paroit aſſez vraiſemblable, vu la révolution ſoudaine qui ſe fit dans les diſpoſitions du cabinet de Verſailles. M. Silas-Déane eut quelques audiences ſecrètes, & il fut donné une permiſſion tacite à Beaumarchais de faire paſſer aux américains des armes de toutes eſpèces, des munitions de guerre & des habillemens. Cet agent dont la cour ſe ſervit, eut bientôt trouvé tous les fonds dont il avoit beſoin pour une auſſi grande entrepriſe; toutes les bourſes lui furent ouvertes.

vertes. Il fit un premier chargement ſur le vaiſſeau *l'Amphitrite*, qui partit en 1776. Il chargea encore douze autres navires, qu'il tint prêts à mettre à la voile au premier ordre. Il acheta enſuite un vieux vaiſſeau de guerre qu'on avoit réformé ; il y fit faire les réparations néceſſaires, l'arma à ſes fraix & le nomma *le fier Rodrigue*. Ce vaiſſeau fit voile pour l'Amérique; ſon propriétaire avoit choiſi pour le commander un officier ſur la bravoure duquel il pouvoit compter; & ce fut ainſi qu'un ſimple particulier oſa le premier ſecourir les ennemis de l'Angleterre & préparer la révolution qui aſſura l'indépendance des américains.

Silas-Déane rendit compte à ſes commettans du zele & de l'activité qu'il avoit trouvés dans un homme que le hazard lui avoit fait connoître, & leur remontra la néceſſité de ſe l'attacher. Il ne manqua pas de vanter ſon esprit, de leur parler du libre accès qu'il avoit près des grands, & du parti qu'on pour-

roit tirer de lui dans les circonſtances où ſe trouvoient les colonies avec l'Angleterre.

On aſſure qu'il exiſte un mémoire très lumineux, remis par M. de Beaumarchais au comte de Maurepas. L'auteur a ſaiſi en homme-d'état tous les rapports politiques & de commerce qui doivent engager la France à ſecourir les américains, & à profiter de la circonſtance pour abaiſſer la puiſſance de l'Angleterre. Vous voyez d'après cela, mon cher Comte! que les grands événemens ſont ſouvent produits par les plus petites cauſes. Qui auroit jamais pu imaginer que le fils d'un horloger ſeroit le principal moteur d'une auſſi grande révolution, & joueroit un rôle auſſi brillant? Quoiqu'en diſent ſes ennemis, c'eſt un homme intéreſſant; il ne doit qu'à lui ſeul ſon élevation; il a lutté longtems contre le ſort, & ſi l'on réfléchit au courage qu'il a montré dans les revers, & aux moyens adroits qu'il a employés pour ſe faire un nom, on lui pardonne-

ra aiſément tous les torts qu'il a pu avoir. Ce que je vous dis à ſon ſujet ne doit point vous paroître ſuſpect; je l'ai vu quelquefois lorsqu'il étoit malheureux; depuis que la fortune lui a prodigué ſes faveurs, je ne l'ai point fréquenté, ni n'ai point fait partie de la cour nombreuſe qu'il a toujours chez lui. Je rends juſtice à ſon mérite; il m'a amuſé comme plaideur & comme auteur, & je lui dois de la reconnoiſſance.

Vous ne ſerez pas fâché, je crois, que je vous aye envoyé ces détails ſur deux perſonnages également intéreſſans, mais qui ont employé des moyens bien différens pour acquérir de la célébrité. L'un eſt un philoſophe, qui, par ſes nombreuſes découvertes & ſon dévouement pour ſa patrie, s'eſt fait une réputation: l'autre eſt un homme-du monde, qui, par ſes talens agréables & l'adreſſe qu'il a miſe dans ſa conduite, eſt parvenu à la fortune brillante dont il jouit aujourd'hui.

Adieu, mon cher Comte ; Je ne vous donnerai point aujourd'hui de nouvelles ; ce ſera pour le prochain courier.

LETTRE XIX.

VERSAILLES, *le 10 Octobre.*

Du même, au même.

Je ne vous ai point parlé nouvelle dans ma dernière, mon cher Comte ! je vais vous en donner aujourd'hui de tous les pays. Je commencerai par notre fameuſe armée navale, qui n'a rien fait de bien fameux tout le tems qu'elle eſt reſtée en mer. Depuis le 10 jusqu'au 14 du mois dernier, elle eſt rentrée ſucceſſivement dans la rade de Breſt ; elle avoit été dévancée par *la Ville de Paris* & *l'Auguſte ;* ces deux vaiſſeaux avoient un grand nombre de malades à leurs bords ; ſur le dernier on en comptoit environ 300. Sans avoir livré de combat, nous avons perdu beaucoup de monde ; nos françois ne ſupportent

pas

pas ſi bien la mer que les anglois. Depuis que nous ſommes devenus puiſſance commerçante, nos colonies & la navigation nous ont coûté quelques millions d'hommes & quelques milliards de livres; mais pour un grand empire comme le nôtre, un pareille perte n'eſt qu'une bagatelle.....

M. le comte d'Orvilliers, dont le mauvais état de ſanté a encore augmenté par la perte de ſon fils, a écrit au Roi pour demander ſa démiſſion. S. M. ne vouloit pas la lui accorder; mais ſur les preſſantes ſollicitations de ce général, elle s'eſt déterminée à nommer à ſa place notre brave comte Duchaffault, qui eſt parfaitement rétabli de la bleſſure qu'il reçut au combat d'Oueſſant. Il ſe trouve maintenant à Breſt, & tous les marins ont témoigné la plus grande ſatisfaction de l'avoir pour chef.

L'armée navale combinée eſt compoſée de 51 vaiſſeaux de ligne, y compris *l'Ardent*, pris ſur les anglois. Tous ces vaiſſeaux, ainſi que les 16 qui formoient

l'armée d'obſervation, ſont actuellement dans la rade de Breſt, où ils ſe pourvoient de rafraichiſſemens & de tout ce qui leur eſt néceſſaire pour pouvoir retourner inceſſamment en mer. Les eſpagnols ont beaucoup moins de malades que nous ; on en attribue la cauſe à leur ſobriété & aux ſoins qu'ils ont de tenir leurs vaiſſeaux dans la plus grande propreté. Comme ils n'ont pas beſoin, vu leur vie frugale, d'autant de bétail & d'autres comeſtibles que nous, l'air eſt moins ſujet à ſe corrompre ſur leurs navires que ſur les nôtres. Nos armées navales ſont comme nos armées de terre, il y regne une profuſion exceſſive. Vous pouvez juger, d'après cela, quelles ſommes énormes leur entretien coûte au Roi: ajoutez y les bénéfices que les différens livranciers doivent faire, le crédit qu'il faut payer, les protecteurs qu'il faut ſoudoyer &c. &c. On ne s'appercevra de tout cela qu'à la paix.

Nous avons reçu la viſite de M. de Simolin, miniſtre de Ruſſie. On dit que

S. M.

S. M. l'Impératrice, pour reconnoître le bon ſervice que nous lui avons rendu en lui faiſant faire la paix avec la Porte, offre ſa médiation pour un arrangement entre nous & les anglois. Quant à nous, nous ne demandons pas mieux; mais la fiere Albion ne conſentira qu'à la dernière extrémité à reconnoître l'indépendance des américains. Les Buth, les North & les Sandwick ne s'y détermineront qu'après qu'ils auront épuiſé toutes les reſſources de la Grande-Brétagne. Ils ont calculé que la nation pouvoit encore ſubvenir aux fraix de la guerre pendant trois ans; qu'en ſe ruinant, ils nous ruinoient auſſi, & qu'ils pouvoient ſe refaire plutôt que nous, attendu qu'il faut moins à huit millions d'hommes qu'à vingt-quatre millions, & que leur commerce, en dix années de paix, redeviendroit auſſi floriſſant qu'il l'ait jamais été. Les Lords-miniſtres ont, ſelon moi, raiſon à pluſieurs égards; au reſte le tems fera voir s'ils ont dit vrai. Cependant M. de Simolin eſt d'opinion que la cour de Lon-

dres devroit consentir à l'indépendance de l'Amérique. Selon le rapport qu'il nous a fait, sa souveraine aiant appris l'union de l'Espagne avec nous, a dit: „Je suis fâchée que l'Angleterre, par son „inflexibilité, se soit attiré ce nouvel en„nemi. Je crains bien qu'elle ne soit ob„ligée actuellement d'accorder beaucoup „plus qu'on n'exigeoit d'elle au commen„cement de la guerre...

M. de Simolin partira pour Londres où il est accrédité, sans avoir pu réussir dans la mission dont il étoit chargé. M. le comte de Vergennes lui a dit, que S. M. T. C. seroit toujours disposée à écouter les propositions de l'Angleterre, lorsqu'elles s'accorderoient avec la dignité de sa couronne & les intérêts de ses alliés les états-unis. On ne doute pas que le ministre de Russie à Londres ne fasse des démarches près du cabinet de St. James pour l'engager à travailler à la paix.

Selon les nouvelles particulières qu'on a reçues de Brest, il étoit tems que no-

tre

tre armée navale rentrât dans le port; une maladie épidémique s'y étoit manifeſtée & avoit fait des progrès allarmans, ſurtout ſur le vaiſſeau *l'Actif*, commandé par M. de Barandin : c'eſt parmi les troupes de terre que cette maladie a fait le plus de ravages. On cache autant qu'il eſt poſſible cet accident dans le port, afin de ne pas dégoûter les régimens qui devront s'embarquer ſous peu de jours, car il eſt décidé que notre flotte remettra à la mer inceſſamment. Je crois qu'elle pourroit s'en paſſer; mais il faut faire peur aux anglois & les tenir continuellement ſur le qui-vive.

M. de Botells, capitaine du vaiſſeau *l'Ardent*, qui a été pris par les frégates *la Junon* & *la Gentille*, a été traité avec tous les égards qui lui étoient dus. La bravoure de cet officier ne peut être ſuſpectée, puiſqu'il ne s'eſt rendu que parceque ſon équipage refuſa de ſe battre : auſſi a-t-il été envoyé priſonnier, ſur ſa parole, à Troyes en Champagne avec tout ſon monde.

L'honneur du Lord Macartney n'eſt pas reſté auſſi intacte; ce gouverneur de la Grenade s'eſt montré indigne du nom anglois & du poſte important qui lui avoit été confié. Le peu de réſiſtance qu'il a fait ne ſera pas, à ce qu'on croit, approuvé de ſes compatriotes. Honteux ſans doute de la conduite qu'il a tenue, & livré à ſes noires réflexions, il s'eſt permis pendant la traverſée les propos les plus inſultans contre nous & contre le comte d'Eſtaing. Une incartade de cette nature ne pouvoit qu'être très repréhenſible; auſſi a-t-elle attiré au Lord Macartney un refus ſur la permiſſion qu'il avoit demandée de venir à Paris ou de reſter à la Rochelle. Les ordres ont été donnés de l'envoyer priſonnier à la fortereſſe d'Angoulême.

On m'aſſure dans ce moment que le Lord ſusdit a fait tout ce qu'il a pu pour ſauver la Grenade. Voici copie d'une lettre qu'il a écrite à ce ſujet au Lord Germaine, datée de la Rochelle le 4 Septembre.

My

My Lord! Je me flatte que longtems avant que cette lettre vous parvienne, vous aurez reçu mes dépêches du 5 Juillet dernier, écrites de la Grenade, dans leſquelles je vous donnois avis que les françois étoient maîtres de cette île. Je vous en ai expédié des duplicata *par différentes voies; mais dans la crainte qu'ils ne vous ſoient pas parvenus, je vous informerai encore, que le comte d'Eſtaing arriva devant la Grenade, le 2 Juillet, avec 25 vaiſſeaux de ligne, 12 frégates, & 6500 hommes de troupes de terre. Nous fimes d'abord la meilleure défenſe poſſible avec le peu de monde que nous avions, qui ne conſiſtoit qu'en cent hommes du 48ème régiment, 24 recrues, environ 400 hommes de milice, & quelqu'artillerie. Avec cette petite troupe, nous réuſſimes à repouſſer la premiere attaque; mais à la ſeconde, nos lignes furent forcées, & après un combat très opiniâtre qui dura deux heures & dans lequel nous tuâmes ou bleſſâmes à l'ennemi plus de 300 hommes, nous fumes obligés de céder à la ſupériorité du nombre. Les nègres & les nouveaux ſujets nous ayant abandonnés pendant la nuit précédente, & nous voyant ſans eſpoir d'être ſecourus &*

ſans

ſans moyens de réſiſtance, je propoſai une capitulation, qui fut refuſée par le comte d'Eſtaing. Ce Vice-amiral m'envoya, à la place, le projet le plus extraordinaire & le plus ſingulier qui ſoit jamais entré dans la tête d'un général ou d'un politique. Je refuſai à mon tour; mais comme il ne fut pas poſſible de rien obtenir de mieux, tous les habitans que je conſultai furent d'avis qu'il falloit ſe rendre à diſcrétion plutôt que d'accepter les conditions offertes. C'eſt ſur ce pied que les françois ſont les maîtres de l'île.

Ma lettre du 5 Juillet eſt ſi longue & ſi détaillée, que je dois, My Lord! vous y renvoyer, ainſi qu'aux papiers inclus, pour les particularités ultérieures. Je me flatte que vous vous perſuaderez que j'ai fait tout ce qu'il m'a été poſſible pour ſauver la Grenade. C'eſt auſſi mon unique conſolation ſur cette perte &c.

Le reſte de cette lettre roule ſur l'embarquement des priſonniers & ſur la promeſſe qu'on a donnée aux habitans de la Grenade de les laiſſer en pleine poſſeſſion de leurs biens & effets, &

qu'ils

qu'ils ne feront point tenus de prendre les armes contre la Grande-Brétagne. D'après cette lettre du Lord Macartney, il paroit qu'il ne lui étoit guères poſſible de défendre cette île, & qu'on ne doit accuſer que les miniſtres, qui auroient dû y tenir un nombre ſuffiſant de troupes. Je crois en vérité que les anglois s'entendent avec nous pour laiſſer prendre toutes leurs îles ſous-le vent. On aſſure que Tabago eſt auſſi tombé en notre pouvoir.

L'amiral Barington, dans l'audience qu'il a eue du Roi, s'eſt plaint très vivement des commiſſaires de l'amirauté & de la mauvaiſe qualité des munitions de guerre qui lui ont été fournies. Il dit que la poudre à canon étoit ſi inférieure à la nôtre, que les boulets de 18 marquoient à peine leur coup ſur les vaiſſeaux ennemis, tandis que ceux des françois du même calibre perçoient d'outre en outre les navires anglois. Il n'eſt pas poſſible, dit-on, de ſe faire une idée du mauvais état où étoient tous les arſenaux britanniques au commen-

mencement de la guerre ; les anglois étoient perſuadés qu'ils détruiroient notre marine dans la premiere campagne; leur amour-propre doit être un peu humilié d'avoir été obligés de fuir devant nous, comme ils l'ont fait dans les parages de la Grenade. Je ne parlerai point de la retraite de l'amiral Hardi devant les flottes combinée; la conduite qu'il a tenue mérite les plus grands éloges; mais l'amiral Byron, qui avoit des forces égales à celles du comte d'Eſtaing, n'a pas oſé engager le combat; malgré toutes les rodomontades qu'il a répandues dans ſon rapport à l'amirauté, il eſt très certain qu'il a craint de ſe meſurer avec nous. Ce qui en eſt une preuve, c'eſt le mauvais état où ſe ſont trouvé les vaiſſeaux de la diviſion de l'amiral Barington avec leſquels nous avons eu à faire.

Il eſt très vrai que les anglois ont eu de nouveaux ſuccès contre nous dans l'Inde; Mahé eſt tombé en leur pouvoir. Nous nous y attendions : après la perte

te de Pondicheri, il ne nous étoit guères poſſible de conſerver le reſte de nos poſſeſſions dans cette partie du monde. Nous n'avons pu encore ſonger à les attaquer de ce côté, mais nous allons nous en occuper, & d'après certains arrangemens qui ont été pris, il ne tardera pas à être envoyé en Aſie une eſcadre & des troupes pour tâcher de reprendre à nos ennemis tout ce qu'ils nous ont enlevé. Nous devons cependant, avant tout, nous aſſurer de la Hollande, dont nous avons abſolument beſoin pour la réuſſite des projets que nous voulons mettre à exécution dans l'Inde,

On nous envoye l'extrait d'une lettre écrite de Baſſora au miniſtère britannique, dans laquelle on dit: *La préſente eſt pour vous donner avis de la priſe de Mahé, qui s'eſt rendu le 20 Mars au colonel Braithwaite, qui avoit ſous ſes ordres les troupes de Madras. En vertu de la capitulation, les particuliers ſont reſtés en poſſeſſion de leurs biens. Nous félicitons la compagnie des Indes-orientales de cet heureux ſuccès, d'autant*

plus

plus que le pavillon françois ne flotte plus dans aucun des parages de l'Inde.

La joye que cette bonne nouvelle a cauſée aux anglois, n'a pas été de longue durée. Des avis arrivés preſqu'en même tems de l'Inde, leur annoncent la défaite entière de trois mille hommes des troupes de la compagnie, dont 500 européens. Il s'agiſſoit de rétablir ſur le trône des Marattes un certain Ragaboy, qui prétendoit avoir un puiſſant parti à Poonah. Les anglois marchèrent avec leur petite armée juſqu'à 15 milles de ce dernier endroit; ils y trouverent les Marattes, qui les arrêtèrent. Ils reconnurent, mais trop tard, qu'ils avoient mal fait d'ajouter foi à ce que leur avoit dit Rabagoy, pour lequel perſonne ne ſe déclara. Obligés de faire retraite, ils furent pourſuivis & harcelés depuis le 11 juſqu'au 14 de Janvier dernier. Enfin ſe voyant environnés de toutes parts dans un village où ils s'étoient retirés, il demandèrent à traiter; ce qui leur fut accordé, mais

à des

des conditions très défavantageuſes & même préjudiciables à la compagnie. On laiſſa aux Marattes des otages, & Ragaboy leur fut livré : c'étoit une des conditions. Cette expédition a coûté beaucoup de monde aux anglois, & leur a fait de nouveaux ennemis dans ce pays, dont nous ſaurons tirer parti.

Les émiſſaires que nous avons près de Hyder-Ali, nous mandent que nous pouvons compter ſur l'amitié de ce chef & être aſſurés que nous ſerons ſecourus par lui, dès que nous l'aurons mis en état de pouvoir agir. Il demande que nous envoyions une escadre dans l'Inde avec quelques troupes de terre, pour le ſeconder; qu'alors il agira efficacement pour nous contre les anglois, dont il eſt l'ennemi le plus irréconciliable. On pourroit dire de lui qu'il voudroit,

Voir le dernier anglois, à ſon dernier ſoupir;
Lui ſeul en être cauſe, & mourir de plaiſir.

Cet Hider-Ali eſt la ſeule reſſource qui nous reſte pour rétablir nos affaires

dans l'Inde. La tyrannie que les anglois exercent dans ce pays les fait déteſter des indiens ; nous entretenons cette haine, & nous ſaurons en tirer parti pour l'accompliſſement des projets que nous avons, mais dont l'exécution doit être remiſe à un autre tems. On ne peut s'occuper de tout à la fois: lorsque nous aurons aſſuré l'indépendance des américains, nous verrons à en faire autant des peuples de l'Inde, & nous nous flattons d'y réuſſir. Hyder-Ali prépare cette révolution, & comme il eſt trop âgé pour la porter à ſon dernier point de maturité, il en laiſſe le ſoin à ſon ſucceſſeur. Les anglois ne s'attendent pas à ce coup, ils ne ſe doutent pas même de ce qui ſe trâme contre eux. Cependant il y a tout à parier qu'avant le renouvellement du ſiecle, ils auront fini leur rôle dans l'Indoſtan. Toutes nos vues ſe portent vers cette révolution ; elle ſeule peut nous aſſurer pour jamais la prépondérance ſur l'Angleterre.

Vous

Vous connoiſſez, mon cher Comte! le goût des françois pour la nouveauté. Quoique nous ne péchions pas par trop de dévotion, nous adoptons cependant plus aiſément que les autres nations les innovations en matière de réligion. Nous avons toujours ici des *Janſéniſtes*, des *Moliniſtes* & des *Quiétiſtes*. Les premiers ont remporté, comme vous ſavez, une victoire complette ſur les ſeconds. Les vaincus, qui végétoient ici dans l'obſcurité, ont repris tout d'un coup l'eſpoir de voir triompher de nouveau la ſecte d'Ignace. Ils ont reçu des lettres de la Ruſſie-blanche, dans lesquelles on leur dit.

Réjouiſſez-vous, mes Frères! Nous touchons peut-être au moment de nous voir rétablis. Une grande Souveraine nous a pris ſous ſa protection; le ſaint évêque Sieſtrzencewitz vient de nous permettre d'ouvrir un noviciat dans ſon dioceſe. Louons Dieu le Père & Dieu le Fils, dont nous ſommes les fidèles compagnons, de la faveur que nous venons de recevoir. Nos ennemis ne manqueront pas de fai-

re de nouvelles démarches contre nous ; mais l'être tout-puiſſant qui nous protege nous garantira, comme il l'a toujours fait, des effets de leur méchanceté. Nos perſécuteurs ont pu abolir notre ordre, s'emparer de nos biens, mais ils n'ont pu nous forcer à rompre le ſerment que nous nous ſommes fait réciproquement de reſter unis juſqu'à la mort. Ne manquez pas de nous inſtruire de l'effet qu'aura fait où vous êtes la nouvelle que nous vous apprenons. Entretenez ceux de nos frères dont la foi eſt timide dans l'eſpèrance de voir notre ordre un jour rétabli dans toute ſa ſplendeur & plus puiſſant qu'il ne l'a jamais été.

Nous vous joignons ici le mandement du St. Evêque de la Ruſſie-blanche, fait en forme de lettre paſtorale. Vous en donnerez des copies à ceux de nos afiliés qui jouiſſent d'une certaine conſidération & qui ont conſervé pour nous de l'attachement.

Nous ſommes inviolablement & pour toujours

Vos dévoués frères
de la compagnie de Jeſus.

Quoi-

Quoiqu'en diſent les ſcribes de cette lettre, on ne croit pas que la ſociété d'Ignace joue jamais un nouveau rôle, ni qu'elle redevienne ce qu'elle a été. Il eſt très vrai qu'elle a conſervé ici beaucup de partiſans, qui ont déja fait pluſieurs tentatives en ſa faveur; mais leurs efforts ont été ſans ſuccès; & je ne doute pas que les puiſſances qui ont détruit cet ordre, ne faſſent des démarches près de la Ruſſie pour empêcher qu'il ne ſe propage de nouveau.

Adieu, mon cher Comte! Vous ſerez, je crois content de moi; cette lettre contient aſſez de nouvelles.

LETTRE XX.

BERLIN, *le 15 Septembre.*

Du Comte de.... à M. de....

Le Duc & la Ducheſſe de Brunswic arrivèrent à Potsdam le 27 du mois dernier ; Leurs Alteſſes y furent reçus avec tous les honneurs dus à leur rang & à l'amitié que leur porte notre auguſte monarque. On prétend toujours que ce voyage du Duc Ferdinand a pour objet des affaires de la plus grande importance. Je vous ai dit les raiſons qui m'empêchoient d'y croire, & je ſuis toujours d'opinion que ce prince ne quittera point la retraite où il jouit tranquillement de la réputation méritée qu'il s'eſt faite. On dit ici tout bas que le Roi a voulu réparer les torts qu'il avoit envers le vainqueur de Minden. On n'a jamais bien ſu la raiſon de cette longue brouillerie qui a exiſté entre lui & le Duc; il en eſt qui prétendent que Frédéric eut la foibleſſe d'être jaloux de la

gloire

gloire que ce dernier s'eſt acquiſe dans la guerre de ſept ans. Le Duc, trop grand pour s'abaiſſer à feindre, donna la démiſſion de ſes places, renonça à ſes penſions, & le Roi fit la faute d'accepter l'un & l'autre. Depuis il a cherché à réparer ſes torts en comblant de bienfaits le prince héréditaire, neveu du duc Ferdinand. Vous ſavez de quelle manière ce prince s'eſt conduit dans la campagne de 1778; c'eſt aujourd'hui le bras-droit de notre monarque, & S. M. n'a de confiance qu'en lui. La ducheſſe de Brunsvic, après un ſéjour de quinze jours qu'elle a fait près du Roi, eſt retournée dans ſa réſidence. Le duc Ferdinand eſt encore à Potsdam; le monarque ſe plait beaucoup dans ſa ſociété, & le retiendra près de ſa perſonne auſſi longtems qu'il pourra. S. M. a ordonné pour lui à la manufacture de porcelaine un ſuperbe ſervice; il lui deſtine encore, à ce qu'on aſſure, d'autres préſens.

Notre miniſtre de la guerre, le lieutenant-général de Wedel, aiant deman-

dé ſa démiſſion, le Roi a nommé à ſa place le général-major de Schullenbourg, qui a fait les fonctions d'intendant à l'armée, & s'en eſt acquité à la ſatisfaction du monarque. Chez vous ces places d'intendant ſont remplies par des perſonnes qui tiennent au civil, & quelquefois même par des gens-de robe. Je vous avoue que nous trouvons cela auſſi plaiſant que de voir un lieutenant-de police miniſtre de la marine. Mais chaque pays a ſes uſages; celui-là ne prévaudra jamais chez nous. Pour remplir convenablement un département, ſoit celui de la guerre, ſoit celui de la marine, il faut en connoître à fond tous les détails; & cela ne s'apprend pas en jugeant des cauſes contentieuſes, ou en envoyant gravement des filles-de joye faire une retraite de quelques mois.... Chez nous, chacun eſt mis à ſa place; par ce moyen tout va bien.

Le fameux comte de Görtz, qui a joué un grand rôle dans l'affaire de la Bavière, vient d'être nommé miniſtre du Roi près la cour de Pétersbourg.

C'eſt

C'eſt un homme de mérite & propre à remplir les fonctions de négociateur. Le Baron de Riedeſel, qui étoit ſur le point de partir pour retourner à ſon poſte à Vienne, a reçu contre-ordre. On a cru d'abord qu'il étoit ſurvenu quelques difficultés entre notre cour & la ſienne, mais il n'en eſt rien. Comme Leurs Majeſtés Impériales ont changé la deſtination du comte de Cobenzl, qui devoit revenir ici, le Baron de Riedeſel ne partira que lorsqu'on aura nommé à Vienne un nouveau miniſtre près de nous.

Nous avons eu à Potsdam un autre perſonnage très intéreſſant dans la circonſtance actuelle : C'eſt le Baron de Hohenfels, qui repréſenta, à la paix de Teſchen, comme envoyé du duc des Deux-Ponts. Vous ſavez la manière dont ce miniſtre s'eſt conduit pour empêcher ſon maître d'accéder à la convention du 3 Janvier. Le Roi a eu pluſieurs entretiens particuliers avec lui, dans lesquels il lui a témoigné tout l'in-

térêt qu'il prenoit à la maiſon des Deux-Ponts. M. de Hohenfels, avec lequel je ſuis aſſez lié, me fit part d'une converſation qu'il avoit eue avec le monarque, dans laquelle S. M. lui dit: *Vous avez rendu, Monſieur de Hohenfels! des ſervices eſſentiels à votre maître depuis la mort de l'électeur de Bavière. Continuez à le ſervir avec zele, & aſſurez-le qu'il peut toujours compter ſur moi, & s'attendre à des ſecours efficaces de ma part, dans le cas où la maiſon d'Autriche renouveleroit ſes prétentions ſur la Bavière. Je ſais pour certain qu'elle n'a pas renoncé au projet quelle a ſur ce duché; n'aiant pu en faire la conquête, elle veut actuellement l'acquérir par échange, & elle eſt ſur le point de faire des propoſitions à ce ſujet. Que votre maître ſe garde de prêter l'oreille à aucune des offres qui pourroient lui être faites; ſurtout, qu'il ne ſe fie pas trop à la France; la politique du cabinet de Verſailles tient beaucoup du génie de la nation; c'eſt-à dire qu'elle eſt fort verſatile: par cette raiſon, on ne peut guères compter ſur les promeſſes de ce cabinet. S'il vient dans l'idée à l'un ou l'autre de ſes miniſtres actuels ou futurs*

turs, que les intérêts de l'état exigent la rupture du traité de Teſchen, cela ſe fera ſans le moindre ſcrupule, comme on l'a fait de celui d'Aix-la Chapelle, dans lequel on m'avoit garanti la Silézie. Huit ans après, on s'allia avec la maiſon d'Autriche pour me la reprendre. Que votre maître ſe ſouvienne auſſi de toutes les disgraces qu'éprouva la maiſon de Bavière à cauſe de ſon attachement pour la France, & de quelle manière cette derniere abandonna Charles VII, après l'avoir engagé dans la guerre de ſucceſſion. C'eſt une puiſſance qu'il faut toujours avoir, autant qu'il eſt poſſible, pour amie; mais jamais pour alliée.

Je m'occupe d'un grand projet, dont le but ſera d'aſſurer la tranquillité de l'Allemagne & de rendre au corps germanique toute l'énergie qu'il a perdue, ainſi que cette prépondérance qu'il eut jadis dans les affaires de l'Europe (*).

Il

(*) Le Roi vouloit ſurement parler de cette confédération germanique qui s'eſt formée depuis entre les princes de l'Empire, & qui a pris une aſſez grande conſiſtance. *(Note de l'éditeur.)*

Il ſembleroit, d'après ces paroles du monarque, qu'il auroit eu avis de quelques nouveaux projets de la cour de Vienne rélativement à la Bavière; mais S. M. paroit réſolue de s'oppoſer tant qu'elle vivra à ce que ce duché paſſe ſous la domination de l'Autriche; à moins que des motifs puiſſans ne la déterminaſſent, mais il faudroit qu'elle y trouvât de grands avantages,

Je vous ai inſtruit, dans mes lettres de l'année dernière, de la négociation de M. de Thugut & des propoſitions verbales qui lui furent faites par nos miniſtres. Si le cabinet de Vienne revenoit ſur cet objet & qu'il nous accordât nos demandes, alors nous pourrions peut-être conſentir à lui accorder les ſiennes. Toutes les cours de l'Europe ignorent & ignoreront ſans doute longtems des anecdotes ſingulières ſur cette paix de Teſchen, dont le comte de Vergennes ni M. le Baron de Bréteuil ne ſont pas même inſtruits. Frédéric & Marie-Thérêſe ſont ſeuls dans le ſecret.

On

On m'aſſure que le Roi, dans ſes mémoires politiques, en fait mention. J'en doute, par des raiſons que je ne peux vous dire. La rélation de cette campagne de 1778, ou quatre à cinq cens mille hommes ſe trouvèrent raſſemblés dans le petit royaume de Bohême, ſans ſe livrer bataille, aura l'air d'une fable dans un ſiecle, à moins que quelques-uns de ceux qu'on a été obligé de mettre dans le ſecret, ne dévoilent les raiqui ont empêché de ſe battre. Il n'y a que le prince de Kaunitz qui pourroit bien éclaircir ce myſtère, s'il le vouloit....mais je doute qu'il le faſſe. C'eſt peut-être celui de tous les miniſtres de l'Europe qui ſache le plus de choſes, & qui pourroit nous laiſſer un teſtament politique bien plus intéreſſant que ceux des Richelieu & des Alberoni, pourvu cependant qu'il le fit lui-même & que ce ne fût pas l'ouvrage d'un de ſes référendaires, comme les teſtamens des deux premiers, qui ne contiennent que les rêveries de quelque commis de bureau, ou de quelqu'auteur aux gages d'un libraire.

On

On nous annonce ici pour miniſtre impérial, un certain comte de Bréchainville, général-major & Lorrain d'origine. Notre monarque s'eſt prévenu défavorablement pour ce miniſtre, ſans qu'on en ſache trop la raiſon. Voici la copie d'un billet que S. M. a écrit à ce ſujet au département des affaires étrangères.

Comme l'envoyé autrichien qui doit venir ici, eſt un Lorrain nommé le comte de Bréchainville, ſur lequel j'ai reçu des avis particuliers; je vous préviens que vous ferez bien de ſignifier de ma part à tous ceux qui ſont à mon ſervice, de ne former aucune liaiſon avec lui ou avec qui que ce ſoit de ſa ſuite: Car telle eſt ma volonté. Sur ce je prie Dieu qu'il vous ait en ſa ſainte garde

FREDERIC.

On ne croit pas, d'après cela, que la cour Impériale envoye ici le comte de Bréchainville; ce miniſtre ne pourroit qu'éprouver beaucoup de déſagrémens dans ſa miſſion. J'ai fait tout ce qu'il m'a été poſſible pour être inſtruit du motif qui a engagé S. M. à écrire

ce

ce billet, mais je n'ai pu y parvenir. Les ſecrétaires intimes de notre cabinet ſont comme les muets du ſerrail, ils ne parlent jamais. Cependant ce ſont eux qui en ſavent le plus ; tout ce qui a rapport à la correſpondance politique paſſe par les mains de celui qui a la partie des affaires étrangères; les deux miniſtres de ce département ignorent ſouvent ce qui ſe traite. Le Roi, dans certains cas, écrit des notes en marge de ſa main, ainſi que les inſtructions ſecretes; la dépêche eſt cachetée devant lui. Vous voyez que, de cette maniere, il n'eſt guerre poſſible d'être inſtruit des choſes qu'il veut qu'on ignore. Si tous les ſouverains en faiſoient de même, les projets de certains cabinets ne ſeroient pas ſi ſouvent éventés.

Le miniſtre d'Angleterre a écrit le billet ſuivant à un de nos princes:

C'eſt avec plaiſir que j'annonce à Votre Alteſſe Séréniſſime que les ſouhaits & les promeſſes de M. de Sartine ne ſe ſont point réa-

liſés

liſés. Notre amiral Sir Hardi a maintenu l'honneur du pavillon britannique; avec une eſcadre bien inférieure à celle de nos ennemis, il a protégé la rentrée de nos flottes marchandes, il a mis notre île à l'abri de toute entrepriſe de la part des françois. Notre énergie eſt toujours la même, & malgré les revers que nous avons eſſuyés en Amérique & aux Antilles, nous nous flattons de réſiſter aux forces réunies de cette maiſon de Bourbon. Il y aura une campagne d'hiver ſur mer; nous ſommes tranquilles ſur le ſort de Gibraltar, qui eſt dans le meilleur état de défenſe. Nous nous ſommes aſſurés des moyens d'y faire paſſer des vivres & des munitions de guerre, lorſqu'il en ſera beſoin. Le ſiege de cette forteresſe eſt ce qui pouvoit nous arriver de plus heureux, puiſque par là nous tiendrons occupées une partie des forces de nos ennemis, qui auroient pu les employer bien plus utilement ailleurs.

Un courier de Londres arrivé à Hanovre il y a quelques jours, étoit porteur de dépêches importantes pour le miniſtre

miniſtre prépoſé au gouvernement de cet électorat. On dit qu'il eſt queſtion de prendre à la ſolde de la Grande-Bré-tagne une partie des troupes hano-vriennes pour les employer ſoit à Gi-braltar, ſoit en Amérique. Il faut, je vous l'avoue, que les allemands ſoient bien fous de quitter ainſi leur pays & d'aller ſe battre à deux mille lieues de chez eux pour des querelles qui ne les regardent pas. Vos colonies angloiſes & françoiſes ont coûté des milliers d'hommes à l'Allemagne; quels avanta-ges en avons-nous retirés? Le Roi a vu avec beaucoup d'humeur le traité que le prince de Heſſe-Caſſel a conclu avec les anglois, ainſi que le trafic que ce ſouverain fait de ſes ſujets. C'eſt une tache des plus flétriſſantes pour nous autres germains, que nous ſoyons devenus les ſattellites mercénaires de quelques despotes de l'europe; nous qui jadis combattimes avec tant de cou-rage pour notre liberté & qui ne fumes jamais ſoumis à cette ſuperbe Rome, qui fut obligée de renoncer au projet

de nous ſubjuguer, comme elle avoit fait des autres nations. Depuis plus d'un ſiecle nos villes ſe dépeuplent, nos campagnes deviennent déſertes, & les allemands quittent leur patrie pour aller former des colonies dans un autre hémisphère, ou ſe rendre les complices des maſſacres autoriſés par ces ſouverains de l'europe, qui, contre le droit des gens, attaquent des peuples tranquilles au milieu de leurs foyers, s'emparent de tous leurs biens & les forcent à devenir françois, anglois, espagnols ou portugais. Toutes ces nations ſoumiſes par la force, n'ont-elles pas raiſon de s'efforcer de briſer leurs fers? Peut-on faire un crime aux deſcendans des Incas de chercher à venger les mânes de leurs ancêtres, qui furent traités avec tant de barbarie par les espagnols? Peut-on auſſi en faire un à ces malheureux africains, d'employer tous les moyens pour ſe ſouſtraire à la cruauté de leurs tyrans? La poſtérité pourra-t-elle croire qu'à la fin du dix-huitième ſiecle, à cette époque brillante

du

du triomphe de la philoſophie & des arts, on ait fait commerce des hommes comme on le fait des bêtes-de ſomme. Celui qui lira l'hiſtoire de Rome & qui verra comment ces fiers germains ont ſu défendre leurs libertés contre cette république, lorsqu'ils étoient encore plongés dans la barbarie, pourra-t-il concevoir que, devenus un peuple policé, ils ayent ſouffert que leurs chefs les vendent comme des esclaves & les envoyent verſer leur ſang pour une cauſe qui leur eſt étrangère ? Que nous importe à nous autres allemands en quelles mains ſoit le commerce de l'Amérique & de l'Inde; tous les objets de luxe & les comeſtibles qui viennent de ces contrées, ſont-ils eſſentiels à notre exiſtence? tout cela étoit inconnu à nos ancêtres, ils étoient contens des productions de leur ſol. En ſouffrant chez nous l'introduction de toutes ces ſuperfluités, nous avons multiplié nos beſoins; nos ſouverains ont ſu en profiter pour augmenter les revenus de leur fisc; ce qui n'auroit pas eu lieu, ſi nous nous

étions contentés de ce que nous avions. Aucun monarque n'eſt plus pénétré de cette vérité que Frédéric; depuis qu'il eſt ſur le trône, il n'a ceſſé de s'occuper des moyens d'empêcher ſes ſujets de tirer des autres pays ce qu'ils peuvent ſe procurer chez eux. Il n'a pu y réuſſir comme il l'auroit deſiré; mais il en a fait aſſez pour ne pas ſe rendre, comme les autres nations. le tributaire de la France, de l'Angleterre & de la Hollande.

L'Angleterre & la France épuiſent dans cette guerre toutes leurs reſſources; dix années de paix ne pourront ſuffire à réparer les pertes que les deux nations auront eſſuyées. Le remord, ſi toutes-fois les miniſtres en ſont ſuſceptibles, ſuivra de près les ſuccès des vainqueurs: il faudra acquiter les dettes qu'on aura contractées; bien loin de pouvoir ſoulager les peuples, on devra les accabler de nouvelles impoſitions. Votre monarque, qui aime ſes ſujets, regrettera, mais trop tard, d'avoir ſuivi

les

les conſeils perfides de ſes miniſtres, comme George III ſe répentira d'avoir voulu établir l'impôt du Timbre & vendre du Thé aux américains.

Un de nos miniſtres-d'état, homme de beaucoup d'eſprit, s'eſt amuſé à écrire une lettre ſous le nom du comte de Schaumbourg (le prince de Heſſe-Caſſel) au Baron de Hohendorff, commandant des troupes heſſoiſes en Amérique. C'eſt une ſatyre ſanglante contre ce prince. Comme cette piece n'eſt pas fort longue, je vous l'enverrai en entier par le prochain courier; elle perdroit à ne vous être transmiſe qu'en extrait.

Le Roi a dit il y a quelques jours à Potsdam : *J'ai envie d'envoyer quelques milliers de mes pruſſiens dans le pays de Heſſe pour y enlever des femmes, ainſi que les Romains enlevèrent autre-fois les Sabines. Comme mon couſin le Landgrave fait commerce des hommes, je veux rendre aux femmes de ſon pays le ſervice de leur donner des maris, car elles ne doivent pas être les victimes*

de l'avarice de leur ſouverain, ni mourir pucelles parcequ'il plait à leur maître de préférer l'argent à la population, & de faire de ſes états un nouveau royaume d'Amazones.

Ce monarque eſt àpréſent de la meilleure humeur; il plaiſante ſur tout. Il ſe plaignoit, il y a quelque tems, qu'il perdoit la mémoire. *Je ne me ſouviens plus,* diſoit-il à quelqu'un, *que de mes folies de jeuneſſe; il en eſt quelques-unes que je me rappele encore avec plaiſir. J'aime à les raconter; cela me donne la réputation d'un radoteur, mais de quoi entretenir ceux avec leſquels je n'ai point d'affaire à traiter. Je ne peux leur parler de chaſſe, dont j'ignore les termes techniques; ils me prendroient pour un ſot. Leur parlerai-je de femmes? je n'ai point de maitreſſe: d'intrigues? je n'en ſouffris jamais à ma cour: des batailles que j'ai gagnées? j'aurois l'air d'un Rodomont. Je trouve que c'eſt un métier fort pénible, ſurtout pour nous autres Rois, de faire toujours les fraix de la converſation. On peſe toutes nos paroles, on croit toujours y découvrir quelque choſe de myſtérieux. Je regrette ſouvent Maupertuis & Voltaire; leurs querelles m'a-*

n'amuſoient. J'ai baillé ſouvent avec les beaux-eſprits qui leur ont ſuccédé.

Adieu, Monſieur! En voila aſſez pour aujourd'hui. Je vous entretiendrai encore ſouvent de notre Roi; la matière eſt inépuiſable.

LETTRE XXI.

VERSAILLES, *le 20 Octobre.*

De Mr. de.... au Comte de....

On m'aſſure que M. de Sartine, aiant reçu de la part du Roi des reproches ſur le peu de ſuccès de l'armée combinée pendant cette campagne, s'en eſt vengé en écrivant au comte d'Orvilliers une lettre un peu dure, qui a déterminé ce général à demander ſa déminſſion. Dans ſa réponſe à la miſſive du miniſtre de la marine, il proteſte: „ qu'aucune „ puiſſance humaine ne le feroit plus „ ſortir à la tête des flottes combinées; „ qu'il a l'ame tranquille ſur ſa conduite qui a été ſans reproche; qu'il a fait

„ ſon devoir, mais qu'il ne pouvoit ré-
„ pondre des vents & des autres acci-
„ dens de mer qui l'avoient ſans ceſſe
„ contrarié, & empêché de joindre l'en-
„ nemi & de l'attaquer; qu'il étoit bien
„ plus aiſé de régler les opérations dans
„ le cabinet, que de les exécuter ſur
„ mer; qu'au reſte. on verroit ſi celui
„ qui lui ſuccéderoit pourroit faire mieux
„ en pareille circonſtance ".

Le comte d'Orvilliers, pour mettre à même de le juger, a envoyé copie de ſon journal depuis ſon départ de Breſt juſqu'à ſa rentrée dans le port de cette ville; la lecture de ce journal ne laiſſe aucun doute ſur l'impoſſibilité où ce général a été de combattre ſon adverſaire. Vous n'imagineriez pas, d'après quelle autorité M. de Sartine l'accuſe de n'avoir pas attaqué la flotte angloiſe. Je vais vous en inſtruire:

Nous avons ici le bureau de M. Geneſt, où l'on traduit tous les papiers anglois. On remet aux miniſtres des extraits des nouvelles les plus intéreſ-

ſantes.

ſantes. Dans le *Morning-Poſt*, on avoit inſéré „que l'armée combinée avoit re-„ fuſé le combat, qui lui avoit été pré-„ ſenté par le chevalier Hardi.

M. de Sartine, en liſant cet article, entra dans une colère inexprimable. *Comment !* s'écria-t-il, *le comte d'Orvilliers, en qui j'avois la plus grande confiance, qui m'avoit promis de juſtifier la bonne opinion que j'avois donnée au Roi de lui, a compromis ainſi la gloire de ſon maître & la mienne ! avec une flotte plus forte du double que celle de l'ennemi, il a pu éviter d'en venir à une action ! Il ſera rappelé, ſon procès lui ſera fait; il faut un exemple.* Le miniſtre furibond monte au château ; le monarque, qui avoit auſſi lu l'article du *Morning-Poſt*, lui en parle... Il n'en fallut pas davantage pour tourner la tête à notre lieutenant-de police-marin : de retour chez lui, il envoye chercher un de ſes premiers-commis, à qui il dicte une épitre des plus mortifiantes pour le pauvre comte d'Orvilliers, qui n'eut garde d'imaginer qu'il devoit le charmant poulet qu'on lui envoyoit à une aſſertion

avancée dans une gazette étrangère & entièrement dénuée de preuves. Ce général, en quittant l'armée combinée ainſi que le commandement, a laiſſé des regrets. C'eſt un homme rempli de probité, & ſcrupuleux obſervateur de ſes devoirs ; on ne peut lui refuſer beaucoup de courage & pluſieurs autres qualités eſtimables. On lui reproche d'être minucieux & trop dévot, mais ces légers défauts n'ont jamais rien ôté à ſa bravoure, & s'il n'a pas été heureux au combat d'Oueſſant, au moins il n'a pas compromis l'honneur de notre pavillon. Les anglois n'ont donc aucun ſujet de faire les fanfarons, car ſi l'amiral Hardi n'avoit pas manœuvré avec autant de prudence, il ne ſeroit peut-être plus queſtion aujourd'hui de ſa flotte. La Grande-Brétagne lui doit une apothéoſe pour perpétuer à jamais la gloire qu'il s'eſt acquiſe dans cette campagne; mais elle devroit auſſi faire juſtice des Lords de l'amirauté pour les punir de leur négligence, du mauvais état où ils ont tenu la marine angloiſe & de la lenteur qu'ils ont miſe à raſ-

ſembler

ſembler l'escadre deſtinée à protéger leur île contre toute invaſion de notre part. J'ai la certitude que nous aurions pu, ſi nous l'euſſions voulu bien ſérieuſement, enlever par un coup de main Portsmouth & détruire entièrement cette ville maritime. Toutes les îles-ſous le vent appartenant aux anglois étoient ſans défenſe au commencement de la guerre; deux mille hommes de troupes de débarquement & quelques frégates auroient ſuffi pour s'emparer de la Jamaïque. Notre miniſtère de ſon côté n'eſt pas ſans reproche à ce ſujet; il auroit dû ne pas ignorer la ſituation de nos ennemis. Au lieu d'envoyer le comte d'Eſtaing chez les inſurgens, il falloit le faire débuter par quelqu'expédition importante; & toutes les îles-ſous le vent étoient à nous, s'il avoit paru dans ces parages avec la flotte à ſes ordres. Mais, comme je vous l'ai écrit dans le tems, ſes vaiſſeaux étoient encombrés de marchandiſes pour le compte de Mrs. de Vergenne, Sartine & comp. Il falloit les faire parvenir à leur deſtination,

&

& le comte d'Eſtaing auroit couru les risques de perdre la tête, s'il n'avoit pas ſuivi les ordres qui lui avoient été donnés.

Vous voyez que ce général a beaucoup mieux réuſſi dans cette ſeconde campagne; il a fait en peu de tems la conquête de la Grenade & de St. Vincent, & il a livré un combat naval à une flotte ſupérieure à la ſienne. Ses ennemis ſont furieux de ſes ſuccès, ſurtout le miniſtre de la marine, qui ne l'aime point. Lors des réjouiſſances que l'on fit à Verſailles pour la priſe de la Grenade, le premier ſecrétaire du comte d'Eſtaing, qui habite à Paſſy une maiſon appartenante à ce Vice-amiral, imagina de donner une fête à tous les amis de ce brave général; toutes les perſonnes de l'endroit concoururent à la rendre brillante. Beaucoup de monde de Paris & de Verſailles ont été la voir, elle étoit des mieux ordonnées; mais les protégés du miniſtre de la marine ſe ſont bien gardé d'y aller, dans la crainte de déplaire.....

Lors-

Lorsqu'on fait la guerre, il faut ſe préparer à recevoir les mauvaiſes nouvelles comme les bonnes. Nos alliés les américains viennent d'eſſuyer un échec aſſez conſidérable dans la baye de Penobscot, qui ſépare la nouvelle Ecoſſe de la province de Main. Le capitaine Dickſon, commandant de frégate au ſervice de S. M. Britannique, eſt arrivé à Londres avec des dépêches de George Collier pour l'amirauté, dans leſquelles ce dernier rend compte de ſon expédition. Il a pris ou fait ſauter 20 bâtimens armés en guerre, parmi leſquels ſe trouvoient cinq à ſix frégates de 20 juſqu'à 32 canons; 24 navires de transport ont été brûlés & quelques viviers ont été pris. Il paroit que nos alliés ont perdu la tête dans cette occaſion, & qu'ils n'ont fait aucune réſiſtance. Le commodore Collier n'avoit ſous ſes ordres que les vaiſſeaux *le Raiſonnable* de 64 canons, *le Levrier* de 24, *la Blonde* de 32, *la Virginie*, *la Camille*, *la Galathée* de 20, & la chaloupe *le Loutre* de 10: en tout ſept bâtimens, qui en

ont

ont détruit vingt, ſans que ces derniers ayent tiré un ſeul coup de canon. Cette perte eſt irréparable pour les américains; mais ils ſe repoſent ſur nous du ſoin de les venger. Ces petits ſuccès des anglois ne font qu'augmenter la haine des colonies contre eux, & les fortifier davantage dans leur projet d'indépendance.

Le comte d'Orvilliers a obtenu une retraite honorable; le Roi lui donne 24 mille livres de penſion. Ce général ſe retire dans ſes terres pour y vivre tranquille & pleurer la mort d'un fils qu'il aimoit tendrement. Il a, dit-on, eu une explication avec M. de Sartine au ſujet de la lettre dont j'ai fait mention plus haut. Le miniſtre n'a trop ſu comment ſe juſtifier; il n'a pas oſé avouer le motif qui avoit donné lieu à ſon épitre.

Vous conviendrez avec moi, mon cher Comte! que ces gazettes, journaux & autres papiers publics font ſouvent des réputations bien peu méritées & qu'ils

en détruiſent quelquefois d'autres, fondées ſur les titres les plus valides. Il ne faut qu'être l'ami de certains journaliſtes pour leur faire dire du bien ou du mal de qui l'on veut. Je connois une infinité de gens en place qui ſoudoyent de ces folliculaires pour parler d'eux au public au moins une fois par mois. Les lecteurs s'accoûtument à ces éloges; les ſouverains même jugent ces perſonnages d'après le bien qu'on en dit, & lorsqu'ils les employent, ils ſont tout étonnés de ne leur trouver aucun de ces talens qu'on leur avoit ſi généreuſement prêtés. Je connois auſſi des auteurs qui pour donner cours à leurs productions, en font eux-même des extraits, accompagnés d'un pompeux éloge, qu'ils font inſérer dans les journaux.

Il faut cependant avouer que toutes ces feuilles périodiques ont leur bon comme leur mauvais; les ſouverains qui les liſent, y trouvent quelquefois des vérités qu'on n'oſe leur dire. On m'a aſſuré que dans les dernières années du

regne de Louis XV, les miniſtres de ce prince étoient convenus enſemble de faire réimprimer tous les articles qui concernoient la France: on y faiſoit un éloge menſonger de l'adminiſtration, on y vantoit la nouvelle réforme qui s'étoit faite, & combien le peuple étoit content de ces changemens; on faiſoit régner l'abondance dans les provinces, tandis qu'on y mouroit de faim.... On diſoit que les autres nations envioient le bonheur des françois. A l'article *Londres*, on ne parloit que des taxes & impoſitions dont le peuple anglois étoit ſurchargé, du mécontentement général qui régnoit contre le Roi, ſes miniſtres & le parlement; des révoltes qui avoient eu lieu dans quelques villes ou bourgs; on faiſoit mourir du Spléen ou ſe noyer dans la Tamiſe 50 à 60 habitans de Londres par ſemaine. J'ai été témoin moi-même du ſoin que prenoit un miniſtre des affaires étrangères de faire rédiger ſous ſes yeux certains articles de la *Gazette de France*. J'ai.... mais je n'oſe dire tout ce que j'ai vu...

Louis

Louis XVI n'eſt pas auſſi aiſé à tromper; il lit tout, il s'informe de tout; on n'oſeroit pas mettre ſous ſes yeux une contrefaçon; il puniroit ſévèrement celui qui auroit cette audace.

Il circule dans ce moment une méchanceté d'un nouveau genre. Le titre n'en eſt pas brillant, ni même fort ragoûtant. Elle eſt intitulée: *Hiſtoire d'un Pou françois, ou l'Eſpion d'une nouvelle eſpece, tant en France qu'en Angleterre; contenant les portraits des perſonnages les plus intéreſſans dans ces deux royaumes, avec la clef des principaux événemens de l'année 1779 & de ceux qui doivent arriver en 1780 — De l'imprimerie royale.*

Cette production eſt dédiée au Roi; S. M. l'a lue, dit-on, & s'en eſt fort amuſée. Il ſeroit trop long de vous faire un extrait de cette piece; je préfere de vous en envoyer un exemplaire. Parmi les ſatyres ſur différens perſonnages dont elle eſt remplie, vous y trouverez un article aſſez bien fait: c'eſt

un dialogue entre un vieux commiſſaire de marine & ſon ami. Il eſt queſtion de l'ordonnance du grand Colbert, ſi avantageuſe pour le ſervice du Roi, & que notre miniſtre marin n'a cependant pas craint de ſupprimer pour faire ſa cour aux officiers de la marine, qui n'ont jamais aimé d'être ſurveillés par ce qu'on nomme la plume. Depuis la ſuppreſſion de cette ordonnance, la partie économique du département de la marine a coûté des ſommes immenſes; mais je crois qu'il en coûtera auſſi la place à celui qui a voulu toucher à un chef-d'œuvre qui avoit ſervi de modele aux autres puiſſances maritimes de l'europe. Je ſerai, je vous l'avoue, charmé que le grand Colbert ſoit ainſi vengé. Celui qui ſe chargera de ce ſoin, c'eſt notre directeur des finances. Je vous ai dit que la partie qu'il entendoit le mieux, c'étoit la comptabilité: il trouve, avec raiſon, que les dépenſes pour la marine ſont exceſſives, & qu'il ſeroit poſſible de faire le ſervice à moins de fraix. Il a fait à ce ſujet quelques repréſentations

tions amicales à ſon collègue, qui n'en a pas été content; la diviſion s'eſt miſe entre ces deux perſonnages, & comme un clou chaſſe toujours l'autre, je crois que le directeur chaſſera le marin. Il a un ſucceſſeur tout prêt à lui donner, mais il doit uſer de ruſe, car ce protégé de M. Necker n'eſt pas aimé du Mentor.

J'étois il y a quelques jours chez un de nos princes-du ſang; on s'amuſoit à tirer l'horoscope de tous nos miniſtres. Il fut décidé qu'aucun de ceux qui ſont actuellement en place, ne verroient la fin de la guerre, M. le comte de Vergennes excepté: on convint qu'il étoit le plus adroit. En effet ce miniſtre a un air de bonhommie qui en impoſe; il ſe communique peu, il n'admet dans ſes comités familiers que quelques amis ſurs; il ſe rend impénétrable à tous ceux qui ont à faire à lui: voila pourquoi il ſe ſoutient. Vous ſavez, mon cher Comte! que pour bien connoître les hommes, il faut les ſuivre dans les

détails de leur vie privée & dans ces repas familiers où ils développent leur caractère & se montrent tels qu'ils sont. Notre comte de Vergennes n'est pas si facile à pénétrer : naturellement timide, il craint tous nos gens de la cour & s'observe continuellement devant eux. Je trouve, à vous dire vrai, qu'il n'a pas tort; car, entre nous soit dit, je ne connois rien d'aussi perfide que ces messieurs. Il n'y a que le comte de Maurepas qui soit leur maître dans ce genre d'escrime; aussi ont-ils pour lui un saint respect. Il seroit à souhaiter que ce Mentor eut vingt ans de moins; ce sera vraiment une perte pour le Roi & pour la France, & je ne vois personne qui soit en état de le remplacer. Parmi tous ceux que je connois & qui pourroient prétendre à lui succéder, il n'en est aucun qui ait ce caractère aimable & cette gaité que je crois nécessaires pour traiter les affaires. Nos gens de la cour ne sont plus reconnoissables; dès que quelques-uns parviennent au ministère, il prennent alors un air,

de

de gravité qui éloigne d'eux leurs meilleurs amis.

Je finirai mes réflexions en vous disant que le comte de Montmorin, notre ambaſſadeur à Madrid, vient de nous écrire que les ordres ont été donnés de hâter les préparatifs pour le ſiege de Gibraltar, que l'on commencera peut-être encore cet hiver. Le Roi d'Eſpagne veut que dans trois mois cette place ſoit priſe ; mais les anglois ne ſont pas, dit-on, de cet avis.

Le cabinet espagnol imite le vôtre, mon cher Comte! Il vient de faire paroître un manifeſte contre la cour de Londres, intitulé: *Expoſé des motifs* &c. On pourroit ſe tromper au titre, mais non pas au ſtyle qui n'a rien de reſſemblant avec celui de votre écrivain.

Encore un petit mot de notre comte d'Eſtaing. On a reçu de ſes nouvelles par la frégate *la Minerve:* ce général, après s'être aſſuré que l'amiral Byron ne pouvoit rien entreprendre contre les

Antilles, toucha à St. Domingue, où il avoit donné rendez-vous à tous les bâtimens marchands des îles-ſous le vent; le 24 Août il ſortit du cap avec ces navires au nombre de 65, qu'il accompagna jusqu'au débouquement & leur donna pour les escorter jusqu'à nos ports le vaiſſeau *le Protecteur* de 74 canons, & trois frégates. *L'Amphion* qui avoit d'abord été deſtiné à convoyer cette flotte, toucha en ſortant du port, ce qui obligea de le laiſſer au cap. Notre Vice-amiral s'éloigna le 25 Août avec toute ſa flotte, cinglant vers le Nord, pour aller, ſuivant les uns, à la Jamaïque, & ſelon les autres, à New-Yorck. Il a trouvé à St. Domingue des vivres & des munitions en abondance; il a auſſi pris avec lui 1800 volontaires.

J'ai l'honneur d'être &c.

LET-

LETTRE XXII.

De Berlin, *le 30 Septembre.*

Du Comte de.... à M. de...

Je vous joins ici une copie de la lettre d'un Lord du parti de l'oppoſition écrite à un prince étranger & dont j'ai eu communication. Le contenu de cette miſſive m'a paru aſſez intéreſſant, & j'ai cru vous faire plaiſir en vous l'envoyant. Vous obſerverez que c'eſt un anglois qui parle, & qu'on ne peut prétendre de lui qu'il ſoit bon françois. J'ai trouvé dans cette lettre des choſes qui m'étoient inconnues & qui prouvent que le cabinet britannique auroit dû prévoir depuis longtems la guerre dont il étoit menacé, & qu'il auroit pu l'empêcher.

Copie d'une lettre écrite de Londres, le 15 Septembre 1779.

Monseigneur!

Vous me faites l'honneur de me demander ce que je penſe des ſuites de notre guerre

*avec la France, & vous me marquez votre étonnement ſur le ſilence que nous gardons à l'égard de l'*Expoſé des griefs, *que la cour de Verſailles a fait paroitre contre nous. La médiocrité de cet écrit prouve combien la cauſe que l'on défend eſt mauvaiſe. Votre Alteſſe verra dans peu de jours notre réponſe en forme de Mémoire juſtificatif. J'oſe croire qu'elle en ſera plus contente que de l'*Expoſé des griefs, *& que les cours de l'Europe, malgré leur indifférence à notre égard, ſeront convaincues de la bonté de notre cauſe, & de toute la mauvaiſe foi de nos adverſaires.*

Vous vous reſſouviendrez, Monſeigneur! qu'il n'auroit tenu qu'à nous, après la guerre de ſept ans, de forcer nos ennemis d'accepter les conditions les plus honteuſes. A la paix de 1763, l'état d'épuiſement où étoit la France, la deſtruction preſque totale de ſa marine la mettoient dans l'impoſſibilité de faire une derniere campagne. Notre feu Lord Chatham vouloit, & il avoit raiſon, que nous profitaſſions de nos ſuccès pour aſſurer à jamais la tranquillité de l'Angleterre & n'avoir plus à craindre cette rivalité qui exiſ-

toit

toit entre les deux nations. Son projet étoit de mettre des bornes au commerce de la France, à l'étendue de ſes colonies, & de fixer le nombre de vaiſſeaux qu'elle pourroit avoir. C'eut été peut-être lui rendre un ſervice que de l'empêcher d'être à la fois puiſſance de terre & puiſſance maritime. Sa poſition, ſa population, la fertilité de ſon ſol, ſon induſtrie & ſes manufactures lui donnent tant d'avantages ſur nous, qu'elle pourroit toujours être la premiere puiſſance de l'Europe, ſi elle étoit bien adminiſtrée; mais elle n'a jamais mis de bornes à ſon ambition, elle a ſans ceſſe envié notre proſpérité & notre commerce, & nous a forcé de nous tenir continuellement dans un état de guerre, qui, en nous ruinant, l'a ruinée auſſi. George II, en mourant, laiſſa à ſon ſucceſſeur une paix glorieuſe à faire; les armes britanniques étoient victorieuſes dans les quatre parties du monde, & jamais l'Angleterre ne s'étoit acquis autant de gloire. George III, à ſon avénement au trône, crut devoir ſignaler le commencement de ſon regne, en rétabliſſant la tranquillité publique : mais à quel prix? en faiſant une paix honteuſe & en acceptant des conditions qu'on ne pouvoit

imposer qu'à un vaincu & non pas à un vainqueur. Vous vous souviendrez, Monseigneur! du mécontentement de toute la nation sur cette paix. La France n'ayant pu nous vaincre par la force, employa les armes de la politique. Elle fut plus heureuse, & nous fit perdre dans un instant le fruit de sept années de guerre qui nous avoit couté des sommes immenses & la vie de quantité de nos braves guerriers. Le Duc de Choiseul, depuis le traité de paix de Paris, s'occupoit des moyens de rétablir l'honneur de la nation; ce ministre fier & hautain méditoit une vengeance contre nous. Instruit de nos querelles avec les colonies, il chercha à en profiter: au commencement de 1767, il envoya des émissaires à Boston & à Philadelphie pour entretenir la division & promettre du secours aux Américains, s'ils en avoient besoin. Des avis furent envoyés au cabinet de St. James sur ce qui se passoit, mais on n'en fit aucun cas. Le premier-ministre tacite de l'Angleterre (Lord Buth) n'avoit aucun des talens nécessaires pour la place importante qu'il occupoit. George III, occupé du soin de faire des enfans à la Reine, & de les bercer lorsqu'ils

qu'ils étoient encore au maillot, avoit confié les rênes de l'empire à ſon favori. Le parti de l'oppoſition qui voyoit le danger dont l'état étoit menacé, fit de tems à autre des repréſentations, mais ſans ſuccès; l'influence de la couronne l'emportoit toujours; un voile épais étoit ſur les yeux des miniſtres du cabinet de St. James.... & le Duc de Choiſeul profitoit en habile politique de cet aveuglement... Il avoit raiſon.

Au mois de Décembre 1766, Mitchel, notre miniſtre à Berlin, écrivit au cabinet de Londres "qu'il étoit arrivé des françois pour „ régir les fermes du Roi de Pruſſe, parmi „ leſquels il s'en trouvoit un qui étoit chargé „ d'acheter des bois de conſtruction & de propoſer à S. M. Pruſſienne de faire un traité. Que le monarque avoit répondu qu'il „ ne vouloit pas paroitre ouvertement dans „ cette affaire, mais qu'il déſigna un miniſtre avec lequel on pourroit négocier.„

Au mois de Mars 1768, Mitchel, dans une autre dépêche, mande: "Le traité pour „ une fourniture de bois de conſtruction a été

„ *ſigné à Paris par le Duc de Praslin; &*
„ *le Roi a permis qu'on faſſe une coupe dans*
„ *ſes forêts de la Pomeranie. On doit en-*
„ *voyer à Stettin un conſtructeur françois*
„ *pour voir ſi ce port eſt propre à y con-*
„ *ſtruire des vaiſſeaux de guerre. Je crois*
„ *qu'il ſeroit important pour l'Angleterre d'em-*
„ *pêcher l'exécution de ce traité, en en pro-*
„ *poſant un autre au Roi plus avantageux,*
„ *qui ôteroit aux françois cette nouvelle reſ-*
„ *ſource pour augmenter leur marine*". *Le cabinet de St. James ne fit aucune attention à cet avis, & laiſſa la dépêche de ſon miniſtre à Berlin ſans réponſe.*

Vers la fin de 1769, on écrivit à nos miniſtres que l'Eſpagne & la France ſe préparoient ſourdement à faire la guerre à l'Angleterre; l'île de Falkland devoir ſervir de prétexte; les meſures des deux alliés étoient ſi bien priſes, qu'ils pouvoient s'emparer dans une campagne de toutes nos îles ſous le vent; de nos flottes marchandes & de plus de 40 mille matelots. La marine de la France étoit compoſée de 64 vaiſſeaux de ligne, 50 groſſes frégates ou corvettes, ſans compter les

brûlots

brûlots & galliottes à bombes. Celle de l'Eſpagne étoit de la même force, à peu de choſe près.

Le plus heureux des hazards nous tira de ce mauvais pas. Le Duc de Choiſeul fut diſgracié; Louis XV ne vouloit pas la guerre. Le ſucceſſeur du miniſtre exilé, protégé par la favorite, promit la paix; c'eſt à ce prix qu'il fut nommé; nous la fimes à des conditions que nous n'aurions pas oſé eſpérer. Le Duc d'Aiguillon abjura la politique de ſon prédéceſſeur & nous propoſa une alliance. Nous aurions pu peut-être l'accepter, mais avant de la conclure, il y avoit de grands intérêts à débattre, & ce n'étoit pas l'affaire d'un jour. Ce qui nous retint encore, ce fut l'inſtabilité du miniſtère françois; nous ſavions par expérience que ceux qui ſuccédent aux diſgraciés n'adoptent jamais les mêmes principes. L'état de fermentation dans lequel étoit le cabinet de Verſailles, le mécontentement de la nation, la haine qu'elle portoit à tous les nouveaux miniſtres, l'ineptie de celui de la marine, les fautes continuelles qu'il faiſoit, tout cela nous fit croire que nous pourrions, quand

nous

nous le voudrions, attaquer la France & la traiter comme en 1767.

En 1773, l'amirauté reçut une lettre, datée de Paris, dans laquelle on disoit " Cette " marine que les Choiseuls avoient rétablie en " si peu de tems va retomber dans l'état de " délabrement où elle étoit auparavant; les " vaisseaux pourrissent dans les ports, on ne " fait rien pour les conserver. Jamais on " ne pouvoit plus mal choisir pour mettre à la " tête de ce département; quand nous paye- " rions ce de Boisne, il ne nous serviroit pas " mieux qu'il le fait. D'après des renseigne- " mens que je me suis procurés, dans quatre " ans la France ne sera plus en état de met- " tre 30 vaisseaux en mer, si ce ministre reste " en place. Il est détesté de tout le corps de " la marine; il sent lui même son incapacité " dans cette partie. Comme Robin, c'est le " premier légiste, la premiere tête du royau- " me pour la partie contentieuse ou pour tou- " te autre place de jurisprudence, mais il ne " sera jamais propre à administrer un dépar- " tement quelconque. C'est un homme gros-

„ *ſier & qui n'a aucune des qualités néceſſai-*
„ *res à un miniſtre.* „

Ces quatre dernieres années du regne de Louis XV firent croire à la nation angloiſe ou du moins aux miniſtres, qu'ils pourroient réduire les colonies angloiſes à l'obéiſſance. On n'avoit qu'à ſe louer du Duc d'Aiguillon depuis ſon entrée au miniſtère; il avoit fait ceſſer toutes les intrigues de ſon prédéceſſeur; il s'étoit même engagé à nous aider au beſoin à ſoumettre les rébelles. Il n'exigeoit en reconnoiſſance de notre part que de légers ſacrifices; ſes vues à cet égard étoient droites, & peut-être auroit-ce été un bonheur pour la France & pour nous que ce miniſtre fût reſté en place ſous Louis XVI.

Le Comte de Vergennes, qui lui ſuccéda, parut d'abord vouloir ſuivre les mêmes principes. Il nous propoſa une alliance; il n'aimoit pas la forme du gouvernement anglois, il vouloit opérer chez nous une grande révolution. Le Roi & ſes miniſtres étoient aſſez de cet avis; quelques membres de la cour des pairs & de la chambre-baſſe en furent inſtruits; comme ils étoient d'un ſentiment différent,

rent, on n'osa pousser les choses plus loin. M. de Vergennes voyant qu'il ne pourroit réussir dans son projet, se tourna subitement du côté des américains.

Tandis qu'on amusoit notre comte de Stormont à Paris, on faisoit tous les préparatifs pour la guerre, on envoyoit à nos sujets de l'Amérique des armes & des munitions, sans qu'il se fit rien de notre part pour l'empêcher. Le cabinet de Versailles se jouoit de notre ambassadeur & de nous; la politique oblique & insidieuse du comte de Vergennes employoit tous les moyens pour nous faire des ennemis de tous côtés. Nos ministres dans les cours étrangères faisoient continuellement parvenir à notre ministère des avis sur ce qui se passoit: on ne lisoit rien à Londres; le bon George III, toujours gouverné par Buth, croyoit tout ce que ce dernier lui disoit, & l'aimable Lord North imposoit la nation pour avoir l'argent nécessaire & sans lequel il ne pouvoit s'assurer de la majorité dans la chambre des communes.

Au mois de Mars 1777, un membre de l'opposition qui se trouvoit à Paris, écrivit :

„ Je

„ *Je viens de m'aſſurer, à n'en pouvoir dou-*
„ *ter, que la France nous trompe & qu'en*
„ *nous parlant de ſes intentions pacifiques &*
„ *de l'envie qu'elle a de vivre en bonne intel-*
„ *ligence avec nous, elle ne cherche qu'à ga-*
„ *gner du tems pour pouvoir enſuite exécuter*
„ *plus ſurement les projets qu'elle médite con-*
„ *tre nous. Il faut lui déclarer la guerre*
„ *ſans balancer; elle n'eſt pas encore en état*
„ *de la faire; la plûpart de ſes poſſeſſions en*
„ *Amérique ſont ſans défenſe, on peut s'en*
„ *emparer ſans coup férir. Il faut en faire*
„ *autant avec l'Eſpagne, & avoir l'air d'ac-*
„ *corder à nos colonies tout ce qu'elles de-*
„ *mandent, ſauf à en revenir après ſur cer-*
„ *tains objets. Ne vous fiez pas à tout ce*
„ *que vous écrit le Lord Stormont, il eſt*
„ *dans la plus grande ignorance ſur tout ce*
„ *qui ſe paſſe; on l'amuſe, & on ſe moque*
„ *de lui. Je tiens tout ce que je vous écris*
„ *d'une voie ſure. Si vous tardez de faire*
„ *ce que je vous dis, l'Amérique ne tardera*
„ *pas d'être indépendante & la ruine de l'An-*
„ *gleterre eſt certaine.*

On traita celui qui donnoit cet avis de viſionaire, & on continua de tenir la même con-

duite. Il ne fut fait aucun préparatif de défenſe, & lors de la déclaration que nous fit le marquis de Noailles, nous n'avions pas dans tous nos ports 50 vaiſſeaux en état de mettre en mer.

Il paroîtra inconcevable aux générations futures que les anglois, au dix-huitième ſiecle, aient pu être aveuglés à un tel point. Vous ſavez, Monſieur! de quelle manière le Lord North annonça au parlement notre rupture avec la France. Vous êtes le témoin des revers que nous éprouvons depuis le commencement de cette guerre, & avec quel courage ces américains combattent pour leur liberté. Quel bonheur ne ſeroit-ce pas pour nous, s'il ſe trouvoit dans notre île un Washington qui ſe mît à la tête du parti anti-royaliſte & qui forçât George III à nous livrer ſon favori & ſes perfides miniſtres pour les immoler à la vindicte publique. Vous voyez comme ils ſe ſont laiſſé jouer par ce cabinet de Verſailles, dont la politique eſt devenue plus inſidieuſe & plus dangereuſe qu'elle ne l'a jamais été. C'eſt ſous l'apparence de la candeur & de la bonne-foi que le miniſtère de France cherche à ſe faire

des

des amis ou des alliés ; où ſa politique échoue, il employe l'argent. Tour-à-tour il ſoudoye le parti de l'oppoſition & le parti royaliſte, ſuivant que ſon intérêt l'exige. En Hollande, il diviſe les provinces entre elles, tandis que le comte de Vergennes fait aſſurer Leurs Hautes Puiſſances que le Roi ſon maître veut vivre en bonne intelligence avec elles. Dans ce moment, on négocie avec quelques régens de la ville d'Amſterdam pour détacher cette province de l'union. Les Bataves paroiſſent avoir oublié que Louis XIV, allié des états-généraux, joignit ſes armes à celles de Charles II, Roi d'Angleterre ; que le premier s'empara de trois provinces, & que c'en étoit fait de la république de Hollande, ſans la diviſion qui ſe mit entre le miniſtre Louvois & le maréchal de Turenne.

La déſunion ayant auſſi eu lieu dans la confédération Batave, le fameux Edit perpétuel *fut diſſous comme cette flotte invincible nommée l'*Armada. *Les hollandois, convaincus de la néceſſite d'avoir un chef à la tête de la république & de l'armée, eurent de nouveau recours au prince d'Orange Guillaume III, qui, oubliant l'ingratitude de ſes concitoyens*

envers lui, prit le commandement des troupes & ſauva la république du danger dont elle étoit menacée. Le projet de la France paroit être d'anéantir de nouveau le Stadhoudérat; & nous ne faiſons rien pour l'empêcher. Un de nos émiſſaires à la Haye nous écrit ce qui ſuit:

„ *J'ai appris qu'il ſe tient des conféren-*
„ *ces nocturnes à Amſterdam entre l'ambaſſa-*
„ *deur de France & quelques miniſtres de la*
„ *régence de cette ville qui ſont dévoués à la*
„ *cour de Verſailles. On a choiſi pour ces*
„ *aſſemblées ſecretes la maiſon d'une femme*
„ *du peuple, chez laquelle le duc de la Vau-*
„ *guyon ſe rend déguiſé, ainſi que ceux qu'il*
„ *a mis dans ſes intérêts. C'eſt ſur ce théâ-*
„ *tre obſcure qu'on décide du ſort de la ré-*
„ *publique & qu'on cherche à former une con-*
„ *fédération, je dirois preſque une conjura-*
„ *tion contre le prince d'Orange & les régens*
„ *qui lui ſont attachés, pour renverſer la con-*
„ *ſtitution & mettre les hollandois ſous le joug*
„ *de la France, ce qui arrivera ſurement ſi*
„ *on ne prend pas des meſures pour l'empê-*
„ *cher.*

„ *Le parti de l'Angleterre n'eſt pas dans*
„ *ce moment le plus fort; la France s'eſt aſ-*
„ *ſurée de la majorité dans l'aſſemblée de Leurs*
„ *Hautes Puiſſances. J'ai repréſenté à quel-*
„ *ques-uns des membres qui la compoſent &*
„ *qui nous ſont reſté attachés, que, d'après la*
„ *conſtitution de la république, toutes les affai-*
„ *res de l'état devoient être portées au con-*
„ *ſeil de la nation chargé d'en connoître, pour*
„ *y être diſcutées, & que celles qui ſe trai-*
„ *toient hors de ce même conſeil d'état, étoient*
„ *illégales, ſentant l'intrigue & l'eſprit de*
„ *parti; quelles devoient par cette raiſon être*
„ *ſuſpectes. On eſt convenu avec moi de cet-*
„ *te vérité, mais on n'oſe agir avec vigueur*
„ *contre les coupables. Nos ennemis emplo-*
„ *yent tous les moyens pour réuſſir dans leurs*
„ *projets, & ils prodiguent l'argent à plei-*
„ *nes-mains à tous ceux dont ils doivent ache-*
„ *ter le ſuffrage.*

„ *Le Stadhouder nous eſt toujours ſincè-*
„ *rement attaché; mais je crains qu'il ne puiſ-*
„ *ſe rien opérer. Il a propoſé à Leurs Hau-*
„ *tes Puiſſances de garder une parfaite neu-*
„ *tralité & d'armer par terre & par mer*

„ *pour la faire reſpecter ; mais il a trouvé de*
„ *la part de la province de Hollande une ré-*
„ *ſiſtance, qui n'eſt occaſionnée que par les in-*
„ *trigues de la France, & dont je crains les*
„ *ſuites pour nous & pour la république* “.

D'après cet avis, nos miniſtres, inſtruits de ce qui ſe paſſoit, auroient dû autoriſer notre ambaſſadeur à la Haye à employer les mêmes moyens que le duc de la Vauguyon. Il eut même été de leur prudence de rappeler le chevalier Yorck, qui étoit ſoupçonné d'être trop attaché à la maiſon d'Orange & qui par cette raiſon s'étoit rendu ſuſpect au parti oppoſé. Il falloit envoyer à ſa place quelqu'un d'aſſez adroit pour ramener les eſprits, changer les opinions, & qui eut l'air en public de traiter froidement le Stadhouder.

Si nos miniſtres étoient inſtruits de leurs devoirs & qu'ils ſe donnaſſent la peine de lire, ils verroient que la conduite du cabinet de Verſailles a été la même de tous tems ; ſa politique a toujours été tracaſſière & fauſſe. Combien de fois notre Lord Abermale n'a-t-il pas été la dupe de ſa bonne-foi, de l'aveu même de M. de Mirepoix, ambaſſadeur de

France

France près de nous. Je vais vous en rappeler un trait: Le Lord Abermale ne ceſſoit de ſe plaindre au miniſtre de France des infractions faites au traité d'Aix-la Chapelle par les hoſtilités qui ſe commettoient au Canada. A chaque réquiſition que faiſoit l'ambaſſadeur, on donnoit une ſatisfaction apparente, on reſtituoit des priſonniers, on envoyoit des ordres aux commandans d'être plus circonſpects; mais les choſes continuoient toujours ſur le même pied. Le duc de Mirepoix, en proteſtant que ſa cour ne méditoit aucune hoſtilité ni infraction au traité d'Aix-la Chapelle, agiſſoit de la meilleure foi: c'étoit l'homme le plus droit & le moins capable de mentir. Convaincu de ſon erreur par la vérification des faits qui ſe trouvoient abſolument contraires à ſa déclaration, il ſe rendit à Paris dans l'intention de reprocher au miniſtère de l'avoir trompé. Il revint avec de nouvelles aſſurances des ſentimens pacifiques du Roi ſon maître, qu'il jura tenir de ſa propre bouche. Cependant la guerre eut lieu, & les françois furent encore alors les aggreſſeurs dans le Canada; la Galliſſonniere fut le premier moteur de la rupture, en aſſurant les miniſtres de

Verſailles, que rien n'étoit plus facile que d'agrandir les poſſeſſions françoiſes dans cette partie du monde, qu'il n'y avoit qu'à vouloir & que le ſuccès étoit aſſuré. Un certain du Quêne & un la Jonquiere étoient dans ſon parti: Du Quêne traitoit nos officiers commandans avec une hauteur revoltante; flatté de pouvoir donner ſon nom à un fort qu'il avoit élevé (*), il employa ouvertement la force pour ſoutenir ſon entrepriſe. Voila comme, dans un pays où le gouvernement eſt foible, où le ſouverain ne voit rien par lui-même, où ſes miniſtres font tout, une nation ſe trouve entrainée dans des guerres ruineuſes. C'étoit le cas de la France en 1757; c'eſt le nôtre aujourd'hui. Du Quêne fut la cauſe immédiate de l'incendie qui embraſa les deux mondes; Buth a fait le malheur de l'Angleterre par deux cauſes que je dois taire.... Mais pour en revenir à la France, elle a rompu le traité d'Aix-la Chapelle comme celui de Paris. Dans ce dernier, il eſt dit „ que les deux puiſ-„ ſances s'engagent ſolemnellement non ſeule-„ ment à ne jamais permettre d'hoſtilités quel-

„ conques

(*) Le fort *du Quêne* au Canada.

„ *conques ſoit ſur terre, ſoit ſur mer, mais*
„ *encore à ſe procurer réciproquement tout ce*
„ *qui pourra contribuer à leur gloire, inté-*
„ *rêts ou avantages mutuels, ſans donner au-*
„ *cun ſecours ou protection directement ou in-*
„ *directement à ceux qui voudroient porter*
„ *préjudice à l'une ou l'autre des parties con-*
„ *tractantes.*

C'eſt après un engagement auſſi ſacré, que la revolte des américains a été excitée & ſoutenue, que la foi des traités a été violée, que des armemens ont été faits dans les ports de France ſous la protection du gouvernement, qu'on a joué cruellement notre ambaſſadeur en faiſant arrêter pour la forme ces navires, & en permettant enſuite qu'ils partiſſent furtivement avec des munitions de guerre & des officiers expérimentés deſtinés à apprendre à nos colonies à ſe défendre. Depuis 1776, on s'eſt continuellement moqué de la Grande-Brétagne, & on l'a rendue la riſée de toutes les nations.....

Les colonies angloiſes ont pu ſe rendre indépendantes de droit ; notre conduite envers elles les y a autoriſées ; mais la France ne l'é-

toit pas à leur fournir avant & après des ſecours pour les aider à ſecouer le joug de la mere-patrie. D'ailleurs, ſi elle vouloit abſolument ſeconder les américains, elle devoit prendre ouvertement leur parti, au lieu de ſe déshonorer comme elle l'a fait en déſavouant publiquement ce qu'elle permettoit en ſecret, tout en proteſtant à notre ambaſſadeur qu'elle ignoroit ce qui ſe paſſoit. Cette duplicité & ces menſonges ſont indignes d'une grande puiſſance, & laiſſeront ſur le regne du prince qui la gouverne une tache inéfacable. Les principes de politique de ce miniſtre dont on oſe vanter la probité & l'honneur, ſeront auſſi funeſtes à la France qu'ils nous l'ont été... Heureux ſi nous pouvons rendre à nos rivaux tout le mal qu'ils nous ont fait.

Votre Alteſſe verra plus en détail dans notre mémoire juſtificatif tous nos griefs contre la cour de Verſailles & l'ineptie de nos miniſtres, qui ne s'occupèrent jamais ſérieuſement d'en demander ſatisfaction. Si nous euſſions déclaré la guerre à la France au commencement de l'année 1777, nous n'aurions pas perdu l'Amérique & l'empire des mers, où

nos

nos rivaux ont acquis une ſupériorité dont il ſera difficile de les faire décheoir. Notre ſeul eſpoir, c'eſt que cette guerre les ruinera plus que nous, & que la fermentation dans laquelle leur miniſtère a mis tous les cabinets de l'europe, amenera une grande révolution dans le ſyſtême politique, qui ne finira que par une guerre générale. Si nous ſommes adroits, nous en profiterons pour tirer une vengeance complette de nos ennemis.

Nous voila un peu revenus de notre premiere terreur; ſi nous n'avons pas eu de grands ſuccès ſur mer, nous n'avons pas auſſi éprouvé de grandes pertes. Les françois, à la guerre de 1757, ont débuté par des ſuccès brillans, ils battirent l'amiral Bing & prirent Port-Mahon & le fort St. Philippe. Dans cette nouvelle guerre, ils ſe ſont emparé de quelques-unes de nos îles; mais ces conquêtes ne les ont pas indemniſés des fraix qu'elles ont coûtés. Dans la campagne prochaine, nous allons déployer toutes nos forces contre cette maiſon de Bourbon; nous ſavons à quoi nous en tenir à l'égard des eſpagnols; les françois leur ont promis la conquête de Gibraltar, & les fiers caſtillans ont cru fermement à l'exécution

de

de cette promeſſe, qui n'eſt dans le fait qu'une myſtification.

Continuez, Monſeigneur! d'aimer notre nation; elle en eſt digne. Vous ſavez l'attachement qu'elle a toujours eu pour vous & pour votre auguſte maiſon.

D'après cette lettre, Monſieur! il n'eſt guères poſſible que votre comte de Vergennes ſe juſtifie. Au reſte cela lui eſt, je crois, fort égal; les cours, entre elles, ſont comme les marchands, qui cherchent à faire valoir leurs marchandiſes & à ſe tromper réciproquement; le plus fin attrape l'autre, & c'eſt votre cas. D'après le manifeſte même de l'Angleterre, il paroit qu'il a porté la modération trop loin. Si notre monarque eut été à la place de George III, ſa politique eut mis en défaut la vôtre. Il faut ſavoir prendre un parti; celui qui attaque a toujours raiſon; les anglois ont eu tort de ne pas menager leurs alliés mieux qu'ils ne l'ont fait; ils ſe trouvent aujourd'hui ſans amis, & c'eſt leur faute. On n'eſt pas fâché

de

de voir leur orgueil un peu humilié ; cette leçon leur ſera utile pour l'avenir. Les nations du continent n'ont rien à démêler avec l'Angleterre rélativement à ſon commerce & à ſes colonies; elle ont au contraire intérêt de voir deux grandes puiſſances ſe ruiner; c'eſt le ſeul moyen d'aſſurer le repos de l'europe, dont vous & les anglois étiez les perturbateurs.

Adieu, Monſieur. Je ſuis &c.

LETTRE XXIII.

VERSAILLES, *le 5 Novembre.*

De Mr. de.... au Comte de....

J'ai lu avec plaiſir, mon cher Comte! la lettre dont vous m'avez envoyé une copie. Ce membre de l'oppoſition parle comme un bon anglois qui défend la cauſe de ſa patrie; mais je trouve qu'il a tort de nous accuſer de duplicité & de menſonge. C'étoit aux miniſtres britanniques à ne pas croire ce que nous-

leur

leur disions. D'après tous les avis qu'ils recevoient sur nos préparatifs, ainsi que votre anglois en convient, c'étoit à eux à se tenir sur leurs gardes, & même à nous prévenir, comme ils l'avoient fait en 1757. Je conviens que nous avons joué le cabinet de St. James, & que nous avons préparé depuis 1767 la révolution de l'Amérique; mais il ne tenoit qu'à lui de l'empêcher. Notre comte de Maurepas n'a jamais pu rien concevoir à la securité dans laquelle étoit ce cabinet. Vous aurez vu par les différentes lettres que je vous ai écrites, quelle étoit sa façon de penser à ce sujet, & ce qu'il dit au comte de Vergennes avant & après notre rupture avec l'Angleterre. La cour de Londres auroit dû intituler sa réponse à l'*Exposé des motifs* de la cour de France: *Mémoire de toutes les sottises de S. M. Britannique & de ses ministres, à commencer de la paix de 1763 jusqu'à présent*, Les ruses sont permises en politique comme à la guerre; celles que nous avons employées ont eu lieu assez ouvertement, & les anglois en ont eux-mêmes favorisé l'exécution. Après cela

cela quels reproches ont-ils à nous faire?

Nous allons encore remporter ſur le cabinet de St. James une victoire complette en Hollande, qu'il n'auroit tenu qu'aux miniſtres britanniques de nous disputer. Vous ſavez combien ils ſont fiers des ſuccès qu'ils ont eus dans l'Inde; maintenant ils ſe propoſent d'enlever le cap de Bonne-Espèrance aux Hollandois. Le duc de la Vauguyon nous écrit que, dans une conférence qu'il a eue avec les directeurs de la compagnie, ces derniers lui ont témoigné leurs craintes ſur une rupture prochaine avec la Grande-Brétagne, & qu'il étoit important pour eux de s'occuper des moyens de conſerver leurs établiſſemens dans les Indes orientales. Ils ajoutèrent: „ Nous avons reçu des avis de „ Londres, dans lesquels on nous mande que les anglois ſe diſpoſent à attaquer le cap de Bonne-Espèrance ; „ comme c'eſt la clef de nos poſſeſſions „ dans l'Inde, nous devons faire notre „ poſſible pour le conſerver; mais mal-

„ heu-

„ heureuſement on n'a pas prévu que
„ les choſes prendroient une pareille
„ tournure, & il ſe trouve dans ce mo-
„ ment ſans défenſe, dépourvu d'hom-
„ mes & de vaiſſeaux. Dans une poſi-
„ tion auſſi critique, nous ne pouvons
„ recourir qu'à la France, & nous eſ-
„ pérons que le cabinet de Verſailles
„ aura égard à la bonne volonté que
„ nous montrons à ſon égard, & qu'il
„ ſe joindra à nous pour empêcher que
„ le Cap ne tombe entreles mains de l'An-
„ gleterre ". Le duc de la Vauguyon profita de cette ouverture pour ſervir ſa patrie & les hollandois en même tems. Il ſentit de quelle importance il étoit pour la France de pourvoir à la ſureté du cap de Bonne-Eſpérance, qui avoit ſervi de tout tems de relâche aux bâtimens marchands ou vaiſſeaux de guerre françois qui alloient aux Indes orientales ou qui en revenoient. Le Cap entre les mains des anglois pourroit auſſi leur faciliter la priſe des îles de France & de Bourbon; il eſt donc eſſentiel pour nous de maintenir les hollandois

dans

dans cette poſſeſſion. Cette affaire doit être traitée avec le plus grand ſecret, attendu que, ſi le parti anglois qui eſt à la Haye en étoit inſtruit, le Cap ſeroit pris avant que nous ayons fait nos diſpoſitions pour l'empêcher. Nous attendons la propoſition que nous fera la compagnie hollandoiſe; dès que l'on ſera d'accord, nous ferons partir une flotte pour ces contrées avec des troupes & des munitions de guerre. Tous ces arrangemens ne ſont cependant encore que proviſoires, & dans le cas où l'Angleterre déclareroit la guerre à la Hollande; ce qu'on ne peut ſe perſuader, vu que cette puiſſance a trop d'intérêt à menager la république. Quant à nous, nous n'exigeons de la Hollande qu'une parfaite neutralité; rien n'eſt plus raiſonnable. Nous nous attendons à toutes les tracaſſeries que nous fera le Stadhouder, mais nous les lui rendrons avec uſure, s'il perſiſte à vouloir forcer ſes maîtres à ſe déclarer pour l'Angleterre.

Nous allons employer l'hiver à faire des préparatifs pour la campagne prochaine. Le ſiege de Gibraltar eſt commencé, mais jusqu'àpréſent il ne s'eſt paſſé rien d'important; c'eſt pour cette raiſon que je ne vous en ai encore rien dit. Les espagnols ſont entrés au camp de St. Roch, ils ont élevé quelques redoutes; le feu de la place les incommode beaucoup; quelques travailleurs occupés à élever des batteries, furent bleſſés par une grenade-royale. Les aſſiégés augmentent de jour en jour leurs moyens de défenſe & ont l'air fort tranquilles dans leur forteresſe. On a fait courir le bruit que le général Elliot, chargé de défendre cette place, manquoit de vivres & de munitions de guerre, mais cela eſt faux. Il a écrit qu'il avoit tout ce qu'il lui falloit pour ſoutenir le ſiege, & que pourvu qu'il reçut des ſecours pour le mois de Mars prochain, il répondoit de tout. Les anglois ſe propoſent de lui faire paſſer un convoi vers la fin de cette année.

Notre

Notre flotte de Breſt, qui avoit reçu l'ordre d'appareiller depuis le 20 du mois paſſé, n'a encore pu le faire à cauſe des vents contraires qui ſe ſont conſtamment oppoſés à ſa ſortie. M. le comte Duchaffault écrit au miniſtre de la marine, „ que pendant pluſieurs jours „ de ſuite, les vents ſe ſont rangés la „ nuit dans la bande de l'eſt, tems fa„ vorable pour prendre le large; mais „ qu'ils ont toujours repaſſé à l'oueſt „ & au ſud-oueſt avant le lever du ſo„ leil ". Le comte d'Arranda, qui deſiroit de voir notre flotte appareiller, ennuyé d'attendre, a pris le parti de revenir à Paris, où il eſt arrivé hier. On ignore le nombre des vaiſſeaux dont ſera compoſée notre armée navale; le beau vaiſſeau *l'Ardent*, pris ſur les anglois, aiant été viſité, a été trouvé en état de faire la campagne ſans aucune réparation quelconque. Il remplace *l'Actif*, qui, aiant touché lorsqu'il entroit dans le port pour être viſité, ſa quille a été endommagée de manière à avoir beſoin d'une réparation. On ignore abſolument

quand M. le comte Duchaffault pourra ſortir de Breſt; les frégates qui avoient appareillé de ce port le 23 du mois paſſé, ſont rentrées peu de jours après ; leur objet étoit d'aller à la découverte de la flotte ennemie ; la nôtre n'étant pas ſortie, leur ſtation devenoit inutile.

Les vents, mon cher Comte! ſont les meilleurs alliés qu'ayent les anglois. Le chevalier Hardi, après avoir été renforcé de quatre vaiſſeaux de ligne de 74 canons, qui ſe ſont joints à lui à ſon paſſage à Plymouth, a établi ſa croiſiere entre les îles de Scilly & celles d'Oueſſant à l'entrée de la Manche. Il a ſur le champ expédié un cutter vers les côtes de l'Irlande pour prévenir de ſon arrivée le convoi qui devoit ſortir des ports de Corck & de Limerick. D'après le rapport qui nous a été fait par un de nos corſaires, la ſtation que l'amiral Hardi a établie le met à portée non ſeulement de favoriſer l'entrée des convois de ſa nation dans la Manche,

che, mais encore d'obſerver notre flotte de Breſt & de l'empêcher de ſortir.

On nous écrit de Londres, que le vicomte de Stormont, ambaſſadeur près de notre cour avant la rupture, vient d'être nommé à l'une des places de ſecrétaire d'état, & qu'il y aura avant peu de grands changemens dans le miniſtère ainſi que dans la maiſon-du Roi. C'eſt s'y prendre un peu tard, le mal eſt déja fait: ſi George III. avoit renvoyé tous ſes miniſtres en 1776, il auroit pu le prévenir. La cour de Londres cherche, dit-on, des alliés partout, mais elle ne trouve perſonne qui veuille embraſſer ſa cauſe & la ſeconder dans cette guerre; il n'y a que le fidele prince d'Orange qui voudroit bien la ſervir, mais nous nous y oppoſons. Nos eſpions nous mandent de Londres. que la cour a expédié le 29 & le 30 du mois paſſé des couriers à ſes miniſtres à la Haye, Pétersbourg & Vienne, & que les dépêches dont ils ſont porteurs contiennent des propoſitions de paix. Si cela eſt

vrai, je vous affure que nous ſommes très portés à les écouter. Nous deſirons ſincèrement que les puiſſances médiatrices trouvent le moyen d'opérer une pacification entre nous & les anglois ; mais il leur ſera difficile de déterminer George III & ſon tuteur Buth à prononcer le mot *indépendance* en faveur des américains, & nous ne pouvons mettre bas les armes qu'à cette condition.

Voila les états-généraux des provinces-unies qui ſe trouvent dans un cas embaraſſant: Un certain Paul Jones, écoſſois d'origine & capitaine de corſaire au ſervice des américains, s'eſt emparé, après un combat des plus vifs, de deux navires anglois, nommés *le Seraphis*, & *la Comteſſe de Scarborough ;* il eſt entré avec ces deux priſes dans la rade du Texel. L'ambaſſadeur d'Angleterre à la Haye a préſenté un mémoire à Leurs Hautes Puiſſances pour réclamer ces deux vaiſſeaux au nom du Roi ſon maître. L. H. P. après avoir pris lecture

du

du dit mémoire, s'être fait rendre compte de ce qui s'étoit paſſé à ce ſujet par le collège de l'amirauté d'Amſterdam, & pris l'avis des commiſſaires reſpectifs &c. &c. ont délibéré & arrêté qu'il ſeroit répondu à l'ambaſſadeur d'Angleterre:

„ Que Leurs Hautes Puiſſances aiant
„ été informées qu'il étoit entré récem-
„ ment au Texel, trois frégates, ſavoir:
„ deux françoiſes & une ſoi-diſant amé-
„ ricaine commandées par Paul Jones
„ & amenant avec elles deux priſes fai-
„ tes en pleine-mer, nommées *le Séra-*
„ *phis* & *la Comteſſe de Scarborough*, déſi-
„ gnées dans le mémoire de M. l'am-
„ baſſadeur ; Elles ne pouvoient dans
„ cette circonſtance ſe départir de la
„ conduite qu'elles avoient obſervée de-
„ puis plus d'un ſiecle ſans interruption,
„ & que ſe référer à ce qu'elles avoient
„ notifié par de placards ſucceſſifs, ſa-
„ voir: *qu'elles ne prétendoient en aucune fa-*
„ *çon s'arroger le droit de prononcer ſur la*

„ *légalité ou l'illégalité des actions de ceux*
„ *qui ont pris des vaiſſeaux en pleine mer,*
„ *leſquels ne naviguoient point ſous pavillon*
„ *hollandois, & qui les amenent dans les ports*
„ *ou havres de la république; qu'elles ne leur*
„ *ouvroient leurs ports que pour leur donner*
„ *un abri contre les tempêtes & autres dé-*
„ *ſaſtres; & qu'elles leur faiſoient reprendre*
„ *le large avec leurs priſes ſans y toucher,*
„ *les décharger, ni les aliéner; mais dans le*
„ *même état qu'ils étoient entrés avec elles:*
„ Que Leurs Hautes Puiſſances ne ſau-
„ roient donc s'immiscer dans un exa-
„ men pour ſavoir ſi les priſes amenées
„ par les trois frégates ci-deſſus nom-
„ mées appartiennent aux françois ou
„ aux américains, ni ſi elles ſont léga-
„ les ou illégales; & qu'elles doivent
„ laiſſer la connoiſſance de cette affaire
„ à des juges compétens; qu'elles les
„ feroient remettre au plutôt en mer,
„ afin qu'étant ſujettes à la repriſe com-
„ me ſi elles n'étoient jamais entrées
„ dans un port de la république, elles
„ puiſſent être jugées par qui il appar-
„ tiendroit. Que M. l'ambaſſadeur vou-
„ dra bien auſſi reconnoître qu'il n'au-

„ roit

„ roit pas davantage le droit de récla-
„ mer les fusdits vaisseaux, si c'étoit des
„ vaisseaux anglois particuliers ; qu'à-
„ présent ils sont directement des vais-
„ seaux du Roi, & qu'ainsi L. H. P.
„ sont encore moins autorisées à faire
„ juger les fusdites prises par les tri-
„ bunaux de ce pays, non plus que la
„ personne de Paul Jones. Que pour
„ ce qui est des services que l'humani-
„ té prescrit, L. H. P. ont déja fait
„ voir à M. l'ambassadeur combien elles
„ sont portées à exercer cette vertu
„ envers les blessés des susdits vaisseaux,
„ par les ordres formels qui ont été
„ donnés d'en avoir le plus grand soin.
„ Que l'extrait de la présente sera re-
„ mis à M. l'ambassadeur suivant la for-
„ me accoûtumée &c.

„ Qu'au surplus il sera répondu au
„ collège de l'amirauté à Amsterdam,
„ que Leurs Hautes Puissances approu-
„ vent ses procédés, & qu'en confirmant
„ leur placard du 3 Novembre 1756,
„ par lequel il est défendu *de toucher aux*
„ *prises ou à leurs cargaisons, ou de rom-*

„ *pre ces dernières, ce qui feroit qu'elles ſe-*
„ *roient ſouſtraites à la repriſe & qu'on re-*
„ *connoîtroit dans le preneur le droit d'en*
„ *diſpoſer;* & perſiſtant auſſi dans ces dé-
„ fenſes à l'égard des priſes *le Seraphis*
„ & *la Comteſſe de Scarborough;* Elles au-
„ toriſent le dit collège à arranger les
„ choſes de façon que les ſusdites pri-
„ ſes remettent en mer le plutôt poſſi-
„ ble, en lui recommandant de veiller
„ à ce qu'il ne leur ſoit point fourni de
„ munitions de guerre, ni d'autres qu'au-
„ tant quelles en auront beſoin pour te-
„ nir la mer & pour atteindre le pre-
„ mier port étranger, afin de prévenir
„ par là tout ſoupçon de partialité de
„ la part de L. H. P. “.

L'ambaſſadeur d'Angleterre n'a pas été content de cette déciſion; il réclame toujours les deux vaiſſeaux du Roi, & prétend que Paul Jones n'eſt qu'un forban qui n'eſt point muni de lettres de marque; il le repréſente comme un ſujet rébelle, traitre à ſa patrie & criminel d'état. Qui veut trop prouver, ne prouve rien: tous les ſujets de l'Amérique

rique ſont dans le cas de Paul Jones. M. le chevalier Yorck, avec beaucoup d'eſprit, fait ſouvent des ſottiſes, ainſi que ſes commettans à Londres. On ne peut qu'applaudir à la réſolution des états-généraux ; elle eſt conforme au droit-des gens. Qu'en penſez vous, mon cher Comte?

Adieu ; dans ma prochaine je vous donnerai des nouvelles intéreſſantes. Je ſuis &c.

LETTRE XXIV.

VERSAILLES, *le 20 Novembre.*

Du même, au même.

Voila la campagne finie, mon cher Comte ! ſans qu'il en ſoit réſulté de grands avantages pour nous. Nous avons pris quelques isles aux Antilles, le hazard a fait tomber dans nos mains un vaiſſeau de guerre anglois ; ces ſuccès, il faut en convenir, ne compenſent pas les fraix qu'ils nous ont coûtés. Eſt-ce la faute de nos généraux, ou celle de nos miniſtres? Je crois qu'on ne doit

accu-

accuſer que ces derniers. Le comte d'Eſtaing a fait tout ce qu'il a pu ; il auroit fait davantage, s'il n'avoit pas eu des ordres à ſuivre..... Il n'y a juſqu'à préſent que les fourniſſeurs, leurs aſſociés & les intéreſſés (comme on les appele) dans les affaires du Roi, qui ayent gagné à cette guerre. On m'aſſure que les partages qui ſe ſont faits des bénéfices entre tous les aſſociés miniſtériels, leurs premiers-commis, ſous-commis, ſecrétaires, ſous-ſecrétaires, valets de chambre, favoris &c. &c. &c. ont été très conſidérables. Encore deux campagnes, & tous ces meſſieurs de la ſeconde & troiſième claſſe auront une maiſon montée, équipage à Monſieur & à Madame; d'autres préférent d'être ſeigneurs de paroiſſe & d'aller dans une province du royaume jouir tranquillement de leur fortune, à l'abri de toute recherche. Notre directeur des finances s'occupe déja des moyens de fournir les fonds pour la campagne prochaine, toujours ſans mettre des nouvelles impoſitions, mais par la voie des emprunts; payera enſuite qui pourra. Malgré toutes ces

ref-

reſſources, je crains bien que les anglois ne reprennent, la campagne prochaine, la ſupériorité qu'ils avoient ſur nous ; en voici la raiſon : Les bois de conſtruction commencent à nous manquer, nos ennemis nous ont privés de quantité de navires neutres, chargés de bois & autres matériaux pour notre marine dont ils ſe ſont emparé. Nous avons un magaſin conſidérable de bois de conſtruction à Hambourg, dont nous ne pouvons plus faire uſage, par la raiſon qu'une frégate angloiſe eſt en ſtation à l'embouchure de l'Elbe pour les arrêter au paſſage. D'autres frégates & corſaires ont intercepté les approviſionnemens que nous tirions du Nord, & ſurtout les mâtures objet des plus eſſentiels. Cependant nous avons trouvé le moyen de nous en procurer, mais cela coûte énormement ; on eſt obligé de les faire venir par les canaux de Flandres & de la Picardie ; on les fait d'abord partir par Oſtende pour le canal de Dort & l'Escaut ; d'autres vont d'Oſtende par le canal de Bruges à Cambrai, d'où on eſt obligé de les transporter enſuite par terre juſqu'à St.

Quen-

Quentin; c'eſt une diſtance de 14 lieues. Arrivés à ce dernier endroit, on les remet en trains & on les envoye par eau jusqu'à l'île d'Aindret au deſſous de Nantes; on les embarque alors ſur des gabarres qui les transportent à Breſt & à Rochefort. Vous pouvez, d'après cela, mon cher Comte! vous former une idée de ce que ces transports coûtent; encore ſommes-nous bien heureux d'avoir pu nous procurer, à tel prix que ce ſoit, ces mâtures dont nous ne pouvons nous paſſer. Les anglois ont ſur nous l'avantage de pouvoir ſe fournir ſans difficultés de tous les approviſionnemens dont ils ont beſoin pour l'entretien & l'augmentation de leur marine; c'eſt ce qui fait que leurs ports & leurs chantiers ſont toujours en activité. Il n'en eſt pas de même des nôtres; faute de moyens, les travaux ceſſeront l'année prochaine, on ne s'occupera que des radoubs & du carénage. Suivant les avis que nous recevons de Londres, l'Angleterre a en conſtruction dans ſes chantiers, quinze vaiſſeaux de ligne depuis 64 jusqu'à 74 canons. Cette augmentation de forces

nava-

navales, dont une partie ſera prête pour la campagne prochaine, va leur donner ſur nous une ſupériorité qui pourra nous être funeſte, ſi la guerre dure encore quelques années.

Vous vous ſouviendrez que je vous ai dit dans une de mes dernières que nous avions mal débuté dans cette guerre, & qu'au lieu d'envoyer le comte d'Eſtaing en Amérique, il auroit fallu le faire paſſer aux Antilles. Voici ce que j'ai appris à ce ſujet par un officier de mérite qui a ſervi avec diſtinction, lors de la guerre de ſept ans, dans l'Inde & aux îles-ſous le vent. Je le trouvai dans une maiſon, nous parlames de guerre & du comte d'Eſtaing, il me dit: „J'ai préſenté au commencement de l'année 1778 „ un mémoire au miniſtre de la marine, „ dans lequel je lui donnois les moyens, s'il ſurvenoit une rupture entre „ la France & l'Angleterre, de terminer „ la guerre dans une campagne. Il parut d'abord accueillir ma propoſition, „ & me donna pluſieurs audiences ſecré-

„ crétes. Voici quel étoit mon projet;
„ je diſois dans mon mémoire que la
„ France ne devoit point commencer la
„ guerre par fournir des ſecours aux
„ américains; qu'elle devoit les laiſſer ſe
„ battre contre les anglois, mais com-
„ mencer les hoſtilités aux Antilles, at-
„ taquer la Jamaïque qui étoit ſans dé-
„ fenſe, & s'emparer en peu de tems de
„ toutes les îles appartenant aux an-
„ glois. Le comte d'Eſtaing devoit com-
„ mander en chef cétte expédition, &
„ je demandois à ſervir ſous ſes ordres.
„ Le miniſtre me parut perſuadé de la
„ bonté de mon projet, il me défen-
„ fendit de m'en ouvrir à perſonne, qu'il
„ en rendroit compte au Roi & qu'il me
„ feroit ſavoir ce qui auroit été décidé.
„ Peu dejours après cette premiere con-
„ férence, il m'écrivit de paſſer chez lui.
„ Je m'y rendis. *J'ai rendu compte*, me
„ dit-il, *au Roi de votre projet, & S.M. en*
„ *a paru contente. Continuez à garder le ſi-*
„ *lence, car vous ſentez de quelle importance*
„ *il eſt que les anglois ne vous pénétrent pas.*
„ *Faites toutes vos diſpoſitions pour pouvoir*
„ *partir ſur l'eſcadre de M. le comte d'Eſtaing,*

qui

„ *qui ne recevra ſes inſtructions que lorsqu'il*
„ *aura mis à la voile. Venez me voir quel-*
„ *quefois.* Ceci ſe paſſa vers la fin de
„ Février. Je reſtai tranquille; je ſus
„ qu'on armoit une eſcadre que le com-
„ te d'Eſtaing devoit commander, je
„ crus de bonne-foi que c'étoit pour
„ l'expédition que j'avois propoſée; ce-
„ pendant l'on diſoit dans le public &
„ dans les bureaux de Verſailles que
„ cette eſcadre étoit deſtinée à ſecourir
„ les américains. J'en parlai à Mr. de
„ Sartine, qui me dit: *N'en croyez rien,*
„ *c'eſt pour mettre votre projet à exécution.*
„ Je fus amuſé de la ſorte juſqu'au 18
„ avril qu'un courier envoyé de Breſt
„ apporta la nouvelle du départ du com-
„ te d'Eſtaing. Je fus chez le miniſtre,
„ qui me reçut froidement & me dit:
„ *Votre projet a été trouvé impraticable; le*
„ *Roi vous ſait gré de votre zele, & il le*
„ *récompenſera à la premiere occaſion.* Con-
„ fondu de cette réponſe, je quittai le
„ miniſtre ſans dire mot. J'ai appris
„ depuis que j'avois contre moi les pre-
„ miers-commis des bureaux, qui avoient

„ fait des ſpéculations mercantiles, &
„ avoient chargé pour des millions de
„ marchandiſes ſur la flotte du comte
„ d'Eſtaing. Ce général fut obligé de
„ fermer les yeux ſur ce qui ſe paſſoit,
„ car il auroit couru le risque de per-
„ dre le commandement de la flotte,
„ s'il avoit oſé faire la moindre repré-
„ ſentation. „

Que penſez-vous, mon cher Comte! de la conduite de notre miniſtre de la marine? Il eſt prouvé maintenant par les rapports mêmes de ceux qui ont ſervi aux îles-ſous le vent, que l'invaſion propoſée de la plus grande partie des poſſeſſions angloiſes aux Antilles, auroit eu des ſuccès d'autant plus rapides, qu'elles étoient dégarnies de forces de terre & de mer, & qu'une pareille diverſion auroit obligé les anglois à faire la paix & à reconnoitre l'indépendance de l'Amérique. C'eſt tout ce que nous voulions, mais peut-on attendre de grandes choſes d'un miniſtre ſans expérience ? Un comte de Maurepas,

lorsqu'il

lorsqu'il avoit le département de la marine, un M. de Machaut auroient d'abord calculé le dommage que la priſe des îles-ſous le vent pouvoit cauſer au commerce de la Grande-Brétagne & à ſes moyens de réſiſtance. Mais ici on ne ſait rien de tout cela; les premiers-commis, ſur leſquels roule tout le travail de détail, ſont d'une ignorance incroyable; on ne devroit employer que des gens qui auroient ſervi dans les colonies & dans les ports, mais on ne ſe ſert que de protégés des princes ou autres gens de la cour, & tout va comme il peut.

Au reſte ſi nous faiſons des ſottiſes, nos ennemis en font bien autant de leur côté. Croyez-vous que nos poſſeſſions aux îles-ſous le vent ayent été dans un meilleur état que celles des anglois? Non: ſi l'amiral Byron, au lieu d'aller à la pourſuite du comte d'Eſtaing, avoit tombé avec toute ſon eſcadre ſur St. Domingue & la Martinique, il auroit pu s'en emparer ſans coup férir; nous étions

hors d'état de l'en empêcher, de l'aveu même de ceux de nos officiers qui ſe trouvoient alors dans ces parages. On peut juger par le ſuccès qu'a eu le comte d'Eſtaing dans cette campagne, de ceux qu'il auroit remportés l'année derniere, s'il avoit débuté par attaquer nos rivaux aux Antilles, & que le projet dont je vous ai parlé plus haut eut eu ſon exécution.

Nous avons commencé la guerre contre l'Angleterre par l'offenſive; je crains bien que nous ne la finiſſions par la défenſive, & vous verrez, la campagne prochaine, toutes les mers couvertes des vaiſſeaux de la Grande-Brétagne. Nous avons eu ici pendant quelques années un amiral Anglois, Sir Rodney, qui en peu de tems diſſipa une fortune conſidérable qu'il avoit amaſſée. On le dit officier de mérite; il étoit particuliérement lié avec le maréchal de Biron. Lors de la rupture avec la cour de Londres, on voulut l'attacher à notre ſervice, on lui fit des propoſitions très avanta-

geuſes,

geuſes, qu'il refuſa; ce qui lui fit le plus grand honneur. Il repaſſa dans ſa patrie, où il eſt reſté juſqu'à ce moment ſans emploi, & manquant même du premier neceſſaire. On apprend qu'il vient d'être nommé au commandement d'une eſcadre & qu'il a reçu, le 27 du mois paſſé, ſes dernieres inſtructions du bureau de l'amirauté. Il s'eſt rendu auſſitôt à Portsmouth pour y faire ſes préparatifs de départ. On ignore encore quel peut être l'objet de ſa miſſion; les uns diſent qu'il va renforcer l'eſcadre des Indes-Orientales; d'autres, qu'il doit porter des ſecours à Gibraltar. Cette derniere verſion paroit la plus vraiſemblable, vu que cet amiral prend avec lui une quantité de munitions de guerre de toute eſpece, qui ne ſont que pour la défenſe d'une forteresſe & non pour une armée navale. Il paroit, d'après la promptitude qu'on met à cet armement, que l'on craint quelqu'entrepriſe de la part des eſpagnols: en effet, les lettres de Madrid & de Cadix mandent que les batteries du camp de St.

Roch ont été démaſquées le lendemain de la Touſſaint, & qu'elles ont commencé leur feu. Les aſſiégeans n'y répondent encore que foiblement. Ce n'eſt pas encore le moment de ſe défendre, à ce que dit le général anglois à qui la garde de cette fortereſſe eſt confiée.

Nos fermiers-généraux ſont dans la plus grande inquiétude; l'époque du rénouvellement du bail des fermes eſt paſſée; ils ne ſavent encore à quelles conditions il ſera renouvelé. Ce qui les étonne, c'eſt que tous les payemens continuent de ſe faire avec la plus grande exactitude, & que les ordonnances ſur le tréſor-royal, qui depuis longtems éprouvoient des delais, ſont aquitées à leur échéance ſans le moindre retard. Le directeur, dont la politique eſt de ſe conſerver l'amitié du peuple, a préſenté un plan au Roi pour la translation du grand & du petit châtelet ſur le vaſte emplacement des grands-cordeliers, qui iront occuper le couvent vacant des céleſtins

leſtins ſupprimés. Ces antiques bâtimens des deux châtelets ſeront démolis, ce qui contribuera beaucoup à l'embéliſſement de la capitale. La vente de ces terreins ſervira à payer les nouveaux édifices qu'on fera conſtruire, mais elle ne ſuffira pas pour toutes les dépenſes à faire. Le bien qui réſultera de ce projet, c'eſt que les malheureux priſonniers, qui périſſoient dans ces aſyles affreux où l'on mettoit indifféremment le coupable & l'innocent, ſeront mieux abrités & mieux ſoignés; & que les gens détenus pour dettes ne ſeront pas confondus avec les voleurs & les aſſaſſins. C'eſt une honte que dans un pays policé comme le nôtre, l'adminiſtration pouſſe auſſi loin la négligence à cet égard. N'eſt-il pas auſſi affreux que ces parlemens qui ſe diſent les peres du peuple, en ſoient réellement les bourreaux; car c'eſt ſous le ſanctuaire même de la juſtice que des centaines de victimes gémiſſent ſous le poids des fers dont ils ſont chargés, aiant à peine de quoi ſoulager leur faim & étancher leur

ſoif. Si je vous faiſois le tableau de ces priſons & cachots, vous frémiriez d'horreur ; vous ne pourriez croire qu'il exiſte de pareils déſordres au milieu d'une nation policée qui inonde l'europe de ſes ouvrages ſur l'humanité & qui fonde à chaque inſtant des prix pour les actes de bienfaiſance, tandis qu'elle paſſe tous les jours ſous ces voutes horribles, d'où elle entend les cris des malheureux qui invoquent le ciel & le prient de terminer leur miſere.....

Il faut vous rendre juſtice, Meſſieurs les allemands ! j'ai parcouru votre pays d'un bout à l'autre & je n'ai rien vu de ſemblable à ce qui ſe paſſe chez nous à l'égard des criminels & des priſonniers pour dettes. Vous obſervez mieux que nous les devoirs ſacrés de l'humanité, & vos juges ne diſpoſent pas de la vie d'un citoyen auſſi arbitrairement que les nôtres. Les loix chez vous ſont toujours en faveur de l'accuſé, il faut avoir commis de grands crimes pour être condamné au dernier ſupplice. Chez nous,

ſouvent

ſouvent le plus léger ſoupçon ſuffit. Auſſi combien de victimes innocentes ſont immolées! ..... N'eſt-il pas humiliant pour nous que ce ſoit un étranger qui ait déterminé le monarque à détruire ces priſons affreuſes, & à traiter ſes ſujets avec plus d'humanité.

Adieu, mon cher comte! Quel bonheur eſt le vôtre d'avoir un Roi qui voit tout par ſes yeux. Si le nôtre en faiſoit de même, les françois ſeroient le peuple le plus heureux de la terre, & ils le nommeroient *Louis XVI. le Bon.*

LETTRE XXV.

De Berlin, *le 6 Novembre.*

Du Comte de.... à M. de...

Le Roi, qui de tout tems a plaiſanté ſur les titulatures allemandes, & qui s'eſt toujours amuſé de cette nomenclature de titres qu'on donne à ceux qui ſont en place, ſoit en leur parlant, ſoit en leur écrivant, & qui ſouvent ne leur

ſont pas dus; vient d'envoyer à la chancellerie & aux autres départemens, l'ordre de ne plus mettre à la tête des édits & des ordonnances ou autres actes quelconques, que *Frédéric par la grace de Dieu* (il auroit dû ajouter, *& de ſon épée*) *Roi de Pruſſe* &c. &c. il a même voulu qu'on retranchât *Electeur de Brandenbourg & archi-chambellan du St. Empire Romain.* " A ,, quoi bon, dit ce monarque, faire pré- ,, céder mes ordres de deux ou trois ,, pages de titres inutiles qu'on ne lit ,, point. C'eſt la vanité & l'orgueil qui ,, ont imaginé de prendre le nom de ,, principautés, de duchés, de comtés, ,, qui depuis des ſiecles ont paſſé dans ,, d'autres maiſons. Nous avons cinq à ,, ſix princes d'Orange, pluſieurs ducs ,, & ducheſſes de Bourgogne, deux ,, Rois de France &c. &c. Les Grecs ,, & les Romains ſe contentoient de leur ,, noms-propres & n'eurent jamais la ,, ſotte vanité d'y ajouter un pompeux ,, adjectif. Solon, Licurgue, Périclès ,, ont honoré ceux qu'ils portoient; Fa- ,, bius & Pompée ne ſe ſont jamais fait

,, titrer.

„ titrer d'*Excellences*. Autrefois les Rois
„ n'avoient que le titre d'*Alteſſe* ; Louis
„ XI eſt, je crois, le premier Roi de
„ France à qui on ait donné celui de
„ *Majeſté*. Dans quelques ſiecles d'ici,
„ tous les peuples de l'europe ſeront
„ gentilhommes. Depuis qu'on a éta-
„ bli à Vienne une fabrique de Princes,
„ Comtes & Barons d'Empire, notre
„ Allemagne fourmille de *Durchlauchtig-*
„ *ſten Furſten-Hernn*, de *Hochgebohrnen*
„ *Grafen-Hernn*, & de *Freyhernn*. Le Roi
„ de France de ſon côté fait des com-
„ tes & des marquis, & ſa fabrique lui
„ rend pour le moins autant que celle
„ de S. M. I. Je trouve que l'auguſte
„ Céſar dont j'ai l'honneur d'être l'ar-
„ chi-chambellan, & mon très honoré
„ frère le Roi de France font bien de
„ mettre à contribution la vanité de ceux
„ qui ſont aſſez ſots pour rougir de leur
„ roture, & qui de riches particuliers
„ qu'ils étoient deviennent de pauvres
„ gentilhommes. Pour moi, je ne fais
„ cas des titres que lorſqu'ils ſont la
„ récompenſe des ſervices rendus à la

patrie,

„ patrie, ou qu'ils ont été transmis par les
„ ancêtres. Je veux encore que celui
„ qui porte un nom illuſtre l'honore,
„ mais je ne peux ſouffrir

„ *Qu'un fat dont la molleſſe*
„*N'a rien pour s'appuyer qu'une antique nobleſſe,*
„*Se pare inſolemment du mérite d'autrui*
„*Et me vante un honneur qui ne vient pas de lui.*
(Satyres de Boileau.)

Je crois, Monſieur! que vous ſerez de l'avis de notre monarque. Je vous ai écrit que S. M. étoit prévenue contre le général de Bréchainville, qui avoit été nommé miniſtre de Leurs Majeſtés Impériales ici; je vous ai auſſi parlé de l'ordre qui avoit été envoyé à tous les départemens. Il paroit que le Roi a fait agir près de l'Impératrice & du prince de Kaunitz, car j'apprens dans ce moment que le général de Bréchainville s'eſt démis de ce poſte qui a été donné au Baron de Rewski, qui réſidoit à Varſovie en qualité de miniſtre impérial. Notre monarque paroit content de la déférence que la cour de Vienne à montrée en-

vers

vers lui dans cette occaſion. Il eſt plus important qu'on ne croit de faire choix de miniſtres qui ſoient agréables aux ſouverains près deſquels on les envoye. Ces négociateurs déterminent ſouvent la paix ou la guerre; il dépend d'eux ſeuls de faire régner la bonne-intelligence entre leurs maîtres, & plus d'une fois elle a été troublée par le génie inquiet, turbulent ou intrigant de certains négociateurs.

Vous ſavez que notre monarque eſt un des ſouverains de l'Europe qui s'intéreſſe le plus au progrès des lettres, & qu'il a fait différens établiſſemens pour l'éducation de la jeuneſſe. Comme on eſt obligé de lui rendre compte des études qu'elle fait, il n'a pas vu avec plaiſir que les éleves montraſſent du dégoût & même du mépris pour la lecture des anciens, & qu'ils préféraſſent les écrits philoſophiques de notre ſiecle, au lieu de recourir aux ſources, ce qui ne pourroit que les ramener à l'ignorance de nos ayeux. Le Roi convaincu de

cette

cette vérité & ſachant apprécier lui-même le mérite des auteurs de l'antiquité, vient d'adreſſer à M. de Zedlitz, miniſtre d'état & curateur ſuprême de toutes les univerſités & écoles dans les états pruſſiens, un reſcript du cabinet par lequel S. M. recommande expreſſément de prendre des meſures pour augmenter la culture des connoiſſances ſolides, ſurtout de la littérature greque & romaine; deſirant entre autres, qu à l'effet de faire connoître davantage la manière & le ſtyle des anciens, & de contribuer en même tems aux progrès de la littérature allemande, il ſe faſſe des traductions des meilleurs auteurs claſſiques, dont le Roi déſigne lui-même les écrits les plus dignes d'être transmis dans notre langue. Vous voyez, Monſieur! que notre monarque entre dans les plus petits détails, & que ſa vigilance bienfaiſante ſe porte ſur toutes les parties de l'adminiſtration. Il eſt d'opinion que le bonheur des hommes dépend de l'éducation qu'ils reçoivent dans leur jeuneſſe, & je crois qu'il a raiſon. Il dés

aprou-

aprouve que cet objet ſi important ſoit confié, dans les trois quarts de l'europe, à des prêtres, peu faits pour former des guerriers, des gens-de loi ou des hommes-d'état. Leurs fonctions, ſelon lui, doivent ſe borner à l'enſeignement des principes de la religion, & rien de plus. Il n'y a que ceux qui ſe deſtinent à l'état eccléſiaſtique qui doivent être inſtruits par les miniſtres du St. Evangile. C'eſt au bon ordre établi par le Roi que nous devons la tranquilité dont nous jouiſſons: point de querelles théologiques ni de nouveaux dogmes, comme chez vous; nous avons eu, il eſt vrai, quelques fanatiques qui ont eſſayé de faire adopter des opinions nouvelles, mais le *Recteur* Frédéric n'a jamais ſouffert qu'on changeât rien au fond de la doctrine adoptée. Chacun ici peut penſer ce qu'il veut, mais il eſt défendu de jouer l'apôtre. Il n'y a que le Roi qui ſe permette quelquefois de le faire vis-à vis de ſes officiers-généraux, qui ſont meilleurs tacticiens que théologiens. Il ſe plait à contrarier ceux qui ſont de zelés diſci-

ples

ples de Luther ou de Calvin. Le général Ziethen eſt très orthodoxe; S. M. le plaiſante ſouvent à ce ſujet; on ſe brouille, & le bon général gémit ſur le ſort qui attend ſon maître dans l'autre monde. Je voudrois que ce monarque permît qu'un de ſes ſecrétaires fût chargé d'écrire tout ce qui ſe dit à ces diners. Les converſations ſont on ne peut pas plus intéreſſantes, & pleines des ſaillies les plus heureuſes, lorſque Frédéric eſt de bonne-humeur. On lui reproche d'être quelquefois trop cauſtique, mais il n'eſt guère poſſible d'avoir autant d'eſprit ſans être un peu méchant. Le ſeul reproche qu'on pourroit lui faire, c'eſt de ne pas aimer la ripoſte. Il n'y a que Voltaire, le marquis d'Argens & Mitchel, miniſtre d'Angleterre, de qui il l'ait ſoufferte quelquefois.

S. M. prend plaiſir actuellement à inventer des nouvelles, qu'elle lit à table & qu'elle donne pour certaines. Vous concevez qu'on y ajoûte la plus grande foi, & cela la divertit beaucoup.

Il lut, il y a quelques jours, une prétendue lettre qu'on lui écrivoit, & dont voici quelques paragraphes :

.... *Le Lord Buth, premier-miniſtre* in partibus *de S. M. Britannique, voyant l'impoſſibilité de ſoumettre les colonies rébelles, a réſolu d'envoyer en Amérique un meſſager d'état qui ſera porteur de lettres-de cachet pour tous les membres du congrès, avec ordre de ſe rendre à Londres pour y recèvoir les ordres de George III. On eſt très fâché de n'avoir pas penſé à cela plutôt; on eut peut-être empêché par ce moyen la guerre qui ſe fait actuellement....*

.... *Les miniſtres de l'Impératrice de Ruſſie ſont très fâchés de la paix que le comte de Vergennes a fait faire avec les Turcs; cela dérange les finances de cet empire qui avoit impoſé Achmet IV pour un ſubſide de vingt-cinq-millions de piaſtres, deſtinées à l'embelliſſement de Pétersbourg, au menus-plaiſirs de Cathérine & à l'entretien des maitreſſes de Potemkin.*

.... *Le Roi de France a écrit au Pape pour lui demander la permiſſion de nommer M. Necker général en chef de tous les ordres réligieux du royaume, ſavoir : des Bénédictins, des Bernardins, des Dominicains, des Jacobins, des Génovéfins, des Auguſtins & des Franciſcains. Le directeur des finances promet d'acquiter toutes les dettes de l'état dans vingt ans, ſi le St. Père conſent à lui accorder le généralat ſur tous les moines, & qu'il lui permette de retrancher le ſuperflu de tous les archévêques, évêques & abbés commandataires. Le Pape a aſſemblé ſon ſacré-collège pour le conſulter; mais, attendu que M Necker eſt un hérétique, on ne croit pas que la réponſe de la cour de Rome ſoit favorable.*

.... *Tout Paris a été un inſtant en allarme par l'arrivée d'un courier de Breſt qui avoit apporté la nouvelle que l'amiral Hardi avoit paſſé fierement devant la flotte combinée qui n'avoit pas fait ſemblant de le voir; qu'il cotoyoit la Normandie, & qu'il comptoit de ſe rendre de Rouen à Paris par la Seine. Les militaires du palais-royal faiſoient déja des préparatifs de défenſe; on établiſſoit pluſieurs batteries*

batteries à la machine de Marli ; le château de Bellevue, théâtre des plaiſirs de Louis XV, étoit changé en une fortereſſe, & l'on tendoit les filets de St. Cloud pour recueillir les vaiſſeaux de guerre anglois à fur & à meſure qu'on les auroit coulés bas. Le gouvernement a raſſuré les eſprits en faiſant annoncer dans tous les caffés de Paris, que l'amiral anglois croiſoit à la hauteur d'Oueſſant & qu'il s'impatientoit de ne nous pas voir arriver avec nos alliés.

Vous concevez, Monſieur! le ridicule de pareilles nouvelles. Le Roi les explique en allemand à nos généraux, qui en général ſavent peu le françois. Ces nouvelles volent de bouche en bouche, & on affirme qu'elles ſont vraies parcequ'on les tient du monarque.

On parle de changemens dans nos cours de juſtice ; le code *Frédéric* eſt un peu négligé. Il eſt parvenu au Roi des plaintes de pluſieurs provinces contre les régences ; ſi elles ſont fondées, je crains pour les coupables.

Il circule ici copie d'une lettre écrite par un miniſtre du cabinet de St. James, où il s'exprime ainſi : *C'eſt avec le regret le plus vif que S. M. Britannique ſe voit obligée de refuſer la médiation des puiſſances qui ont voulu rétablir la paix. La dignité de ſa couronne & l'honneur de la nation angloiſe ne lui permettent pas de ſouſcrire à l'indépendance de ſujets rébelles, ni de ſe prêter à aucune démarche qui pourroit compromettre la majeſté du trône & rendre l'Angleterre mépriſable aux yeux de l'europe entière.*

Comme la perfidie de la France s'eſt manifeſtée d'une manière à ne laiſſer aucun doute que c'eſt elle qui a ſoulevé les colonies, la réparation que nous exigeons doit être proportionnée à l'offenſe reçue. Il n'y a pas un anglois qui ne ſoit prêt à verſer juſqu'à la dernière goûte de ſon ſang, plutôt que de ſouscrire au déshonneur de recevoir des loix d'une puiſſance comme la France. Juſqu'àpréſent nous avons réſiſté aux efforts réunis de la maiſon de Bourbon; nos conquêtes dans l'Inde, les priſes que nous avons déja faites ſur nos ennemis en vaiſſeaux marchands, nous mettent

dans

dans le cas de ſoutenir la guerre. Les fonds ſont déja faits pour la campagne prochaine ; d'après cela, vous concevez qu'on n'entendra ici à aucune propoſition des puiſſances médiatrices, avant que les colonies ne ſoient rentrées dans le devoir, que la France n'ait retiré de l'Amérique toutes les troupes qu'elle y a fait paſſer, ainſi que tous ſes vaiſſeaux de guerre, enfin qu'il n'ait été ſtipulé une indemnité pour les fraix qu'il nous en a déja coûté. C'eſt ſous ces conditions ſeules que nous ferons la paix ; toutes autres qui ſeroient faites par le cabinet de Verſailles, ſeront rejettées avec indignation. Nous ſommes aſſurés que nos ennemis manquent de moyens, & qu'ils ſeront obligés d'en venir à des opérations forcées pour ſubvenir aux dépenſes de la campagne prochaine. Il ont cru qu'en uſant de toutes leurs reſſources, il pourroient nous enlever l'empire des mers ; mais ils ſe ſont trompés.

Nous pouvons compter ſur le Stadhouder & ſur l'ordre équeſtre, mais peu ſur la province de Hollande, qui eſt toute dévouée à la France.

Nous n'avons rien à craindre de la flotte rentrée à Breſt ; elle n'en reſortira pas de cet hi-

hiver. Nous aurons au printems prochain vingt-cinq vaiſſeaux de ligne de plus en mer.

Je vous avoue, Monſieur! que je ne ſuis pas de l'avis de ce miniſtre anglois; & malgré ce qu'il dit, il n'y a pas lieu de douter que George III ne ſoit obligé de reconnoitre l'indépendance des américains.

Adieu; je ſuis toujours &c.

LETTRE XXVI.

VERSAILLES, *le 10 Décembre.*

De Mr. de.... au Comte de....

Tandis, mon cher Comte! que nous nous battons en Amérique pour diminuer la puiſſance de nos ennemis, nous préparons d'un autre côté une révolution qui leur ſera plus funeſte encore: Il s'éleve dans l'Inde contre eux & par nos ſoins une nouvelle puiſſance qui tôt ou tard les chaſſera de ces contrées, où ils exercent un deſpotiſme qui les fait déteſter de tous les habitans. Ce beau

pays

pays n'offre plus rien de ce qu'il étoit avant que les européens ne vinſſent s'y établir. J'ai eu une longue conférence à ce ſujet avec un officier arrivé depuis peu de l'Inde. Voici ce qu'il m'a dit:

On ne doit pas s'en rapporter aux rélations qui nous viennent de ce pays de la part des anglois ou des françois. Ce qu'ils diſent ſur ſon état floriſſant eſt faux ; ils ont ruiné l'agriculture, le commerce & détruit la population. Leurs compagnies des Indes ont exercé tour-à tour un pouvoir tyrannique qui les a rendu odieuſes; la conduite qu'ils ont tenue a été plus atroce encore que celle des eſpagnols dans le nouveau-monde. Autrefois les rives du Gange étoient regardées comme le grand marché de l'orient; les peuples de l'Indoſtan apportoient toutes leurs denrées & leurs marchandiſes au Bengale ; c'étoit, pour ainſi dire, le rendez-vous général de tous les peuples de l'univers. Nos querelles avec les anglois & les guerres continuelles dont ces contrées ont été le théâtre, en ont fait un pays preſque déſert. La politique européenne n'a ceſſé d'entretenir la diviſion parmi les Nababs & autres princes indiens, qui, après s'être é-

puiſés les uns les autres, ſe ſont donné des maîtres dans ces étrangers dont ils devoient ſe défier. Enfin cette vaſte partie de l'Aſie qui gémiſſoit depuis plus d'un ſiecle ſous le pouvoir tyrannique, eſt à la veille de changer de face & peut-être de recouvrer ſa premiere ſplendeur. Depuis la paix de 1763, un ſoldat heureux & ferme dans ſes projets s'occupe des moyens de rendre la liberté à ſa patrie: Je veux parler de Hyder-Ali-Kan. Cet homme extraordinaire offre par ſa conduite une reſſemblance frappante avec le Roi de Pruſſe. Cela n'eſt pas étonnant; c'eſt le ſeul monarque de l'europe qu'il ait trouvé digne d'être imité, & il l'a pris pour ſon modele. On m'a aſſuré qu'il avoit eu dans ſon armée un bas-officier pruſſien qui avoit fait toutes les campagnes de la guerre de ſucceſſion ſous ce monarque, & qui devint ſon favori. Cet homme qui ne manquoit ni d'eſprit ni d'intelligence entretenoit ſans ceſſe Hyder-Ali de ſon ancien maître, qu'il lui repreſentoit comme le plus grand guerrier & le plus grand politique de l'Europe. Il lui racontoit les victoires qu'il avoit remportées à la tête de ſes armées, il lui faiſoit le tableau de ſa vie privée,

vée, de ce qu'il fit en montant sur le trône, comment il régla l'administration intérieure de son pays, ses finances; sur quel pied il mit son militaire. Hyder-Ali écoutoit tout avec la plus grande attention, & c'est d'après ce que lui disoit son favori qu'il forma son plan. Hyder ne doit son élevation qu'à lui-même & à ses talens pour la guerre; il parvint par son mérite personnel au grade de général & de premier ministre du Rajah de Mysore, qui étoit un prince foible & peu fait pour gouverner. Son ambition n'étant point satisfaite, il forma le projet de détrôner son souverain, & après avoir pris toutes ses mesures, il profita d'une circonstance favorable, s'empara de la personne du Rajah & de toute sa famille & les fit enfermer. Après s'être rendu paisible possesseur du trône qu'il avoit usurpé, il conçut l'idée de régénérer sa nation & de former une puissance nouvelle qui pût rendre un jour l'Inde indépendante des européens. Il commença par réformer les abus de toute espece qui existoient; il changea entièrement le système militaire, il fit des alliances avec quelques-uns des princes ses voisins. Il attira par ses largesses & ses promesses un grand nombre

d'européens dans ſon ſervice; il eut l'air de préférer notre nation à toutes les autres, mais je crois que ce n'étoit qu'une politique de ſa part. Il accoûtuma toutes ſes troupes à une diſcipline ſévere. Lorſqu'il ſe fût aſſuré d'une armée ſur laquelle il pouvoit compter, il commença par attaquer quelques Rajahs & autres petits princes dont les poſſeſſions étoient à ſa convenance. Après s'être arrondi comme il le vouloit, il porta ſes vues plus loin; le ſuccès couronna toutes ſes entrepriſes, de manière que du petit état de Myſore, il en fit un empire de 140 lieues de longueur du nord au ſud, & de 100 lieues en largueur de l'eſt à l'oueſt. Il falloit tous les talens d'Hyder-Ali & ſurtout une perſéverance & une fermeté inébranlables pour faire réuſſir d'auſſi vaſtes projets. On ne peut ſe former une idée des difficultés qu'il eut à vaincre; il échappa à pluſieurs conjurations qui s'étoient formées contre ſa perſonne. Il fut ſouvent malheureux dans ſes expéditions, mais ſon courage fut toujours au deſſus des revers qu'il éprouva. Les anglois qui le craignoient & qui le jugeoient bien, furent les ennemis le plus redoutables qu'il eut à combattre, & qu'il ne put jamais vaincre.

Auſſi

Auſſi grand dans ſes défaites que dans ſes victoires, lorſqu'on le croyoit ſans nulles reſſources, on le voyoit reparoître à la tête d'une nouvelle armée, plus nombreuſe encore que celle qui avoit été battue. Auſſi les Indiens le comparoient-ils au Phénix qui renait de ſes cendres.

Il fit, en 1768, une eſpece de paix avec les anglois, & profita de la tranquillité que lui donnoit cette ſuſpenſion d'armes pour s'occuper des moyens de perfectionner l'adminiſtration intérieure de ſon pays. Son premier ſoin fut de rétablir l'agriculture qu'il regardoit comme le premier des arts & le plus utile; il porta auſſi ſon attention vers le commerce & les manufactures, qu'il chercha à faire fleurir par toutes ſortes d'encouragemens. L'on vit bientôt renaître cette activité & cette induſtrie perdues depuis ſi longtems, & l'opulence ſuccéda à cette pauvreté qui régnoit partout. La perception des impoſitions avoit été juſqu'alors très négligée; les traitans indiens, ſemblables à ceux de notre europe, commettoient des exactions de toute eſpece; il ne verſoient dans le tréſor du fiſc que ce qu'ils vouloient. Ils ſe

per-

permettoient les plus grandes vexations dans la levée des droits. Hyder-Ali arrêta le désordre & les friponneries de ces publicains. Il prononça la peine du fouet & même de mort contre ceux qui seroient convaincus de malversations. Comme on le connoissoit & qu'on savoit qu'il tiendroit parole, tout rentra bientôt dans l'ordre; les impositions perçues avec fidélité assurèrent à Hyder-Ali un revenu de 120 millions de nos livres, qui le mit en état de jouer un rôle & d'entretenir sur pied une armée de 300 mille hommes.

Lorsqu'il eut reglé l'état de dépense pour sa maison, pour son état militaire & pour les affaires secretes, il fit travailler à une espece de cadastre qui avoit pour objet de donner une connoissance précise du produit net de chaque district: ce qui lui revenoit pour lui, & ce qui restoit aux propriètaires, tous fraix prélevés. Il voulut aussi savoir la quantité de mousselines, d'étoffes de soye & autres qui se fabriquoient dans les manufactures, & avoir un état exact de toutes les marchandises qui sortoient de son pays. Il récompensoit l'activité & l'intelligence des manufacturiers ou des négocians qui avoient le mieux travaillé ou qui avoient

fait

fait le plus d'expéditions. C'eſt en excitant ainſi l'émulation de ſes ſujets, qu'il fait fleurir le commerce dans ſes états.

Dans ſes momens de loiſir, il donne audience à tous ceux qui ſe préſentent; il eſt inſtruit avec la plus grande exactitude de tout ce qui ſe paſſe dans ſon pays, & au dehors il a des eſpions qui lui font paſſer des avis des endroits les plus éloignés. Il récompenſe généreuſement ceux qui l'inſtruiſent bien; il a toujours près de lui un grand nombre de ſecrétaires qui lui liſent les rapports qui arrivent des différentes provinces, ainſi que les lettres d'affaires qu'on lui écrit. Les réponſes qu'il y fait faire ſont laconiques; jamais il ne remet au lendemain ce qui peut ſe faire dans le jour. Il dit que le premier devoir d'un ſouverain, eſt de rendre la juſtice à ſes ſujets & de s'occuper ſans ceſſe de leur bonheur. Lorſqu'il ſort de ſon palais, tous ceux qui ont à lui parler peuvent l'approcher; il connoit tous les européens qui ſont dans ſon armée; il examine lui-méme ceux qui veulent entrer à ſon ſervice. Les officiers de mérite, ſoit de ſa nation, ſoit étrangers, reçoivent de lui les diſtinctions les plus flatteu-

ſes

ſes ; ſon militaire eſt payé généreuſement, & il récompenſe une belle action par des largeſſes & de l'avancement. Il permet aux intendans & aux fourniſſeurs de ſes armées de gagner de groſſes ſommes dans les entrepriſes qu'ils font ; mais ils ſont aſſujettis à lui payer des contributions ſi énormes, que les bénéfices qu'ils font rentrent toujours dans ſes coffres. Hyder-Ali poſſede au ſuprême dégré l'art de traiter les plus grandes affaires & d'entrer en même tems dans les plus petits détails ; rien n'échappe à ſon œil vigilant. Il connoit toutes les ruſes qu'employent les traitans ou leurs ſous-ordres pour le tromper ; la plus légere infidélité eſt punie avec la plus grande ſévérité. La faveur & l'intrigue ne peuvent rien près de lui ; ſes plus intimes confidens n'oſent ſe permettre la moindre recommandation. Il leur répond : „ Celui pour lequel vous vous intéreſ-„ ſez doit mériter à mes yeux & non aux „ vôtres la grace ou l'emploi qu'il ſollicite. „ Si je l'en avois cru digne, il l'auroit déja „ obtenue ſans votre interceſſion “.

Hyder-Ali déteſte les anglois ; il a formé, depuis qu'il s'eſt emparé de l'état de Myſore,

le

le projet de les chaſſer de l'Inde. S'il meurt avant de pouvoir le mettre à exécution, ſon fils Tippo-Sultan, à qui il a inſpiré la même haine contre nos rivaux, marchera ſur ſes traces & accomplira ſes deſſeins. Il en aura les moyens, car à la mort de ſon pere, il trouvera un tréſor conſidérable & une armée nombreuſe & des mieux aguéries. Je ſais que Hyder ne tardera pas à ſe déclarer en notre faveur & qu'il ne voit pas avec indifférence les ſuccès de nos ennemis dans l'Inde. Si on ſait tirer parti de cet allié ici, nous pouvons par ſon ſecours reprendre en peu de tems tout ce que nous avons perdu dans ces contrées ; mais il ne favoriſera nos projets qu'autant qu'on lui offrira des avantages, car il ſe défie de la politique européenne. Ce Prince parle ſouvent de la guerre qu'on a fait entreprendre aux Turcs contre les Ruſſes, & de la paix honteuſe qu'on les a obligés de faire. Il a dit pluſieurs fois que, ſi les circonſtances lui avoient permis de faire une abſence d'une année, il ſeroit venu en europe pour y voir le Roi de Pruſſe, qu'il le regardoit comme le plus grand monarque qui eut jamais exiſté. Il le mettoit au deſſus d'Alexandre & de Céſar.

Vous

Vous voyez, mon cher Comte! que votre monarque jouit, d'un bout de l'univers à l'autre, d'une réputation méritée. J'ai cru vous faire plaiſir en vous envoyant cet extrait ſur Hyder-Ali. C'eſt un perſonnage intéreſſant, dont les actions & la vie privée m'ont paru avoir beaucoup de rapport avec celles du Roi de Pruſſe.

Le miniſtère anglois, à l'ouverture du parlement, a ſoin de préparer la nation par un préambule & un beau diſcours qu'il fait tenir au Roi. Chez nous, où le ſouverain eſt le maître de faire ce qu'il veut, on a cependant l'attention de careſſer un peu le peuple, afin de le déterminer plus aiſément à mettre ſon argent dans les emprunts. On a fait inſérer le paragraphe ſuivant dans quelques gazettes étrangères.

„ Les efforts que la France a faits
„ dès le commencement de la guerre
„ préſente & le ſuccès avec lequel elle
„ a lutté pour la liberté des mers con-
„ tre une puiſſance accoûtumée à y ré-
„ gner,

„ gner, ont cauſé l'étonnement de la
„ partie éclairée de l'europe. Elle n'a
„ pu refuſer ſon admiration (*Phébus que*
„ *cela*) au miniſtre qui dans l'espace de
„ quatre ans a mis ſur pied une marine
„ formidable & telle que la France n'en
„ a point eu depuis un ſiecle; mais elle
„ n'a pas manqué de réfléchir en mê-
„ me tems ſur l'immenſité des reſſour-
„ ces néceſſaires pour ſuffire à toutes
„ ces dépenſes, & ſur la manière dont
„ les talens du directeur des finances y
„ ont pourvu, ſans recourir à aucun
„ impôt. L'événement a prouvé toute
„ l'étendue du ſervice qu'il a rendu à la
„ nation en travaillant à rétablir l'ordre
„ & l'économie dans les finances, com-
„ me le ſeul moyen de faire reprendre
„ à la France cette vigueur qu'elle a-
„ voit perdue par les prodigalités & les
„ déſordres des deux regnes précédens.
„ M. Necker pourſuit avec une aſſidui-
„ té conſtante l'exécution du plan qu'il
„ a formé pour aſſurer une proſpérité
„ durable à la nation; un nouvel édit

„ du Roi qui va paroître en ſera le té-
„ moignage &c. &c.

Il paroit une réponſe au mémoire juſtificatif de la cour de Londres; M. de Beaumarchais eſt l'auteur de ce nouvel écrit, qui fait beaucoup de bruit & dont la publication eſt autoriſée par le miniſtère. Mrs. de Choiſeul & de Praslin n'y ſont pas bien traités Je vous en dirai davantage à ce ſujet dans ma prochaine.

Adieu, mon cher Comte. Je ſuis &c.

LETTRE XXVII.

VERSAILLES, *le 19 Décembre.*

Du même, au même.

Je vous ai parlé dans ma dernière de la réponſe au mémoire juſtificatif de la cour de Londres, qui a été rendue publique ici le 15 de ce mois, & diſtribuée avec profuſion, Comme cet écrit n'eſt point miniſtériel, mais l'ouvrage d'un ſimple particulier, on a voulu ſans dou-

te

te voir l'effet qu'il produiroit, avant de lui donner l'approbation qui lui eſt néceſſaire pour être avoué du gouvernement. On ſait cependant que l'auteur n'a travaillé que d'après les renſeignemens qui lui ont été donnés par le département des affaires étrangères, & avec l'agrément de Mrs. les comtes de Maurepas & de Vergennes. M. de Beaumarchais expoſe, dans une eſpèce d'introduction, les raiſons qui l'ont déterminé à prendre la plume. En parlant des griefs de la Grande-Brétagne rélativement au commerce clandeſtin des françois dans le continent d'Amérique, l'auteur ſe plaint de la complaiſance exceſſive du cabinet de Verſailles, qui, ſur les clameurs du vicomte de Stormont, porta une inquiſition ſevère & juſqu'àlors inouie ſur le cabinet des négocians & arrêta leurs ſpéculations. Son texte eſt diviſé ainſi : *Premier motif d'écrire ; Second motif d'écrire.* Comme cette brochure eſt aſſez longue & qu'elle n'eſt pas ſusceptible d'extrait, je vous l'envoye ; ſa lecture vous intéreſſera, je crois ;

vous en trouverez le ſtyle aiſé & coulant; les faits principaux y ſont préſentés ſous une apparence de vérité faite pour ſéduire. Il donne une ſemonce à George III pour s'être laiſſé tromper par ſes miniſtres, comme Philippe II le fut par le comte d'Olivarès, & avoir ajouté foi au compte que les Lords Buth & North lui ont rendu ſur les américains, qui étoit auſſi faux & auſſi inſidieux que celui que le miniſtre eſpagnol rendit à ſon maître au ſujet de la révolte du duc de Bragance. Comme M. de Beaumarchais s'eſt permis, ainſi que je vous l'ai dit, dans ſes obſervations d'attaquer l'adminiſtration des ducs de Choiſeul & de Praslin, ces deux ex-miniſtres ont écrit avant-hier les lettres ſuivantes à M. le comte de Vergennes. Celle du duc de Choiſeul peint ſon caractère, c'eſt un perſiflage continuel. La lettre du duc de Praslin eſt plus ſérieuſe.

Lettre

Lettre de M. le Duc de Choiſeul à M. le Comte de Vergennes, en date du 12 Décembre 1779.

„ J'ai reçu, Monſieur! de la part de „ l'auteur, un écrit aïant pour titre: *Ob- „ ſervations ſur le mémoire juſtificatif de la „ cour de Londres.*

„ On aſſure, Monſieur! que cet ou- „ vrage vous a été lu; l'on ne peut „ douter, par la maniere dont il ſe pu- „ blie, qu'il ne ſoit autoriſé par le gou- „ vernement. D'après cette opinion, „ j'aurai l'honneur de vous faire obſer- „ ver qu'il ſe trouve dans cet écrit une „ fauſſeté de fait de la plus grande ab- „ ſurdité, ſur laquelle il eſt juſte, dé- „ cent, & même politique d'éclairer au- „ thentiquement le Roi & le public.

„ M. de Beaumarchais, à la page 35 „ de ſon mémoire, après avoir fait un „ tableau vraiment touchant & juſqu'à „ ce moment inconnu à l'europe, des „ anxiétés qui le deſſéchoient d'inſom- „ nie; après avoir peint les ſoupçons,

„ les reproches & l'ingratitude de la
„ France, de l'Angleterre & de l'Amé-
„ rique dont il étoit la victime ; dit,
„ *qu'il a vu renaître ſon courage quand il a*
„ *penſé que ſa patrie ſeroit vengée de l'état*
„ *d'abaiſſement auquel on l'avoit ſoumiſe en*
„ *fixant par le traité de 1763, le nombre*
„ *de vaiſſeaux qu'on daignoit encore lui ſouf-*
„ *frir.*

„C'eſt cette aſſertion fauſſe & abſur-
„ de que je prends, Monſieur! la liber-
„ té de vous dénoncer.

„ Vous connoiſſez le traité de 1763,
„ vous ſavez que, dans le fait, rien
„ n'eſt ſi dénué de vérité & de vraiſem-
„ blance que ce qu'oſe avancer affir-
„ mativement M. de Beaumarchais. Si
„ vous vous êtes fait rendre compte de
„ la négociation qui eut lieu pour ce
„ traité & dont les pieces juſtificatives
„ doivent être dans vos bureaux, vous
„ y aurez vu que ce fut l'Angleterre
„ qui nous propoſa la paix, & que mal-
„ gré ſes ſuccès, elle reſpectoit trop la
„ gran-

„ grandeur du Roi pour imaginer de lui „ propoſer une condition auſſi humi- „ liante.

„ Le miniſtère actuel de la marine ne „ peut ignorer que la plus grande par- „ tie des vaiſſeaux employés dans la „ guerre préſente ont été donnés gra- „ tuitement au Roi en 1762 par les dif- „ férens corps & communautés de ſon „ royaume, & qu'ils ont été conſtruits „ auſſitôt après la paix de 1763: ainſi il „ ne peut y avoir aucune difficulté à „ publier la fauſſeté du fait avancé par „ M. de Beaumarchais. J'aurai en outre „ l'honneur de vous obſerver, Monſieur! „ qu'une pareille fauſſeté, conſignée dans „ un écrit que l'on ſuppoſe aprouvé par „ le gouvernement, peut avoir des con- „ ſéquences dangereuſes.

„ La premiere ſeroit que le Roi fût „ induit en erreur ſur un fait d'une na- „ ture auſſi importante. S. M. n'ignore „ pas ſans doute que ſes miniſtres ont „ connoiſſance du mémoire de M. de „ Beaumarchais; naturellement elle doit

„ craindre que ce qui eſt dit dans ce
„ mémoire ſur le dernier traité de paix
„ ne ſoit dans l'exacte vérité; ſon cœur
„ noble & ſenſible eſt ſurement peiné
„ d'une condition de ce traité auſſi hu-
„ miliante pour la mémoire du feu Roi
„ & auſſi déshonorante pour la nation
„ dont il eſt le ſouverain. Je crois ,
„ Monſieur! qu'il eſt juſte & inſtant pour
„ vous que vous détrompiez Sa Majeſ-
„ té, en mettant ſous ſes yeux la let-
„ tre que j'ai l'honneur de vous écrire.
„ J'oſe même déſirer que vous diſiez au
„ Roi, que, quelque ſoumis que j'aye été
„ au volontés du feu Roi par devoir &
„ par reſpect, je n'aurois jamais pu me
„ réſoudre à contribuer par ma ſignatu-
„ re à un article qui auroit été auſſi
„ contraire à la gloire de ſon regne.

„ Vous ſavez, Monſieur! que la pré-
„ voyance eſt une des qualités les plus
„ eſſentielles en politique. Quelque for-
„ midables que ſoient les forces du Roi,
„ quelque grand que ſoit le pouvoir &
„ l'influence de S. M. en europe, quel-

„ ques

„ ques talens que l'on puiſſe avoir pour
„ diriger ſes puiſſans moyens, le ſuccès
„ dans la carrière des armes dépend
„ tellement du hazard & des circon-
„ ſtances, que l'on éprouve quelquefois
„ les plus grands malheurs, même en
„ ſuivant les plans les plus habilement
„ concus. Je ſuis bien éloigné de crain-
„ dre des revers dans la guerre actuel-
„ le; mais qui peut répondre des évé-
„ mens d'une autre guerre? & ſi ces
„ événemens conduiſoient au déſir, au
„ beſoin de faire la paix; les anglois,
„ qui à Gertruidenberg n'ont ni oſé ni
„ ſongé à limiter les forces de la Fran-
„ ce, qui en 1763 n'ont pas même eu
„ dans l'imagination de faire une telle
„ propoſition; ne ſeroient-ils pas auto-
„ riſés, d'après un mémoire où cette
„ propoſition eſt poſée en fait, d'après
„ un écrit avoué par le miniſtère, à for-
„ mer une pareille prétention pour con-
„ dition de la paix, ſans craindre de re-
„ volter des miniſtres & une nation qui
„ leur en auroient ſuggéré eux-mêmes
„ l'idée.

„ Je vous demande pardon, Mon-
„ ſieur! de m'être étendu auſſi longue-
„ ment ſur cet objet; je n'ai pu me ré-
„ fuſer à l'intérêt que je dois y pren-
„ dre; & j'ai cru, lorſque M. de Beau-
„ marchais fait part à l'europe de ſes
„ ſentimens ſur les différens de l'Angle-
„ terre avec ſes colonies, & de ſa vo-
„ lonté de ſoutenir l'honneur & les droits
„ de la couronne de France, que je
„ pouvois vous confier mon ſentiment
„ ſur un fait qui intéreſſe la gloire du
„ feu Roi & qui eſt rélatif à l'époque
„ de mon miniſtère.

Je ſuis &c. &c.

Vous ſentirez, mon cher Comte! tous le perſiflage qui regne dans cette lettre & le ton de dériſion avec lequel elle eſt écrite. Le comte de Maurepas s'en eſt beaucoup amuſé. M. de Vergennes auroit volontiers envoyé l'auteur à la Baſtille, mais il a à faire à un trop grand ſeigneur, & il n'en a tiré d'autre vengeance que celle de ne lui point faire de réponſe. On m'a aſſuré que Beaumarchais a voulu s'en charger; mais

toute

toute réflexion faite, on a préféré de garder le ſilence, & de ne point provoquer un homme qui ſavoit trop de choſes & qui ne ſeroit ſurement point reſté en arrière. La lettre du duc de Praslin eſt ſérieuſe, comme le perſonnage qui l'a écrite. Je vous l'envoye auſſi

Lettre de M. le Duc de Praslin à M. le Comte de Vergennes, en date du 17 Décembre 1779.

„ J'ai reçu il y a quelques jours, „ Monſieur! une petite brochure qui a „ pour titre : *Obſervations ſur le mémoi-* „ *re juſtificatif de la cour de Londres, par* „ *Pierre - Auguſtin Caron de Beaumarchais* „ &c. Je n'y ai d'abord fait aucune „ attention, parceque je m'occupe ra- „ rement de la lecture des brochures „ & ſurtout de celles qui ſont réla- „ tives à la politique ; mais le bruit „ que celle-ci a fait dans le public a „ excité ma curioſité, & j'aurois peine „ à vous exprimer à quel point j'ai été „ ſurpris en y liſant, page 35, le paſ- „ ſage ſuivant : *Mon courage renaiſſoit quand*

„ *je*

„ *je penſois que ma patrie ſeroit vengée de*
„ *l'abaiſſement auquel on l'avoit ſoumiſe en*
„ *fixant par le traité de 1763 le petit nom-*
„ *bre de vaiſſeaux qu'on daignoit encore lui*
„ *ſouffrir.*

„ Si cet écrit, Monſieur! étoit l'ou-
„ vrage d'un particulier ſans miſſion,
„ qui ne ſe ſeroit pas donné la peine de
„ lire le traité dont il parle, j'aurois mé-
„ priſé l'aſſertion erronée qui s'y trou-
„ ve; mais comme il paſſe dans le mon-
„ de pour avoir été publié ſous l'auto-
„ rité du gouvernement, & que dès
„ lors on eſt fondé à croire qu'il ne con-
„ tient que des vérités, la part que j'ai
„ eue à ce traité ne me permet pas de
„ voir avec indifférence le paſſage que
„ je viens de citer, qui compromet à
„ la fois mon honneur, celui de la na-
„ tion, & la mémoire du feu Roi.

„ Vous n'ignorez certainement pas
„ que dans le traité de Paris, il n'y a
„ aucun article qui fixe le nombre de
„ vaiſſeaux que la Grande-Brétagne dai-
„ gne encore ſouffrir à la France; que
„ même dans ce traité (qui n'a point

„ d'ar-

„ d'article ſecret) il ne ſe trouve pas
„ un ſeul mot dont on puiſſe tirer une
„ induction de cette nature; & ſi vous
„ voulez vous faire répréſenter toute
„ les pieces de la négociation, vous ver-
„ rez qu'une pareille clauſe n'a j'amais
„ été propoſée. Les miniſtres anglois,
„ avec qui nous avons traité, connoiſ-
„ ſoient tout l'avantage de leur poſition,
„ & ils ont très bien ſu ſe prévaloir de
„ nos pertes & de nos malheurs pour
„ impoſer des conditions de paix pro-
„ portionnées à leurs ſuccès; mais, Mon-
„ ſieur! (c'eſt une juſtice que je dois
„ leur rendre) ils penſoient trop noble-
„ ment, ils ſavoient trop les égards qui
„ ſont dus aux grandes puiſſances, pour
„ ſe hazarder à faire des propoſitions
„ inſultantes; & j'oſe dire qu'ils me con-
„ noiſſoient aſſez pour prévoir la ma-
„ nière dont j'y aurois répondu. J'a-
„ jouterai encore que le feu Roi, qui
„ ſavoit ſoutenir la dignité de ſa perſon-
„ ne & l'indépendance de ſa couronne,
„ n'auroit jamais permis à un de ſes mi-
„ niſtres de mettre ſous ſes yeux une

„ clau-

„ clauſe auſſi étrange. La paix étoit d'-
„ ſirée dans tout le royaume, on alloit
„ même juſqu'à la regarder comme né-
„ ceſſaire; mais je puis aſſurer qu'elle
„ n'auroit jamais été faite, ſi nos enne-
„ mis l'avoient miſe au prix du déshon-
„ neur.

„ Au ſurplus, Monſieur! cette pré-
„ tendue limitation de nos forces mari-
„ times, démentie par tous les actes du
„ traité & par toutes les pieces de la
„ négociation, l'eſt encore aux yeux de
„ l'univers par le ſeul fait du rétabliſſe-
„ ment de notre marine. Il eſt notoire
„ qu'elle étoit preſque anéantie en 1763,
„ & depuis cette époque l'on n'a ceſſé
„ de travailler publiquement dans nos
„ ports à la remettre ſur un pied res-
„ pectable. Quand j'ai quitté ce dépar-
„ tement, la France avoit déja 64 vaiſ-
„ ſeaux de ligne, indépendamment de
„ ceux qui étoient ſur le chantier, tous
„ les matériaux néceſſaires pour en con-
„ ſtruire dix ou douze, & environ 50
„ groſſes frégates & corvettes. Les an-
„ glois voyoient ce rétabliſſement d'un

„ œil

„ œil inquiet & jaloux, mais ils n'en
„ ont jamais porté de plaintes; ils ſa-
„ voient bien qu'ils n'avoient pas le droit
„ de s'y oppoſer & l'on peut croire que
„ s'ils y avoient été autoriſés par le
„ traité de Paris, ils n'auroient pas né-
„ gligé de faire valoir un titre ſi utile
„ & ſi glorieux.

„ J'ai peut-étre trop étendu mes ob-
„ ſervations ſur un article dont l'erreur
„ ſe manifeſte d'elle-même; mais, Mon-
„ ſieur! occupant aujourd'hui la place
„ qui m'a été confiée autrefois, vous
„ êtes plus fait qu'un autre pour ſentir
„ & pour approuver mes motifs; & je
„ crois que vous penſerez, comme moi,
„ qu'il eſt de la juſtice du Roi & de ſa
„ dignité de déſavouer formellement &
„ publiquement l'article que je vous dé-
„ nonce. Je ne craindrai pas même de
„ dire qu'il doit cette ſatisfaction à la
„ mémoire de ſon ayeul, à l'honneur
„ de ſa couronne & à celui de la nation
„ qu'il gouverne.

„ J'eſpère, Monſieur! que vous vou-
„ drez bien mettre ſous les yeux du

„ Roi

„ Roi ma juſte & reſpectueuſe réclama-
„ tion avec les titres ſur lesquels elle
„ eſt fondée, & me faire part des or-
„ dres que S. M. jugera à propos de
„ donner en conſéquence.

Le comte de Vergennes répondit au duc de Praslin, „ qu'aïant remis ſous „ les yeux du Roi, la lettre qu'il lui „ avoit écrite, S. M. avoit eu égard à „ ſes repréſentations & qu'elle venoit „ de ſupprimer par un arrêt du conſeil „ le mémoire de M. de Beaumarchais". Cette ſatisfaction de la part du monarque fut un triomphe pour les Choiſeuls, qu'on accuſoit depuis longtems d'avoir diſſipé les fonds qui leur avoient été fournis pour la reſtauration de la marine. La lettre du duc de Praslin conſtatoit qu'à ſa ſortie du miniſtère il avoit laiſſé dans les ports du Roi 64 vaiſſeaux de ligne, 50 frégates & des matériaux pour la conſtruction de douze vaiſſeaux du Roi. Le duc de Praslin, qui étoit auſſi avare que ſon couſin étoit prodigue, économiſoit l'argent du Roi com-

me

ne le ſien; il avoit fait des retranchemens conſidérables dans ſon département; il avoit établi un conſeil de législation pour les colonies; ce conſeil étoit dirigé par un nommé Bendet, ſon premier-ſecrétaire, qui connoiſſoit parfaitement cette partie; c'étoit un homme très laborieux, & tout rouloit en partie ſur lui. Ce fut ce même Bendet qui imagina de tirer des bois de conſtruction des forêts du Roi de Pruſſe, & qui fit en 1768 un traité à ce ſujet avec un particulier. Les fonds aſſignés alors au département de la marine n'étoient que de dix-ſept millions; on devoit avec cette ſomme faire conſtruire des vaiſſeaux, les entretenir ainſi que l'artillerie & les fortifications de Breſt. Si le duc de Praslin étoit reſté encore quelques années au miniſtère, il eut laiſſé dans les ports du Roi au moins 90 vaiſſeaux de ligne, des frégates à proportion & ſoixante à quatre-vingt mille matelots, claſſés & prêts à s'embarquer au premier ordre. Les ennemis des Choiſeuls ont prétendu que l'é-

tat dans lequel ſe trouve actuellement notre marine eſt dû à M. de Sartine. La lettre de M. de Praslin eſt une preuve du contraire, à moins qu'elle ne ſoit réfutée par une réponſe; ce que je ne crois pas. On paroit fâché d'avoir provoqué ces deux ex-miniſtres, qui ont gain de cauſe par l'arrêt rendu en leur faveur.

Le duc de Choiſeul, quoiqu'en diſent ſes ennemis, étoit un de ces hommes rares & tels qu'on en trouve peu; la preuve en eſt dans ceux qui lui ont ſuccédé. Il réuniſſoit toutes les qualités néceſſaires pour le poſte qu'il occupoit; hardi, entreprenant, il avoit un caractère décidé; jamais miniſtre ne fit parler ſon maître avec plus de dignité. Sans avoir toutes les connoiſſances que ſa place exigeoit, il y ſuppléoit par ſon eſprit & une facilité incroyable à ſaiſir du premier coup-d'œil le bon & le mauvais côté d'une affaire. Ferme dans ſes réſolutions, on le faiſoit changer difficilement lorſqu'il avoit adopté une opinion. Sa politique étoit franche & loyale,

yale, quoique des plus déliées ; il avoit pris un aſcendant marqué ſur tous les cabinets, ce qui le faiſoit appeler *le cocher de l'europe*. Ami conſtant, protecteur ardent, il combla de bienfaits ceux qui lui furent attachés. Généreux & même prodigue envers ceux qu'il employoit, ils s'étoit fait une infinité de créatures dans toutes les claſſes de l'état. Trop fier pour ſe prêter à la ſoupleſſe du courtiſan, tout devoit plier devant lui ; il en impoſoit même quelquefois à ſon maître. Quoiqu'il eut un pouvoir ſans bornes, il n'en abuſa point pour perſécuter. Ennemi généreux, il n'exerça jamais ſa vengeance par de lâches trahiſons. Il ſe montroit toujours à découvert, il ne ſut jamais diſſimuler; il n'employa ce moyen qu'une ſeule fois, & ce trait lui fait le plus grand honneur ; il eſt trop beau pour que je n'en faſſé pas mention ici : On ſait l'attachement qu'il avoit pour M. de la Chalotais, ainſi que la ducheſſe ſon épouſe. Lors du procès contre ce procureur-général, on vint dire à Madame de Choiſeul qu'il feroit

condamné à perdre la tête: Cette dame, connue par les qualités de ſon cœur & l'ame la plus belle, ne pouvant attendre de trouver le duc ſeul, lui annonce cette nouvelle à table, les larmes aux yeux. Son époux lui impoſe ſilence & lui dit: *Ne me parlez jamais de cet homme, Madame! Il eſt coupable de déſobéiſſance envers le Roi; il mérite la mort.* La ducheſſe ſurpriſe, répond: „ Comment! Vous qui „ étiez ſon meilleur ami, vous l'aban- „ donnez! „ — *Je le dois, Madame! Ne m'en parlez jamais* — „ Mais au moins, „ écoutez moi? „ — *Non; je vous défens de m'en dire davantage.* Cette ſcene ſe paſſoit à une table de quarante couverts. Jamais le duc n'avoit pris un pareil ton envers ſon épouſe, qu'il adoroit. Après le diner, elle le ſuit dans ſon cabinet; il la repouſſe, la traite encore plus durement, en lui diſant: *Comment, vous voulez me rendre complice d'un criminel d'état. Non, il périra! ſortez de ma préſence, je ne veux plus vous voir.* Cela fit grand bruit à la cour; les ennemis de M. de la Chalotais en furent inſtruit & regar-

doient

doient déja leur vengeance comme assurée. C'est par ce moyen que M. de Choiseul sauva ce chef de la magistrature. Il donna le change à ceux qui vouloient le perdre, tandis qu'il travailloit à lui sauver l'honneur & la vie. Lorsqu'il y eut réussi, il courut chez la duchesse, lui donna le nœud de la conduite énigmatique qu'il avoit tenue. *C'étoit pour mieux vous servir*, lui ajouta-t-il; *votre ami & le mien succomboit, si je n'eusse pas dissimulé comme je l'ai fait. Oubliez mes torts en faveur du motif qui les a occasionnés.* C'est ainsi que M. de la Chalotais échappa au danger dont il étoit menacé. J'ai cru, mon cher Comte!. que cette anecdote, peu connue, vous feroit plaisir. Pour vous achever le portrait du duc de Choiseul, je le terminerai en vous disant que ce ministre tout-puissant, qui fixa longtems les regards de toutes les cours de l'europe, ne fut pas toujours heureux dans le choix qu'il fit de ceux auxquels il donnoit sa confiance; ce qui lui fit des ennemis réels & dangereux. Prévenu en faveur de

ſes protégés, il rejettoit avec hauteur & quelquefois même avec mépris, les plaintes qu'on lui portoit contre eux. Ses amis lui firent ſouvent des repréſentations à ce ſujet; il leur répondoit: *Vous avez raiſon; mais il importe, dans la place que j'occupe, de ne jamais avouer que je me ſuis trompé ſur le choix des ſujets. C'eſt à moi ſeul à redreſſer leurs torts, lorſqu'ils en ont; & c'eſt ce que j'ai fait ſouvent, mais jamais lorſqu'on a voulu m'y contraindre.* Je terminerai l'éloge de cet homme célebre, par ce dernier trait: la disgrace du duc de Choiſeul fut ſon triomphe, & jamais miniſtre ne reçut autant d'honneurs & ne laiſſa autant de regrets.

J'ai beaucoup de nouvelles de l'Amérique à vous mander. Notre comte d'Eſtaing arriva le 29 Août devant la rivière de Sawanach; il débarqua quatre mille hommes qui marchèrent droit à la ville & l'inveſtirent. Le 18 Septembre, on commença à la canoner & à la bombarder, ce qui fut continué pendant quinze jours. Notre général preſſé par

le

le manque de vivres & l'arrière-saison, voulut brusquer l'entreprise; il donna l'assaut & fut repoussé par les anglois. Comme il étoit à la tête des assaillans, il reçut deux blessures. Cette expédition manquée, il remit en mer pour revenir en europe, & il est arrivé heureusement à Brest. Il se rendra ici, dès que sa santé lui permettra de pouvoir être transporté. En attendant que je vous en dise davantage, je suis pour la vie, mon cher Comte! votre tout dévoué &c.

TABLE
DES
MATIERES CONTENUES
DANS CE
TROISIEME VOLUME.

Lettre I. *Pag. 1.*

Retour du Roi de Pruſſe à Berlin. Joye du peuple. Mécontentement du Roi. Disgrace de pluſieurs généraux. Changemens dans la tactique pruſſienne. Progrès des autrichiens dans cette partie. Réflexions ſur l'adminiſtration intérieure du Roi de Pruſſe. Cauſes de l'affluence des déſerteurs françois en Allemagne. Effets funeſtes des innovations introduites dans le militaire françois.

Lettre II. *Page 10.*

Nouvelles réformes & améliorations du Roi de Pruſſe dans ſes états. Diſpoſitions de ce monarque envers la France & l'Angleterre. Lettre d'un miniſtre du cabinet de St. James à un autre miniſtre anglois ſur l'état politique de différentes puiſſances. Conduite de la France envers le Stadhouder. Réflexions ſur la politique de cette puiſſance. Faute commiſe par le cabinet de Verſailles.

Lettre III. *Page 21.*

Tableau de la France ſous Louis XIV & Louis XV. Cauſes du dérangement des finances de cette puiſſance. Conduite de Louis XVI à ſon avénement

ment au trône. Opérations de M. de Maurepas. Triomphe des Economiſtes. Conduite de M. Turgot pendant ſon miniſtère. Réflexions ſur la guerre d'Amérique. Meſſage du prince de Baradenski près du Roi de France. Préſents faits au comte de St. Prieſt par l'Impératrice de Ruſſie. Poſition critique de l'escadre françoiſe aux Antilles.

Lettre IV. *Page 31.*

Effets de la conduite du gouvernement d'Angleterre envers ſes colonies. Influence de l'inſurrection des américains ſur les peuples de l'europe. Esquiſſe du regne du Roi Frédéric-Guillaume. Conduite & ſuccès de Frédéric le Grand. Discuſſion ſur les avantages & les déſavantages des colonies pour la France. Opinion du Roi de Pruſſe ſur les projets de la maiſon d'Autriche. Conduite des ambaſſadeurs de France & d'Angleterre à la Haye. Réflexions ſur l'art du négociateur.

Lettre V. *Page 44.*

Lettre de M. de Sartine au comte d'Orvilliers. Réflexions ſur le contenu de cette lettre comparée à un discours du Roi de Pruſſe. La flotte françoiſe ſort du port de Breſt. Dispoſitions de la cour d'Espagne envers la France. Mécontentement des anglois au ſujet de la paix de Téſchen. Négociation du duc de la Vauguyon près des états-généraux. Conduite politique du Stadhouder. Propos du comte de Vergennes au Roi.

Lettre VI. *Page 55.*

L'Espagne ſe déclare ouvertement pour la France. Conduite politique du cabinet de Madrid envers la cour de Londres. Entretien du comte de Maurepas avec M. de Vergennes. Le Lord North annonce au parlement d'Angleterre la déclaration de la cour d'Espagne. Débats que

cette

cette nouvelle occaſionne. Motion contre le miniſtre. Discours du Lord North pour ſe juſtifier. Conduite arbitraire des miniſtres britanniques. Extrait de la déclaration de l'Espagne. Meſſage de George III à la chambre des pairs. Préjugé des espagnols contre les françois. Grands préparatifs de la France. Réflexions ſur la liberté de parler & d'écrire des anglois.

Lettre VII. *Page 73.*

Arrivée du comte d'Almodavar à Paris. Nouvelles diſpoſitions pour une deſcente en Angleterre. Succès des anglois dans la Virginie. Réflexions ſur les ſuites des liaiſons de la France avec les américains. Nouveau ſyſtême financier de M. Necker. Extrait de la réponſe de la cour de Danemarck relativement au projet d'une confédération entre les puiſſances du Nord. But & avantages qui pourroient réſulter d'une pareille confédération. Dangers d'une rupture entre l'Angleterre & la Hollande. Opinion d'un Hollandois.

Lettre VIII. *Page 81.*

Extrait du diſcours prononcé par le Lord Richmond dans la chambre des pairs rélativement à la guerre de l'Angleterre avec ſes colonies. Adreſſe au Roi propoſée par ce membre de l'oppoſition. Projet de l'Impératrice de Ruſſie. Eloge de cette ſouveraine. Allarmes au Havre & à St. Malo, cauſées par l'apparition d'une flotte angloiſe. Arrivée de la flotte marchande de St. Domingue à Breſt. Préparatifs de l'Eſpagne pour le ſiege de Gibraltar.

Lettre IX. *Page 94.*

Converſation avec l'ambaſſadeur d'Angleterre à Berlin. Opinion de ce miniſtre ſur la guerre entre la France & la Grande-Bretagne. Sentiment du Roi de Pruſſe ſur cette guerre & ſur la conduite des françois. Réflexions ſur les effets

fets de la politique verſatile du cabinet de Verſailles. Intrigues de la France en Hollande. Embarras des états-généraux. Conduite de l'ambaſſadeur de France envers le Prince Henri à la Haye. Lettre du Roi de Pruſſe au prince Henri. Réflexions ſur les ſuites probables des manœuvres politiques de la France en Hollande. Projets du comte de Vergennes ſur cette république.

Lettre X. *Page* 110.

Réflexions ſur la conduite des ſouverains envers leurs peuples. Decret & lettre du Roi d'Eſpagne à tous ſes miniſtres dans les cours étrangères. La flotte eſpagnole ſe met en mouvement. Nouveau manifeſte de la cour de France contre l'Angleterre. Réflexions ſur cette piece. La flotte de l'amiral Hardi reçoit des renforts, & remet en mer. Le comte d'Eſtaing quitte le Port-Royal avec ſa flotte. Oppoſition de différentes puiſſances aux projets de la France. Réflexions ſur le gouvernement hollandois. Arrêt du conſeil en faveur des villes de la province de Hollande. Proclamation de George III.

Lettre XI. *Page* 127.

Réflexions ſur les adminiſtrations provinciales. Apperçu d'un plan économique à adopter par le Roi. Mauvais état des finances de la France. Méſintelligence entre les eſpagnols & les françois. Extrait de la réponſe de la cour de Londres au manifeſte de la cour d'Eſpagne. Progrès du parti anglois à Madrid. Diſpoſitions au camp de St. Roch. Nouveaux ordres du Roi pour l'embarquement des troupes. Succès des négociations du comte de Montmorin près de la cour de Madrid. Réunion des flottes françoiſe & eſpagnole. L'armée aux ordres du comte de Cbabot eſt augmentée.

Lettre XII. *Page* 142.

Réflexions ſur le projet de deſcente de la France & ſur la vanité des ſouverains. Conſtitution politique

litique de la Pruſſe comparée à celle de la France. Régime, ſimplicité & économie de la cour de Pruſſe. Préjugé des françois contre ce royaume. Opinion de Frédéric ſur l'état politique de différentes puiſſances de l'europe. Projets de la France ſur l'Allemagne. Services rendus par l'Angleterre à Allemagne. Inſtabilité du miniſtère françois. Excurſions du Roi de Pruſſe.

Lettre XIII. *Page 160.*

Conduite atroce des anglois en Amérique. Lettre du Chev. Danmours à M. Gerard. Réſolution priſe par le congrès. Arrivée de la flotte marchande des îles-ſous le vent à Londres. Aſſociations formées en Espagne pour ſubvenir aux fraix de la guerre. Edit de S. M. Catholique concernant les monnoies. Le comte d'Eſtaing s'empare de l'île St. Vincent. Victoire remportée par les américains ſur les anglois. Etat de l'armée navale combinée. Projet de l'amiral Hardi. Aveuglement du miniſtère britannique.

Lettre XIV. *Page 176.*

Réflexions ſur les préparatifs de descente de la France, & ſur la guerre entre cette puiſſance & l'Angleterre. Projet préſenté au Roi de Pruſſe pour la formation d'une alliance entre les puiſſances du Nord. Réflexions ſur ce projet. Le duc de Brunswic eſt attendu à Berlin.

Lettre XV. *Page 186.*

Le Roi de France abolit le droit de *main-morte* dans ſes états. Plaiſanterie au ſujet du vaiſſeau espagnol *la Ste. Trinité.* Répartition de la flotte combinée. Détails ſur la priſe de l'île St. Vincent. Ardeur & courage des américains. Etat critique de l'Angleterre. Combat naval entre les espagnols & les anglois. Plan de bataille du comte d'Orvilliers. Rentrée de la flotte marchande de la Jamaïque dans les ports d'An-

d'Angleterre. Promotion dans l'ordre militaire de St. Louis. Dispoſitions du comte d'Orvilliers. Terreur panique des anglois. Priſe faite par les françois. Arrangemens faits par les nouvelliſtes de Paris.

Lettre XVI. *Page 203.*

Rélation de la priſe de la Grenade par les françois. Bravoure du comte d'Eſtaing. Combat naval entre l'escadre angloiſe & l'escadre françoiſe aux ordres de l'amiral Byron. Manœuvres navales du comte d'Orvilliers. L'amiral Hardi fuit devant lui. La conſternation regne à Londres. Le comte d'Eſtaing ſe prépare à de nouvelles conquêtes. Politique du gouvernement françois. Mauvaiſes nouvelles reçues de l'Inde.

Lettre XVII. *Page 214.*

Réflexions. Contradiction entre la rélation de l'amiral Byron & le rapport de l'amiral Barington. Eloge de l'amiral Hardi. Imputations à la charge du comte d'Orvilliers. Extrait d'une lettre de ce général à M. de Sartine. Drapeaux pris à la Grenade, préſentés au Roi. Extrait de la lettre du Roi aux archevêques & évêques. Aſſertions de l'amiral Byron contradictoires avec cette lettre. Réjouiſſances à Paris. Nouveau ſuccès des américains ſur les anglois. Réflexions ſur la bravoure des inſurgens.

Lettre XVIII. *Page 225.*

Opinion du comte de Maurepas ſur les ſuites de la protection accordée par la France aux américains. Précis de la vie du docteur Francklin; cauſes de ſon élevation; conduite adroite de ce miniſtre des états-unis à Paris. Détails ſur M. de Beaumarchais; ſes liaiſons avec les députés américains; armemens qu'il fait en faveur des inſurgens; ſervices qu'il leur rend près du miniſtère françois. Fortune rapide de ce perſonnage.

Lettre

Lettre XIX. *Page 244.*

Rentrée de l'armée navale combinée dans le port de Breſt. Le comte d'Orvilliers ſe démet du commandement; il eſt remplacé par le comte Duchaffault. L'Impératrice de Ruſſie offre ſa médiation. Maladie ſur la flotte. Conduite du Lord Macartney; traitement qu'il éprouve. Lettre de ce Lord au Lord Germaine. Plaintes portées par l'amiral Barington. Succès des armes de l'Angleterre dans l'Inde. Expédition des anglois contre les Marattes; ils échouent. Diſpoſitions favorables de Hyder-Ali envers la France. Haine de ce Prince contre les anglois. Lettre des Jéſuites de la Ruſſie-Blanche à leurs confrères à Paris.

Lettre XX. *Page 262.*

Arrivée du duc de Brunswic à Berlin. Motifs qu'on attribue à ce voyage. Conduite du Roi envers ce prince. Le comte de Görtz eſt nommé miniſtre de Pruſſe à Pétersbourg. Paroles du Roi à M. de Hohenfels. Réflexions ſur la campagne de 1778. Ordres donnés par le Roi rélativement au comte de Bréchainville. Lettre d'un miniſtre anglois. Réflexions philoſophiques ſur le trafic que quelques ſouverains d'Allemagne font de leurs ſujets, & ſur les cauſes qui ont fait dégénérer la nation allemande. Plaiſanterie du Roi de Pruſſe au ſujet du prince de Heſſe-Caſſel. Autre faillie de ce monarque.

Lettre XXI. *Page 279.*

Conduite de M. Sartine envers le comte d'Orvilliers. Juſtification de ce dernier. Cauſe de la prévention du miniſtre de la marine contre cet amiral. Fautes commiſes par les miniſtres anglois & françois. Les américains eſſuyent une perte conſidérable. Réflexions ſur les avantages & les déſavantages des papiers-publics. Supercherie des miniſtres de Louis XV. Nouvelle production critique. Innovation du miniſtre

de

de la marine. Nouveau portrait des comtes de Vergennes & de Maurepas. Opérations ultérieures du comte d'Eſtaing.

Lettre XXII. *Page 295.*

Lettre d'un Lord du parti de l'oppoſition à un prince étranger ſur les cauſes de la guerre entre la France & l'Angleterre, les menées politiques du cabinet de Verſailles & les intrigues du comte de Vergennes en Hollande. Réflexions à ce ſujet.

Lettre XXIII. *Page 317.*

Conduite maladroite du cabinet de St. James. Projets de la cour de Londres ſur le Cap-de Bonne-Eſpérance. Les directeurs de la compagnie des Indes Hollandoiſes requiérent la protection de la France. Le ſiege de Gibraltar commence. Les vents empêchent la flotte de Breſt de ſortir. L'amiral Hardi ſe ſtationne à l'entrée de la Manche. Démarches de la cour de Londres. Diffèrent entre cette cour & les états-généraux au ſujet de deux navires pris par Paul Jones. Réſolution priſe par Leurs Hautes Puiſſances.

Lettre XXIV. *Page 331.*

Succès de la campagne. Bénéfices faits par les miniſtres & leurs ſous-ordres. Embarras de la France pour ſe procurer des bois de conſtruction. Augmentation de la marine de l'Angleterre. Projet avantageux propoſé par un officier au commencement de l'année 1778. Conduite de M. de Sartine envers ce militaire. Détails ſur Sir Rodney; il eſt nommé commandant d'une escadre angloiſe. Allarme des fermiers-généraux. Nouveaux projets du directeur des finances. Négligence coupable de l'adminiſtration au ſujet du traitement des priſonniers.

Lettre XXV. *Page 345.*

Ordre donné par le Roi de Pruſſe pour la ſupreſſion des titres à la tête des ordonnances. Plaiſanterie

ſanterie de ce monarque ſur les différentes titulatures des ſouverains & la vanité des particuliers. Déférence de la cour de Vienne envers le Roi de Pruſſe. Nouvelle ordonnance de Frédéric II relativement à l'inſtruction de la jeuneſſe. Opinion de ce prince ſur l'éducation; ſon goût pour la plaiſanterie. Nouvelles ſingulières fabriquées par lui. Lettre d'un miniſtre anglois.

Lettre XVI. *Page 358.*

Etat actuel de l'Inde. Détails ſur Hyder-Ali-Kan; il s'empare de l'état de Myſore; ſes entrepriſes, ſa fermeté, ſes ſuccès; adminiſtration intérieure de ce prince, moyens qu'il employe pour faire fleurir le commerce & établir un ordre parfait dans ſes états. Projets de ce ſouverain contre les anglois. Reſſemblance morale de Hyder-Ali avec le Roi de Pruſſe. Conduite adroite du gouvernement françois. Article qu'il fait inſérer dans les papiers-publics.

Lettre XXVII. *Page 370.*

Réponſe au mémoire juſtificatif de la cour de Londres publié par M. de Beaumarchais. Analyſe de cette piecc. Aſſertion erronée qui s'y trouve & qui donne lieu à des réclamations de la part des ducs de Choiſeuls & de Praslin. Lettres écrites par ces deux ex-miniſtres à M. le comte de Vergennes, rélativement à cette aſſertion. Réponſe du comte de Vergennes. Détails ſur l'adminiſtration du duc de Praslin. Portrait du duc de Choiſeul, ſa conduite pendant ſon miniſtère; manière adroite dont il s'y prît pour ſauver M. de la Chalotais; reproches qu'on lui fait. Tentative du comte d'Eſtaing ſur la ville de Sawanah; il échoue dans ſon entrepriſe. Ce général revient à Breſt avec ſa flotte.

FIN de la TABLE.

E 783
L651h
V.3